



PROSPECTUS

Transfert sur l'Eurolist d'Euronext (compartiment B)

La notice sera publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires en date du 28 juillet 2006



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n° 06-274 en date du 26 juillet sur le présent prospectus.

Le prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié « *si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes* ». Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires du prospectus sont disponibles, sans frais, auprès de THEOLIA – Parc de la Duranne - Les Pléiades - Bât F - 860 rue René Descartes - 13100 Aix-en-Provence. Le prospectus peut également être consulté sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de THEOLIA (www.theolia.com).

REMARQUES GENERALES

Le présent prospectus de la société THEOLIA (le « **Prospectus** ») contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement de la société THEOLIA, notamment dans ses parties 5, 6 et 13. Toutefois, au jour du Prospectus, plusieurs unités autonomes de production d'électricité sont en cours de développement ou de construction. La société THEOLIA dispose donc, à ce jour, d'une faible activité opérationnelle au regard de ses objectifs. En conséquence, les informations ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints. Les déclarations prospectives contenues dans le Prospectus visent aussi des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, avoir pour conséquence que les résultats futurs, les performances et les réalisations de la société THEOLIA soient significativement différents des objectifs formulés et suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture économique et commerciale, ainsi que les facteurs de risque exposés dans la partie 4 du Prospectus.

Il est également rappelé que, jusqu'au 30 juin 2005, la société THEOLIA clôturait ses exercices sociaux au 30 juin de chaque année. L'assemblée générale en date du 28 novembre 2005 a décidé de modifier la date d'exercice social qui commence désormais le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, l'exercice social commencé le 1^{er} juillet 2005 se terminera le 31 décembre 2006.

La lecture de certaines données, et notamment prévisionnelles, doit être effectuée à la lumière de ce changement.

Dans le Prospectus, la société THEOLIA est désignée « **THEOLIA** » ou la « **Société** ». Le « **Groupe** » ou le « **Groupe THEOLIA** » désigne THEOLIA et ses filiales directes et indirectes, telles que décrites dans la partie 7 du Prospectus.

SOMMAIRE

	Page
<u>RESUME DU PROSPECTUS</u>	1
 <u>DOCUMENT DE REFERENCE</u>	
1 PERSONNES RESPONSABLES DU PROSPECTUS	8
1.1. Personnes responsables des informations contenues dans le Prospectus	8
1.2. Attestation des personnes responsables du Prospectus	8
1.3. Politique d'information	10
2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	10
2.1. Commissaires aux comptes titulaires	10
2.2. Commissaires aux comptes suppléants	10
2.3. Informations sur les contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été renouvelés	11
3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	11
4 FACTEURS DE RISQUE	12
4.1. Risques liés au développement de la Société	13
4.1.1 Risques liés à la croissance rapide de la Société et au fait qu'elle soit en phase d'investissement	13
4.1.2 Risques liés à la dépendance à l'égard des dirigeants et des collaborateurs-clés	13
4.2. Risques liés à l'activité de la Société	14
4.2.1 Risques liés aux conditions climatiques	14
4.2.2 Risques liés à la concurrence avec les autres acteurs de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables	14
4.2.3 Risques liés à la dépendance vis-à-vis des clients	14
4.2.4 Risques fournisseurs	15
4.2.5 Risques liés à l'obtention des permis de construire	16
4.2.6 Risques liés à la rentabilité des centrales éoliennes	16
4.2.7 Risques liés au refus par une partie de la population des projets éoliens	16
4.2.8 Risques liés à la pollution des sites exploités par la Société	17
4.3. Risques liés à la réglementation et à son évolution	17
4.4. Risques de marché	17
4.4.1 Risques liés à l'obtention de financements	17
4.4.2 Risques liés au taux de change	17
4.4.3 Les risques liés à la dilution potentielle pour les actionnaires résultant de l'exercice des bons de souscription d'actions	17
4.4.4 Risques de liquidité	18
4.4.5 Risques de taux d'intérêt	22
4.5. Risques juridiques	22
4.5.1 Faits exceptionnels et litiges	22
4.5.2 Droits de propriété intellectuelle et industrielle	22
4.6. Assurances et couverture des risques	22
4.7. Risques liés aux engagements hors bilan	24
5 INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE	26
5.1. Histoire et évolution récente	26
5.1.1 Raison sociale, nom commercial et siège social de la Société (articles 3 et 4 des statuts)	26
5.1.2 Forme juridique de la Société et législation applicable (article 1 des statuts)	26
5.1.3 Date de constitution et durée de la Société (article 5 des statuts)	26
5.1.4 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société	26
5.1.5 Exercice social (article 24 des statuts)	26
5.1.6 Historique	26
5.2. Investissements	32
5.2.1 Principaux investissements réalisés au cours des 3 derniers exercices	32
5.2.2 Principaux investissements depuis le 31 décembre 2005	33
5.2.2.1 THEOLIA Deutschland GmbH	33
5.2.2.2 THEOLIA Benelux	33

5.2.2.3	THEOLIA Iberica	34
5.2.2.4	Granit SA.....	35
5.2.3	Principaux investissements à venir.....	35
5.2.4	Structure globale de financement des projets du Groupe	36
6	APERÇU DES ACTIVITES.....	37
6.1.	Principales activités	38
6.1.1.1	Présentation générale de l'activité de production d'énergie éolienne	39
6.1.1.2	Présentation des activités de THEOLIA dans la production d'énergie éolienne	43
6.1.1.3	La cogénération.....	47
6.1.1.4	L'activité biomasse	47
6.1.1.5	Centrales dispatchables (thermiques).....	47
6.2.	Principaux marchés sur lesquels le Groupe intervient	49
6.2.1	Marché européen des énergies renouvelables	49
6.2.2	Un environnement politique et réglementaire favorable.....	49
6.2.2.1	Vers un développement croissant des énergies renouvelables.....	49
6.2.2.2	Marché européen de production des énergies renouvelables.....	51
6.2.2.3	Nombreuses mesures incitatives destinées à promouvoir les énergies renouvelables.....	52
6.2.2.4	Présentation générale du marché français et des acteurs sur les différentes filières des énergies renouvelables	54
6.3.	Stratégie du Groupe THEOLIA.....	58
6.3.1	Evolution de la société Théolia constatée depuis juillet 2005.....	58
6.3.1.1	Programmes d'investissement de juin 2005 à juin 2006	58
6.3.1.2	Financements	59
6.3.1.3	Activité.....	60
6.3.1.4	Respect des coûts d'investissement et des délais	61
6.3.2	Axes de développement.....	62
6.3.3	Stratégie de THEOLIA pour son activité de production d'électricité	63
6.3.3.1	Stratégie de THEOLIA pour son activité éolienne.....	63
6.3.3.2	Stratégie de THEOLIA pour ses autres énergies renouvelables	63
6.3.3.3	Stratégie de THEOLIA en matière de certificats verts.....	63
7	ORGANIGRAMME.....	63
8	PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS.....	66
8.1.	Immobilisations corporelles existantes et planifiées de la Société	66
8.2.	Influence des questions environnementales sur les immobilisations corporelles de la Société.....	67
9	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION	67
9.1.	Examen comparé des exercices clos au 30 juin 2005 et 30 juin 2004 en normes françaises	67
9.2.	Examen comparé des exercices clos aux 30 juin 2004 et 30 juin 2003 en normes françaises	72
9.3.	Examen comparé des comptes intermédiaires au 31 décembre 2004 et 31 décembre 2005	74
9.4.	Facteurs de nature gouvernementale pouvant influencer sensiblement les opérations du Groupe THEOLIA.....	76
10	TRESORERIE ET CAPITAUX.....	76
10.1.	Flux de Trésorerie.....	76
10.2.	Emprunts	78
10.2.1	Evolution de l'endettement financier au cours des trois dernières années	78
10.2.2	Echéancier de l'endettement financier au 30 juin 2005.....	79
10.2.3	Endettement financier net	79
10.2.4	Politique de financement	79
10.2.4.1	Relations entre la société et des institutions bancaires visant à financer les projets en développement.....	79
10.2.4.2	Utilisation d'instruments financiers aux fins de couverture	79
10.3.	Capitaux Propres.....	80
11	RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES.....	80
12	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES	81
13	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	85
13.1.	Informations prévisionnelles, objectifs et perspectives.....	85
13.2.	Comptes prévisionnels simplifiés	85
13.3.	Rapport des commissaires aux comptes sur les prévisions	88

14	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE.....	90
14.1.	Composition du Conseil d'administration.....	90
14.2.	L'équipe de direction	95
14.3.	Conflits d'intérêts	96
15	REMUNERATIONS ET AVANTAGES	97
15.1.	Rémunération et avantages en nature attribués pour le dernier exercice clos aux mandataires sociaux de la Société.....	97
15.2.	Synthèse au 30 Avril 2006 des bons de souscription d'actions souscrits ou exercés par les mandataires sociaux	97
15.3.	Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres du Conseil d'administration.....	99
15.4.	Sommes provisionnées ou constatées par la Société aux fins de versement de pensions, de retraite ou d'autres avantages	99
16	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION.....	99
16.1.	Fonctionnement du Conseil d'administration (articles 12 à 15 des statuts).....	99
16.2.	Direction générale (Articles 16 à 18).....	101
16.3.	Contrôle interne	103
16.3.1	Rapport du président du Conseil de surveillance à l'Assemblée générale mixte du 28 novembre 2005 afin de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la Société	103
16.3.2	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil de surveillance de la Société relatif aux procédures de contrôle interne établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce – Exercice clos le 30 juin 2005.....	112
16.4.	Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise applicable en France.....	114
16.5.	Information sur les contrats de service.....	114
17	SALARIES	114
17.1.	Effectifs.....	114
17.2.	Participation et stock options.....	114
17.2.1	Stock options.....	114
17.2.2	Bons de souscription d'actions.....	114
17.3.	Participation des salariés	114
18	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	115
18.1.	Répartition actuelle du capital social et des droits de vote.....	115
18.2.	Contrôle de la Société	116
18.3.	Pactes d'actionnaires et actions de concert	117
18.4.	Notification de la participation dans le capital de la Société en vertu de la législation française	117
19	OPERATIONS AVEC DES APPARENTES.....	117
20	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LE RESULTAT DE LA SOCIETE	118
20.1.	Comptes consolidés aux 30 juin 2005, 30 juin 2004 et 30 juin 2003 en normes françaises	119
20.1.1	Comptes consolidés au 30 juin 2005 en normes françaises	119
20.1.1.1	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 30 juin 2005 en normes françaises.....	119
20.1.1.2	Bilan consolidé pour l'exercice clos le 30 juin 2005.....	120
20.1.1.3	Compte de résultat consolidé pour l'exercice clos au 30 juin 2005	123
20.1.1.4	Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice clos au 30 juin 2005	124
20.1.2	Comptes consolidés pour l'exercice clos le 30 juin 2004 en normes françaises	157
20.1.2.1	Rapport des commissaires sur les comptes consolidés au 30 juin 2004 en normes françaises	157
20.1.2.2	Bilan consolidé pour l'exercice clos au 30 juin 2004.....	159
20.1.2.3	Compte de résultat consolidé pour l'exercice clos au 30 juin 2004	161
20.1.2.4	Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice clos au 30 juin 2004	162
20.1.3	Comptes consolidés au 30 juin 2003 en normes françaises	183
20.1.3.1	Rapport des commissaires sur les comptes consolidés au 30 juin 2003 en normes françaises	183
20.1.3.2	Bilan consolidé pour l'exercice clos au 30 juin 2003.....	185
20.1.3.3	Compte de résultat consolidé pour l'exercice clos au 30 juin 2003	187
20.1.3.4	Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice clos au 30 juin 2003	188

20.1.4	Tableau des filiales et des participations au 30 juin 2005.....	197
20.2.	Informations comptables consolidées pro forma aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004	197
20.2.1	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes pro forma aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004.....	198
20.2.2	Bilans consolidés pro forma aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004	201
20.2.3	Comptes de résultat consolidés pro forma aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004.....	202
20.3.	Bilan d'ouverture consolidé au 1 ^{er} juillet 2004, bilan de clôture consolidé au 30 juin 2005 en normes IFRS	207
20.3.1	Rapport des commissaires aux comptes sur le bilan d'ouverture consolidé au 1 ^{er} juillet 2004, le bilan de clôture consolidé au 30 juin 2005 en normes IFRS et la note de transition	207
20.3.2	Bilan d'ouverture consolidé au 1 ^{er} juillet 2004 et bilan de clôture consolidé au 30 juin 2005 en normes IFRS.....	224
20.3.3	Compte de résultat consolidé de l'exercice clos au 30 juin 2005 en normes IFRS.....	225
20.3.4	Tableau de rapprochement des capitaux propres en principes comptables français aux capitaux propres en normes IFRS au 1 ^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005 et rapprochement des résultats 2005	226
20.3.5	Informations relatives à la transition aux normes IFRS.....	226
20.4.	Vérification des informations financières historiques annuelles	242
20.5.	Date des dernières informations financières.....	243
20.5.1	Bilan d'ouverture consolidé au 31 décembre 2004 et bilan de clôture consolidé au 31 décembre 2005 en normes IFRS.....	243
20.5.1.1	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2005	243
20.5.1.2	Bilan consolidé de la situation intermédiaire arrêtée au 31 décembre 2005 en normes IFRS	245
20.5.1.3	Compte de résultat de la situation intermédiaire de six mois au 31 décembre 2005.....	246
20.5.1.4	Tableau de flux de trésorerie.....	247
20.5.1.5	Tableau de variations des capitaux propres	248
20.5.1.6	Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2005	248
20.6.	Informations financières intermédiaires et autres.....	300
20.7.	Politique de distribution des dividendes	300
20.7.1	Dividende global	300
20.7.2	Politique future de dividendes.....	300
20.7.3	Délai de prescription des dividendes	300
20.8.	Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	301
20.8.1	Litiges résolus impactant l'exercice 2004-2005.....	301
20.8.2	Litiges en cours	302
20.9.	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	303
20.10.	Honoraires des commissaires aux comptes au 30 juin 2005	303
20.10.1	Honoraires des commissaires aux comptes au 30 juin 2005.....	303
20.10.2	Honoraires des commissaires aux comptes au 30 juin 2004.....	303
21	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	304
21.1.	Capital social	304
21.1.1	Capital social.....	304
21.1.2	Forme des actions (article 7 des statuts).....	304
21.1.3	Actions auto-détenues.....	304
21.1.4	Autres titres donnant accès au capital.....	304
21.1.4.1	Emprunt obligataire convertible.....	304
21.1.4.2	Bons de souscription d'actions	304
21.1.5	Evolution du capital social depuis la création de la Société	304
21.1.6	Capital autorisé.....	310
21.1.7	Informations relatives aux opérations intervenues sur le capital de la Société	319
21.2.	Principales dispositions statutaires	320
21.2.1	Objet social (article 2 des statuts).....	320
21.2.2	Cession et transmission des actions (article 9 des statuts).....	320
21.2.3	Indivisibilité des actions (article 10 des statuts).....	320
21.2.4	Droits et obligations attachés aux actions – Catégorie d'actions (article 11 des statuts).....	321
21.2.5	Assemblées générales (articles 22 des statuts).....	321
21.2.6	Quorum – Vote (article 23 des statuts).....	321

21.2.7	Clauses susceptibles d’avoir une incidence sur le contrôle de la Société	322
21.2.8	Modifications du capital social (article 8 des statuts).....	322
22	CONTRATS IMPORTANTS	323
23	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D’EXPERTS ET DECLARATIONS D’INTERETS 325	
24	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	326
25	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	326

NOTE D'OPERATION

1.	PERSONNES RESPONSABLES	329
2.	FACTEURS DE RISQUE.....	329
3.	INFORMATIONS DE BASE.....	329
4.	INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE ADMISES A LA NEGOCIATION	331
5.	CONDITIONS DU TRANSFERT DU MARCHE LIBRE VERS EUROLIST BY EURONEXT™	338
6.	ADMISSION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION	339
7.	DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE	339
8.	DEPENSES LIEES AU TRANSFERT DE MARCHE	339
9.	DILUTION	339
10.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	340

RESUME DU PROSPECTUS

« Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-42 du règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ».

1. Eléments clés du transfert et calendrier prévisionnel

But du transfert sur Eurolist by EuronextTM

Le transfert de THEOLIA sur Eurolist by EuronextTM va permettre à la Société :

- de renforcer sa notoriété et sa crédibilité vis-à-vis de ses clients, de ses fournisseurs et de ses partenaires, en France comme à l'étranger,
- d'améliorer la liquidité du titre,
- de faire bénéficier ses actionnaires actuels et futurs des garanties et protections offertes par un marché réglementé,
- d'optimiser la possibilité de faire appel au marché pour accompagner sa croissance si cela le nécessitait.

Conditions générales d'admission

Les actions de la Société seront inscrites sur Eurolist by EuronextTM (Compartiment B).

L'inscription des actions sur Eurolist by EuronextTM est demandée en vue de leur cotation le 31 juillet 2006.

Place de cotation

Les actions THEOLIA sont actuellement inscrites sur le Marché Libre d'Euronext Paris S.A, sous le Code ISIN FR0000184814. Suite au transfert demandé par THEOLIA, les actions de la Société devraient être admises sur Eurolist by EuronextTM tout en conservant le même Code ISIN.

Convention de tenue de marché

La Société a conclu un contrat de suivi et d'animation avec Bryan Garnier & co, prestataire de service d'investissement de droit anglais.

Calendrier prévisionnel

26 juillet 2006	Visa de l'AMF sur le Prospectus
27 juillet 2006	Communiqué de la Société annonçant le transfert Publication par Euronext Paris S.A de l'avis de transfert
28 juillet 2006	Purge des cotations sur le Marché Libre

31 juillet 2006

Cotation sur Eurolist by Euronext™

2. Information de base concernant les données financières de la Société

Informations financières sélectionnées

Le tableau ci-dessous présente les principaux agrégats extraits des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes comptables françaises pour les exercices clos les 30 juin 2005, 30 juin 2004 et 30 juin 2003 :

(En K€)	Exercice clos le 30 juin 2005	Exercice clos le 30 juin 2004	Exercice clos le 30 juin 2003
Produits d'exploitation	13 637	2 921	1 294
Résultat net part du groupe	56	42	(855)
Capitaux propres part du groupe	31 543	827	785

Le tableau ci-dessous présente les principaux agrégats extraits des comptes consolidés pro forma du Groupe établis selon les normes comptables IFRS pour les périodes annuelles closes aux 31 décembre 2005 et 2004 :

(En K€)	31 décembre 2005 Pro Forma	31 décembre 2004 Pro Forma
Chiffre d'affaires	4 775	3 379
Résultat net part du groupe	(6 489)	841
Capitaux propres part du groupe	46 678	12 950

Le tableau ci-dessous présente les principaux agrégats extraits des comptes intermédiaires consolidés du Groupe établis selon les normes comptables IFRS pour les périodes semestrielles closes aux 31 décembre 2005 et 2004 :

(En K€)	31 décembre 2005 (normes IFRS)	31 décembre 2004 (normes IFRS)
Chiffre d'affaires	2.214	1.261
Résultat net part du groupe	- 3.544	186
Capitaux propres part du groupe	45.448	7.311

La totalité du chiffre d'affaires, en normes IFRS, est réalisé en France au 31 décembre 2005 sur 6 mois selon répartition suivante :

CA Energie	632 K€
CA Environnement	3671 K€
CA autres activités et élimination	2 138 K€
Total	6 441 K€

Capitaux propres et endettement

Au 30 avril 2006, les capitaux propres part du groupe et hors résultat de la période de THEOLIA s'élevaient à 104.292 K€ et l'endettement financier net à -21 958 K€.

Groupe Théolia	au 30.04.06
Capitaux propres et endettement financier en milliers d'€	Total consolidé*
Total de la dette courante	4 641
cautionnée	463
garantie	3 734
non garantie et non cautionnée	444
Total de la dette non courante	25 160
(Hors part à court terme de la dette à long terme)	
cautionnée	1 447
garantie	20 004
non garantie et non cautionnée	3 709
Capitaux propres	104 292
capital	18 772
réserve légale et primes	74 812
réserves consolidées	10 708

* Données non auditées

Analyse de l'endettement financier net en milliers d'€	Total consolidé*
A. Trésorerie	8 266
B. Equivalent de trésorerie	1 300
C. Valeurs mobilières de placement	42 193
D. Total (A+B+C)	51 759
E. Actifs financiers courants	
F. Dette bancaire courante	555
G. Part à court terme de la dette non courante	4 016
H. Autres dettes financières courantes	70
I. Total dette financière courante (F+G+H)	4 641
J. Dette financière courante nette (I-E-D)	-47 118
K. Dette bancaire non courante	21 360
L. Obligations émises	1 600
M. Autre dette non courante	2 200
N. Dette financière non courante(K+L+M)	25 160
O. Endettement financier net (J+N)	-21 958

* Données non auditées

Le 16 janvier 2006, Théolia a signé trois protocoles d'acquisitions de centrales éoliennes en Allemagne auprès de la société PROWIND.

Au terme de ces protocoles, la valeur globale des actifs acquis s'élève à 33.800 K€, tenant compte de financements bancaires en place à hauteur de 25.987 K€.

Au cours du premier trimestre 2006, une garantie bancaire de 12.851 K€ a été donnée par Théolia au vendeur, dans l'attente de la levée des conditions suspensives.

La banque RBS a mis en place un financement global de 26.240K€ en crédit senior et de 1.250 K€ en crédit subordonné dans le cadre de la construction des fermes de CEFF et CESAM. Le montant total tiré au 30.04.06 par Théolia s'élève à 12.400 K€.

La mise à disposition du solde par RBS est conditionnée à l'avancement des travaux des fermes. En l'état actuel des audits techniques et du potentiel éolien, le montant à mettre à disposition est égal au maximum à 24.589 K€ dont 12.400 K€ déjà tirés.

Bien que le Groupe Granit soit en cours de cession, l'endettement du Groupe Théolia au 30.04.06 a été établi compte tenu du Groupe Granit pour une meilleure information.

Aucun élément à la date du visa du Prospectus n'a d'impact sur les éléments contenus dans le tableau ci-dessus.

Déclaration sur le fonds de roulement net

THEOLIA estime disposer d'un fonds de roulement net suffisant au regard des obligations actuelles et sur une période prospective de 12 mois à compter de la date du Prospectus.

Informations prévisionnelles annoncées au marché

Le Groupe prévoit de réaliser un chiffre d'affaires annuel consolidé d'environ 130 millions d'euros, en normes IFRS, à horizon 31 décembre 2008 et de disposer, à cette date, d'une puissance installée d'environ 400 MW. Les informations prévisionnelles sont détaillées au chapitre 13 du Prospectus.

3. Facteurs de risque

Les investisseurs sont invités à prendre en considération les risques indiqués ci-dessous et qui sont décrits en détail dans les parties 4 du Prospectus et au paragraphe 2. de la note d'opération :

Les risques liés à l'activité du Groupe THEOLIA :

- Risques liés au développement de THEOLIA : il s'agit principalement des risques liés (i) à sa croissance rapide et au fait qu'elle soit en phase d'investissement. A titre d'illustration, les capitaux propres de THEOLIA sont passés de 32.101 K€ au 31 décembre 2004 à 45.439 K€ au 31 décembre 2005 suite à des levées de fonds. L'endettement financier net est passé de 3.073 K€ au 31 décembre 2004 à – 192 K€ au 31 décembre 2005, le chiffre d'affaires passant quant à lui de 1.261 K€ à 2.214 K€ sur la même période ; (ii) à la dépendance à l'égard des dirigeants et des collaborateurs-clés ; et (iii) à l'effet des acquisitions ou investissements.
- Risques liés aux conditions climatiques : il peut s'agir par exemple d'une baisse durable sur les sites de production des conditions de vent ou de la survenance de catastrophes naturelles résultant de conditions climatiques exceptionnelles qui pourrait entraîner une réduction du volume d'électricité produit par le Groupe ;
- Risques liés à la concurrence avec les autres acteurs de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables : certains concurrents disposent d'une puissance financière plus importante que celle de la Société leur permettant d'acquérir de nouveaux projets et de conquérir des parts de marché sur le secteur de l'électricité à partir des sources d'énergies renouvelables. Le renforcement de cette concurrence pourrait entraîner une hausse des prix d'acquisition des projets ;
- Risques liés à la dépendance vis-à-vis des clients : il s'agit principalement du risque de perte ou d'insolvabilité d'un client ;
- Risques fournisseurs : il s'agit principalement des risques liés à l'inflation des prix, aux retards dans la livraison ou à l'impossibilité de passer commande des éléments nécessaires à

- la construction des unités environnementales et des centrales autonomes éoliennes, ou à l'incapacité d'un fournisseur à respecter ses engagements en matière de maintenance sur l'ensemble des zones géographiques où la Société dispose d'installations ;
- Risques liés à l'obtention des permis de construire : la construction d'une centrale autonome éolienne nécessite l'obtention de permis de construire purgés de tous recours des tiers. Aucune garantie ne peut être donnée sur le fait que les permis de construire seront obtenus.
- Les risques liés à la réglementation et à son évolution
- Les risques de marché
Il s'agit principalement des risques liés à l'obtention de financements et du risque de liquidité.
- Les risques juridiques
Il s'agit principalement des risques liés à la mise en cause de la Société dans des procédures juridictionnelles, mais aussi des risques de litige en matière de propriété intellectuelle et industrielle.
- Les risques liés aux engagements hors bilan. Ces engagements comprennent ou peuvent comprendre : (i) des options de remboursement d'emprunts obligataires par conversion en actions ; (ii) des engagements de collaboration entre sociétés du groupe ; (iii) des engagements de réalisations / développements d'unités ; (iv) des nantissements de parts sociales en garantie d'emprunts souscrits ; (v) des cautions personnelles et solidaires ; (vi) des engagements dans le cadre d'accords de partenariats...
- Les risques liés à la dilution potentielle pour les actionnaires résultant de l'exercice des bons de souscription d'actions. Au jour du Prospectus, un nombre de 2.526.720 bons de souscription d'actions sont en circulation permettant l'émission de 2.526.720 Actions Nouvelles. Si tous ces bons de souscription d'actions étaient exercés, un actionnaire détenant 1 % du capital avant réalisation de la présente émission verrait sa participation passer à 0,88 % du capital de THEOLIA.

D'autres risques, dont THEOLIA n'a pas actuellement connaissance ou qu'elle tient pour négligeables, pourraient également avoir une incidence négative sur son activité.

4. Information concernant la Société

Histoire et évolution

THEOLIA est une société qui a été créée à Aix en Provence mi 1999.

Initialement spécialisée dans la production d'électricité à partir de deux centrales dispatchables, THEOLIA s'est rapidement orientée dans la production d'électricité à partir des énergies renouvelables.

Monsieur Jean-Marie SANTANDER, co-fondateur, a inscrit THEOLIA sur le Marché Libre d'Euronext Paris en juillet 2002.

En 2004, afin de favoriser la croissance de la société, il a procédé à l'acquisition du développeur VENTURA.

Fin 2006, THEOLIA ambitionne d'exploiter 100 MW et prévoit d'accroître sa capacité de 150 MW par an jusqu'en 2010.

Ainsi, THEOLIA souhaite devenir un acteur majeur en Europe dans son secteur.

Aperçu des activités de THEOLIA

Le Groupe THEOLIA exerce principalement son savoir-faire et ses compétences dans la production autonome d'électricité à partir des énergies renouvelables dans plusieurs pays européens. Ces dernières sont nombreuses, mais THEOLIA entend mettre en œuvre principalement l'énergie éolienne et anticipe des relais de croissance

comme la biomasse sèche (combustion de matériaux), la biomasse humide (production de biogaz), l'énergie solaire et l'hydraulique.

Historiquement, THEOLIA produit de l'électricité à partir de deux centrales thermiques mises à disposition d'EDF. Aux termes de contrats expirant en 2010 et 2011, EDF rémunère THEOLIA (i) pour leur simple mise à disposition et (ii) pour la production effective d'électricité à la demande d'EDF.

5. Identité des membres du Conseil d'administration et commissaires aux comptes de la Société

Membres du Conseil d'administration

- Monsieur Jean-Marie Santander, Président
- Monsieur Louis Ferran
- Monsieur Stéphane Garino
- Monsieur George J.M. Hersbach
- Monsieur Arne Lorenzen
- Monsieur Philippe Perret
- Monsieur Eric Peugeot
- Monsieur Jacques Putzeys

Membres de l'équipe de direction

- Monsieur Jean-Marie Santander, Président Directeur Général
- Monsieur Guillaume Lamielle, Secrétaire Général
- Monsieur Arne Lorenzen, Directeur du Pôle Energie
- Monsieur Philippe Perret, Directeur des Opérations Financières

Commissaires aux comptes titulaires

Monsieur Jean Jouve

70-72, rue Saint Jacques
13006 Marseille

Deloitte & Associés

Les Docks – Atrium 10.4
10, place de la Joliette
13002 Marseille
Représenté par Madame Anne-Marie Martini.

Commissaires aux comptes suppléants

SARL Coexcom

40, avenue Hoche
75008 Paris

SARL BEAS

7/9, villa Houssay
92200 Neuilly-sur-Seine

6. Salariés

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2005 s'élève à 68 personnes.

7. Principaux actionnaires et opérations avec les apparentés

Actionnariat au 31 mars 2006

A l'exception de la part du capital détenue par les membres du Conseil d'administration (4,98 % du capital et 4,96 % des droits de vote), le capital de THEOLIA est entièrement détenu par le public.

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage en capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage en droits de vote
Management	929 219	4,98%	929 219	4,96%
KASBANK	4 688 610	25,12%	4 688 610	25,05%
PICTET ET CIE	1 104 406	5,92%	1 104 406	5,90%
SIS SEGAINTERSETTLE AG NON RESIDENT	953 555	5,11%	953 555	5,09%

Opérations avec les apparentés

Durant l'exercice clos le 30 juin 2003, THEOLIA a conclu trois conventions réglementées au sens de l'article L. 225-38 du Code de commerce. Ces conventions sont décrites au paragraphe 19 « Opérations avec des apparentés » du Prospectus.

8. Informations complémentaires

Capital social

Au 31 décembre 2005, le capital social s'élevait à 12.337.371 euros, divisé en 12.337.371 actions d'une valeur nominale de 1 euro, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

A la date du Prospectus le capital social s'élève à 18.665.757 euros, divisé en 18.665.757 actions d'une valeur nominale de 1 euro, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Actes constitutifs et statuts

La Société est une société anonyme de droit français régie par ses statuts et le Livre II du Code de commerce.

Documents accessibles au public

L'ensemble des documents juridiques peut être consulté au siège de THEOLIA : Parc de la Duranne - Les Pléiades - Bât F – 860, rue René Descartes - 13100 Aix-en-Provence.

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles, sans frais, au siège de THEOLIA et auprès des établissements habilités à recevoir les souscriptions. Le Prospectus peut également être consulté sur les sites Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) et de THEOLIA (www.theolia.com).

1 PERSONNES RESPONSABLES DU PROSPECTUS

1.1. Personnes responsables des informations contenues dans le Prospectus

Monsieur Jean-Marie Santander, Président Directeur Général de THEOLIA.

1.2. Attestation des personnes responsables du Prospectus

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Les informations financières historiques, IFRS et pro forma présentées dans le présent prospectus, ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant :

- au paragraphe 20.1.3.1 du Prospectus pour l'exercice clos le 30 juin 2003. Il contient les observations suivantes :

« En complément des informations contenues dans ce rapport, nous vous précisons les points suivants relatifs à la situation financière du groupe à la date d'arrêté des comptes du 30 juin 2003 :

a) dans le cadre des comptes consolidés le compte courant de Monsieur Jacques BUCKI, Président de votre Directoire, présente un solde débiteur de 235.255,90 euros. Cette situation résulte de la somme dans les comptes consolidés de son compte débiteur dans la SA THEOLIA et de son compte débiteur dans la SCI CS2M.

b) pour assurer la pérennité de son plan de développement la société THEOLIA a sollicité l'inscription de ses titres à la cote du Marché Libre d'Euronext, et votre Président avait pris l'engagement d'apporter entre 381.000 et 457.000 € en compte courant bloqué afin de pourvoir aux besoins de la trésorerie avant inscription à la cote.

En février 2002, un prêt relais de 457.317 € a été souscrit auprès de la banque KBL pour assurer le maintien de la trésorerie jusqu'à l'introduction en bourse, à charge pour le dirigeant, de substituer la banque après l'inscription des titres à la cote du Marché Libre par le versement d'une somme équivalente bloquée sur plusieurs exercices suivant la plaquette d'introduction remise aux investisseurs.

Après la réalisation de l'augmentation de capital, la banque KBL a partiellement amorti sa créance sans que votre dirigeant se soit acquitté de son engagement. Il en résulte, par rapport au tableau prévisionnel des flux de trésorerie joint à la plaquette d'introduction remise aux investisseurs, un écart de flux positif permanent de l'ordre de moins 240.000 euros ».

- au paragraphe 20.1.2.1 du Prospectus pour l'exercice clos le 30 juin 2004. Il contient les observations suivantes :

« En complément des informations contenues dans ce rapport, nous précisons les points suivants relatifs à la situation financière du groupe à la date d'arrêté des comptes du 30 juin 2004 :

a) le compte courant de Monsieur Jacques BUCKI, Président du Conseil de surveillance, présente un solde débiteur de 126.592,56 euros. Cette situation résulte de la consolidation de ses comptes courants créditeurs dans les sociétés du groupe et de son compte débiteur de 136.605,16 euros dans la SCI CS2M.

b) L'engagement de Monsieur Jacques BUCKI d'apporter entre 381.000 et 457.000 € en compte courant bloqué afin de pourvoir aux besoins de la trésorerie avant inscription à la cote n'a jamais été respecté.

Le prêt relais de 457.317 € souscrit auprès de la banque KBL pour assurer le maintien de la trésorerie jusqu'à l'introduction en bourse, reste partiellement à rembourser à la clôture de l'exercice sous revue ».

- au paragraphe 20.1.1 du Prospectus pour l'exercice clos le 30 juin 2005. Il contient les observations suivantes :

« En suite de notre rapport sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2004, nous vous précisons que le compte courant de Monsieur Jacques BUCKI, membre du conseil de surveillance dont il a assuré la Présidence jusqu'au 25 avril 2005, présente à la clôture de l'exercice un solde globalement débiteur de 125.977,11 euros.

Cette situation résulte de la consolidation de ses comptes courants créditeurs dans les sociétés du groupe et de son compte débiteur de 131.217,85 euros dans la SCI CS2M ».

- au paragraphe 20.3.1 du Prospectus, le rapport des commissaires aux comptes sur les états de rapprochement présentant l'impact du passage au référentiel IFRS. Il contient l'observation suivante :

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.3.2 présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces premières informations chiffrées IFRS » qui expose les raisons pour lesquelles les rapprochements IFRS relatifs à l'exercice 2004/2005 présentés dans les comptes consolidés de l'exercice 2005/2006 pourraient être différents des rapprochements IFRS joints au présent rapport ».

- au paragraphe 20.5.1.1 du Prospectus, le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels consolidés au 31 décembre 2005. Il contient l'observation suivante :

« Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 de l'annexe qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés 2005 / 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport ».

Jean-Marie Santander
Président Directeur Général de THEOLIA

1.3. Politique d'information

Monsieur Jean-Marie SANTANDER

Président Directeur Général

THEOLIA

Parc de la Duranne - Les Pléiades - Bât F

860, rue René Descartes

13100 Aix en Provence

Tel : 04 42 904 904

Fax : 04 42 904 905

E-mail : jean-marie.santander@theolia.com

2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1. Commissaires aux comptes titulaires

Monsieur Jean Jouve

70-72, rue Saint Jacques

13006 Marseille

Nommé lors de la constitution de la Société le 16 avril 1999. Renouvelé dans ses fonctions lors de l'assemblée générale mixte du 28 novembre 2005 pour une période arrivant à échéance à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice à compter de son renouvellement.

Deloitte & Associés

Les Docks – Atrium 10.4

10, place de la Joliette

13002 Marseille

Représenté par Madame Anne-Marie Martini.

Nommé lors de l'assemblée générale mixte du 28 novembre 2005 pour la durée restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Monsieur Jean Jouve et Deloitte & Associés sont membres respectivement de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence et de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

2.2. Commissaires aux comptes suppléants

SARL Coexcom

40, avenue Hoche

75008 Paris

Nommée lors de l'assemblée générale mixte du 28 novembre 2005 pour une période arrivant à échéance à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice à compter de sa nomination.

SARL BEAS

7/9, villa Houssay

92200 Neuilly-sur-Seine

Nommée lors de l'assemblée générale mixte du 28 novembre 2005 pour la durée restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

La SARL Coexcom est membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Paris et la SARL BEAS est membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

2.3. Informations sur les contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été renouvelés

L'assemblée générale mixte du 28 novembre 2005 a pris acte de la démission de MB Associés, représenté par Monsieur Pascal Manu, de ses fonctions de commissaire aux comptes titulaire.

L'assemblée générale mixte du 28 novembre 2005 a pris acte de la démission de Monsieur Jean-Christophe Barbier de ses fonctions de commissaire aux comptes suppléant.

L'assemblée générale mixte du 28 novembre 2005 a pris acte du terme des fonctions de commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Luc Pozzo Di Borgo.

Le Co-Commissaire aux Comptes, M. Pascal MANU de la société MB & Associés a remis sa démission suite aux développements importants de la société ; son éloignement géographique et les perspectives de développement de la taille du dossier, avec notamment le passage aux comptes sous la forme IFRS, modifiaient très largement le cadre de sa mission initiale. Aussi, en concertation avec le Co-Commissaire aux Comptes, a-t-il décidé de remettre sa démission concomitamment à celle de son suppléant ; il a été décidé par l'Assemblée Générale des actionnaires de nommer un cabinet de renommé et ayant une envergure internationale afin de répondre au mieux aux missions de Commissariat aux Comptes de THEOLIA et de ses filiales à l'étranger. Le Cabinet DELOITTE représenté par Mme Anne-Marie MARTINI a accepté cette mission de contrôle légal des comptes ; un suppléant a également été nommé lors de cette modification.

Les missions d'apport d'expertise à la conversion des comptes du Groupe aux normes IFRS réalisées par Deloitte ne constituent pour chacune d'elle, ni un audit, ni un examen limité. En conséquence Deloitte n'a pas effectué d'audit contractuel au 30 juin 2005. La note de transition des comptes aux normes IFRS est reprise au point 20.3.1 du Prospectus.

3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Le tableau ci-dessous présente les principaux agrégats extraits des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes comptables françaises pour les exercices clos les 30 juin 2005, 30 juin 2004 et 30 juin 2003 :

<i>(En K€)</i>	Exercice clos le 30 juin 2005	Exercice clos le 30 juin 2004	Exercice clos le 30 juin 2003
Produits d'exploitation	13 637	2 921	1 294
Résultat net part du groupe	56	42	(855)
Capitaux propres part du groupe	31 543	827	785

Le tableau ci-dessous présente les principaux agrégats extraits des comptes consolidés pro forma du Groupe établis selon les normes comptables IFRS pour les périodes annuelles closes aux 31 décembre 2005 et 2004 :

Compte d'exploitation

<i>(En K€)</i>	31 décembre 2005 Pro Forma	31 décembre 2004 Pro Forma
Chiffre d'affaires	4 775	3 379
Résultat net part du groupe	(6 489)	841

Bilan

(En K€)	31 décembre 2005 Pro Forma	31 décembre 2004 Pro Forma
Actif Non Courant	84 094	52 745
Actif Courant	30 560	3 942
Total Actif	114 653	56 687
Capitaux propres	56 004	22 185
Passif Non Courant	38 305	16 343
Passif Courant	20 344	18 159
Total Passif	114 653	56 687

Le tableau ci-dessous présente les principaux agrégats extraits des comptes intermédiaires consolidés du Groupe établis selon les normes comptables IFRS pour les périodes semestrielles closes aux 31 décembre 2005 et 2004 :

(En K€)	31 décembre 2005 (normes IFRS)	31 décembre 2004 (normes IFRS)
Chiffre d'affaires	2.214	1.261
Résultat net part du groupe	- 3.544	186
Capitaux propres part du groupe	45.448	7.311

La totalité du chiffre d'affaires, en normes IFRS, est réalisé en France selon répartition suivante au 31 décembre 2005 sur 6 mois selon répartition suivante :

CA Energie	632 K€
CA Environnement	3671 K€
CA autres activités et élimination	2 138 K€
Total	6 441 K€

Capitaux propres et endettement

Au 31 mars 2006, les capitaux propres part du groupe et hors résultat de la période de THEOLIA s'élevaient à 73 486 K€ et l'endettement financier net à 770 K€.

Déclaration sur le fonds de roulement net

THEOLIA estime disposer d'un fonds de roulement net suffisant au regard des obligations actuelles et sur une période prospective de 12 mois à compter de la date du Prospectus.

4 FACTEURS DE RISQUE

Les investisseurs sont invités à examiner l'ensemble des informations contenues dans le Prospectus, y compris les risques décrits ci-dessous, avant de procéder à l'achat d'actions de la Société. Les risques présentés ci-dessous sont, à la date du Prospectus, ceux dont la réalisation est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière ou ses résultats. L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques présentée au présent paragraphe n'est pas exhaustive et que d'autres risques, inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée, à la date du Prospectus, comme susceptible d'avoir un effet significativement défavorable sur la Société, son activité, sa situation financière ou ses résultats, peuvent exister. Si l'un des risques décrits ci-dessous venait à se réaliser, l'activité de la Société, sa situation financière ou ses résultats pourraient s'en trouver significativement affectés.

4.1. Risques liés au développement de la Société

4.1.1 Risques liés à la croissance rapide de la Société et au fait qu'elle soit en phase d'investissement

La Société, actuellement en phase d'investissement, connaît une croissance rapide, notamment grâce aux acquisitions réalisées en 2005 et depuis le début de l'année 2006 telles que décrites au paragraphe 5.2 « Investissement » du Prospectus.

A titre d'illustration, les capitaux propres de THEOLIA sont passés de 32.101 K€ au 31 décembre 2004 à 45.439 K€ au 31 décembre 2005 suite à des levées de fonds. L'endettement financier net est passé de 3.073 K€ au 31 décembre 2004 à – 192 K€ au 31 décembre 2005, le chiffre d'affaires passant quant à lui de 1.261 K€ à 2.214 K€ sur la même période.

Aucune garantie ne peut être donnée par la Société sur sa capacité à réussir la phase de construction et d'exploitation de ses projets et sur sa capacité à intégrer avec succès ces nouvelles acquisitions ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats de la Société ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie de croissance externe, le Groupe pourrait être amené à réaliser de nouvelles acquisitions ou des investissements dans l'une ou l'autre de ses activités. Aucune garantie ne peut être donnée sur le fait que la Société parviendra à intégrer avec succès les sociétés acquises, à dégager les synergies escomptées, à maintenir des normes, contrôles, procédures et politiques uniformes, à maintenir de bonnes relations avec le personnel des entités acquises à la suite de changements de direction, ni sur le fait que les revenus supplémentaires générés par chaque acquisition pourront justifier le prix payé pour cette acquisition. Un échec de ces intégrations pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats de la Société ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

D'une manière générale, la Société ne peut garantir que les investissements qu'elle envisage seront réalisés, qu'ils seront réalisés aux conditions de coût et de délai escomptés, ou que les investissements, une fois réalisés, se révéleront conformes aux prévisions de la Société.

Une partie de ces acquisitions ou investissements pourrait faire l'objet d'une rémunération par remise d'actions de la Société, ce qui pourrait avoir un effet dilutif sur la situation des actionnaires de la Société. Par ailleurs, les modalités de financement de ces acquisitions ou investissements, qu'ils soient rémunérés en espèce ou en actions, pourraient avoir un effet défavorable sur le cours de bourse des actions de la Société et la situation financière du Groupe, notamment en cas de recours à l'endettement.

4.1.2 Risques liés à la dépendance à l'égard des dirigeants et des collaborateurs-clés

Les succès futurs du Groupe reposeront notamment sur l'implication totale de ses principaux dirigeants. La Société s'est notamment largement appuyée sur Jean-Marie Santander, Président Directeur Général et actionnaire de la Société, pour son développement, ainsi que pour la définition et la mise en œuvre de sa stratégie.

Si la Société venait à perdre les services d'un ou plusieurs de ses dirigeants disposant d'une grande expérience du marché sur lequel le Groupe exerce son activité et en particulier de Jean-Marie Santander, ou si l'un ou plusieurs d'entre eux décidaient de réduire ou mettre fin à leur implication, la Société pourrait rencontrer des difficultés pour les remplacer et ses activités pourraient s'en trouver ralenties ou sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs en être affectés.

Par ailleurs, les succès futurs de la Société dépendent de sa capacité à retenir et à motiver ses collaborateurs-clés et la Société pourrait ne pas être en mesure d'y parvenir pour maintenir sa compétitivité et sa rentabilité. Cette incapacité pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats de la Société ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.2. Risques liés à l'activité de la Société

4.2.1 Risques liés aux conditions climatiques

Le Groupe exerce notamment son activité dans la production autonome d'électricité à partir des énergies renouvelables et entend principalement mettre en œuvre l'énergie éolienne. Cette énergie dépend des conditions climatiques.

Une baisse durable sur les sites des conditions de vent, bien que très improbable, ou la survenance de catastrophes naturelles résultant de conditions climatiques exceptionnelles pourrait entraîner une réduction du volume d'électricité produit par le Groupe. Un tel événement pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats du Groupe, ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.2.2 Risques liés à la concurrence avec les autres acteurs de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables

Le Groupe se prépare à une intensification de la concurrence. En effet, divers acteurs déjà présents sur le marché ou de nouveaux entrants pourraient compromettre les perspectives de croissance de la Société.

Certains concurrents, et notamment l'opérateur historique (EDF), disposent d'une puissance financière plus importante que celle de la Société leur permettant d'acquérir de nouveaux projets et de conquérir des parts de marché sur le secteur de l'électricité à partir des sources d'énergies renouvelables. Le renforcement de cette concurrence pourrait entraîner une hausse des prix d'acquisition des projets.

En conséquence, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que la Société sera en mesure de faire face à cette concurrence actuelle ou future, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats du Groupe, ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.2.3 Risques liés à la dépendance vis-à-vis des clients

Dans le cadre de ses activités de production d'électricité d'origine éolienne et d'exploitation de centrales dispatchables en France, le Groupe a choisi de vendre son électricité produite à EDF. Cette dernière a l'obligation d'acheter l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables (voir paragraphe 6.2.2 – « Un environnement politique et réglementaire favorable » du Prospectus).

Le tableau suivant présente le pourcentage de chiffre d'affaires réalisé avec les 10 premiers clients du Groupe au cours du second semestre 2005 :

Clients	Chiffre d'affaires HT en euros	% de Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires cumulé
Cabriès *	819 774	37,03%	37,03%
EDF	625 417	28,25%	65,28%
Sud rhône env. *	330 160	14,91%	80,20%
Vignerons du Gerland *	156 888	7,09%	87,29%
Sopadev *	128 406	5,80%	93,09%
Atelier AS *	74 637	3,37%	96,46%
Dragui Transport *	35 796	1,62%	98,07%
Heartstream	24 903	1,12%	99,20%
Bioreva *	15 876	0,72%	99,92%
Montagnac *	1 855	0,08%	100,00%

NB : Nous attirons votre attention sur le fait que les clients suivis de (*) sont les clients de la filière « environnement » qui a été « apportée » au Groupe GRANIT.

En conséquence, et bien que le risque de perte ou d'insolvabilité d'un client comme EDF soit limité, la survenance d'un tel événement pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats du Groupe, ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.2.4 Risques fournisseurs

Par l'intermédiaire de sa filiale Ventura, le Groupe exerce une activité de construction clé en main de centrales éoliennes. Ces projets nécessitent la livraison et le montage de nombreux éléments techniques, tels que des mâts ou des aérogénérateurs. Seul un nombre limité de fournisseurs peut livrer au Groupe les éléments techniques des centrales éoliennes.

Le tableau suivant présente le pourcentage du total des achats et charges externes, y compris les immobilisations et frais imputés sur prime d'émission, réalisés avec les 10 premiers fournisseurs du Groupe au cours du deuxième semestre 2005 :

Fournisseurs	TTC en €	%	% cumulé
Repower	4 423 591	27,39%	27,39%
Axima	1 677 749	10,39%	37,78%
Botte Fondation	836 901	5,18%	42,97%
Green Pro	817 653	5,06%	48,03%
Ledex International	790 793	4,90%	52,93%
Amec spie	669 239	4,14%	57,07%
Olivero	662 687	4,10%	61,17%
Manutention	496 301	3,07%	64,25%
Botta et Fils	361 040	2,24%	66,48%
Vilquin	354 473	2,20%	68,68%

Il existe en conséquence trois principaux risques fournisseurs :

- (i) face à la hausse de la demande liée à la croissance du marché, et compte tenu du nombre limité de fournisseurs, il existe un risque d'inflation du prix de ces éléments ;
- (ii) il existe un risque que les fournisseurs ne soient plus en mesure de répondre aux demandes de la Société et, en conséquence, privilégient les acteurs les plus importants du marché. Aucune garantie ne peut être donnée sur le fait que les principaux fournisseurs du Groupe pourront faire face à leurs engagements dans les délais convenus ; et
- (iii) la Société estime que, dans le cadre de son activité éolienne, le choix du fournisseur sera de plus en plus conditionné par sa capacité à assumer la maintenance des installations sur l'ensemble du territoire national. Pour chaque opération de construction et d'exploitation d'une centrale éolienne, la Société souscrit des contrats de maintenance de longue durée avec les fournisseurs du matériel éolien permettant une indemnisation en cas de défaillance des installations qui garantit 95 % à 98 % de la production annuelle.

En conséquence, toute inflation des prix, tout retard dans la livraison ou toute impossibilité de passer commande des éléments nécessaires à la construction des centrales éoliennes, ou l'incapacité d'un fournisseur à respecter ses engagements en matière de maintenance sur l'ensemble des zones géographiques où la Société dispose d'installations pourrait nuire à la rentabilité économique d'un projet et avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats du Groupe, ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.2.5 Risques liés à l'obtention des permis de construire

La construction d'une centrale éolienne nécessite l'obtention de permis de construire purgés de tous recours des tiers. Aucune garantie ne peut être donnée sur le fait que les permis de construire seront obtenus. Au jour du Prospectus, le Groupe est titulaire (voir paragraphe 6.1.1.2 – « Présentation des activités de THEOLIA dans la production d'énergie éolienne » du Prospectus) :

- En France, de permis de construire purgés de tout recours de tiers CESAM Séglien (9 MW), les centrales de Castelnau (26 MW), de Moulin de Froidure (12 MW), de Falaise (10 MW) et de Sallen (8 MW), représentant une puissance totale de 75 MW et de deux permis de construire pour 54 MW en phase de recours des tiers
- En Allemagne, le Groupe est en phase d'acquisition d'une centrale éolienne qui fonctionne actuellement (6 MW) et de deux centrales qui sont en construction (22,5 MW) et seront en service très prochainement..
- En Espagne, le Groupe est en phase d'acquisition d'un projet disposant du permis de construire purgé de tous recours pour une puissance installée de 58 MW.

Afin de limiter le risque lié à la non obtention de tels permis ou de voir les permis « attaqués » par des tiers et comme en Allemagne ou en Espagne, le Groupe cherche notamment à acquérir des projets disposant de permis de construire libres de tout recours de tiers auprès de « développeurs » dont le rôle est, entre autre, d'effectuer l'intégralité des études et formalités et d'obtenir les autorisations nécessaires.

4.2.6 Risques liés à la rentabilité des centrales éoliennes

Le modèle économique des centrales éoliennes est basé sur un plan de financement de longue durée (de 15 à 20 ans) qui présente une grande sensibilité aux revenus générés.

Aucune garantie ne peut être donnée par la Société quant à la fiabilité des installations, la solvabilité des fabricants, la hausse du coût de maintenance ou des taux d'intérêts, l'arrêt temporaire ou définitif du fonctionnement des éoliennes ou tout évènement qui aurait pour conséquence la diminution des revenus générés par la centrale.

La survenance d'un tel évènement aurait alors des conséquences sur la capacité de THEOLIA à faire face aux échéances d'un ou plusieurs plans de financement des centrales éoliennes et pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats de la Société ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.2.7 Risques liés au refus par une partie de la population des projets éoliens

Certaines personnes s'opposent à l'implantation de projets éoliens sur le territoire national et invoquent une pollution visuelle du paysage, des désagréments sonores ou plus généralement une atteinte à leur environnement.

Bien que le développement d'un projet éolien nécessite une étude d'impact sur l'environnement et l'organisation d'une enquête publique préalablement à l'obtention des permis de construire, aucune garantie ne peut être donnée par la Société sur le fait que le projet éolien recueille un avis favorable de la part des populations concernées.

La mobilisation d'une partie de la population contre l'implantation d'un projet éolien pourrait ainsi rendre difficile l'obtention du permis de construire.

Bien que l'activité principale du Groupe ne réside pas dans le développement, la survenance d'un tel évènement pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats de la Société ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.2.8 Risques liés à la pollution des sites exploités par la Société

Dans le cadre de ses activités, la Société exploite des unités de production d'énergie (centrales thermiques) qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients pour la commodité du voisinage, la sécurité ou la protection de la nature et de l'environnement.

Aucune garantie ne peut être donnée par la Société sur le fait que ses unités de production d'énergie ne seront pas la source de pollution, de nuisances ou de dommages environnementaux.

En cas de survenance de tels événements, la responsabilité de la Société pourrait se trouver engagée en réparation des dommages ou préjudices causés par des unités de production d'énergie. La mise en jeu de la responsabilité de la Société en matière environnementale pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats de la Société ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.3. Risques liés à la réglementation et à son évolution

La législation applicable aux activités de production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables du Groupe est susceptible d'évolutions futures qui pourraient être favorables ou défavorables au Groupe. Aucune garantie ne peut être donnée par la Société sur le fait que ces évolutions n'entraîneront pas de coûts supplémentaires, ou qu'elles seront en adéquation avec le modèle de développement du Groupe.

Pour la France, la Société ne peut garantir notamment que les zones de développement éolien correspondront aux projets de développement de la Société ou que l'électricité produite par toutes ses futures centrales éoliennes ou biomasse bénéficieront encore d'une obligation d'achat par EDF et de mesures fiscales leur permettant de faire l'objet d'un amortissement dérogatoire sur douze mois.

Dans ces conditions, aucune garantie ne peut être donnée sur le fait que des modifications rapides ou importantes de la législation française ou européenne interviennent, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.4. Risques de marché

4.4.1 Risques liés à l'obtention de financements

Le modèle de croissance de la Société consiste à développer et à financer des projets individuels de centrales de production d'électricité principalement. La Société doit impérativement trouver pour chaque projet les financements individuels nécessaires, tant sous forme de dettes que de fonds propres pour les mener à bien.

La Société ne peut garantir ni qu'elle sera en mesure de disposer des financements suffisants, ni que les conditions de marché seront favorables pour lever les financements de quelque nature qu'ils soient (bancaires, levée de fonds sur les marchés de capitaux) indispensables au développement de la Société, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.4.2 Risques liés au taux de change

La Société n'est pas exposée à ce jour aux risques de change dans la mesure où l'intégralité de ses opérations est réalisée dans la zone euro.

4.4.3 Les risques liés à la dilution potentielle pour les actionnaires résultant de l'exercice des bons de souscription d'actions.

Au jour du Prospectus, un nombre de 2.526.720 de bons de souscription d'actions sont en circulation permettant l'émission de 2.526.720 actions nouvelles. Si tous ces bons de souscription d'actions étaient exercés, un actionnaire détenant 1% du capital avant réalisation de la présente émission verrait sa participation passer à 0,88 % du capital de THEOLIA.

4.4.4 Risques de liquidité

Dans le cadre de son plan de développement, la Société souhaite poursuivre sa croissance externe et l'acquisition de projets. Ce développement sera financé en grande partie par de l'endettement.

Aucune garantie ne peut être donnée par la Société sur le fait qu'elle sera en mesure de bénéficier des financements nécessaires à sa stratégie de croissance.

L'absence de financement entraînerait l'impossibilité pour la Société d'acquérir ou développer de nouveaux projets ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

Par ailleurs, afin de financer l'acquisition des centrales thermiques, de centrales de biogaz et de cogénération et la construction de centrales éoliennes, le Groupe a contracté plusieurs emprunts.

Dans le cadre de son plan de développement, la Société souhaite poursuivre sa croissance externe et l'acquisition de projets. Ce développement sera financé en grande partie par de l'endettement.

Aucune garantie ne peut être donnée par la Société sur le fait qu'elle sera en mesure de bénéficier des financements nécessaires à sa stratégie de croissance.

L'absence de financement entraînerait l'impossibilité pour la Société d'acquérir ou développer de nouveaux projets ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

Par ailleurs, afin de financer l'acquisition des centrales thermiques et la construction de centrales autonomes éoliennes, le Groupe a contracté plusieurs emprunts.

Dans le cadre de l'acquisition des centrales thermiques SAPE et SAEE, le Groupe a souscrit trois emprunts auprès de Enténial en 1999 de (i) 1.718 K€ pour l'acquisition des actions de la société SAPE, de (ii) 869 K€ pour l'acquisition des actions de la société SAEE, et de (iii) 1.472 K€ pour l'acquisition du matériel de SAEE.

Dans le cadre de la construction de la centrale autonome éolienne de Séglien (« CESAM Séglien ») et de la centrale autonome éolienne de Fonds de Fresnes (« CEFF »), la Royal Bank of Scotland (« RBS ») a accordé, le 13 septembre 2005, un crédit aux sociétés CESAM Séglien et CEFF composé des dettes suivantes :

- CEFF : dette senior de 11 millions d'euros sur 15 ans (à un taux variable de Euribor 6 mois + 1,30 % ayant fait l'objet d'une couverture portant ce taux à un taux fixe de 4,80 %) et dette mezzanine de 650 K€ sur 10 ans (à un taux variable de Euribor 6 mois + 4 % ayant fait l'objet d'une couverture portant ce taux à un taux fixe de 7,80 %) ;
- CESAM Séglien : dette senior de 8,4 millions d'euros sur 15 ans (à un taux variable de Euribor 6 mois + 1,30 % ayant fait l'objet d'une couverture portant ce taux à un taux fixe de 4,80 %) et dette mezzanine de 600 K€ sur 10 ans (à un taux variable de Euribor 6 mois + 4 % ayant fait l'objet d'une couverture portant ce taux à un taux fixe de 7,80 %).

Toutefois, le contrat conclu avec RBS prévoyait des audits complémentaires au terme desquels le montant de ces emprunts serait ajusté.

Ainsi, le montant de la dette senior est désormais de 10.999 K€ pour CEFF et 8,2 millions d'euros pour CESAM Séglien. Le montant de la dette mezzanine est désormais de 604 K€ pour CEFF et 460 K€ pour CESAM Séglien.

Selon les termes de cet emprunt bancaire, il est prévu que le prêteur pourra demander le remboursement anticipé du prêt dans certains cas, dont notamment :

- si un des emprunteurs n'a pas conclu avec EDF un contrat d'accès¹, un contrat d'achat d'électricité² ou un contrat d'exploitation EDF³ au titre de sa ferme éolienne dans les 6 mois à compter de la date d'achèvement technique⁴ ;
- si un des emprunteurs abandonne ou suspend (en tout ou partie) son projet de construction d'une ferme éolienne ou l'exploitation de sa ferme éolienne pendant plus de 90 jours ;
- si l'une des sociétés exploitant une ferme éolienne ne respecte pas certains ratios financiers (EBITDA⁵ sur charges financières seniors ou sur charges financières totales devant être égal à 1.05) à l'une quelconque des dates de test⁶.

A cet égard, à l'issue de la période de construction d'une ferme éolienne, chaque société exploitant une ferme éolienne devra constituer un compte de réserve d'un montant égal à 6 mois de capital + intérêts (pour CESAM Séglien : 273.000 € ; pour CEEF : 487.000 €). Le montant de ces comptes de réserve s'ajoutera au budget de construction et sera en conséquence préfinancé par la société d'exploitation et le prêteur (selon les mêmes ratios de dette / capital social retenus pour chaque ferme éolienne). Ce compte de réserve vise à servir de sécurité à la banque prêteuse dans l'hypothèse où la société d'exploitation ne respecterait pas les ratios financiers indiqués ci-dessus lors d'une constatation effectuée chaque semestre. A l'issue du financement, la Société aura la libre disposition des fonds déposés sur le compte de réserve.

Les emprunts contractés dans le cadre du financement des investissements sont débloqués au fur et à mesure de l'avancement des projets. Concernant le projet de construction de l'unité de traitement de déchets de Beaucaire, 1,548 millions € sur les 2 millions € empruntés auprès de la Société Générale ont été débloqués ainsi que l'intégralité de l'emprunt contracté auprès du Crédit Agricole. Lorsque la totalité des fonds sera débloquée, un emprunt relais de TVA sera décaissé. Dans le cadre de la construction de CEEF, il a été procédé à un tirage de 9.350 millions d'euros sur les 10,999 millions d'euros de la dette senior. Les premiers déblocages de fonds ont été réalisés en décembre 2005 pour CEEF et sont prévus dans le courant du premier semestre 2006 pour CESAM Séglien.

A l'initiative du Groupe et avec un préavis de deux mois, il peut être procédé sans pénalité à un remboursement anticipé des sommes empruntées. A aucun moment le montant du remboursement ne pourra être inférieur à 500.000 €.

¹ Contrat d'accès désigne le contrat conclu entre chaque société exploitant une ferme éolienne et EDF ayant notamment pour objet de préciser les conditions techniques conformément auxquelles la ferme éolienne de cette société pourra être raccordée au réseau de distribution électrique et l'énergie injectée et mesurée.

² Contrat d'achat d'électricité désigne le contrat conclu entre chaque société exploitant une ferme éolienne et EDF ayant pour objet l'achat par EDF de l'électricité produite par la ferme éolienne de cette société pour une durée d'au moins 15 ans à compter de sa mise en service industrielle.

³ Contrat d'exploitation EDF désigne le contrat conclu entre chaque société exploitant une ferme éolienne et EDF ayant notamment pour objet la définition des conditions techniques conformément auxquelles sont effectués l'entretien et l'exploitation des ouvrages de raccordement concernant sa ferme éolienne.

⁴ L'achèvement technique d'une ferme éolienne désigne la date à laquelle le prêteur approuve le fait que l'ensemble des travaux et prestations devant être réalisés conformément aux contrats de construction d'une ferme éolienne ont été menés à bien, que la ferme éolienne a été raccordée au réseau électrique et que les tests d'achèvement et de fonctionnement sont conformes.

⁵ EBITDA désigne, pour une période considérée, l'EBIT (résultat d'exploitation au sens du Plan Comptable Général) de la période considérée :

- diminué de la dotation de l'exercice relative à la participation et à l'intéressement des salariés ;
- majoré des dotations aux amortissements et provisions ; et
- majoré des dividendes de filiales non consolidée ;

sur une base réelle ou prévisionnelle, selon le cas.

⁶ Date de test désigne pour une société exploitant une ferme éolienne :

- la date à laquelle l'achèvement technique tel que défini ci-dessus et certaines conditions financières sont remplis au titre de sa ferme éolienne ;
- toute date tombant 15 jours ouvrés après une date de remboursement du présent emprunt.

Enfin, un certain nombre d'emprunts ont été contractés par la société ENERGO avant son entrée dans le groupe et la constitution de la société THEOLIA BENELUX.

Dans l'hypothèse où la Société ne respecterait pas l'un des termes de remboursement de ses emprunts, la mise en œuvre de remboursements anticipés constituerait un risque de liquidité pour le Groupe.

Le tableau suivant reprend l'ensemble des informations concernant les risques de liquidité au sein du Groupe :

- Emprunts garantis par THEOLIA :

au 31/12/2005

Caractéristiques des titres émis ou des emprunts contractés	Taux fixe ou taux variable	Montant global des lignes en K€	Échéances	Existence ou non de couverture
Emprunt Entenial / CS2M	Taux variable : EURIBOR 3 mois + 1,50 %	1.718 ⁽¹⁾	31/12/2009	non
Emprunt Entenial / acquisition des actions de SAE	Taux variable : EURIBOR 3 mois + 1,50 %	869 ⁽¹⁾	31/12/2009	non
Emprunt Entenial / acquisition du matériel de SAE	Taux variable : EURIBOR 3 mois + 1,50 %	1.472 ⁽¹⁾	31/12/2009	non
Emprunt RBS (CEFF)	Taux variable : EURIBOR 6 mois + 1,30 %	Dette senior ⁽²⁾ : 10.999	2020	Oui : fait l'objet d'un swap : taux fixe de 4,80 %
	Taux variable : EURIBOR 6 mois + 4 %	Dette mezzanine : 604	2015	Oui : fait l'objet d'un swap : taux fixe de 7,80 %
Emprunt RBS (CESAM Séglien)	Taux variable : EURIBOR 6 mois + 1,30 %	Dette senior : 8.286	2020	Oui : fait l'objet d'un swap : taux fixe de 4,80 %
	Taux variable : EURIBOR 6 mois + 1,30 %	Dette mezzanine : 460	2020	Oui : fait l'objet d'un swap : taux fixe de 7,80 %

⁽¹⁾ Ces emprunts ont été intégralement utilisés au 30 juin 2005.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2005, cet emprunt a été tiré à hauteur de 9,350 millions d'euros.

- Détail des emprunts contractés par THEOLIA BENELUX :

Groeikracht Merksplas n.v.		Echéance
Crédit d'exploitation 60 000 €	Besoins de fond de roulement	06/2006
Crédit d'exploitation 117 000 €	Financement temporaire des subventions en attente de leur versement	03/2009
Crédit d'exploitation 167 000 €	Financement temporaire des subventions	10/2006
Crédit d'investissement 265 000 €	Installation de cogénération sur gaz naturel (1 ^{er} moteur 0.6 MW)	03/2014
Crédit d'investissement 580 000 €	Installation de cogénération sur gaz naturel (2 ^{ème} moteur, 1 MW)	09/2014

Groeikracht Boechout n.v.		Echéance
<i>Flex 9a : en service (4 moteurs)</i>		
Crédit d'exploitation 558 000 €	Financement temporaire des subventions	03/2009
Crédit d'investissement 2 276 360 € (leasing)	Installation de cogénération sur gaz naturel (4 moteurs total 3.7 MW)	09/2015
<i>Flex 9b en cours de construction (2 moteurs)</i>		
Crédit d'investissement 756 000 €	Installation de cogénération sur gaz naturel (2 moteurs, total 1.4 MW))	12 mois + 10 ans après mise en service
Crédit d'investissement 150 000 €	idem	12 mois + 5 ans après mise en service

Biocogen b.v.b.a (biogaz)		Echéance
Crédit long terme 1 260 000 €	Crédit d'investissement dans installation de cogénération	12/2011
Crédit court terme 244 880 €	Financement temporaire des subventions	09/2006
Crédit d'exploitation 25 000 €	Besoins de fond de roulement	06/2006

Dune façon générale, le Groupe finance chacun de ses projets indépendamment. A ce jour, le Groupe n'a pas rencontré de difficulté particulière dans l'obtention de ses financements. Le renforcement de ses fonds propres à venir devrait conforter cette capacité à financer ses projets.

- Montant total des lignes de crédit court/moyen/long terme utilisées à ce jour ainsi que le montant utilisable :

Date	01/06/2006	Court terme	Moyen terme	Long terme
Utilisé	CS2M SAEE SAEE CEFF Groeikracht Merksplas n.v. Groeikracht Boechout n.v. Biocogen b.v.b.a (biogaz)	 1 900 227 270	1 718 869 1 472 117 558	 10 500 845 2 276 1 260
	TOTAL	2 397	4 734	14 881
Utilisable	CEFF CESAM Groeikracht Merksplas n.v. Groeikracht Boechout n.v. Biocogen b.v.b.a (biogaz)	600 1 740 		1 150 9 000 906
	TOTAL	2 340	0	11 056
	TOTAL	4 737	4 734	25 937

4.4.5 Risques de taux d'intérêt

Le plan de financement de la Société en ce qui concerne ses projets éoliens implique une forte partie de dette (75 % à 80 %). Dans ces conditions, une hausse importante des taux d'intérêts pourrait remettre en cause la rentabilité des projets futurs de la Société et/ou le développement de son portefeuille éolien.

La survenance d'un tel événement pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

Par ailleurs, le tableau suivant présente la position nette de taux de la Société au 30 juin 2005 :

	JJ à 1an	1 an à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers	697 760 €	6.076.104 €	5.355.198 €
Actifs financiers	23 355 787 €* [*]	-	-
Position nette avant gestion	- 22 658 027 €	6.076.104 €	5.355.198 €
Hors bilan	-	-	-
Position nette après gestion	- 22 658 027 €	6.076.104 €	5.355.198 €

** ce montant intègre le montant non tiré des deux emprunts contractés par la société ECOVAL 30 en 2005 auprès de la Société Générale et du Crédit Agricole dans le cadre de la construction de l'unité de traitement de déchets de Beaucaire en 2005 qui s'élève à 4 059 052*

ECOVAL 30 fait partie de la filière qui a été « apportée » à GRANIT SA.

4.5. Risques juridiques

4.5.1 Faits exceptionnels et litiges

La Société est, ou est susceptible d'être, impliquée dans un certain nombre de procédures juridictionnelles dans le cours normal de ses activités. Des dommages et intérêts sont, ou peuvent être, demandés dans le cadre de certaines de ces procédures. La Société estime à ce jour que la nature ou les montants sur lesquels portent les litiges ou situations contentieuses connus ou en cours ne justifient pas la constitution de provisions et ne devraient pas affecter sa situation financière consolidée de façon significative en cas d'issue défavorable.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

4.5.2 Droits de propriété intellectuelle et industrielle

La Société est titulaire ou dispose valablement des droits d'utilisation des droits de propriété intellectuelle et industrielle, et notamment des marques et noms de domaine qu'elle utilise dans le cadre de ses activités. Le Groupe a mis en œuvre une politique systématique de défense de ses droits mais ne peut être certain que les démarches entreprises en France pour protéger ses droits de propriété intellectuelle seront efficaces ou que des tiers ne vont pas contrefaire ou détourner ses droits de propriété intellectuelle.

La Société est propriétaire des marques « THEOLIA », « THEOLIA L'Energie Nature » et « THEOLIA Sustainability ».

Étant donné l'importance de la reconnaissance des marques du Groupe, toute contrefaçon ou détournement de ce type pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière et sa capacité à réaliser ses objectifs.

4.6. Assurances et couverture des risques

Le Groupe a mis en place une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés, sous réserve des franchises ou exclusions usuelles imposées par le marché.

Le Groupe a souscrit plusieurs polices d'assurance dont les principales sont les suivantes :

- (i) Les sociétés SAPE et SAEE ont chacune souscrit un contrat d'assurance auprès de la compagnie AGF en 2005 afin de garantir les événements suivants :
- incendie et risques annexes ;
 - bris de machines : les centrales sont garanties contre tous dommages matériels résultant d'un événement soudain et imprévisible à hauteur de 2.000.000 € ;
 - pertes d'exploitation : les centrales sont garanties contre la perte de la marge brute résultant de la baisse du chiffre d'affaires causée par l'interruption ou la réduction de l'activité de l'entreprise suite à un incendie, une explosion et les événements assimilés suite à un bris de machines à hauteur de 720.000 € pour une période de 12 mois ;
 - catastrophes naturelles : les centrales sont assurées pour garantir la réparation pécuniaire des dommages matériels directs causés à l'ensemble des biens garantis ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel conformément aux dispositions légales en vigueur.

L'ensemble des primes versées par les sociétés SAEE et SAPE au cours de l'exercice clos au 30 juin 2005 s'est élevé à 41.000 € dans le cadre de deux contrats conclus avec la compagnie d'assurance Continent aujourd'hui résiliés et remplacés par des contrats AGF.

- (ii) La Société souscrit des polices d'assurance au bénéfice de ses centrales d'énergie pendant leur phase de construction :
- les divers risques de chantier dits « Tous Risques Chantier » (« **TRC** ») : pour la période de construction jusqu'à la réception des ouvrages, cette assurance garantit l'ensemble des intervenants à la construction, y compris l'organisme de financement, le cas échéant, et couvre les dommages matériels, y compris l'incendie, le bris de machines, l'explosion subis par l'ouvrage (matériel et génie civil) et les pertes financières consécutives à un dommage matériel ou à une panne ;
 - une assurance « Transport » : dans certains cas, la Société choisit de souscrire également une assurance « Transport » prévoyant la garantie des dommages matériels des biens transportés qui constituent des transports « stratégiques » du fait de l'importance des conséquences sur la bonne marche du chantier et des pertes financières consécutives ; et
 - une assurance « dommages ouvrage ».

La société CEFF a souscrit au cours de l'exercice clos le 30 juin 2005, une assurance TRC et perte d'exploitation, ainsi qu'une assurance responsabilité civile avec la compagnie d'assurance Gothaer pour la construction de CEFF pour un montant total de 57.222 € hors taxes.

En outre, le Groupe entend souscrire de nouvelles assurances lorsque la phase d'exploitation aura commencé. Elles couvriront notamment les incendies et risques annexes, les bris de machines, les pertes d'exploitation, la responsabilité civile d'exploitation et les catastrophes naturelles.

- La Société a souscrit en 2005 auprès de la compagnie d'assurances AIG Europe, une assurance responsabilité civile d'exploitation et responsabilité civile professionnelle qui couvre les sociétés du Groupe contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elles pourraient encourir du fait des dommages corporels, matériels ou immatériels résultant de leurs activités. Cette garantie s'exerce notamment en cas de dommages causés à autrui du fait des sociétés couvertes par le contrat d'assurance ou du fait des choses dont elles ont la garde.

Dans le cadre de ce contrat, les primes versées par THEOLIA au cours de l'exercice clos au 30 juin 2005 se sont élevées à 25.000 €.

4.7. Risques liés aux engagements hors bilan

- La société a conclu le 16 mai 2005, un protocole d'accord avec les associés minoritaires de la SA Ventura. Cet accord fixe les principes de collaboration entre THEOLIA et sa filiale. Les principales caractéristiques de cette collaboration sont les suivantes :

Tous les projets éoliens du Groupe, en ce compris les projets d'acquisition, actuels ou futurs, seront développés et construits par la SA Ventura, et ce, dans les limites du business plan établi chaque année. A cette fin, la société Ventura établira chaque année avec le concours de THEOLIA un business plan délimitant le nombre et l'ampleur des projets envisagés et déterminant le montant des fonds propres correspondants à apporter par THEOLIA. Ce business plan sera arrêté par le Président Directeur Général de THEOLIA et approuvé par le Conseil d'administration de THEOLIA

THEOLIA SA s'engage à apporter les fonds nécessaires à sa filiale pour le financement de l'activité éolienne (dans la limite des conditions définies par l'accord).

Pour chaque projet de ferme éolienne s'inscrivant dans le cadre du business plan sus visé, une SAS ad hoc sera constituée et détenue, soit directement, soit via une holding, à hauteur de 80 % par Ventura SA et à hauteur de 20 % par Messieurs Guyot, Bouffard et De Saint Jouan (actionnaires minoritaires de Ventura au 31/12/2005). Un accord a été signé le 27 avril 2006 avec Messieurs Guyot, Bouffard et De Saint Jouan en vue de faire acquérir par THEOLIA les 20% auxquels ont droit les trois personnes physiques dans les sociétés support de programme visées ci-dessus.

- Dans le cadre de son soutien au développement des activités de A+O, THEOLIA s'est portée caution auprès de la BFCC pour une somme globale maximale de 140.000 €. THEOLIA s'est également portée caution au profit du Crédit Agricole pour un montant de 625 349 € en date du 24 août 2005. Cette somme constitue une garantie de restitution de l'acompte de 625 349 € perçu par A+O dans le cadre du marché Vignerons du Gerland.

Ventura SA

- La société a signé deux contrats pour la construction « clé en mains » des centrales éoliennes de Séglien et de Fonds de Fresnes.
- La société a également conclu des contrats de développement de projets avec ses 12 filiales support de programme.

Sous-groupe CS2M

- Nantissement des parts sociales CS2M au profit de la Société ENTENIAL (anciennement Comptoir des Entrepreneurs) en garantie du paiement des emprunts souscrits pour l'acquisition des titres SAEE et SAPE.
Ce nantissement cessera au complet remboursement des emprunts garantis.
- La société THEOLIA s'est portée caution solidaire de la société CS2M envers la société ENTENIAL en garantie du paiement des concours consentis par cette dernière.

Sous-groupe Sodetrex

- En garantie des prêts accordés à ECOVAL 30 dans le cadre du financement de la construction de l'usine de Beaucaire, les engagements suivants ont été souscrits :
- THEOLIA s'est portée caution personnelle et solidaire à l'acte de prêt à hauteur du montant du prêt en principal auquel s'ajoutent tous intérêts frais et accessoires.

Avec l'accord à l'acte du syndicat des communes, la société ECOVAL 30 affecte et hypothèque spécialement au profit de la banque, qui accepte, le droit au bail emphytéotique administratif sur le terrain sis sur la commune de BEUCAIRE ainsi que toutes parties des immeubles construits ou à construire, améliorations et matériels par destination, étant spécifié à cet égard qu'est reconnu par l'emprunteur immeuble par destination tout le matériel qui sert et servira à l'exploitation de son fonds de commerce.

Dans le cadre de ses opérations courantes, le Groupe est amené à prendre certains engagements hors bilan. Ces engagements comprennent ou peuvent comprendre :

- des options de remboursement d'emprunts obligataires par conversion en actions ;
- des engagements de collaboration entre sociétés du groupe ;
- des engagements de réalisations / développements d'unités ;
- des nantissements de parts sociales en garantie d'emprunts souscrits ;
- des cautions personnelles et solidaires ;
- des engagements dans le cadre d'accords de partenariats.

Présentation des principaux engagements hors bilan donnés au cours de ces deux dernières années :

<i>En K€</i>	Au 30 juin 2005	Au 30 juin 2004
Cautions de contre-garantie sur marchés	0	0
Créances cédées non échues	0	0
Nantissements hypothèques et sûretés réelles	10 342 700	3 561 719
Avals, cautions et garanties donnés	10 342 700	3 281 580
Autres engagements donnés		

Ces montants correspondent aux sûretés de différentes natures données aux créanciers en garantie des emprunts contractés par différentes sociétés du Groupe (cf. tableau ci-dessous). Chaque sûreté d'un même emprunt ayant pour objet de couvrir tout ou partie des engagements de cet emprunt en cas de défaut du bénéficiaire, le total pertinent des engagements hors bilan donnés dans le cadre de ces emprunts correspond à la somme des obligations d'emprunts couverts par ces sûretés.

<i>En K€</i>	Au 30 juin 2005	Au 30 juin 2004
Emprunts Entenial Cautions solidaire THEOLIA+ Nantissement titres CS2M	2 341 451	3 281 580
Emprunt Ecoval 30 Cautions solidaire THEOLIA+ Hypothèque immobilisations de l'usine de Beaucaire	8 001 159	0
Total	10 342 700	3 281 580

Ces engagements hors bilan sont décrits de manière plus exhaustive aux paragraphes 20.1.1.4 - « Annexes au comptes consolidés au 30 juin 2005 » et 20.1.2.4 - « Annexes au comptes consolidés au 30 juin 2004 » du Prospectus.

Tout événement conduisant THEOLIA à devoir mettre en œuvre les engagements ci-dessus pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats du Groupe ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs.

5 INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

5.1. Histoire et évolution récente

5.1.1 Raison sociale, nom commercial et siège social de la Société (articles 3 et 4 des statuts)

La dénomination de la Société est THEOLIA.

Le siège social de la Société est situé Parc de la Duranne - Les Pléiades - Bât F – 860, rue René Descartes - 13100 Aix-en-Provence et son numéro de téléphone est le 04 42 90 49 04.

5.1.2 Forme juridique de la Société et législation applicable (article 1 des statuts)

La Société est une société anonyme de droit français soumise aux dispositions du Livre II du Code de commerce et du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

5.1.3 Date de constitution et durée de la Société (article 5 des statuts)

La Société a été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Aix-en-Provence le 7 juin 1999.

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de dissolution ou de prorogation.

5.1.4 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société

La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 423 127 281.

Le code APE de la Société est 401E (Distribution et commerce d'électricité) et son numéro SIRET est le 423 127 281 00032.

5.1.5 Exercice social (article 24 des statuts)

L'exercice social, d'une durée de 12 mois, commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, l'exercice social commencé le 1^{er} juillet 2005 se terminera le 31 décembre 2006.

5.1.6 Historique

1995	Constitution par Monsieur Jacques Bucki d'une première société artisanale intervenant dans le génie électrique.
1996	Conception et réalisation de la première centrale de cogénération.
1998	Monsieur Jean-Marie Santander rejoint Monsieur Jacques Bucki.
1999	Création de PMB Finance (société anonyme à conseil d'administration) au capital de 40.000 € environ qui changera de nom lors de l'inscription au Marché Libre (en 2002) et deviendra THEOLIA.
2000	Création de la filière éolienne par M. Jean Marie Santander au sein du Groupe.

- Février 2002** Apport par Monsieur Jacques Bucki des centrales dispatchables qu'il détient.
- Juillet 2002** Inscription au Marché Libre de THEOLIA.
Adoption d'une direction dualiste à Directoire et Conseil de surveillance, Monsieur Jacques Bucki est Président du Directoire et Monsieur Gérard Leseur Président du Conseil de surveillance. Monsieur Jean Marie Santander est Directeur administratif et financier du Groupe.
- Septembre 2003** Ordonnance du Tribunal de commerce de Montpellier autorisant l'acquisition de la société Sodetrex (opération de Beaucaire) à hauteur de 60 % par THEOLIA et 40 % par ACMB.
- Novembre 2003** Nomination de Monsieur Jean-Marie Santander en qualité de Président du Directoire et de Monsieur Jacques Bucki en qualité de Président du Conseil de surveillance.
- Décembre 2003** Revente par THEOLIA de 50 % de la société Sodetrex à des investisseurs privés.
- Juin 2004** Une convention a été conclue le 8 juin 2004 relative à la prise de contrôle de THEOLIA par Monsieur Jean-Marie Santander par l'acquisition d'actions détenues par Monsieur Jacques Bucki.
- Aux termes de cette convention :
- Monsieur Bucki a vendu à Monsieur Santander 1.350.302 actions représentant 75,39 % du capital de la Société, pour un prix de 500.000 € ;
 - Monsieur Santander s'est engagé à céder à Monsieur Bucki 300.000 actions à l'issue de l'opération de levée des fonds propres d'août 2004 pour un prix de 100.000 €.
- Par ailleurs, Monsieur Santander s'est engagé à céder à Monsieur Bucki 172.000 BSA dont l'exercice est échelonné et dont la dernière tranche pourra être exercée à compter du 31 décembre 2007.
- Août 2004** Dans l'objectif de lever 23 millions d'euros minimum en vue de conforter ses fonds propres et de financer son plan de développement et notamment les fermes éoliennes en cours, THEOLIA a conclu le 29 juin 2004 un accord d'investissement avec deux sociétés néerlandaises : Heartstream Capital B.V et Heartstream Corporate Finance B.V. Cette accord prévoyait la mise en place d'un programme d'émission réservée de bons de souscription d'actions autonomes avec suppression du droit préférentiel de souscription à leur profit à la condition de la réalisation par Heartstream et AEK (à parité égale) d'un investissement préalable d'un montant global d'1 million d'euros par le biais de la souscription et de l'exercice de 444.445 BSA (les « **BSACLG** »), donnant droit à souscrire à 444.445 actions de THEOLIA pour un prix unitaire de 2,25 euros (comprenant une prime d'émission de 1,25 euros).
- Heartstream Capital BV, Heartstream Corporate Finance B.V. et AEK avaient également la possibilité de souscrire à un volume complémentaire de BSACLG, égal à 88.889 BSA émis aux mêmes conditions que les 444.445 BSACLG.
- A partir de la date de réalisation de l'augmentation de capital résultant de l'exercice de 444.445 BSACLG, les tranches subséquentes de l'investissement devaient être mises en place sur la base d'une délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire au Directoire, expirant le 13 février 2006 et à reconduire le cas échéant :
- Première tranche dite « Tranche Initiale » : émission au profit des bénéficiaires visés ci-dessus d'un nombre de BSA (les « **BSAIn** ») dont l'exercice procurerait à THEOLIA des fonds propres (prime d'émission comprise) d'un montant de 5 millions d'euros.
 - Deuxième tranche dite « Tranche A » : sous la condition suspensive de la réalisation

dans le cadre de la Tranche Initiale d'un investissement minimum de 3 millions d'euros, émission d'un nombre de BSA (les « BSAA ») dont l'exercice, compte tenu du prix de l'action procurerait à THEOLIA des fonds propres (prime d'émission comprise) d'un montant de 8 millions d'euros.

- Troisième tranche dite « Tranche B » : émission d'un nombre de BSA (les « BSAB ») dont l'exercice procurerait à THEOLIA des fonds propres (prime d'émission comprise) d'un montant de 9 millions d'euros.

Il était en outre envisagé la possibilité pour les bénéficiaires du droit préférentiel de souscription de souscrire, à l'occasion de chacune des Tranches Initiale, A ou B, à un volume complémentaire de BSA égal au maximum à 20% du nombre de BSA souscrits et exercés dans le cadre de la tranche considérée (ces BSA complémentaires étant émis au mêmes conditions que les BSA relevant de la tranche à compléter).

A l'issue de la période de souscription de chacune des Tranches Initiale, A et B, et sous réserve de réalisation de certains objectifs en termes de volume d'investissement, les bénéficiaires auraient le droit de souscrire, dans le cadre des tranches dites « Additionnelles », à un volume supplémentaire de BSA égal à 25% du nombre de BSA exercés dans le cadre de la Tranche Initiale, A ou B selon le cas.

La durée respective de la période d'exercice de BSA relevant des différentes tranches :

- Pour la Tranche Initiale : 90 jours de bourse,
- Pour les Tranches A et B : 6 mois, et
- Pour les Tranches Additionnelles : 18 mois, étant précisé que (i) les Tranches Initiales, A et B sont amenées à s'enchaîner, la fin de la période d'exercice d'une tranche devant être suivie de la décision du Directoire d'émettre les BSA de la tranche suivante, et (ii) la décision du Directoire d'émettre les BSA relevant des Tranches Additionnelles ne pouvant intervenir qu'à la clôture de la période d'exercice de la Tranche correspondante Initiale, A ou B.

La première levée de fonds a permis à Heartstream et AEK d'apporter 1,2 million d'€ contre 1 million d'€ prévu initialement.

En octobre 2004, Heartstream et AEK a souscrit à hauteur de 6 millions d'€ à la deuxième tranche d'augmentation de capital faisant ainsi jouer la clause de surallocation.

Heartstream et AEK ont souscrit aux deux dernière tranches en février et juin 2005 en faisant jouer à chaque fois la clause de surallocation. Heartstream et AEK ont également souscrit à une tranche complémentaire de la tranche A en avril 2005.

En tout, l'opération qui devait permettre initialement la levée d'un maximum de 27,6 millions d'euros a finalement permis de lever 33,6 millions d'euros par la création à un prix unitaire moyen de 5,17€ de 6.507.429 actions nouvelles (avenant en date du 25 février 2005).

Les communiqués de presse relatifs à cette opération sont disponibles sur le site de la Société : www.theolia.com.

Octobre 2004 Acquisition des actions de la SAS CEFF disposant alors des permis de construire purgés de tous recours des tiers pour construire une centrale éolienne de 10 mégawatts (« MW ») dans la Somme.

Décembre 2004 Acquisition de l'activité de A+O dans le cadre d'un plan de cession auprès du Tribunal de Nanterre.

Acquisition par THEOLIA des actions détenues par ACMB dans la SA Sodetrex (40 %).

Janvier 2005	<p>Constitution des sociétés et acquisition des droits correspondants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEPLO, société support de programme à la centrale éolienne de Plos (12 MW) ; - CEPU, société support de programme à la centrale éolienne de Puech (12 MW) ; - CEFA, société support de programme à la centrale éolienne de La Fage (2 MW) ; - CEMDF, société support de programme à la centrale éolienne de Moulin de Froidure (12 MW) ; - CESA, société support de programme à la centrale éolienne de Sablons (10 MW).
Mars 2005	Acquisition des actions de la SAS Séglien disposant alors des permis de construire purgés de tous recours des tiers pour construire une centrale éolienne de 9 MW dans le Morbihan.
Mai 2005	Acquisition du développeur français de projets éoliens Ventura.
Juin 2005	<p>Acquisition par THEOLIA de 50 % du capital de Sodetrex initialement revendu en novembre 2003. Consécutivement à cette opération, THEOLIA détient 100 % du capital de Sodetrex.</p> <p>Constitution des sociétés et acquisition des droits correspondants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CEMAG, société support de programme à la centrale éolienne de Magremont (87 MW) ; - CETRI, société support de programme à la centrale éolienne de La Vallée de la Trie (36 MW) ; - CECHM, société support de programme à la centrale éolienne de Chasse Marée (24 MW) ; - CESAL, société support de programme à la centrale éolienne de Sallen (8 MW) ; - CECOS, société support de programme à la centrale éolienne des Costières (18 MW) ; - CELGC, société support de programme à la centrale éolienne de Grand Camp (23 MW) ; - CERON, société support de programme à la centrale éolienne de Plateau de Ronchois (30 MW).
Juillet 2005	<p>Levée de la dernière tranche de la levée de fonds propres débutée en août 2004. Cette opération a permis de lever 33.637.541€ par la création à un prix unitaire moyen de 5,17€ de 6.507.429 actions nouvelles. Ce nombre se compare aux 1.790.981 actions existantes lors de la mise en place de cette levée de fonds propres.</p> <p>Nomination de Messieurs Jean Paul INGRASSIA et Cédric de SAINT JOUAN en qualité de Membres du Directoire sur proposition du Président du Conseil de Surveillance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Souscription d'un engagement de caution solidaire auprès de la ROYAL BANK OF SCOTLAND au bénéfice de la SAS SEGLIEN ; - Souscription d'un engagement de caution solidaire auprès de la ROYAL BANK OF SCOTLAND au bénéfice de la SAS CEFF ; - Souscription d'un engagement de garantie de paiement auprès de la Société AMEC SPIE au bénéfice de la SAS CEFF ; - Souscription d'un engagement de garantie de paiement auprès de la Société BOTTE FONDATION au bénéfice de la SAS CEFF ; - Garantie solidaire des engagements de Ventura dans le cadre du contrat de construction pour la réalisation de CEFF ; - Garantie solidaire des engagements de Ventura dans le cadre du contrat de construction pour la réalisation de Séglien Ar-Tri-Milin ; - Garantie de caution des engagements de la filiale A+O SAS. <p>Emission de 395.314 bons de souscription d'actions autonomes au prix unitaire de souscription de 0,0010245 euros, chaque bon donnant droit de souscrire à une action de la Société de 1 euro de valeur nominale, au prix unitaire d'exercice de 10,245 euros au profit des sociétés Heartstream Capital B.V et Amsterdam Effektenkantoer, à parité égale.</p>

Septembre 2005	<p>Le Directoire a validé:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'autorisation de la conclusion d'un contrat intitulé « Engagement d'Actionnaire » devant être conclu entre The Royal Bank of Scotland (« RBS »), Royal Wind, CEFF, CESAM, la Société et Ventura (l'« Engagement d'Actionnaire ») ; - L'autorisation de la conclusion d'un contrat intitulé « Accord Inter-créanciers » devant être conclu entre notamment la Société, RBS, Royal Wind, CEFF, CESAM, la Société, Vol-V et Ventura (l'« Accord Inter-créanciers ») ; - L'autorisation de la conclusion de la garantie devant être octroyée par la Société au profit de CEFF pour sûretés des obligations de Ventura envers CEFF au titre du contrat de construction pour la réalisation d'une centrale éolienne sur les communes de Fresnes Tilloloy et Saint-Maxent devant être conclu entre CEFF et Ventura (« la Garantie Accordée à CEFF ») ; - L'autorisation de la conclusion de la garantie devant être octroyée par la Société au profit de CESAM pour sûretés des obligations de Ventura envers CESAM au titre du contrat de construction pour la réalisation d'une centrale éolienne devant être conclu entre CESAM et Ventura (« la Garantie Accordée à CESAM »). <p>Emission de 158.126 bons de souscription d'actions autonomes dans le cadre de la Tranche B MCC (les « BSAB-MCC ») au profit de la Société MCC.</p>
Octobre 2005	<p>Le Directoire a procédé à l'émission de 158.126 bons de souscription d'actions autonomes dans le cadre de la Tranche B-MCC.</p>
Novembre 2005	<p>THEOLIA a signé le 25 novembre 2005 un accord avec le développeur allemand PROWIND en vue d'acquérir trois centrales éoliennes en Allemagne, sous réserve des audits d'usage. La société PROWIND, installée près de Munster, a construit, depuis 2000, plus de 65 MW pour des tiers investisseurs. Elle exploitera ces trois centrales en relation avec THEOLIA.</p> <p>Ces trois centrales de production d'électricité totalisent une puissance de 28,5 MW :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'unité de LADBERGEN, d'une puissance de 6 MW est en service depuis octobre 2005 ; - L'unité de SAERBECK IM SCHLATT, d'une puissance de 8 MW sera en service en mai 2006 ; - L'unité de SEDENHORST, d'une puissance de 14,5 MW sera en service en juillet 2006. <p>THEOLIA bénéficiera des financements d'ores et déjà mis en place par PROWIND pour ces trois centrales.</p>
Janvier 2006	<p>Le Directoire a utilisé la délégation de compétence qui lui a été par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 28 novembre 2005 à l'effet de décider une augmentation du capital social de la Société en numéraire par l'émission d'actions ordinaires nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. L'Autorité des marchés financiers a apposé le Visa n° 06-029 en date du 31 janvier 2006 sur le Prospectus mis à la disposition du public à l'occasion d'une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles au prix unitaire de 9 € pour un montant total de 25.019.082 €.</p>
Février 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Le Conseil de Surveillance a procédé : <ul style="list-style-type: none"> - Au transfert du siège social ; - A l'approbation des conventions réglementées concernant l'opération de spin off de la branche environnement ; - A la constatation de la constitution définitive de THEOLIA DEUTSCHLAND ; - À l'autorisation de la constitution de THEOLIA IBERICA ; - A la constitution de garanties nécessaires au rachat de fermes éoliennes en

Allemagne.

- Lors de l'assemblée générale du 24 février 2006, ENERGO a procédé à une augmentation de capital essentiellement réservée à THEOLIA qui y a souscrit à hauteur de 1.983.450 euros. Le capital a été augmenté de 1 680 900€ à 3 858 950€ et l'assemblée a également décidé de changer le nom ENERGO en THEOLIA BENELUX.

Le capital de THEOLIA BENELUX est désormais détenu par THEOLIA SA à hauteur de 56,67%.

THEOLIA BENELUX apportera au Groupe THEOLIA une capacité de production d'électricité de plus de 9 MWe.

- Constatant leur complémentarité, le Groupe financier néerlandais Amsterdam Effectenkantoor (AEK) a proposé en décembre 2004 à THEOLIA et à GRANIT d'étudier un rapprochement. Après 14 mois de négociations, THEOLIA décidait donc d'apporter au Groupe Granit son activité environnementale (composée des sociétés SODETREX, ECOVAL 30 et A+O) de tri-compostage des déchets ménagers (unité de Beaucaire disposant d'une capacité de traitement de 70.000 tonnes annuelles) et de conception-réalisation d'unités de traitement des eaux résiduaires urbaines et industrielles.

Préalablement à la réalisation de cet apport, les deux groupes avaient choisi le cabinet d'audit européen MAZARS pour évaluer les deux structures.

Sur les bases de ce rapport et après de nombreuses négociations, THEOLIA a, le 28 février 2006 :

- Apporté son activité environnement au Groupe GRANIT pour un montant de 18,854 M€ (contrat d'apport en nature en date du 28 février 2006) ;
- Participé à une augmentation de capital de GRANIT SA par compensation de créance et grâce à un apport en numéraire de plus de 3 M€. THEOLIA souhaite en effet, comme mentionné dans le Prospectus d'augmentation de capital visé par l'AMF, garder le contrôle de GRANIT dans un premier temps.

Le 28 février 2006, THEOLIA détenait 60% du capital de GRANIT SA qui est désormais de 28.050.000 Francs Suisses.

La Centrale Eolienne de Fonds de Fresnes (10 MW) a été mise en service.

Mars 2006

- Constatation de la souscription de:
 - 2 741 944 actions nouvelles à un prix de 9 euros souscrites à titre irréductible représentant 98,63% du total des actions nouvelles à émettre ;
 - 37 954 actions nouvelles à un prix de 9 euros souscrites à titre réductible sur une demande de 5 983 354 actions.

Les engagements de souscription à titre irréductible et réductible s'élèvent à 8 725 298 actions représentant environ 314% du total des actions nouvelles à émettre. Au prix d'émission, le total de la demande représente ainsi plus de 78 millions d'euros.

- Par jugement du 21 mars 2005, le Tribunal de commerce de Marseille a ordonné la cession du fonds de commerce de la société SAS NATUREM au profit de la Société THEOLIA pour la somme de 180.000 €. L'acte de cession a été signé en date du 7 mars 2006 en exécution de ce jugement.

THEOLIA a substitué la SAS NATUREM ENVIRONNEMENT, société issue de la transformation de la SAS THEOLIA ENVIRONNEMENT, dans le bénéfice du jugement du

Tribunal de Commerce ordonnant la cession du fonds de commerce de la SAS NATUREM ENVIRONNEMENT.

- Constitution de THEOLIA IBERICA SL suite au rachat de la Société KYLOSOVAMEN SL, sans activités, à l'effet de permettre le développement de THEOLIA SA dans la péninsule ibérique.

Avril 2006

Tenue de l'Assemblée Générale Mixte ayant notamment :

- Autorisé l'augmentation de capital réservée à GO CAPITAL Asset Managment BV, société de gestion de droit néerlandais, de 3.333.310 actions à un prix de 9 euros, prime d'émission comprise ;
- Modifié le mode de gestion de la Société en passant d'une formule dualiste (Directoire et Conseil de Surveillance) à une formule moniste (Conseil d'administration) ;
- Nommé Messieurs Louis FERRAN, Stéphane GARINO, Georgius HERSBACH, Arne LORENZEN, Philippe PERRET, Eric PEUGEOT, Jacques PUTZEYS et Jean-Marie SANTANDER en qualité d'Administrateurs ;
- Choix d'un mode de gestion cumulant la fonction de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Tenue du premier Conseil d'administration qui a notamment :

- Nommé Monsieur Jean-Marie SANTANDER en qualité de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général ;
- Adopter un règlement intérieur du Conseil d'administration.

Mai 2006

Le Conseil d'administration a notamment procédé à :

- L'approbation des conventions règlementées intervenant entre THEOLIA et Ventura dans le cadre de la SARL CEPU ;
- L'approbation des conventions règlementées intervenant entre THEOLIA et Granit dans le cadre de la cession de la SAS NATUREM.

5.2. Investissements

5.2.1 Principaux investissements réalisés au cours des 3 derniers exercices

Lors des exercices clos les 30 juin 2003 et 30 juin 2004, le Groupe n'a pas procédé à des investissements significatifs.

En décembre 2004, THEOLIA a procédé à l'acquisition du fonds de commerce de A+O dans le cadre d'un plan de cession auprès du Tribunal de Nanterre.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2005, le Groupe a intégré dans son périmètre de consolidation la société Ventura, les projets de CEFF (10 MW), de CESAM Séglien (9 MW) et l'unité de traitement de déchets de Beaucaire.

Par jugement du 21 mars 2005, le Tribunal de commerce de Marseille a ordonné la cession du fonds de commerce de la société SAS Naturem au profit de la Société pour la somme de 180.000 €. L'acte de cession a été signé en date du 7 mars 2006 en exécution dudit jugement.

Les acquisitions réalisées au cours de l'exercice clos le 30 juin 2005 sont les suivantes :

- (i) acquisition (titres et compte courant) de CEFF pour un montant total de 1.523.548 € ;
- (ii) acquisition (titres et compte courant) de CESAM Séglien pour un montant total de 976.223 € ;
- (iii) acquisition de la société Sodetrex pour un montant total en cash de 402.500 € et par l'émission de 237.500 actions au profit de ses actionnaires. Ces actions ont déjà été émises au profit de ses actionnaires représentant 2,84 % du capital à la date de leur attribution, soit le 17 juin 2005 ;
- (iv) acquisition de la société Ventura pour un montant total en cash de 4.613.750 € et par l'émission de 1.100.000 actions au profit de ses actionnaires. Ces actions ont déjà été émises au profit de ses actionnaires représentant 12,8 % du capital à la date de leur attribution, soit les 28 juin et 29 septembre 2005.

Les investissements de CEFF et de CESAM Séglien ont fait l'objet de financements dont les modalités sont décrites au paragraphe 4.4.4 – « Risque de liquidité » du Prospectus. Les investissements dans Ventura et Sodetrex ont été financés grâce à la levée de fonds propres à hauteur de 33,6 millions d'euros achevée en juin 2005.

5.2.2 Principaux investissements depuis le 31 décembre 2005

5.2.2.1 THEOLIA Deutschland GmbH

THEOLIA pour le compte de sa filiale THEOLIA Deutschland GmbH a signé le 25 novembre 2005 un accord avec le développeur allemand PROWIND en vue d'acquérir trois centrales éoliennes en Allemagne. La société PROWIND, installée près de Munster, a construit, depuis 2000, plus de 65 MW pour des tiers investisseurs. Elle exploitera ces trois centrales en relation avec THEOLIA Deutschland GmbH.

Ces trois centrales de production d'électricité totalisent une puissance de 28,5 MW :

- l'unité de LADBERGEN, d'une puissance de 6 MW est en service depuis octobre 2005 ;
- l'unité de SAERBECK, d'une puissance de 8 MW sera en service en mai 2006 ;
- l'unité de SEDENHORST, d'une puissance de 14,5 MW sera en service en juillet 2006.

L'ensemble représente un investissement total de 33,8 millions d'euros pour 28,5 MW, réparti entre fonds propres (environ 20%) et financements en dette senior (environ 80% contractés auprès des banques). THEOLIA bénéficiera des financements d'ores et déjà mis en place par PROWIND pour ces trois centrales.

THEOLIA pour le compte de sa filiale THEOLIA Deutschland GmbH a également signé le 17 mars 2006 un contrat de reprise générale pour acquérir une centrale éolienne de 6 MW dans l'état de Brandebourg. La mise en service de la centrale est prévue pour le 31 décembre 2006 au plus tard.

THEOLIA pour le compte de sa filiale THEOLIA Deutschland GmbH est en cours de négociation avec PROWIND pour faire des extensions aux centrales acquises, soit 1,5 MW à Ladbergen et 2 MW à Saerbeck.

En Allemagne, la loi sur les énergies renouvelables (Erneuerbare Energieen-Gesetz) du 29 mars 2000, révisée le 21 juillet 2004, fixe les tarifs de rachat de l'électricité produite par les éoliennes par les distributeurs. Ces contrats à prix fixe ont une durée de 20 ans.

THEOLIA n'a pas prévu d'investissement à venir en Allemagne sur la fin de l'exercice 2005.

5.2.2.2 THEOLIA Benelux

Le Groupe THEOLIA confirme l'accord convenu avec la société belge ENERGO, cogénérateur à partir du biogaz et du gaz naturel, ainsi qu'il était indiqué dans le prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 06-029 en date du 31 janvier 2006.

Lors de l'assemblée générale du 24 février 2006, ENERGO a procédé à une augmentation de capital essentiellement réservée à THEOLIA qui y a souscrit à hauteur de 1.983.450 euros. Le capital a été augmenté de 1 680 900€ à 3 858 950€ et l'assemblée a également décidé de changer le nom ENERGO en THEOLIA Benelux.

Le capital de THEOLIA Benelux est désormais détenu de la manière suivante :

- THEOLIA SA (France) : 56.67%
- Anciens actionnaires de ENERGO : 37.77%
- AEK : 5.56%

Le Groupe développe, comme annoncé, des relais de croissance.

THEOLIA Benelux apporte en effet au Groupe une expertise industrielle sur des projets de cogénération fonctionnant à partir de ressources renouvelables (biogaz) et de gaz naturel. **THEOLIA BENELUX** a également pour mission de développer et d'exploiter ces unités, de commercialiser l'électricité produite et, les certificats verts obtenus.

Actuellement, THEOLIA Benelux commercialise en bourse (APX) l'électricité qu'elle produit, afin de pouvoir valoriser et céder les certificats verts correspondants.

THEOLIA Benelux apporte au Groupe THEOLIA une production d'électricité actuelle de près de 35 GWh qui devrait être portée à environ 45 GWh. Le tableau suivant présente le parc actuel et en construction :

	Puissance Installée (MWe)	Production Electricité annuelle (GWh)	Mises en service
Serriste Merkplas (Belgique) – Phase I	1.7	9.95	Septembre 2004
Serriste Boechout (Belgique) – Phase I	3.7	12.8	Juillet 2005
Biocogen (Dendermonde ; Belgique)	1.4	11.6	Septembre 2005
Serriste Merkplas (Belgique – Phase II	1.05	5.35	Juin 2006
Serriste Boechout (Belgique) – Phase II	1.4	5	Juillet 2006
TOTAL	9.25	44.70	

5.2.2.3 THEOLIA Iberica

Afin de structurer le développement des activités de THEOLIA dans la péninsule ibérique (Espagne et Portugal), THEOLIA Holding a procédé au rachat de Kylosovamen S.L. pour un montant de 2.560 €, devenue THEOLIA Iberica. THEOLIA Holding détient à ce jour 80% de THEOLIA Iberica qui ne possède pas encore de société support de programme.

THEOLIA SA a signé deux lettres d'intention pour le compte de sa filiale THEOLIA Iberica :

- Le 28 mars 2006 pour un projet de centrales éoliennes comprenant entre 8 et 12 éoliennes d'une puissance non encore déterminée (mais qui variera entre 24 MW et 36 MW), ainsi qu'une centrale de biodiesel clef en main en Espagne.
- Le 14 avril 2006 pour 3 projets de centrales éoliennes d'une puissance totale de 58 MW se situant à Almeria, Espagne. Cette opération bénéficie des permis de construire purgés de tous recours.

- Sur le même site que celui de la centrale de 58 MW, THEOLIA pour le compte de sa filiale THEOLIA Iberica bénéficie d'un droit de premier refus pour acquérir les droits d'une centrale de production d'électricité à partir de l'énergie solaire d'une puissance totale de 25 MW.

De plus, THEOLIA Iberica soutient une activité importante pour développer et construire des centrales de production d'électricité à partir de l'énergie solaire dans les Iles Canaries. Plusieurs projets sont en cours de négociations.

5.2.2.4 *Granit SA*

En vue de concentrer ses potentiels humains et financiers sur la production d'électricité à partir des énergies renouvelables et de donner au Groupe une dimension européenne, THEOLIA a décidé de filialiser son activité environnementale en l'apportant au Groupe Suisse Granit SA, ainsi qu'il a été indiqué dans le prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 06-029 en date du 31 janvier 2006.

Le 28 février 2006, THEOLIA a ainsi apporté son activité environnement au Groupe Granit pour un montant de 18,854 M€ (contrat d'apport en nature en date du 28 février 2006) et détient à l'issue des opérations de rapprochement environ 57% du capital de Granit SA.

THEOLIA SA procédera au cours du second semestre 2006 à la cession de NATUREM ENVIRONNEMENT SAS à GRANIT SA.

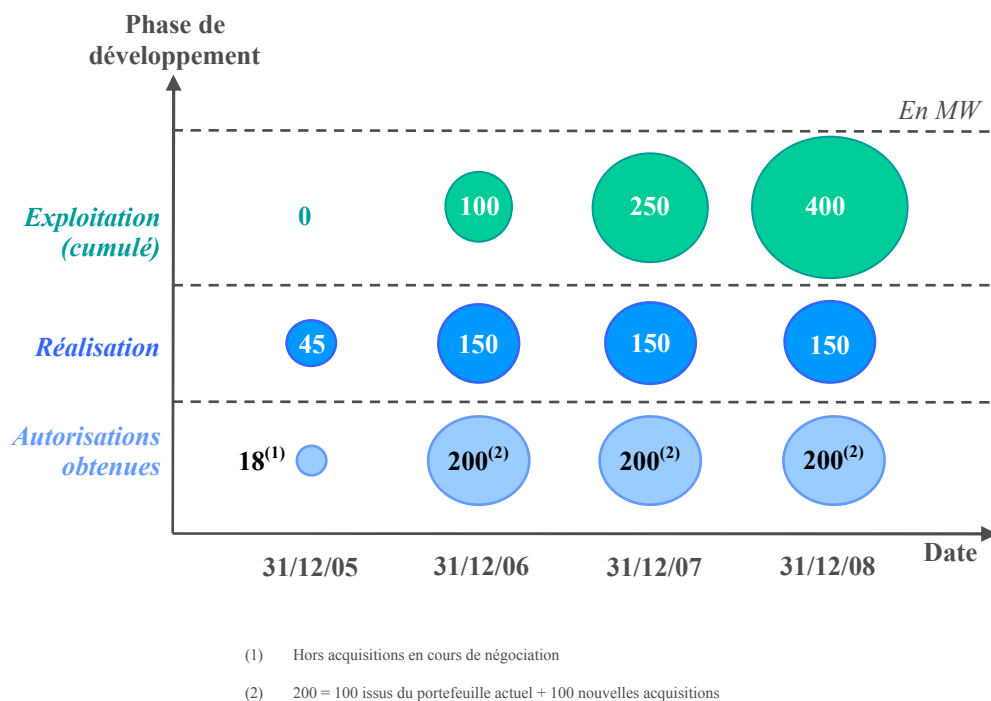
Cette cession permettra au Groupe THEOLIA de se recentrer totalement sur la production d'électricité à partir des énergies renouvelables et de produire à partir de différents pays européens qui ont mis en œuvre des mesures incitatives pour soutenir la filière correspondante.

5.2.3 Principaux investissements à venir

S'agissant de l'activité éolienne, THEOLIA envisage d'exploiter plus de 100 MW d'ici la fin de l'année 2006. Elle investira environ 130 millions d'euros au cours de cette même année. A partir de 2007 et jusqu'en 2010, THEOLIA envisage de réaliser 150 MW de capacité supplémentaire par an, soit environ 200 millions d'euros d'investissement chaque année.

Ces 200 millions d'euros d'investissement pourraient être financés à hauteur de 15 % à 20 % par recours aux fonds propres de THEOLIA et de 80 % à 85 % par emprunt. Toutefois, cette proportion est susceptible d'évoluer en fonction des conditions de marché.

Le graphique suivant présente les prévisions du Groupe en terme de MW installés liés aux projets éoliens au 31 décembre 2005 et les objectifs au 31 décembre 2006, 2007 et 2008 :



Il est prévu que le fort accroissement du nombre de MW en portefeuille aux différents stades de développement à fin 2006 et fin 2007 résulte à la fois du développement de projets internes au Groupe et d'opérations de croissance externe :

- un certain nombre de projets développés en interne progressent d'un exercice à l'autre, d'une phase de développement à la suivante ;
- les opérations de croissance externe permettent d'acquérir des projets se répartissant dans des proportions variables entre les trois stades de développement évoqués. Le Groupe estime ainsi disposer à fin 2006 ainsi qu'à fin 2007 d'un stock de projets disposant des autorisations nécessaires de 200 MW dont 100 MW pourraient provenir d'acquisitions.

THEOLIA a signé, le 7 mai 2006, une lettre d'intention relative à l'acquisition de la société IDELEC, spécialiste de la production d'électricité. IDELEC détient, d'une part, une ferme éolienne de 7MW à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) et, d'autre part, un ensemble de turbines hydroélectriques dispersées sur six sites dans les Alpes et le Jura dont la capacité totale est de 5,43 MW. THEOLIA a fait une offre d'acquisition le 30 juin 2006.

5.2.4 Structure globale de financement des projets du Groupe

Pour chacun des projets du Groupe, la structure de financement est similaire.

Pour les centrales éoliennes, THEOLIA (ou chaque filiale) constitue pour chaque projet une société support de programme. Le Groupe apporte actuellement 15 % à 20 % de fonds propres du montant total de l'investissement et recherche une banque (ou un ensemble de banques) pour financer le solde sous forme de dette portée par la société support de programme sans recours sur la maison mère. Le montant total de l'investissement comprend les éléments suivants :

- l'acquisition des droits relatifs aux baux, permis de construire, permis d'exploiter, raccordement au

réseau d'électricité, etc...

- les frais de raccordement au réseau ;
- la construction clé en main de la centrale éolienne ;
- les honoraires d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- les différentes assurances ;
- les frais d'audit par la banque prêteuse ;
- les intérêts intercalaires ;
- un fonds de réserve correspondant au remboursement à la banque prêteuse de 6 mensualités.

A titre d'illustration, le modèle financier de la ferme éolienne de CEFF a été élaboré à partir d'un modèle financier d'une ferme d'une puissance de 10 MW, sur la base d'un nombre d'heures de fonctionnement de 2.200 heures par an ce qui constitue une hypothèse conservatrice. Le KWh étant vendu 8,38 centimes d'euros les cinq premières années, le chiffre d'affaires annuel généré par cette centrale s'élèverait environ à 1.843 K€ (10 000 kW x 2200 h x 8,38 c€).

6 APERÇU DES ACTIVITES

Le Groupe THEOLIA exerce principalement son savoir-faire et ses compétences dans la production autonome d'électricité à partir des énergies renouvelables dans plusieurs pays européens. Ces dernières sont nombreuses, mais THEOLIA entend mettre en œuvre principalement l'énergie éolienne et anticipe des relais de croissance comme la biomasse sèche (combustion de matériaux), la biomasse humide (production de biogaz), l'énergie solaire et l'hydraulique.

Historiquement, THEOLIA produit de l'électricité à partir de deux centrales thermiques mises à disposition d'EDF. Aux termes de contrats expirant en 2010 et 2011, EDF rémunère THEOLIA (i) pour leur simple mise à disposition et (ii) pour la production effective d'électricité à la demande d'EDF.

La société THEOLIA Energy a été constituée en vue de regrouper l'ensemble des activités de production d'électricité du Groupe.

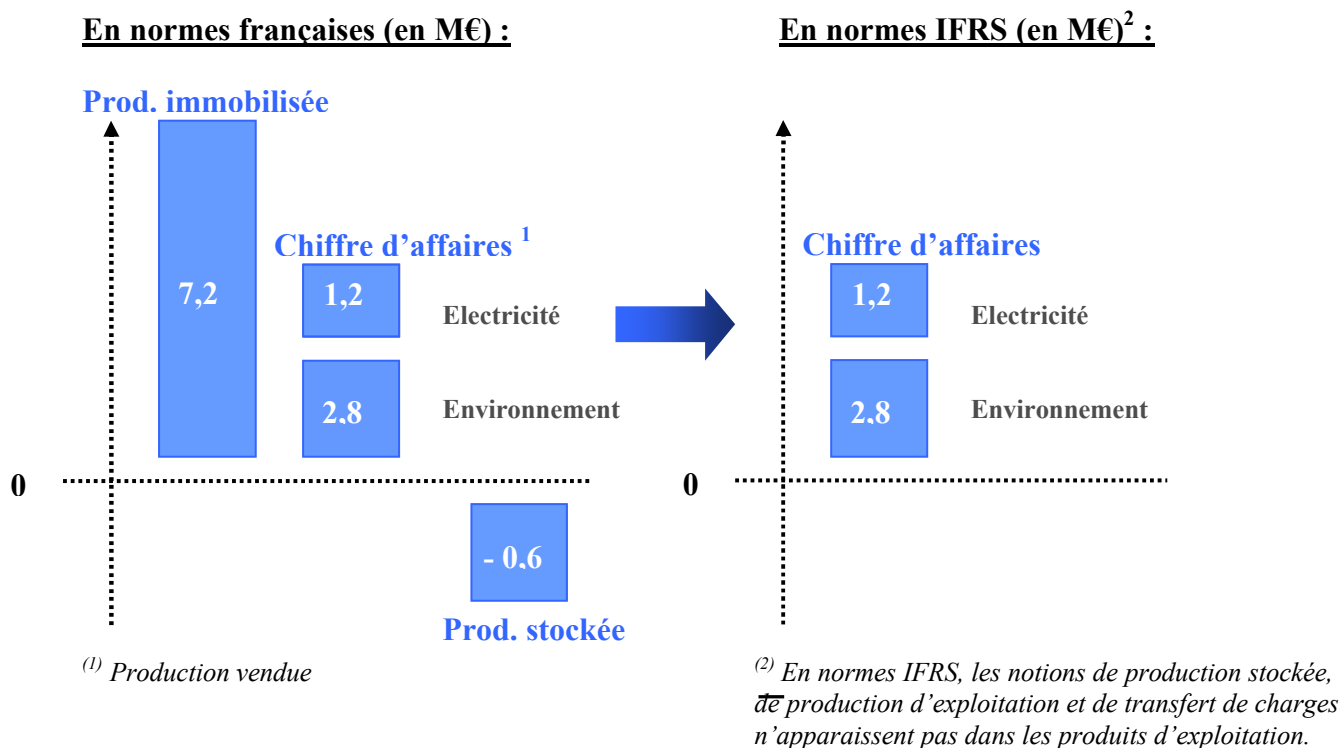
Enfin, pour chaque développement et réalisation d'une unité d'exploitation, THEOLIA constitue une société spécifique dite « société support de programme » telles que la SAS Centrale Eolienne de Fonds de Fresnes (centrale éolienne de 10 MW).

Ainsi qu'il sera détaillé dans le Prospectus, toutes ces activités n'ont pas atteint à ce jour un même degré de maturité.

Les principaux termes techniques utilisés dans cette partie 6 du Prospectus sont définis dans un glossaire figurant à la fin du Prospectus.

Pour l'exercice clos le 30 juin 2005, le Groupe a enregistré des produits d'exploitation pour un montant de 10,6 millions d'euros (hors transfert de charges) et un résultat net part du Groupe de 55.695 €.

Au 30 juin 2005, les produits d'exploitation (hors transfert de charges) enregistrés par les activités du Groupe sont décomposés de la manière suivante :



Le principal impact du passage aux normes IFRS sur le compte de résultats est la neutralisation des produits et charges d'exploitation liés à la construction des centrales et unités environnementales pour compte propre et le traitement en charges de la société de certains BSA. La production et les charges associées sont directement comptabilisées au bilan de la société.

Des informations détaillées sur la comptabilisation des produits d'exploitation en normes françaises et en normes IFRS sont développées respectivement aux paragraphes 9 - « Examen de la situation financière et du résultat d'exploitation » et 20.3 « Bilan d'ouverture consolidé au 1^{er} juillet 2004, bilan de clôture consolidé au 30 juin 2005 en normes IFRS » du Prospectus.

6.1. Principales activités

Le Groupe intervient dans le domaine de la production autonome d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Au 1^{er} mai 2006, le Groupe dispose pour son propre compte :

- De 5 centrales en exploitation pour 22,8 MW (en France CEFF pour 10 MW, en Allemagne Ladbergen pour 6 MW et en Belgique 3 centrales de cogénération pour 6,8 MW)
- 9 centrales en cours de construction pour un total de 77,95 MW (en France pour 53 MW décomposés en Séglien 9 MW, Castelnau 14 MW, Falaise 10 MW, Moulin de Froidure 12 MW et Sallens pour 8 MW ; en Allemagne pour 22,5 MW décomposés en Saerbeck 8 MW et Sendenhorst 14,5 MW ; en Belgique pour 2,45 MW décomposés en Merkplas pour 1,05 MW et Bouechout pour 1,4 MW)

Le Groupe dispose par ailleurs de deux centrales thermiques dispatchables (14 MW) dont la mise à disposition et la production sont facturées à EDF.

Par ailleurs, le Groupe construit en France, pour le compte d'un tiers, une centrale éolienne de 12 MW.

Le Groupe conduit par ailleurs en Europe divers projets liés en particulier à la valorisation énergétique de la biomasse en vue de produire de l'électricité, afin d'acquérir un savoir-faire dans un secteur susceptible de constituer à terme un relais de croissance.

6.1.1.1 Présentation générale de l'activité de production d'énergie éolienne

Une éolienne est composée d'un mât de support sur lequel est installé un aérogénérateur. Ce dernier transforme la force du vent en puissance électrique : le vent met en mouvement les pâles qui entraînent le rotor dont elles sont solidaires. L'énergie reçue par ce rotor est à son tour transmise à un alternateur qui produit du courant électrique.

Aujourd'hui, le mât d'une éolienne implantée à terre (*onshore*) atteint de 80 à 120 mètres, pour une puissance de l'aérogénérateur allant en général de 1 à 5 MW et des pâles de 50 à 140 mètres de diamètre. A ce jour, en France, les éoliennes ne font l'objet que d'implantations *onshore*, le premier projet d'étude et de développement d'une centrale éolienne en mer (*offshore*) venant d'être attribué au terme d'un appel d'offres lancé par le Ministère de l'industrie.

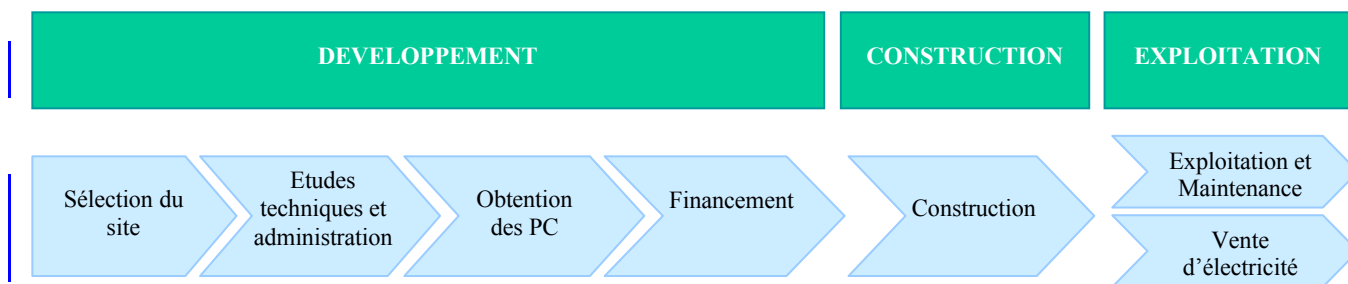
Actuellement, en France, une centrale éolienne (aussi appelée « ferme éolienne ») est en général composée de 5 à 6 mâts représentant une puissance installée de 10 à 12 MW. Les mâts sont fixés au sol par des ouvrages en béton et sont interconnectés entre eux par des câbles électriques. Un ouvrage dit « poste de livraison » reçoit d'une part les câbles électriques issus de chaque éolienne et regroupe les appareils nécessaires au suivi et au fonctionnement de la centrale éolienne. Il est également l'interface avec le réseau public de distribution.

Pour 1 MW de puissance installée, la production annuelle moyenne peut varier de 2 à 4 GWh, selon les qualités du site (conditions de vent et donc du nombre d'heures de fonctionnement) et le type de machine.

a) Présentation de la chaîne de valeur éolienne en France

Pour illustrer la chaîne des différentes étapes nécessaires pour mettre en exploitation une centrale éolienne, il convient de distinguer au moins trois étapes :

- (i) le développement ;
- (ii) la construction ;
- (iii) l'exploitation.



Lorsque les permis de construire purgés de tous recours des tiers sont obtenus, les différentes étapes nécessaires pour construire une centrale éolienne peuvent durer de 12 à 18 mois. Cette durée est présentée à titre purement indicatif, les différentes étapes (notamment financement et construction) pouvant fortement varier au cas par cas en fonction des spécificités de chaque projet.

Première étape : développement du projet éolien

Le développement d'un site éolien peut se résumer en quatre phases.

La **première phase** de développement d'un projet éolien consiste à identifier un site pouvant revêtir un fort potentiel pour l'installation d'une centrale éolienne et à analyser les contraintes potentielles qui pourraient limiter le développement ultérieur de cette centrale.

Plus précisément, l'étude du projet porte sur la topographie du site choisi et sur l'identification des contraintes environnementales diverses tenant à la présence à proximité de résidences d'habitation, de monuments historiques, de sites sensibles ou protégés, de servitudes diverses et surtout de la présence d'un « poste source » EDF (ou service concédé IARD-RTE) en vue de raccorder électriquement la centrale projetée. Dans ce cadre, le rôle du développeur est d'intégrer les éoliennes dans le paysage, les éoliennes actuelles pouvant en effet atteindre plus de 100 m de hauteur. Leur implantation est donc choisie sur le fondement d'une étude d'impact sur l'environnement prévue par l'article L. 553-2-1 du Code de l'environnement (voir paragraphe 8.2 – « Influence des questions environnementales sur les immobilisations corporelles de la Société » du Prospectus). Par ailleurs, afin de limiter les impacts visuels, les développeurs portent une attention particulière à l'implantation des éoliennes qui se traduit par une meilleure acceptabilité par la population. Le développeur doit également intégrer harmonieusement les constructions annexes à la centrale éolienne, notamment le poste de livraison et le chemin d'accès aux mâts et au poste de livraison.

Ensuite, la **deuxième phase** de développement consiste à mesurer le potentiel éolien du projet. Cette phase est essentielle car elle permet d'apprécier sa viabilité économique qui est en particulier dépendante de la qualité du vent sur le site. Cette qualité se mesure tant en fonction de la force du vent que de sa régularité et de la constance de sa direction. Elle varie notamment en fonction de l'altitude et de la topographie du terrain. D'autres facteurs entrent en compte, tels la fréquence et l'intensité des rafales qui peuvent provoquer une usure précoce des machines. Afin d'évaluer le potentiel éolien, un mât de mesures ou plusieurs mâts de mesures sont implantés sur le site afin de recueillir pendant une période allant de 12 à 18 mois les informations sur la qualité du vent.

Parallèlement à ces études techniques, des réunions publiques sont régulièrement organisées afin d'informer les riverains concernés et de favoriser l'acceptabilité du projet. La fréquence des différentes réunions est variable et tient compte de l'acceptabilité du projet par les riverains. Ainsi, chaque projet éolien fait l'objet de réflexions et de concertations larges, en amont lors de la phase de développement, concernant son impact sur l'environnement et en particulier sur le paysage et la faune.

La **troisième phase** de développement recouvre l'ensemble des démarches nécessaires à l'obtention des permis de construire purgés de tout recours des tiers. Les développeurs se chargent de l'obtention de toutes les autorisations administratives allant jusqu'à l'obtention des permis de construire et des différentes autres autorisations (éligibilité, raccordement au réseau, autorisation d'exploiter, contrat de rachat de l'électricité produite, etc...). Une description des différentes démarches administratives est décrite dans le paragraphe (b) « Cadre réglementaire français de la construction d'une ferme éolienne » ci-dessous.

Enfin, la **quatrième phase** de développement du projet éolien consiste à assurer le financement de la construction de la centrale. Ce financement étant typiquement réalisé sous forme d'un financement de projet porté par la société support de programme sans recours à la maison mère, il fait l'objet de négociations avec les banques prêteuses sur la proportion de fonds propres apportée à la structure et les conditions détaillées de la dette contractée (durée, taux et garanties notamment). Le projet fait l'objet d'audits variés par des prestataires extérieurs répondant aux exigences des banques prêteuses :

- audit du potentiel éolien (nombre d'heures prévisionnel de fonctionnement intégrant les mesures faites sur site durant une période allant de 12 à 18 mois et la « courbe de puissance machine » de l'aérogénérateur choisi) ;
- audit du modèle économique (simulation financière et économique de l'opération sur 15 ans avec l'ensemble de ses paramètres) ;

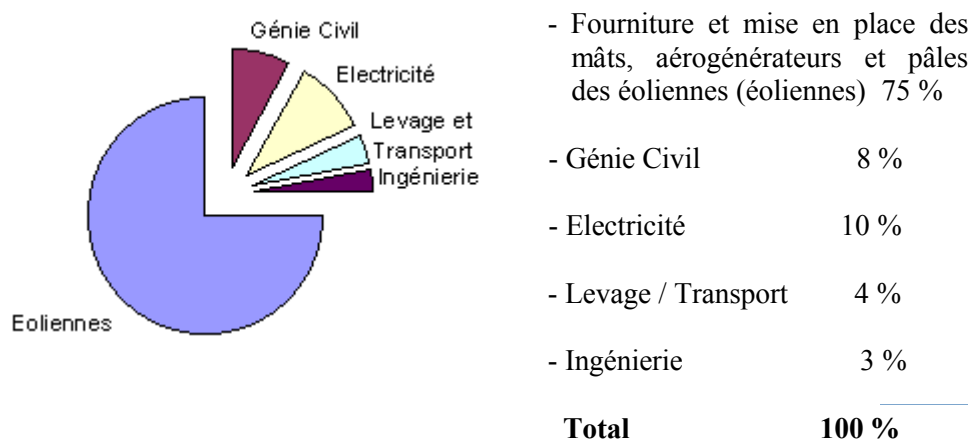
- audit juridique (audit de tous les documents juridiques intervenant dans une telle opération : baux, servitudes, contraintes diverses, autorisations administratives, contrat clé en main, contrats avec les fournisseurs et élaboration des contrats entre le Groupe et la banque) ; et
- audit d'assurances (étude des contrats retenus et recensement des difficultés éventuelles).

Deuxième étape : construction / réalisation « clé en main » de la centrale éolienne

Après avoir développé le projet éolien et obtenu son financement, le projet entre dans une phase de réalisation « clé en main ». Le réalisateur « clé en main » décompose la construction de la centrale en quatre lots distincts : (i) un lot « terrassement et génie civil », (ii) un lot « électricité », (iii) un lot « éolienne » et (iv) un lot « ingénierie et direction des travaux ». Les différents lots sont décrits ci-après :

- (i) Terrassement et génie civil : l'entreprise retenue assurera (à partir des études de sol et des études de béton armé fournies par le constructeur clé en main) principalement les travaux de terrassement, de ferrailage, de béton, d'intégration des pièces de fixation du mât sur le massif en béton, des différentes réservations. Le présent lot inclut également la construction du poste de livraison et des chemins permettant d'accéder aux différents mâts et au poste de livraison.
- (ii) Electricité : l'entreprise retenue assurera les travaux d'électricité incluant les câbles et matériels. A partir des « pieds de mâts », l'entreprise fournira et installera les cellules haute tension (en général 20.000 volts) intégrant les appareils de couplage, les dispositifs de raccordement et les câbles entre les mâts et le poste de livraison. Dans le poste de livraison, l'entreprise fournira les cellules haute tension de protection et de couplage et raccordera les différents câbles arrivant des mâts. Puis l'entreprise installera les cellules haute tension de couplage au réseau.
- (iii) Eolienne : le fabricant des éoliennes assurera la fourniture et l'installation sur site de l'aérogénérateur complet (mâts, pâles,...). La même entreprise aura également à sa charge les opérations de transport sur site et de levage (ou grutage).
- (iv) Ingénierie et direction des travaux : cette mission est assurée par le réalisateur clé en main qui assure la responsabilité technique et financière de l'opération.

Le graphique suivant présente une estimation de la répartition des coûts de la construction d'un projet éolien :



Source : Société

Troisième étape : exploitation de la centrale éolienne

Dès que les travaux sont terminés, THEOLIA demande à EDF de réceptionner le poste de livraison ; la qualité du courant qui est distribué sur le réseau ayant été validée lors de l'étude de raccordement au réseau. Dès lors, la période dite de « Mise en Service Industrielle (MSI) » démarre. Le fabricant de turbines dispose alors d'un délai correspondant à environ 500 heures de fonctionnement pour procéder aux différents réglages

d'optimisation et de respect des cahiers des charges. Le contrat débute lorsque la centrale est raccordée au réseau EDF et que la période de mise en service industrielle est terminée. Le contrat qui lie EDF à THEOLIA dure 15 ans et le prix d'achat de l'électricité produite prédéterminé (voir paragraphe 6.2.2.3 - « Nombreuses mesures incitatives destinées à promouvoir les énergies renouvelables » du Prospectus).

L'exploitant négocie avec le fournisseur d'aérogénérateurs un contrat de maintenance qui garantira notamment la courbe de puissance, la disponibilité des machines et la qualité du courant et acquittera le cas échéant un montant d'indemnisation correspondant aux ventes non effectuées du fait de défaillances matérielles. Ces contrats sont conclus pour une durée de 15 ans en ligne avec la durée de financement. Le fabricant assurera ainsi les travaux de maintenance et garantira une disponibilité qui sera comprise entre 95 % et 98 % (de la production qui serait normalement obtenue) en fonction du nombre de machines par site. Le non respect par le fabricant de son obligation d'indemnisation dans le cadre du contrat de garantie pourrait entraîner un risque important pour la Société (voir paragraphe 4.1.6 – « Risques liés à la rentabilité des centrales éoliennes » du Prospectus). L'exploitant assure pour sa part la supervision de cette maintenance de la centrale et gère au quotidien la société dite « support de programme ».

b) Cadre réglementaire français de la construction d'une ferme éolienne

La construction d'une ferme éolienne nécessite le respect des autorisations et démarches administratives suivantes :

- (i) en application de l'article L. 553-2 du Code de l'environnement, tous les projets de parcs éoliens doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale : les projets dont la puissance est supérieure à 2,5 MW sont soumis à une étude d'impact ; les projets de puissance inférieure ou égale à 2,5 MW font l'objet d'une notice d'impact. Ces documents constituent une pièce maîtresse de la procédure d'autorisation car ils sont des outils d'aide à la conception pour le maître d'ouvrage du projet, des outils pour la protection de l'environnement, notamment le paysage, l'avifaune et le bruit, et des outils d'information des services de l'Etat et du public ;
- (ii) en application de l'article L. 421-1-1 du Code de l'urbanisme, un (ou des) permis de construire délivré(s) par le préfet est (sont) exigé(s) pour toute installation éolienne d'une hauteur supérieure ou égale à 12 mètres. La procédure d'instruction du (ou des) permis de construire joue un rôle central dans le dispositif, la notification du délai d'instruction du (ou des) permis de construire étant nécessaire pour engager la procédure de raccordement. Les mâts d'une hauteur supérieure à 12 mètres font l'objet d'une déclaration de travaux ;
- (iii) en application des articles R. 421-17 du Code de l'urbanisme et L. 553-2 du Code de l'environnement, la population est associée aux projets éoliens à travers une enquête publique dès lors que la hauteur des mâts des projets éoliens excède 50 mètres. Il s'agit d'une enquête en application des articles L. 123-1 et suivants du Code de l'environnement mis en oeuvre par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985. Le Préfet de département est chargé de les organiser ;
- (iv) les gestionnaires de réseau public de transport et de distribution instruisent les demandes de raccordement au réseau électrique pour l'ensemble des installations de production électrique. Le décret n° 2003-229 du 13 mars 2003 pris en application de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 définit les prescriptions techniques générales de conception et de fonctionnement auxquelles doivent satisfaire les installations en vue de leur raccordement aux réseaux publics de distribution ;
- (v) selon le décret n° 2000-77 du 7 septembre 2000, les nouvelles capacités de production électrique dont la puissance dépasse 4,5 MW sont soumises à une autorisation d'exploiter délivrée par le ministre chargé de l'énergie. Si sa puissance est inférieure ou égale à 4,5 MW, l'installation est soumise à une simple déclaration ;
- (vi) en application du décret n° 2000-1196 du 6 décembre 2000, l'article 10 de la loi n° 200-108 du 10 février 2000 prévoit que les installations de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables ne peuvent bénéficier de l'obligation d'achat par EDF que lorsque leur puissance installée n'est pas supérieure à 12MW.

Cependant, la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 a modifié la rédaction de cet article 10. Désormais, les nouvelles installations de production d'électricité utilisant l'énergie du vent ne pourront bénéficier de l'obligation de rachat que lorsqu'elles se situeront dans une zone de développement éolien définie par le préfet dans chaque département. En outre, elles ne seront plus soumises à la limitation de 12 MW. Pendant une période transitoire de deux ans (jusqu'en juillet 2007), les exploitants peuvent toutefois demander le maintien du bénéfice de l'obligation d'achat en dehors des zones de développement éolien lorsqu'une demande de permis de construire a été déposée dans ce même délai. Dans ce dernier cas, les installations sont soumises à la limitation de 12 MW.

6.1.1.2 Présentation des activités de THEOLIA dans la production d'énergie éolienne

Le Groupe est impliqué dans le développement, le financement, la construction et l'exploitation de centrales éoliennes. Le Groupe dispose, notamment depuis l'acquisition en mai 2005 de Ventura, d'un savoir faire intégré qui lui permet d'intervenir à toutes les étapes d'un projet éolien.

a) Développement du parc de centrales éoliennes

Historiquement, THEOLIA souhaitait externaliser le développement des centrales éoliennes auprès de développeurs dont Valorem.

En mai 2005, THEOLIA a acquis la société Ventura. Cette dernière poursuit aujourd'hui son activité qui consiste notamment à développer son portefeuille des projets éoliens pour le compte de la Société.

Actuellement, Valorem développe pour le compte de THEOLIA les opérations suivantes : Assérac (10 MW), Airaines (18 MW), Bazoches (10 MW) et Saint Michel Chef (10 MW).

THEOLIA poursuit par ailleurs une politique d'acquisition de permis de construire purgés de tout recours des tiers.

b) Description des sites et des projets en développement

Depuis son acquisition en mai 2005, la société Ventura assure une partie des constructions clé en main des différentes centrales éoliennes du Groupe, l'autre partie pouvant être externalisée.

La société Ventura est en charge de la construction « clé en main » des fermes éoliennes. Le Groupe a entamé un processus de transformation progressive de Ventura-Développeur en Ventura-Constructeur clé en main. L'activité de construction est détaillée au paragraphe 6.1.1.1 - « Présentation générale de l'activité de production d'énergie éolienne » – (a) Présentation de la chaîne de valeur éolienne en France » du Prospectus.

A la date du Prospectus, le parc éolien de la Société est composé de la manière suivante :

- (i) 2 centrales en exploitation pour 16 MW (en France CEFF pour 10 MW, en Allemagne Ladbergen pour 6 MW)
- (ii) 9 centrales en cours de construction pour un total de 77,95 MW (en France pour 53 MW décomposés en Séglien 9 MW, Castelnau 14 MW, Falaise 10 MW, Moulin de Froidure 12 MW et Sallens pour 8 MW ; en Allemagne pour 22,5 MW décomposés en Saerbeck 8 MW et Sendenhorst 14,5 MW ; en Belgique pour 2,45 MW décomposés en Merkplas pour 1,05 MW et Bouechout pour 1,4 MW)
- (iii) 2 centrales dont les permis de construire ont été obtenus et qui sont en phase de recours des tiers pour 54 MW en France et une opération en Espagne de 58 MW qui est en phase finale d'acquisition. Cette opération de 58 MW dispose des permis de construire devenus définitifs.

Les principales caractéristiques de ces sites sont les suivantes :

Centrale Eolienne de Fonds de Fresnes (CEFF)

CEFF se situe dans le département de la Somme à environ 20 km au Sud d'Abbeville, à cheval sur les communes de Saint-Maxen, Doudelainville et Fresnes-Tilloloy. Les mesures de vent effectuées pendant les périodes de test ont fait ressortir une exposition moyenne au vent de 6,9 mètres par seconde, pouvant permettre une exploitation de la centrale de 2.400 heures par an.

CEFF a une puissance globale de 10 MW et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 5 – Marque Repower MM 82
- Puissance unitaire : 2 MW
- Dimension : hauteur moyeu de 81 m et diamètre du rotor de 82 m
- Date de mise en service : 02 / 2006

Centrale Eolienne de LADBERGEN

La centrale de LADBERGEN a une puissance globale de 6 MW, elle est déjà en exploitation et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 3 – Marque Repower MM 82
- Puissance unitaire : 2 MW
- Date de mise en service : 10 / 2005

Centrale Eolienne de SAERBECK

La centrale de SAERBECK a une puissance globale de 8 MW et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 4 – Marque Repower MM 82
- Puissance unitaire : 2 MW
- Date de mise en service : T2 / 2006

Centrale Eolienne de SENDENHORST

La centrale de SENDENHORST a une puissance globale de 14.5 MW et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 7 – Marque GE
- Puissance unitaire : 5 x 2.3 MW et 2 X 1.5 MW
- Date de mise en service : T3 / 2006

Centrale Eolienne d'ALMERIA

La centrale d'ALMERIA a une puissance globale de 58 MW et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 29 – Marque Vestas ou Gamesa
- Puissance unitaire : 2 MW
- Date de mise en service : T4 / 2007

Centrale Eolienne de Séglien (CESAM)

Le projet se situe dans le département du Morbihan sur la commune de Séglien. Les mesures de vent effectuées pendant les périodes de test ont fait ressortir une exposition moyenne au vent de 6,8 mètres par seconde, pouvant permettre une exploitation de la ferme de 2.055 heures par an.

CESAM Séglien a une puissance globale de 9 MW et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 6 – Marque Repower MD 77
- Puissance unitaire : 1.5 MW
- Dimension : hauteur moyeu de 80 m et diamètre du rotor de 70 m
- Date de mise en service prévisionnelle : T4 2006

Centrales Eoliennes de Castelnau (CEPU – CEPLO – CEFA)

Les projets se situent dans le département de l'Aveyron. Les mesures de vent effectuées pendant les périodes de test ont fait ressortir une exposition moyenne au vent de 8,3 mètres par seconde, pouvant permettre une exploitation de la ferme de 3.500 heures par an.

La Centrale Eolienne de Castelnau a une puissance globale de 26 MW et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 13 – Marque Enercon E4-70m
- Puissance unitaire : 2 MW
- Dimension : hauteur moyeu de 65 m et diamètre du rotor de 66 m
- Date de mise en service prévisionnelle : T2 2007

Centrale Eolienne de Moulin de Froidure (CEMDF)

Le projet se situe dans le département de la Somme. Les mesures de vent effectuées pendant les périodes de test ont fait ressortir une exposition moyenne au vent de 6,7 mètres par seconde, pouvant permettre une exploitation de la ferme de 2.200 heures par an.

La Centrale Eolienne de Moulin de Froidure a une puissance globale de 12 MW et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 6- Fournisseur en cours de négociation
- Puissance unitaire : 2 MW
- Dimension : hauteur moyeu de 80 m et diamètre du rotor de 80 m
- Date de mise en service prévisionnelle : T2 2007

Centrale Eolienne de Falaise (CEFAL)

Le projet se situe dans le département du Calvados. Les mesures de vent effectuées pendant les périodes de test ont fait ressortir une exposition moyenne au vent de 6,5 mètres par seconde, pouvant permettre une exploitation de la ferme de 2.200 heures par an.

La Centrale Eolienne de Falaise a une puissance globale de 10 MW et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 5 – Fournisseur en cours de négociation
- Puissance unitaire : 2 MW
- Dimension : hauteur moyeu de 80 m et diamètre du rotor de 80 m
- Date de mise en service prévisionnelle : T4 2006

Centrale Eolienne de Sallen (CESAL)

Le projet se situe dans le département du Calvados. Les mesures de vent effectuées pendant les périodes de test ont fait ressortir une exposition moyenne au vent de 7,2 mètres par seconde, pouvant permettre une exploitation de la ferme de 2.500 heures par an.

La Centrale Eolienne de Sallen a une puissance globale de 8 MW et les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

- Nombre : 4 – Fournisseur en cours de négociation
- Puissance unitaire : 2 MW
- Dimension : hauteur moyeu de 84 m et diamètre du rotor de 70 m
- Date de mise en service prévisionnelle : 2007

Au jour du Prospectus, le Groupe est titulaire des permis de construire purgés de tout recours de tiers pour CESAM, CEPLO, CEPU, CEFA, CEFAL, CEMDF et CESAL représentant une puissance totale de 65 MW.

Des permis de construire ont été déposés et sont en attente de signature, représentant une production globale de 228,6 MW.

Le tableau ci-après détaille les permis de construire en cours d'instruction en 2006 :

PERMIS DE CONSTRUIRE EN COURS D'INSTRUCTION			
<i>Projet</i>	<i>Énergie</i>	<i>MW</i>	<i>Département</i>
CEMAG	29 éoliennes	87	Somme
CECHM	8 éoliennes	24	Somme
CECOS	6 éoliennes	12	Gard
CEGAR	16 éoliennes	40	Eure & Loire
CECBO	12 éoliennes	27,6	Aveyron
CEBAZ	5 éoliennes	10	Eure & Loire
CEPM1	3 éoliennes	6	Somme
CEPM2	3 éoliennes	6	Somme
CEPM3	3 éoliennes	6	Somme
CEBA	5 éoliennes	10	Calvados

Le tableau suivant détaille les permis de construire à déposer normalement en 2006 :

PERMIS DE CONSTRUIRE A DEPOSER EN 2006		
Projet	Taille (en MW)	dépôt prévu du PC
AQU	12	TR2 2006
SOM1	20	TR2 2006
SMCC	10	TR4 2006

6.1.1.3 La cogénération

La cogénération consiste à exploiter la chaleur créée dans le cadre de la production d'électricité à partir de la biomasse. Ainsi, à partir d'une même source primaire (la biomasse), sont « cogénérées » de l'électricité et de la chaleur.

La cogénération permet en conséquence de renforcer le rendement global des opérations de production d'électricité et de lutter contre les gaspillages d'énergie. La chaleur peut par exemple être utilisée dans le process d'un industriel ou à des fins de chauffage.

Via sa filiale THEOLIA Benelux, le Groupe intervient dans la production simultanée d'électricité et de chaleur à partir de 2 centrales fonctionnant au gaz naturel et d'une centrale fonctionnant au biogaz. D'autre part, deux centrales de cogénération sont actuellement en construction pour une mise en service avant la fin de l'année. Il est à noter que l'Etat belge a mis en place différentes mesures pour soutenir les opérations destinées à économiser l'énergie et donc attribue aux cogénérateurs des certificats dits de cogénération en vue de soutenir la filière.

6.1.1.4 L'activité biomasse

a) Présentation générale de l'activité biomasse

Il existe deux types de biomasse qui permettent (i) pour la biomasse sèche, de produire de l'électricité à partir notamment de déchets de bois, de coupes de bois (*fresh cut*) et de paille et (ii) pour la biomasse humide de produire de l'électricité essentiellement à partir du biogaz obtenu par la « méthanisation » de matières organiques issues notamment de déchets végétaux, industriels et ménagers.

La biomasse sèche

L'un des procédés les plus simples de production d'électricité à partir de la biomasse sèche consiste à brûler dans une chaudière des déchets de bois ou du bois fraîchement coupé pour générer de la vapeur qui sera transformée en électricité via une turbine.

La Société étudie l'opportunité de développer son activité de production d'électricité à partir de la biomasse sèche.

La biomasse humide

Le biogaz est un gaz essentiellement composé de méthane produit à partir de la fermentation de matières organiques en l'absence d'oxygène. Le gaz obtenu, qualifié de gaz pauvre comparé au gaz de ville d'origine fossile, permet de faire fonctionner un moteur à gaz (ou une turbine) qui entraîne un alternateur.

Ce procédé biologique permettant de transformer les matières organiques en biogaz est appelé méthanisation.

La Société a noué un partenariat avec la société belge Energo devenue THEOLIA BENELUX afin de développer son activité dans le domaine de la biomasse humide.

6.1.1.5 Centrales dispatchables (thermiques)

Historiquement, THEOLIA produit également de l'électricité à partir de deux centrales thermiques de 8 et 10 MW chacune (puissance installée), exploitées dans le mode dit dispatchable. Les centrales dispatchables sont des centrales mises à la disposition d'EDF qui les sollicite en fonction de ses besoins. THEOLIA facture cette mise à disposition sur une période de 5 mois allant de novembre à mars et facture par ailleurs l'électricité produite.

Les centrales dispatchables fonctionnent très peu au cours de l'année (moins de 70 heures au total pour les deux centrales). Ce mode de fonctionnement permet en conséquence de présenter un taux d'utilisation très faible au terme des contrats liant la Société à EDF. Les contrats arriveront à terme en 2010 et 2011.

a) Présentation générale de l'activité « centrales dispatchables »

Les centrales dispatchables sont de petites centrales autonomes de production d'électricité, décentralisées sur l'ensemble du territoire français. Elles sont la propriété d'entreprises du secteur privé et sont mises à la disposition d'EDF afin de pouvoir répondre à tout moment et de manière ponctuelle à une demande en électricité de la part d'EDF.

L'activité de production d'énergie électrique par des centrales dispatchables du Groupe est exercée par les sociétés SAPE et SAEE qui ont été achetées respectivement 1.616 K€ et 867 K€. Les deux contrats liant EDF à SAPE et SAEE ont été initialement conclus respectivement en 1994 et en 1995 pour une période de 14 années. Deux nouveaux contrats conclus en 1998 se sont substitués à ces derniers pour la durée restant à courir au titre des contrats initiaux. Ils précisent les conditions de mise à disposition des installations des centrales au profit d'EDF et de la cession de l'énergie produite par ces installations.

La mise à disposition de la puissance de la centrale est rémunérée sous la forme d'une prime annuelle de capacité dont la valeur de référence est fixée à 71,76 € par kW. L'énergie électrique livrée sur le réseau à la demande d'EDF est rémunérée mensuellement pour une valeur de référence de 7,59 centimes d'euro par kWh.

Ces centrales dispatchables ne sont sollicitées par EDF que 20 à 70 heures par an en moyenne (au 30 juin 2003 : 26 heures pour SAEE et 21 heures pour SAPE, au 30 juin 2004 : 61 heures pour SAEE et 66 heures pour SAPE et au 30 juin 2005 : 32 heures pour SAEE et 31 heures pour SAPE). Ainsi, les centrales SAPE et SAEE devraient présenter un faible taux d'utilisation en 2010 et 2011 au terme des contrats conclus avec EDF en raison du faible nombre d'heures de fonctionnement.

b) Description des sites

Les principales caractéristiques des centrales dispatchables détenues par le Groupe sont les suivantes :

Centrale SAPE

Lieu de production	:	FLORENSAC (Hérault)
Moteurs	:	5 moteurs Caterpillar, type 3516
Générateurs	:	5 générateurs synchrones Caterpillar
Puissance maximale installée	:	10.000 kVA
Puissance sous contrat avec EDF	:	7.428 kW
Taux de disponibilité annuel	:	98 %, soit 7 280 kW

Centrale SAEE

Lieu de production	:	PINEUILH (Gironde)
Moteurs	:	4 moteurs Caterpillar type 3516
Générateurs	:	4 alternateurs Caterpillar
Puissance maximale installée	:	8.000 kVA
Puissance sous contrat avec EDF	:	6.755 kW
Taux de disponibilité annuel	:	98 % soit 6.720 kW

c) Garantie et maintenance des sites

THEOLIA a confié la maintenance de ses centrales à la société Eneria, distributeur exclusif de Caterpillar en France et spécialiste de la construction de centrales d'énergies de tous types. Ce contrat de maintenance permet à la Société de ne pas assumer les risques liés aux éventuelles défaillances techniques de ses centrales.

d) Revenus générés par l'activité « centrales dispatchables »

Pour inciter les producteurs d'électricité à construire des centrales dispatchables, EDF a mis en place des mesures incitatives liées à la rémunération et à la durée du contrat.

La rémunération payée par EDF est constituée (i) d'une prime fixe pendant cinq mois de l'année quel que soit le volume d'électricité produit, et (ii) d'une prime proportionnelle à la production d'électricité. La partie fixe de la rémunération des centrales SAPE et SAEE représente environ 1,2 million d'euros par an.

Ce système de rémunération assurant un revenu garanti quel que soit le volume d'électricité produit est d'autant plus favorable au producteur que le contrat le liant à EDF est irrévocable. Les contrats liant la Société à EDF viendront à échéance en 2010 et 2011.

e) Tableau récapitulatif le chiffre d'affaire au 30 juin 2005 et 31 décembre 2005 en normes comptables IFRS du Groupe réalisé par cette activité

Chiffre d'affaires réalisé au 31 juin 2005	1 247 387 €
Chiffre d'affaires réalisé au 31 décembre 2005	625 417 €

6.2. Principaux marchés sur lesquels le Groupe intervient

6.2.1 Marché européen des énergies renouvelables

A l'heure actuelle, THEOLIA intervient en Europe sur la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.

En 2004, 11 % de la production d'électricité en France proviennent de sources d'énergies renouvelables (hydraulique, éolienne et solaire).

L'hydraulique est l'énergie renouvelable la plus développée en France. C'est aussi la deuxième source d'énergie renouvelable dans le monde. Elle présente l'intérêt de ne pas polluer et de ne pas émettre de gaz à effet de serre. THEOLIA estime que le potentiel français d'énergie hydraulique est déjà saturé, l'activité ne se développera donc pas davantage.

Ainsi, le développement du marché des autres énergies renouvelables est une nécessité et offre des perspectives de croissance considérables.

6.2.2 Un environnement politique et réglementaire favorable

Le contexte politique et réglementaire exposé dans le cadre du présent paragraphe expose une partie des raisons pour lesquelles le Groupe a concentré ses efforts de développement sur le secteur des énergies renouvelables qui comprend l'énergie éolienne, le solaire, la biomasse, l'hydraulique, la géothermie et d'une manière plus générale toutes sources d'énergies non nucléaires ou non fossiles.

6.2.2.1 Vers un développement croissant des énergies renouvelables

Les gaz à effet de serre sont impliqués dans le réchauffement climatique de la planète. Les énergies renouvelables contribuent à la diminution des émissions des gaz à effet de serre. Dans ce contexte, le marché des énergies renouvelables devrait connaître une croissance importante qui sera également supportée par l'anticipation de tensions durables sur le prix du baril de pétrole.

(i) Protocole de Kyoto

La protection de l'environnement et la réduction des émissions des gaz à effet de serre font l'objet d'une volonté politique croissante. Lors du sommet de Rio de Janeiro en 1992, la communauté internationale s'est engagée à prendre des mesures en faveur de l'environnement. Ce mouvement s'est poursuivi avec la ratification du protocole de Kyoto qui concerne les changements climatiques et l'émission des gaz à effet de serre.

Le 5 novembre 2004, la Fédération de Russie a ratifié le protocole de Kyoto permettant son entrée en vigueur à compter du 5 février 2005.

Les Etats signataires du protocole de Kyoto se sont engagés globalement à réduire de 5,2 % leurs émissions des gaz à effet de serre par rapport à l'année 1990 et se sont soumis à un quota d'émission annuel déterminé. Il est prévu initialement que l'effort soit réalisé sur la période 2008-2012 avec notamment un objectif de 8 % pour la Communauté européenne et de 6 % pour le Canada et le Japon.

(ii) Conjoncture favorable au développement des énergies renouvelables

Les Etats membres de l'Union Européenne ont décidé de débiter leurs efforts dans la période 2005-2007. Ces dispositions vont obliger les différents Etats membres à mettre en place des mesures destinées à réduire les gaz à effet de serre, notamment en trouvant des alternatives aux énergies fossiles lors de la production d'électricité, car ces dernières sont responsables de plus de 35 % des émissions de gaz à effet de serre⁷.

D'autre part, un système d'échange de quotas autorisera les pays à acheter ou à vendre des tonnes d'émission de CO₂, en fonction de leurs besoins ou de leurs politiques, l'objectif restant d'atteindre *in fine* les 5,2 % de réduction d'émission des gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990.

La Directive européenne n°2001/77/CE précise dans son préambule la nécessité de promouvoir en priorité les sources d'énergies renouvelables dans la mesure où leur exploitation contribue à la protection de l'environnement et à l'accélération des objectifs du protocole de Kyoto. Elle fixe pour chaque Etat membre un objectif à atteindre concernant leur part d'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables dans leur consommation brute d'électricité en 2010. La France a ainsi pour objectif de voir sa part progresser de 15 % à 21 % d'électricité produite à partir de source d'énergies renouvelables.

Par ailleurs, l'anticipation d'un prix durablement élevé du baril de pétrole constitue un facteur supplémentaire du développement des énergies renouvelables. Cette hausse des cours du pétrole accroît la dépendance énergétique des Etats non producteurs de pétrole et les incite à accélérer le développement des énergies renouvelables.

Ce développement ne pourra cependant se réaliser que si deux règles fondamentales sont mises en place de manière durable : libéralisation et diversification du marché de l'électricité.

La libéralisation du marché de l'électricité est actuellement en cours en France.

Depuis juillet 2002, le marché s'est ouvert pour les plus importants consommateurs professionnels qui peuvent acheter l'électricité à n'importe quel producteur européen. Le marché s'est ouvert totalement aux entreprises en juillet 2004.

En juillet 2007, cette mesure sera mise en place pour tous les consommateurs d'électricité français.

Concernant la diversification du marché de l'électricité, des mesures incitatives ont été mises en place par la France pour promouvoir le développement des énergies renouvelables : obligation d'achat, tarifs, durée du contrat de rachat, mesures fiscales, etc.

⁷ Source : ADEME

Afin d'atteindre en 2010 une proportion d'électricité « verte » consommée de 21 %, il faudra que la France produise, sous peine d'importer la différence, 106 térawattheure (« TWh ») d'origine renouvelable, contre 71 TWh aujourd'hui, soit un écart de 35 TWh.

Compte tenu d'un stade d'avancement supérieur de la filière éolienne par rapport aux autres filières telle que le solaire ou la biomasse, il est fort probable que plus de 70 % de l'écart de 35 TWh soient fournis essentiellement par l'éolien⁸.

Les prévisionnistes gouvernementaux prévoient que 25 TWh au minimum soient fournis par l'éolien d'ici 2010 ce qui correspond à une puissance installée d'environ 10.000 MW et environ 10 TWh par les autres filières constituant les énergies renouvelables⁹.

6.2.2.2 Marché européen de production des énergies renouvelables

Il est important de comparer pour chaque Etat-membre la part d'électricité produite à partir des énergies renouvelables estimées pour 2010 par rapport à 2001. Le tableau ci-après illustre cette comparaison.

Part d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables en Europe. Comparaison entre les résultats de 2001 et les objectifs pour 2010							
Unité : %							
	Production d'électricité en TWh					Part en % consommation brute d'électricité	Objectifs indicatifs pour 2010 ² en %
	Hydrau- lique ¹	Éolien	Bio- masse	Géo- thermie	Total		
Allemagne	20,5	10,5	5,3		36,3	6,2	12,5
Autriche	40,2	0,2	1,8		42,2	67,3	78,1
Belgique	0,4	0,0	0,9		1,4	1,6	6,0
Danemark	0,0	4,3	2,1		6,4	17,4	29,0
Espagne	41,0	7,0	3,3		51,3	21,2	29,4
Finlande	13,2	0,1	8,4		21,7	25,7	35,0
France	75,0	0,1	3,6		78,7	16,4	21,0
Grèce	2,1	0,8	0,0		2,9	5,1	20,1
Irlande	0,6	0,3	0,1		1,0	4,2	13,2
Italie	46,8	1,2	2,6	4,5	55,1	16,8	25,0
Luxembourg	0,0	0,0	0,1		0,1	1,5	5,7
Pays-Bas	0,1	0,8	3,5		4,4	4,0	12,0
Portugal	14,0	0,3	1,6	0,1	16,0	34,2	45,6
Royaume-Uni	4,1	1,0	5,0		10,0	2,5	10,0
Suède	79,1	0,5	3,9		83,4	54,1	60,0
Total Union Européenne	337,1	27,0	42,1	4,6	410,9	15,2	22,1

(1) Hors pompes

(2) Il s'agit des objectifs indicatifs concernant la part de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables dans la consommation brute d'électricité en 2010 figurant en annexe de la directive du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 (2001/77/CE).

Source : Observatoire de l'énergie d'après Commission européenne. DGTREN

⁸ Source : ADEME

⁹ Source : ADEME

6.2.2.3 Nombreuses mesures incitatives destinées à promouvoir les énergies renouvelables

a) Mesures destinées à promouvoir les énergies renouvelables en général

Plusieurs textes incitent au développement des énergies renouvelables, notamment :

Directive européenne (2001/77/CE)

Cette directive encourage le développement de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables. Elle précise que la part d'électricité d'origine renouvelable dans la consommation ou la production doit être de 21 % en 2010 pour la France.

Loi française n° 2000-108 du 10 Février 2000 (modifiée par les lois du 3 janvier 2003, 9 août 2004 et 13 juillet 2005)

Cette loi est relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité. En particulier, l'article 10 prévoit l'obligation pour EDF de conclure un contrat pour l'achat d'électricité produite par (i) les installations qui valorisent des déchets ménagers ou qui visent à l'alimentation d'un réseau de chaleur, (ii) les installations qui utilisent des énergies renouvelables et (iii) les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui sont implantées dans le périmètre d'une zone de développement de l'éolien.

Loi française n° 2001-1275 du 28 décembre 2001

Cette loi permet à tous les matériels destinés à économiser l'énergie et les équipements de production d'énergies renouvelables qui figurent sur une liste établie par arrêté conjoint du ministre du budget et du ministre de l'industrie, acquis ou fabriqués avant le 1^{er} janvier 2007 de faire l'objet d'un amortissement exceptionnel sur douze mois à compter de leur mise en service.

Décret français n° 2001-410 du 10 mai 2001

Ce décret est relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat. Ce décret précise les relations entre le producteur et l'acheteur lors d'un contrat de rachat d'électricité. Ce décret précise notamment les modalités du dossier qui doit être déposé auprès du préfet dans le cadre d'une demande visant à bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité. Il est précisé que des arrêtés des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, fixent les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations bénéficiant de l'obligation d'achat prévue par l'article 10 de la loi du 10 février 2000. Ces conditions d'achat précisent notamment les conditions relatives à la fourniture de l'électricité par le producteur ; les tarifs d'achat de l'électricité et la durée du contrat. Le préfet délivre, s'il y a lieu, un certificat ouvrant droit à l'obligation d'achat d'électricité. La prise d'effet du contrat d'achat est subordonnée au raccordement de l'installation au réseau.

Décret français n° 2000-1196 du 6 décembre 2000

Ce décret fixe par catégorie d'installations les limites de puissance des installations pouvant bénéficier de l'obligation d'achat d'électricité. Depuis la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005, les centrales éoliennes ne sont plus limitées à une puissance installée de 12MW, contrairement aux autres installations qui utilisent une énergie renouvelable (voir paragraphe 6.1.1.1 – « Présentation générale de l'activité de production d'énergie éolienne - b) cadre réglementaire français de la construction d'une ferme éolienne » du Prospectus).

En France, Plan Climat du Ministère de l'environnement (Juillet 2004)

Le Plan Climat 2004 présenté le 22 Juillet par Monsieur Serge Lepeltier, Ministre de l'écologie et du développement durable, reprend les principales mesures inscrites dans le projet de loi d'orientation sur l'énergie.

Ce plan a pour objectif de maintenir les émissions de gaz à effet de serre de la France sur la période 2008-2010 à leur niveau de 1990, afin d'atteindre l'objectif fixé dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Ce plan intègre des mesures permettant le développement des énergies renouvelables. Ce texte rappelle que la France « se fixe de porter, conformément à la directive européenne (2001/77/CE) sur le développement de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, la part d'électricité d'origine renouvelable à 21 % en 2010 [...]. En terme de production d'électricité, l'éolien paraît la technologie la plus mature et constitue la principale source mobilisable d'ici 2010. Un Comité éolien est mis en place avant la fin 2004 sous l'égide du Conseil supérieur de l'énergie pour examiner les évolutions possibles de la réglementation et trouver des solutions aux blocages de projets pouvant représenter un intérêt d'envergure nationale. [...] La biomasse sera également mobilisée pour atteindre cet objectif [...]. La filière photovoltaïque bénéficiera par ailleurs de la révision du crédit d'impôt qui est prévu en 2004 pour le rendre plus incitatif aux investissements de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables qui prendra effet dès 2005 ».

En France, rapport préparatoire à la programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité (PPI 2005-2015)

Selon ce projet de rapport, le développement des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent est présenté comme le seul levier pouvant permettre à la France de remplir ses objectifs en matière d'énergies renouvelables de porter de 15 % à 21 % la part de ces dernières dans l'électricité produite en France à horizon 2010. Ce constat devrait conduire à l'implantation de 5.000 à 6.000 éoliennes dans les années à venir pour assurer 6 % de la consommation électrique.

b) Mesures destinées à la promotion des centrales éoliennes

Conditions d'achat de l'électricité produite : les conditions de rachat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie mécanique du vent sont fixées par un arrêté du 8 juin 2001. Un contrat de rachat est signé avec EDF pour une durée de 15 ans.

Aux termes de cet arrêté, les modalités de fixation du tarif d'achat sont déterminées pour deux périodes successives :

- la date de demande complète du contrat de rachat par le producteur détermine le tarif applicable. Une fois fixé, ce tarif reste inchangé durant les 5 premières années. Ce tarif a été fixé à 8,38 c€/kWh pour l'année 2001 et, sur cette base, est révisé et indexé chaque année en fonction de la date de réception du dossier complet de demande du contrat d'achat et de la date de mise en service ; et
- le tarif des 10 années suivantes est établi en fonction des trois meilleures années de production d'énergie constatées au cours de la première période de 5 ans. A titre d'exemple, sur la base du tarif fixé pour l'année 2001, le tarif applicable à la deuxième période est compris entre 8,38 c€/kWh (pour les sites peu ventés) et 3,05 c€/kWh (pour les sites à fort potentiel). Toutefois, l'arrêté du 8 juin 2001 prévoit que le calcul du tarif applicable à cette période sera modifié lorsque la puissance cumulée de l'ensemble des installations éoliennes en France sera supérieure à 1.500 MW, ce qui aura comme conséquence de baisser de manière sensible le tarif de rachat de l'électricité par EDF.

Cette tarification permet un développement géographique homogène de l'éolien en France.

c) Mesures destinées à la promotion de la méthanisation ou du biogaz de décharge

Conditions d'achat de l'électricité produite : l'arrêté du 16 avril 2002 fixe les conditions d'achat de l'électricité produite par méthanisation. Le contrat de rachat est signé avec EDF sur une période de 15 ans et offre une visibilité à long terme du chiffre d'affaires généré par les installations. Le tarif d'achat est fonction de la valeur de la puissance garantie et d'une prime d'efficacité énergétique. L'arrêté du 3 octobre 2001 fixe les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations qui valorisent des déchets ménagers ou assimilés en utilisant le biogaz de décharge.

d) Mesures destinées à la promotion des « centrales dispatchables »

Le contrat de rachat définit la rémunération des kWh produits. La recette électrique se décompose en :

- une prime fixe fonction de la puissance installée ; et
- une part variable proportionnelle aux kWh produits.

Actuellement, il n'est plus possible de réaliser de centrales « dispatchables » car il n'est plus délivré de contrat de rachat de ce type.

e) Mesures destinées à la promotion de la cogénération

Conditions d'achat de l'électricité produite : l'arrêté du 31 juillet 2001 fixe les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations de cogénération.

Le contrat de rachat par EDF est conclu pour une durée de 12 ans. Le tarif est composé des trois éléments suivants :

- une rémunération fonction de la puissance électrique ;
- une rémunération fonction du prix du gaz ; et
- une prime fonction de l'efficacité énergétique de l'installation.

f) Mesures destinées à la promotion de l'énergie solaire

En France métropolitaine et dans les DOM TOM, certaines régions bénéficient d'un ensoleillement par an relativement important allant jusqu'à 3.000 heures pour les zones les mieux exposées.

Les mesures incitatives suivantes ont été mises en place afin de promouvoir la filière solaire :

Conditions d'achat de l'électricité produite : l'arrêté du 13 mars 2002 fixe les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie radiative du soleil. Le contrat de rachat par EDF de l'énergie produite est signé pour une durée de 20 ans. L'énergie fournie par le producteur est facturée à l'acheteur sur la base suivante :

Métropole continentale	4,42 c€/kWh
Corse et DOM-TOM	5,34 c€/kWh

6.2.2.4 Présentation générale du marché français et des acteurs sur les différentes filières des énergies renouvelables

Les énergies renouvelables sont intéressantes à développer et auront un rôle important à jouer dans un futur proche. Toutefois, toutes les énergies renouvelables n'ont pas le même potentiel de développement. Par exemple, la biomasse nécessite encore des structures coûteuses et reste difficile à manipuler, la géothermie n'a qu'un faible potentiel, l'énergie solaire, qu'elle soit photovoltaïque ou thermique, coûte encore trop cher.

L'énergie éolienne à ce jour est la seule qui soit à la fois peu coûteuse et facilement exploitable. La France possédait en septembre 2005 environ 550 MW éoliens installés¹⁰ alors qu'elle dispose du deuxième potentiel éolien d'Europe. A titre de comparaison, l'Allemagne en exploitait environ 17.000 MW à cette même date. Cela illustre clairement le potentiel offert par ce domaine d'activité. C'est pour cette raison que le gouvernement français a pris un certain nombre de mesures incitatives en faveur de la filière éolienne de façon plus tardive que ses voisins européens.

¹⁰ Source : www.suivi-eolien.com (EWEA)

En 2002, l'Etat français a considéré que la consommation d'électricité des français progresserait de 54 TWh d'ici à 2010, passant ainsi de 450 TWh en 2002 à 504 TWh en 2010 (en 2002, les 450 TWh étaient décomposés en 379 TWh à partir d'énergies non renouvelables et de 71 TWh à partir d'énergies renouvelables). L'objectif national est de passer de 379 TWh à 398 TWh à partir d'énergies non renouvelables et de 71 TWh à 106 TWh à partir d'énergies renouvelables soit une augmentation de 35 TWh.

Cette augmentation de 35 TWh devrait être couverte de la manière suivante :

Eolien "on-shore"	20 TWh, soit 8.000 MW
Eolien "off-shore"	5 TWh, soit 2.000 MW
Biomasse	9 TWh
Autres sources	1 TWh

Les professionnels du secteur ont une approche plus conservatrice du marché et estiment pour leur part que la capacité installée de production d'électricité d'origine éolienne serait de l'ordre de 6.200 MW en 2010.

a) Présentation générale du marché et des acteurs de la filière éolienne

Actuellement, les puissances installées dans le monde sont réparties de la manière suivante pour les plus significatives : Allemagne 17.000 MW, Espagne 8.960 MW, Danemark 3.100 MW et Etats-Unis 1.300 MW. Avec seulement 550 MW installés en septembre 2005¹¹, le potentiel éolien français est encore très faiblement exploité.

Les Etats-membres de la Communauté européenne se sont fixés comme priorité la promotion des énergies renouvelables, et ce, pour respecter les engagements du protocole de Kyoto relatifs à la réduction des gaz à effet de serre.

Les Etats-membres ont élaboré la directive n° 96/92/CE en date du 27 décembre 2001 en vue de promouvoir l'électricité produite à partir de sources renouvelables. Elle fixe à chaque Etat-membre un taux de consommation d'énergie électrique d'origine renouvelable compatible avec l'objectif global européen de 22 %.

Cette directive demande également aux Etats-membres de simplifier et de rendre transparentes les procédures et la réglementation.

Les taux de couverture de la consommation électrique par les énergies d'origine renouvelable sont :

En France en 1997	15 % Essentiellement d'origine hydraulique
Objectif 2010 pour la France	21 %
Objectif 2010 pour l'Europe	22 %

Le marché de l'éolien en France est en pleine croissance dans la mesure où il doit largement contribuer au respect des engagements pris par la France vis-à-vis de ses partenaires européens en terme de production d'énergie électrique à partir de sources d'énergie renouvelable.

La puissance cumulée d'énergie éolienne a connu une croissance très importante depuis 15 ans et devrait continuer à progresser de manière significative. Le développement du marché de l'éolien en France est accompagné d'un accroissement de la concurrence entre les différents opérateurs. Environ la moitié des autorisations de construire sont obtenues par des professionnels comme THEOLIA, EDF Energies nouvelles, Française d'Eolienne, Eole-Res, Compagnie du Vent. L'autre moitié étant réalisée par un ensemble très atomisé de petits développeurs. Certains fournisseurs de turbines sont également développeurs comme Nordex, Gamesa, Eneria.

Par ailleurs, les principaux fabricants mondiaux d'éoliennes sont présents sur le secteur éolien français. Il s'agit notamment des sociétés Vestas, Gamesa et Enercon, respectivement n°1, 2 et 3 mondiaux, ainsi que quelques acteurs locaux telle que la société Jeumont.

¹¹ Source : ADEME

Depuis 2002, le marché a enregistré l'arrivée de deux nouveaux acteurs majeurs :

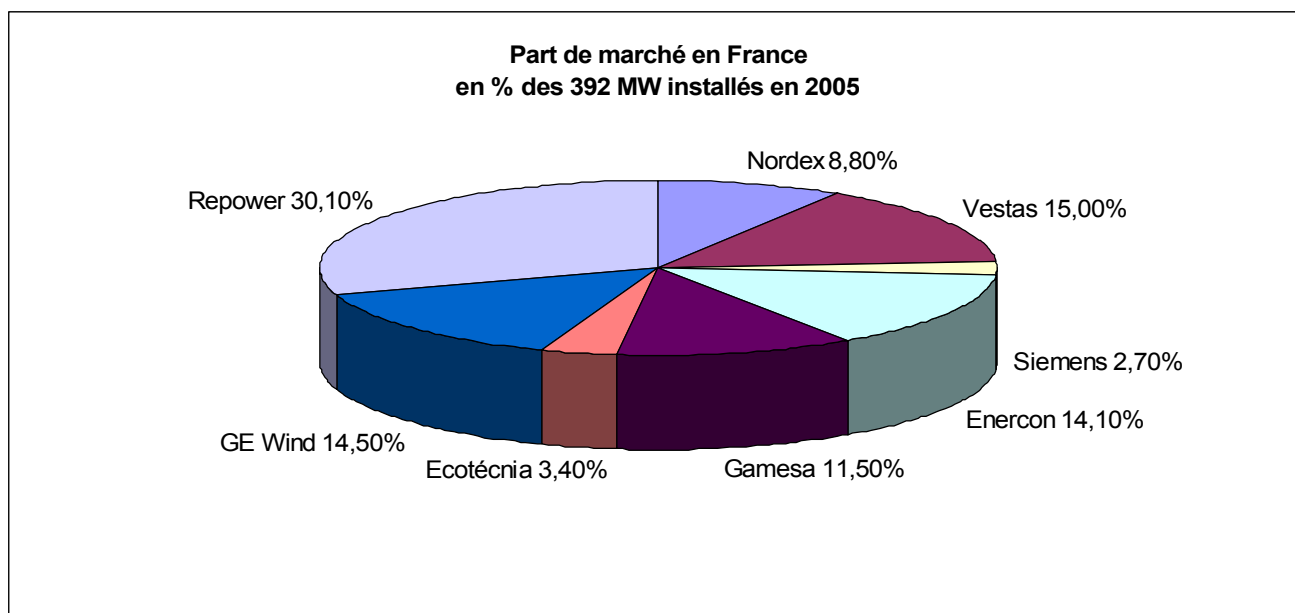
- General Electric (GEWE ci-dessus), en 2002, via l'acquisition des actifs d'Enron Wind, et
- Siemens, fin 2004, via l'acquisition de Bonus Energy (Bonus ci-dessus).

En Europe, les principaux acteurs de la filière éolienne sont les suivants :

Exploitant de fermes éoliennes	Capacité cumulée en MW à fin 2005
1. FPL (US)	3,500
2. Iberdrola (ES)	3,400
3. Acciona (Incl. CESA) (ES)	1,700
4. Babcock Brown (Austr.)	1,180
5. Endesa (ES)	800
6. Scottish Power/PPM (UK)	750
7. EURO S Energy (JP)	750
8. Energy E2/DONG/ELSAM (DK)	750
9. ENEL (IT)	750
10. Shell Renewabl (NL)	740
11. EDP (PRT)	740
12. EDF/EnXco (FR)	700
14. RWE (GE)	600
15. Vattenfall (SW)	550
16. Essent (GE)	480
Total	17,390

Source : BTM Consult Ap S – Mars 2006

Le graphique suivant présente les parts de marché des constructeurs d'éoliennes sur le parc installé en France en 2005 (405 MW) :



b) Présentation générale du marché et des acteurs de la filière biomasse

En France, il existait avant 2004 un tarif de rachat de l'électricité produite à partir de biomasse (au sens étendu du terme : combustion de matières fossiles végétales, déchets animaux, biogaz de décharge...) variant entre 4,9 et 6,1 cts d'€/kWh produit.

Nelly Olin, Ministre de l'Ecologie et du développement durable, a annoncé dans son discours de clôture des Assises des déchets de la Baule du 21 septembre 2005 que le Gouvernement avait décidé d'augmenter de 50 % le tarif de rachat de l'électricité produite à partir du biogaz de décharge ou de méthanisation pour favoriser la méthanisation et la récupération d'énergie.

Biomasse humide

A ce jour, le marché français de l'activité de la biomasse humide est peu développé malgré un potentiel de production important (estimé de 600 à 800 ktep par an). Du fait de l'absence de mesures d'aide significatives, THEOLIA estime que les difficultés pour la création d'une filière dans ce domaine sont encore trop importantes en France. Plusieurs projets sont en cours d'étude en Belgique où la filière est mieux soutenue.

Biomasse sèche

Concernant la filière « biomasse sèche », celle qui utilise les produits ligneux (bois/paille), une seule unité fonctionne actuellement en France, à Felletin (Creuse) et délivre une puissance de 3 MW. En effet, mises à part des usines de pâte à papier disposant d'une matière première abondante sur place, ces tarifs ne permettaient pas le développement de centrales autonomes de production.

En 2004, le Gouvernement a lancé un appel d'offres qui a débouché sur la sélection de 14 projets pour une puissance totale de 216 MW. L'électricité sera générée à partir de liqueurs noires ou boues papetières, de marcs de raisin, de biogaz et de plaquettes forestières/divers bois. Le prix de rachat de l'électricité s'élèvera à environ 8,6 cts d'€/kwh sur 15 ans et la date objectif de mise en service pour les installations est le 1^{er} janvier 2007.

A ce jour, le marché français de l'activité de la biomasse est donc peu développé malgré un potentiel de production important. Il est estimé de 600 à 800 ktep par an pour la biomasse humide. Concernant le potentiel de la filière biomasse sèche, il est important de noter que la France dispose de la première forêt d'Europe occidentale : 15 millions hectares.

Une nouvelle consultation sera lancée courant 2006 pour 350 MW supplémentaires.

Les principaux acteurs (français) de la filière biogaz sont les suivants :

Nom	Implantation	Qualité
Alkaest Conseil	92500 Rueil Malmaison	Ingénieries-Experts
Beture Environnement	78181 St Quentin en Yvelines	Ingénieries
Bio'logic	59260 Lille Hellemmes	Ingénieries
Biomasse Normandie	14300 Caen	Ingénieries
CEFT	77602 Marne La Vallée	Ingénieries
EBV		Exploitant
ENERIA		Exploitant
EGS	47520 Le Passage	Ingénieries
Girus	69120 Vaulx en Velin	Ingénieries
Proserpol	78184 Montigny le Bretonneux	Ingénieries
Riquier	74940 Annecy le Vieux	Ingénieries
Sofimat		Exploitants
Solagro	31300 Toulouse	Ingénieries
Trivalor	73000 Chambéry	Ingénieries

6.3. Stratégie du Groupe THEOLIA

6.3.1 Evolution de la société Théolia constatée depuis juillet 2005

Au cours des douze derniers mois, THEOLIA a connu une croissance importante lui permettant de prétendre au statut de producteur européen d'électricité à partir des énergies renouvelables.

6.3.1.1 Programmes d'investissement de juin 2005 à juin 2006

Depuis le mois de juin 2005 la société Théolia a investi notamment dans des acquisitions en Europe, des travaux sur les installations existantes et a développé des projets de construction.

Acquisitions de trois centrales éoliennes en Allemagne d'une capacité de 28,5 MW

Au cours mois de janvier 2006 la société Théolia a acquis trois centrales éoliennes en Allemagne d'une capacité de 28,5 MW.

Une première centrale éolienne est située à Ladbergen. Elle dispose d'une capacité de 6 MW et a été mise en service en octobre 2005.

Une seconde centrale éolienne est située à Saerbeck im Schlatt. Elle dispose d'une capacité de 8 MW et a été mise en service en juin 2006.

Une dernière centrale éolienne est située à Sendenhorst. Elle dispose d'une capacité de 14,5 MW et sera mise en en service en juillet 2006.

Acquisition en Espagne de projets éoliens

Au cours des mois de mai 2006, la société Théolia a signé deux lettres d'intention pour l'acquisition à Almeria en Espagne de projets éoliens d'une capacité de 58MW pour le premier et de 24 à 36 MW pour le second.

Constructions et travaux

Au cours mois de novembre 2005 la société a entrepris de construire sur le site de Séglien (projet / état d'avancement ?).

Au cours du mois de février 2006 la société Théolia a démarré des travaux relatifs aux trois centrales de Castelnau pour une capacité de 26 MW.

Au cours des mois de mars et avril 2006, la société Théolia a démarré des travaux sur le site de Falaise qui dispose d'une capacité de 10 MW.

Au cours du mois de juin 2006, la société Théolia a entamé des travaux sur le site de Moulin de Froidure et de Sallen dont la capacité est de 20 MW.

Projet d'extension et d'acquisition en Allemagne

Au cours du mois de mars 2006, la société Théolia a entamé des négociations en vue de l'extension de deux centrales en Allemagne d'une capacité de 3.5 MW et de l'acquisition d'une autre centrale d'une capacité de 6 MW.

Création de Théolia Bénélux

Au cours du mois de février 2006 la société Théolia a créée Théolia Benelux avec Energo. En conséquence, la société Théolia a pu bénéficier d'une capacité de production (cogénération) supplémentaire opérationnelle de près de 8MW.

Création d'une filiale commune ayant pour objet le développement en Europe de l'Est

Au cours du mois de mai 2006, la société Théolia a passé un accord avec Orco Group ayant pour objet le développement en Europe de l'Est d'une société commune dénommée TO Green Europe.

6.3.1.2 Financements

Au 31 mars 2006, le Groupe dispose d'un endettement financier net aux normes IFRS de 770K€ (~28 M€ de trésorerie pour 29 M€ de dettes financières courantes ou non).

Le financement d'une centrale éolienne est actuellement effectué sous forme de financement par projet. Ainsi, 15 à 20% de l'investissement initial est apporté par Théolia dans une société support de programme (contre 20 à 25 % il y a douze mois) et le solde est financé par un endettement porté par ladite société support de programme.

La dette est sans recours sur la société mère (pas de caution ni d'aval) et elle est apportée par une banque ou un syndicat bancaire spécialisé dans ce type de financement après que ce dernier ait effectué les diligences requises pour ce type de projet.

Par ailleurs, Théolia a réussi à améliorer le DSCR (ratio CAF / remboursement de la dette) qui est passé de 1,3 à 1,25 permettant ainsi à THEOLIA d'immobiliser moins de capitaux sur ces projets.

De grandes banques spécialisées du secteur (RBS & Calyon notamment) ont étudié les projets de la Société et les ont validés. Ainsi RBS a donné un accord de financement pour près de 66 M€ et Calyon pour 86 MW.

De nombreux audits (contrats, permis de construire, étude du vent, impact sur l'environnement...) sont effectués par des experts indépendants, permettant de valider, par la même occasion, l'économie du projet.

Juin 2005	Juin 2006
Accords bancaires	
RBS : 66 M€	RBS : 66 M€ Calyon : ~100 M€ Société Générale : ~13 M€
Fonds levés	
Privé : 23 M€ Public : 0 M€	Privé : 64 M€ Public : 25 M€

6.3.1.3 *Activité*

Au mois de juillet 2005, la société Théolia ne disposait pas encore de fermes éoliennes en exploitation, mais possédait déjà d'un portefeuille de projets à divers stades d'avancement d'une capacité de 51 MW et des actifs de production d'une capacité de 14 MW (centrales dispatchables).

La société Théolia qui souhaite désormais se recentrer sur l'activité de production énergétique a décidé de filialiser son activité environnement.

En un an, les capacités de production ont progressé pour atteindre, en juin 2006, 46 MW de capacité installée répartie entre l'éolien, le dispatchable et la cogénération.

Les centrales éoliennes

Au jour du Prospectus, Théolia possède trois centrales éoliennes en exploitation pour une capacité installée totale de 24 MW. Il s'agit des centrales de Ladbergen d'une capacité de 6 MW, en service depuis octobre 2005, de la Centrale Eolienne de Fonds de Fresnes d'une capacité de 10 MW, mise en service depuis février 2006 et de celle de Saerbeck Im Schlatt d'une capacité de 8 MW mise en service en juin 2006.

En février 2006, la société Théolia a également procédé à la mise en service sa première centrale éolienne développée en interne CEFF (10 MW).

Les centrales dispatchables

La société Théolia dispose de deux centrales dispatchables d'une capacité de 14 MW et de quatre centrales de cogénérations d'une capacité de 8MW.

Cogénération

La société a pris des participations majoritaires dans la société belge Energo (devenue Theolia Benelux) en vue de son développement sur le marché des centrales de cogénération (7,8 MW en exploitation).

Projets en cours de réalisation

La société Théolia possède encore neuf centrales en cours de construction d'une capacité totale de près de 73 MW, permettant d'atteindre l'objectif fixé de 100 MW à fin 2006. Ces centrales sont réparties de la manière suivante : 56 MW en France, dont la mise en service est prévue pour fin 2006 / début 2007, de 14,5 MW en Allemagne dont la mise en service est prévue pour le second semestre 2006 et de 2,5 MW en Belgique.

La société participe également à un projet de 58 MW en cours de financement en Espagne dont la mise en service est prévue pour 2007 / 2008.

La société participe encore au développement de quatre centrales, effectué par la société Valorem pour une capacité de 48 MW.

La société projette une acquisition en Espagne dont la capacité variera entre 24 MW et 36 MW.

Enfin, la société participe à un projet de développement en Europe de l'Est par le biais de la société commune TO Green Europe.

Permis de construire

De plus, le Groupe dispose d'un portefeuille de près de 230 MW de permis de construire en attente de signature. Deux permis sont en phase de recours de tiers en France pour 54 MW.

Lors des prochains mois, certaines centrales actuellement en cours de développement ou en cours d'acquisition vont venir augmenter la taille du portefeuille disponible, ce qui permettra à Théolia de disposer d'une capacité de 100 MW et de devenir un acteur majeur en France (1 000 MW de capacité installée en France aujourd'hui).

Tableau récapitulatif du développement de l'activité de Théolia du 15 juin 2005 au 15 juin 2006:

15 juin 2005	15 juin 2006
Activité	
14 MW de centrales dispatchables 0 MW éolien en service 0 MW éolien prévu à fin 2005 0 MW éolien en construction 49 MW de PC obtenus	14 MW de centrales dispatchables 24 MW éolien en service 97 MW éolien prévu à fin 2006 73 MW éolien en construction 27 MW de PC obtenus

6.3.1.4 Respect des coûts d'investissement et des délais

Coûts d'investissement

Modalités internes permettant de respecter au mieux les coûts d'investissement

Un premier budget, intitulé PR1 est soumis par les opérationnels à la direction. Il permet de valider si le projet présente une rentabilité suffisante et servira de base pour les discussions concernant le financement.

A l'issue de l'audit des banques, il est ensuite recalculé plus précisément (intégration des frais financiers, produits et charges réévalués si nécessaire) et renommé en tant que PR2.

Ce dernier budget servira de base au suivi mensuel et sera comparé régulièrement au réel, nommé PR3. Pendant toute la phase de construction, le suivi est également complété par la notion d'« engagé » et de « reste à engager ».

Tout dépassement de poste est immédiatement remonté au comité exécutif puis au conseil d'administration pour prise de décision.

Il est à noter qu'un poste « divers aléas » d'un montant de 1% est systématiquement budgété, afin de venir compenser d'éventuelles charges imprévues initialement.

Cette gestion budgétaire a été retenue par l'ensemble des banquiers comme document de base permettant un suivi pertinent de l'activité.

Respect des coûts d'investissement

A ce jour, aucune centrale électrique de Théolia n'a connu de dépassement significatif et un suivi particulier des budgets a été mis en place dans toutes les filiales, afin d'assurer une remontée des informations régulières et de qualité.

Ainsi, THEOLIA est en mesure d'affirmer que le plan de développement n'a pas fait l'objet de dépassements significatifs depuis un an. Les coûts ont été maîtrisés par l'entreprise.

Respect des délais

Concernant les délais, THEOLIA a toujours pour objectif d'exploiter 100 MW d'ici la fin de l'année 2006 ; cet objectif reste inchangé depuis un an.

Le management de THEOLIA est très attaché au suivi des constructions et des acquisitions ; un reporting interne est en place afin de pouvoir suivre toutes les opérations en cours.

Pendant toute la phase construction, ces délais font l'objet également d'un suivi par les auditeurs des banques afin de débloquent les tranches de financement.

Un cabinet d'avocat, mandaté par le Conseil d'Administration, suit de son côté toutes les opérations importantes en cours sur le plan juridique et s'assure du bon respect des délais légaux ou contractuels.

A ce jour, la société ne déplore aucun retard significatif étant de nature à remettre en cause son projet de développement.

6.3.2 Axes de développement

THEOLIA intervient actuellement en Europe sur la production d'électricité à partir des énergies renouvelables.

La Société considère que la filière éolienne est la plus avancée de celles des énergies renouvelables (hors hydraulique), bénéficiant notamment d'un environnement politique et réglementaire favorable, et anticipe sa maturité à horizon 2010. C'est la raison pour laquelle, et afin de profiter de la phase de croissance de ce marché, la stratégie de la Société consiste à se concentrer actuellement sur la production d'électricité éolienne, notamment via le renforcement accéléré de son portefeuille de projets en France et à l'étranger, principalement en Europe.

Toutefois, il conviendra de développer d'autres relais de croissance à l'horizon 2010. C'est pourquoi THEOLIA prépare dès aujourd'hui la production d'électricité à partir d'autres énergies renouvelables, notamment la biomasse, le solaire ou l'hydro-électricité. Dans cette perspective, THEOLIA développe ses activités au niveau européen et a récemment constitué ou acquis des filiales notamment au Benelux, en Espagne et en Allemagne.

Pour son développement, THEOLIA entend, au-delà de son portefeuille de projets existants, renforcer ses opérations de croissance externe sur les différentes filières de l'activité de production autonome d'électricité à partir des énergies renouvelables.

Dans ce contexte de croissance et afin d'optimiser l'allocation de ses ressources et son retour sur investissement, THEOLIA souhaite associer à l'avenir des partenaires financiers minoritaires au capital des sociétés support de programme.

Par ailleurs, afin de concentrer ses moyens financiers et humains dans la production d'électricité à partir des énergies renouvelables, THEOLIA a filialisé son activité environnement. Dans ce contexte, la Société a ainsi apporté cette activité à Granit, un opérateur industriel suisse spécialiste du secteur. THEOLIA envisage une cession de cette activité courant 2006.

6.3.3 Stratégie de THEOLIA pour son activité de production d'électricité

6.3.3.1 Stratégie de THEOLIA pour son activité éolienne

THEOLIA a l'ambition de devenir l'un des leaders français de l'électricité produite par des centrales éoliennes.

Le Groupe a pour objectif d'augmenter sa capacité de production d'électricité éolienne de 100 MW en 2006 et de 150 MW chaque année à partir de 2007 et jusqu'en 2010.

Pour y parvenir, THEOLIA va se concentrer sur :

- l'acquisition de permis de construire devenus définitifs ;
- l'acquisition de fermes en exploitation (croissance externe) ; et
- le développement, la construction et l'exploitation du portefeuille éolien de la société Ventura représentant plusieurs centaines de MW ou d'autres développeurs dont la société pourrait opportunément faire l'acquisition.

Afin d'atteindre cet objectif, THEOLIA attache une importance particulière à la recherche permanente d'opportunités d'acquisition de projets éoliens. Plusieurs opérations sont ainsi en cours de négociation.

Compte tenu des moyens financiers importants et des défis techniques à mettre en œuvre pour développer une centrale éolienne *offshore*, THEOLIA entend concentrer son action et ses moyens sur le développement, la conception, la construction et l'exploitation de centrales éoliennes installées sur terre, et ce, en France comme à l'étranger.

6.3.3.2 Stratégie de THEOLIA pour ses autres énergies renouvelables

Dans le domaine de la biomasse et du biogaz, outre l'implantation en Belgique, THEOLIA étudie un certain nombre de projets en Allemagne et en Europe centrale, pays disposant de cadres réglementaires incitatifs ou de ressources importantes.

Ces projets permettent à THEOLIA de développer une expertise industrielle qui pourra être mise à profit, le cas échéant, lors du développement des marchés français de la biomasse et du biogaz dont le développement et la rentabilité économique dépendent de mesures tarifaires et réglementaires incitatives que le Groupe estime insuffisantes en France à la date du Prospectus.

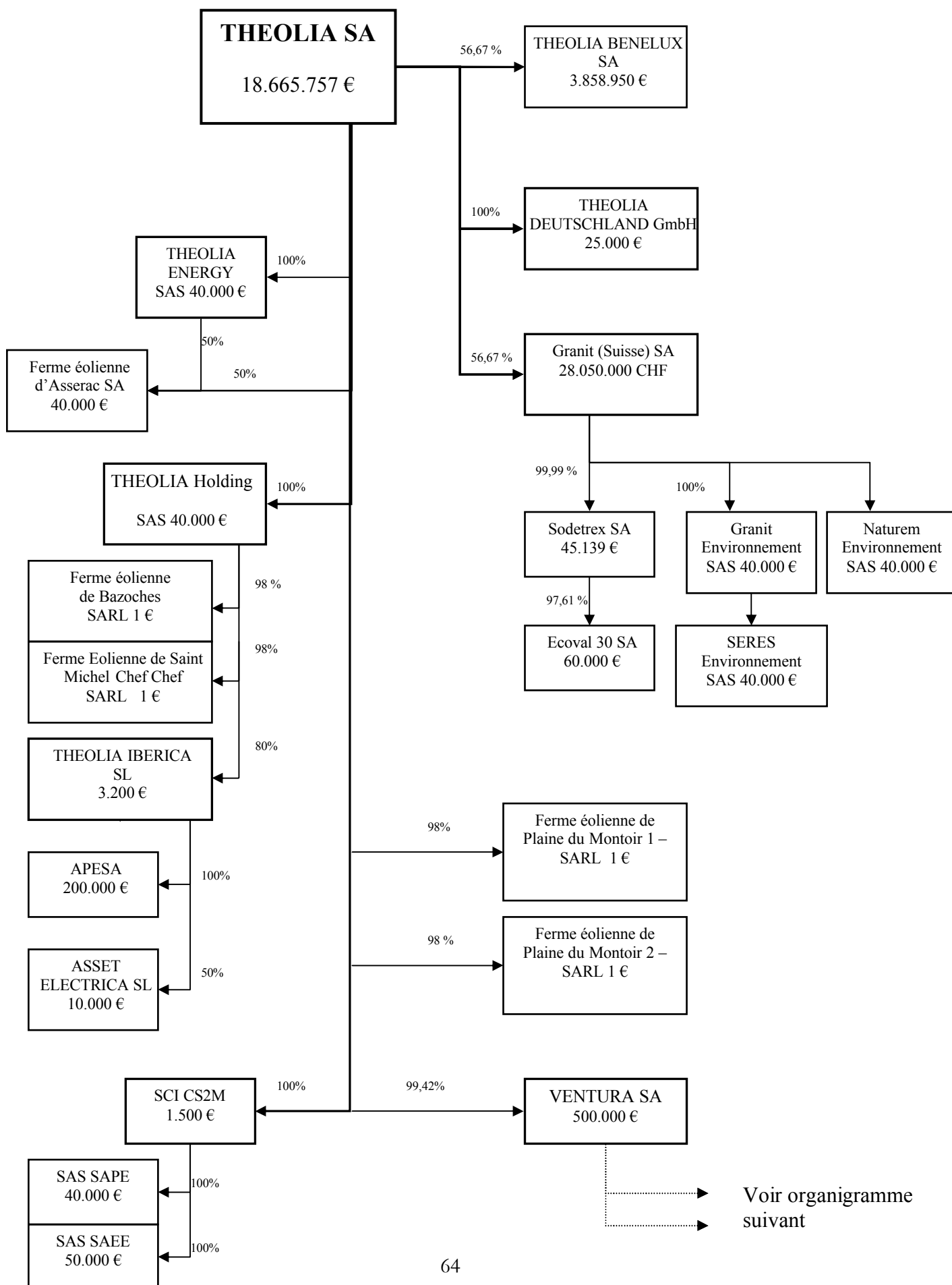
THEOLIA considère que le domaine de l'énergie solaire en France est encore moins mature que celui de la biomasse et du biogaz. Pour l'heure, THEOLIA étudie en Espagne la production d'électricité d'origine solaire et souhaite disposer du savoir-faire nécessaire dans l'hypothèse où la France se doterait de mesures incitatives suffisantes pour rendre le marché de l'énergie solaire attractif et lui assurer une viabilité économique.

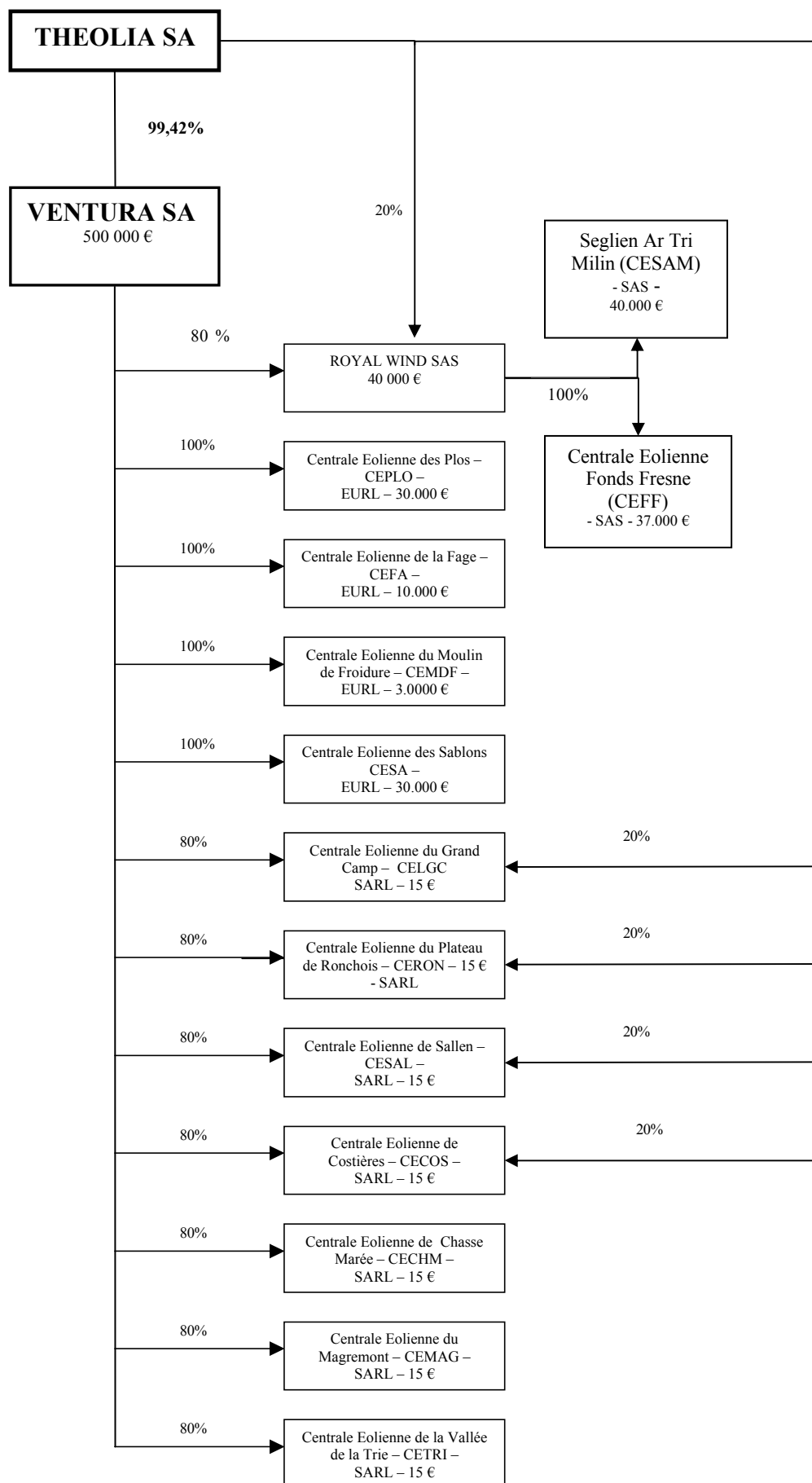
6.3.3.3 Stratégie de THEOLIA en matière de certificats verts

A travers sa filiale THEOLIA Benelux, agissant pour l'ensemble du Groupe, THEOLIA entend optimiser la cession des certificats verts obtenus au titre de ses unités de production éligibles. Cette stratégie est déjà mise en place en Belgique et pourra être étendue dans les pays où le contexte réglementaire le permettra (à ce jour Espagne, Italie, notamment).

7 ORGANIGRAMME

A la date du Prospectus, la Société tête du Groupe détient directement l'ensemble des sociétés suivantes :





8 PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

8.1. Immobilisations corporelles existantes et planifiées de la Société

A la date du Prospectus, il existe au sein du Groupe de nombreuses immobilisations corporelles qui sont détaillées dans le tableau suivant :

A la date du Prospectus, il existe au sein du Groupe de nombreuses immobilisations corporelles qui sont détaillées dans le tableau suivant :

Etat des immobilisations corporelles existantes et planifiées

Nom de l'immobilisation	Etat de l'immobilisation au 31/12/2005	Montant brut immobilisé au 31/12/2005	Etat de l'immobilisation à la date du présent document
EN FRANCE			
Centrale dispatchable SAPE (7.4 MW)	En exploitation	964	En exploitation
Centrale dispatchable SAE (6.7 MW)	En exploitation	1 598	En exploitation
Centrale éolienne CEFF (10 MW)	En construction	9 843	En exploitation
Centrale éolienne CESAM (9 MW)	En construction	3 096	En construction
Centrale éolienne CEPLO (12 MW)	En financement	350	En cours de travaux
Centrale éolienne CEPU (12 MW)	PC définitif	350	Cédée à des tiers
Centrale éolienne CEFA (2 MW)	PC définitif	79	En cours de travaux
Centrale éolienne CEMDF1 (6 MW)	PC définitif	265	En financement
Centrale éolienne CEMDF2 (6 MW)	PC définitif	752	En financement
Centrale éolienne CESA (10 MW)	PC définitif	232	En financement
Centrale éolienne CESAL (8 MW)	PC définitif	186	En financement
Centrale éolienne CEMAG (87 MW)	PC en instruction	1 816	PC en instruction
Centrale éolienne CECHM (24 MW)	PC en instruction	501	PC en instruction
Centrale Eolienne CERON (30 MW)	PC en instruction	626	PC non purgé
Centrale éolienne CEGC (24 MW)	PC en instruction	480	PC non purgé
Centrale éolienne CECOS (12 MW)	PC en instruction	376	PC en instruction
Centrale éolienne CEGAR (40 MW)	PC en instruction	668	PC en instruction
Centrale éolienne CECBO (27,6 MW)	PC en instruction	-	PC en instruction
Centrale éolienne CEP1 (6 MW)	PC en instruction	230	PC en instruction
Centrale éolienne CEP2 (6 MW)	PC en instruction	229	PC en instruction
Centrale éolienne CEP3 (6 MW)	PC en instruction	206	PC en instruction
Centrale éolienne de Bazoches (10 MW)	PC en instruction	321	PC en instruction
Centrale éolienne d'Assérac (12 MW)	PC en instruction	420	PC en instruction
Unité de tri compostage Sodetrex / Ecoval	En exploitation	11 256	Cédée à Granit
EN BELGIQUE			
Cogénération Merkplas I (9,95 GWh)	En exploitation		En exploitation
Cogénération Boechout I (12,8 GWh)	En exploitation		En exploitation
Biocogénération Dendermon (11,6 GWh)	En exploitation		En exploitation
Cogénération Merkplas II (5,3 GWh)			Travaux en cours
Cogénération Boechout II (5 GWh)			Travaux en cours

8.2. Influence des questions environnementales sur les immobilisations corporelles de la Société

Tous les projets de parcs éoliens doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale. L'article L. 553-2-1 du Code de l'environnement prévoit que l'implantation d'une ou plusieurs installations produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent dont la hauteur du mât dépasse 50 mètres est subordonnée à la réalisation préalable d'une étude d'impact et d'une enquête publique.

Cette étude d'impact doit notamment inclure une analyse de l'état initial du site et de son environnement, portant notamment sur les richesses naturelles et les espaces naturels agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, affectés par les aménagements ou ouvrages et une analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement, et en particulier sur la faune et la flore, les sites et paysages, le sol, l'eau, l'air, le climat, les milieux naturels et les équilibres biologiques, sur la protection des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique¹².

Par ailleurs, l'article L. 553-3 du Code de l'environnement prévoit également que l'exploitant d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent est responsable de son démantèlement et de la remise en état du site à la fin de l'exploitation. Au cours de celle-ci, il constitue les garanties financières nécessaires.

9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION

Introduction générale :

- (i) Les commentaires et analyses ci-dessous se fondent sur les informations comptables et financières extraites des comptes consolidés du Groupe aux 30 juin 2003, 2004 et 2005 en normes françaises.
- (ii) La comparabilité des 3 exercices présentés est difficile dans la mesure où l'exercice clos le 30 juin 2005 constitue le premier exercice d'exploitation représentatif du Groupe. Entre le 30 juin 2004 et le 30 juin 2005, la Société a en effet procédé aux acquisitions de la société Ventura, des centrales éoliennes de Fonds de Fresnes et de Séglien et à l'augmentation de sa participation dans la société Sodetrex, qui lui ont permis de réellement commencer à se structurer et d'amorcer son développement opérationnel.
- (iii) L'examen comparé des informations comptables est fondé sur l'analyse des comptes publiés du Groupe.
- (iv) L'évaluation de l'activité du Groupe doit être effectuée en tenant compte des informations contenues dans le chapitre Facteurs de risque du Prospectus.
- (v) Les informations relatives aux principaux impacts des normes IFRS sur le compte de résultat et le bilan de la Société sont exposés au paragraphe 20.3.2 – « Bilan d'ouverture consolidé au 1^{er} juillet 2004 et bilan de clôture consolidé au 30 juin 2005 en normes IFRS » du Prospectus.

9.1. Examen comparé des exercices clos au 30 juin 2005 et 30 juin 2004 en normes françaises

Les développements ci-après présentent les principaux agrégats des comptes consolidés aux 30 juin 2005 et 30 juin 2004 en normes françaises.

	30 juin 2005 (en K€)	30 juin 2004 (en K€)
Produits d'exploitation	13.637	2.921
Production vendue	4.026	1.630
Production stockée	- 609	963

¹² Voir article R. 122-3 du Code de l'environnement.

Production immobilisée	7.212	312
Transfert de charges	3.001	10
Autres produits	7	6
Charges d'exploitation	13.915	2.186
Résultat d'exploitation	- 278	735
Résultat financier	- 106	- 229
Résultat exceptionnel	174	39
Impôts sur les sociétés*	- 746	- 23
Résultat net des sociétés intégrées	536	521
Amortissements des écarts d'acquisition	-479	-472
Intérêts minoritaires	-1	-8
Résultat net part du Groupe	56	42

* En 2004, la Société bénéficie d'un crédit d'impôt de 746 K€ (voir paragraphe « Impôts sur les sociétés » du Prospectus)

Produits d'exploitation

La particularité de THEOLIA est de construire pour son propre compte les centrales autonomes de production d'électricité ou les unités de traitement des déchets et ensuite de les exploiter. Dès lors, les produits d'exploitation sont comptabilisés en fonction des différents stades d'avancement des projets et se composent essentiellement de la production stockée, de la production immobilisée et de la production vendue.

Durant la phase de développement des projets de centrales autonomes de production d'électricité ou d'unités de traitement des déchets, les coûts engagés préalablement à l'obtention du permis de construire purgé de tout recours des tiers et préalablement à la constitution d'une société support de programme (frais d'études techniques, ingénierie...) sont comptabilisés en production stockée à leur coût de revient majoré d'un coefficient de frais généraux. Ce coefficient permet l'incorporation des frais généraux directement rattachables aux projets, aussi appelés frais généraux de production fixes. Ils sont constitués d'une partie des coûts de locaux, et des frais de gestion et d'administration et des frais de personnel directs. Le coefficient est issu de la constatation des temps passés par les intervenants et des frais engagés par eux.

Une fois le permis de construire déposé et la société de support de programme créée, la production stockée est transférée en immobilisations en cours.

Durant la phase de construction des unités, les investissements effectués sont comptabilisés en immobilisations en cours.

A la mise en service des unités, les immobilisations en cours sont transférées en immobilisations corporelles ou incorporelles selon leur nature.

Construction pour compte propre :

Une partie de l'activité du Groupe consistant à produire pour son propre compte, des marges internes résultent de facturations des prestations de construction « clé en main » aux sociétés « support de programme » du Groupe. Ces facturations, effectuées aux conditions de marché, interviennent aux différentes phases d'avancement des travaux de construction des centrales éoliennes et des usines de traitement de déchets.

Ces marges internes reflètent ainsi la « valeur ajoutée » du Groupe sur ses activités de construction. Elles s'élèvent à 4.498 k€ pour l'exercice clos le 30 juin 2005. Les marges internes sont annulées dans le cadre des opérations de consolidation et n'apparaissent donc pas dans les comptes consolidés ci-dessus mais restent apparentes dans les comptes sociaux des différentes entités consolidées.

Les marges internes sont neutralisées en consolidation et n'ont donc aucun impact, ni sur les comptes consolidés, ni sur les comptes pro forma.

(i) Production stockée

La production stockée s'élevait au 30 juin 2005 à – 609 K€ contre 963 K€ au 30 juin 2004. Cette variation résulte du « déstockage » correspondant à des projets de développement abandonnés par le Groupe au cours de l'exercice.

(ii) Production immobilisée

Pour l'exercice clos au 30 juin 2005, la production immobilisée s'élevait à 7.212 K€, dont 2.185 K€ de production immobilisée incorporelle, contre 312 K€ de production immobilisée pour l'exercice clos au 30 juin 2004.

Cette augmentation résulte d'une part de l'entrée dans le périmètre de consolidation de la société Ventura et d'autre part de projets en cours de construction (2.013 K€ pour l'usine de traitement des déchets Beaucaire, 1.300 K€ pour CESAM Séglien et 1.714 K€ pour CEFF).

Au cours de l'exercice, la société A+O a réalisé pour le compte de la société ECOVAL 30 (filiale de Sodetrex) la maîtrise d'œuvre de l'usine de traitement des déchets de Beaucaire. Le 17 juin 2005, THEOLIA a acquis les 50,15 % du capital non encore détenus de Sodetrex, jusqu'alors consolidée par intégration proportionnelle. La comptabilisation des facturations de A+O s'est de ce fait décomposée de la façon suivante : la part des facturations de A+O intégrée de façon proportionnelle dans le périmètre du Groupe (2.013 K€) a été comptabilisée en production immobilisée, tandis que le solde a été comptabilisé en production vendue (2.275 K€). A compter du 18 juin 2005, l'intégralité des facturations de A+O sur ce projet a été comptabilisée en production immobilisée.

(iii) Production vendue

La production vendue s'élevait au 30 juin 2005 à 4.026 K€ contre 1.630 K€ au 30 juin 2004, soit une augmentation de 147 %, qui se décompose de la façon suivante :

- forte croissance des ventes environnements, qui progressent de 263 K€ au 30 juin 2004 à 2.741 K€ au 30 juin 2005. Cette amélioration tient à :
 - o la hausse des facturations pour le projet Beaucaire qui progressent de 263 K€ au 30 juin 2004 à 2.275 K€ au 30 juin 2005 ;
 - o aux nouvelles facturations par A+O pour la conception et réalisation d'usines de traitement des eaux (essentiellement pour le projet concernant la commune de Cabriès) : 466 K€ au 30 juin 2005 ;

Au 30 juin 2005, le chiffre d'affaires du pôle environnement (production vendue) correspond aux facturations des prestations de conception et de réalisation par le Groupe d'unités de traitement des déchets et des eaux résiduaires urbaines & industrielles auprès de la commune de Cabriès et de la coopérative agricole des Vignerons du Gerland, ainsi qu'à la facturation de la construction de l'unité de traitement de déchets des ordures ménagères de Beaucaire.

- légère contraction des ventes électricités SAPE-SAE qui sont passées de 1.361 K€ au 30 juin 2004 à 1.271 K€ au 30 juin 2005, soit une diminution de 6,6 % qui provient essentiellement du fonctionnement exceptionnel des centrales durant la période de canicule de l'été 2003.

La part des autres ventes demeure marginale dans les variations de la production vendue : 14 K€ au 30 juin 2005 contre 6 K€ au 30 juin 2004.

(iv) Transfert de charge

Les transferts de charges s'élevaient à 3.001 K€ au 30 juin 2005 contre 10 K€ au 30 juin 2004. Ils se décomposent de la manière suivante : 2.830 K€ représentent l'ensemble des frais d'augmentation de capital imputés sur la prime d'émission, 163 K€ représentent les frais d'acquisition de l'exercice des divers titres de participation et 8 K€ un transfert de charges diverses liées à l'activité.

Cette variation correspond essentiellement aux frais engagés lors de diverses augmentations de capital de l'opération de levée de fonds propres d'août 2004 (voir paragraphe 5.1.6 – « Historique » du Prospectus).

Les principes comptables français imposent l'utilisation du compte de transfert de charges pour constater à l'actif (ou en moins du passif) certains montants initialement considérés comme des charges. Il en est ainsi des coûts d'acquisition de titres ou des honoraires et commissions dus dans le cadre d'une augmentation de capital et imputables sur la prime d'émission

En IFRS, la constatation à l'actif (ou en moins du passif) se fait directement. Il n'y a donc plus, ni charge, ni transfert de charge.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

	30 juin 2005 (en K€)	30 juin 2004 (en K€)
Charges de personnel	1.806	525
Charges liées à la construction des projets	5.282	-
Etudes, prestations et recherches	1.268	758
Frais d'augmentation de capital et d'acquisition des titres	2.993	-
Autres charges d'exploitation	2.566	903

(i) Charges de personnel

Au 30 juin 2005, les charges de personnel s'élevaient à 1.806 K€ contre 525K€ au 30 juin 2004.

Cette variation correspond principalement à l'évolution des effectifs qui sont passés de 5 à 38 suite à l'acquisition des sociétés Ventura et A+O. THEOLIA a par ailleurs recruté 17 personnes sur l'exercice clos au 30 juin 2005. La progression des charges de personnel reste limitée au regard de la hausse des effectifs compte tenu du fait (i) que la société Ventura n'a été intégrée qu'à compter de mai 2005 et (ii) que les recrutements se sont étalés sur l'ensemble de l'année 2005.

(ii) Charges liées à la construction de projets

Les charges liées à la construction de projets correspondent aux coûts des matériels, machines et travaux engagés par la société.

Pour l'exercice clos au 30 juin 2005, les charges liées à la construction de projets s'élevaient à 5.282 K€ contre 0 K€ pour l'exercice clos au 30 juin 2004. Cette hausse s'explique essentiellement par le début des opérations de construction du Groupe au cours de l'exercice clos au 30 juin 2005 (usine de traitement de déchets de Beaucaire et les centrales éoliennes de Fonds de Fresnes et de Séglien).

(iii) Etudes, prestations et recherches

Au 30 juin 2005, les frais d'études, de prestations et de recherche s'élevaient à 1.268 K€ contre 758 K€ au 30 juin 2004.

Cette variation correspond principalement à l'entrée de la société Ventura dans le Groupe et aux nombreuses opérations éoliennes en cours de développement.

(iv) Frais d'augmentation de capital

Les frais d'augmentation de capital correspondent aux transferts de charges détaillés dans la section « *Transfert de charges* » ci-dessus.

(v) Autres charges d'exploitation

Pour l'exercice clos au 30 juin 2005, les autres charges d'exploitation s'élevaient à 2.566 K€ contre 903 K€ pour l'exercice clos au 30 juin 2004, soit une progression de 1.663 K€. Cette progression correspond à la hausse des frais généraux de la Société suite à son changement de dimension en cours d'exercice. Ces frais regroupent notamment les loyers, les frais de déplacement, les honoraires d'avocats et autres frais de structure, etc.

Résultat d'exploitation

Au 30 juin 2005, le résultat d'exploitation s'élevait à – 278 K€ contre 735 K€ au 30 juin 2004, soit une baisse de 1.013 K€.

Les frais et charges liés à la construction des projets ayant fait l'objet d'un transfert en production immobilisée, la baisse du résultat d'exploitation résulte essentiellement :

- du « déstockage » correspondant à des projets de développement abandonnés par le Groupe au cours de l'exercice présenté ci-dessus,
- de la progression des charges de personnel pour leur part ne faisant pas l'objet d'un rattachement à des projets spécifiques,
- de la forte progression des frais généraux de la société présentés au paragraphe (ix) Autres charges d'exploitation,

que ne compense que partiellement la progression de la production vendue au cours de l'exercice.

Résultat financier

Au 30 juin 2005, le résultat financier s'élevait à – 106 K€ contre –229 K€ au 30 juin 2004.

Cette variation résulte principalement de deux facteurs : d'une part une hausse des produits financiers générés par le placement des fonds reçus lors des différentes augmentations de capital et d'autre part une légère baisse des charges financières. Ces charges financières sont principalement constituées par les intérêts d'emprunts qui sont passés de 225 K€ pour l'exercice clos au 30 juin 2004 à 198 K€ pour l'exercice clos au 30 juin 2005. Cette baisse des intérêts d'emprunts s'explique par la structure des annuités constantes de remboursement restantes pour les centrales SAPE et SAEE dont la partie intérêts d'emprunts décroît au fil des années.

Résultat exceptionnel

Au 30 juin 2005, le résultat exceptionnel s'élevait à 174 K€ contre 39 K€ au 30 juin 2004.

La situation au 30 juin 2005 du résultat exceptionnel ne résulte pas d'un facteur principal ou d'un événement marquant particulier.

Impôts sur les sociétés

Au 30 juin 2004, la Société avait payé un impôt sur les sociétés d'un montant de 23 K€, tandis qu'au 30 juin 2005, elle bénéficie d'une économie d'impôt de 746 K€, qui résulte de la constatation d'un impôt différé actif provenant de la neutralisation des marges internes, marges non significatives au 30 juin 2004.

Résultat net part du Groupe

Au 30 juin 2005, le résultat net part du Groupe s'élevait à 56 K€ contre 42 K€ au 30 juin 2004.

Par ailleurs, la variation des amortissements des écarts d'acquisitions (479 K€ au 30 juin 2005 contre 472 K€ au 30 juin 2004) et des intérêts minoritaires (1 K€ au 30 juin 2005 contre 8 K€ au 30 juin 2004) est globalement sans impact.

9.2. Examen comparé des exercices clos aux 30 juin 2004 et 30 juin 2003 en normes françaises

Les développements ci-après présentent les principaux agrégats des comptes consolidés aux 30 juin 2003 et 30 juin 2004 en normes françaises.

	30 juin 2004 (en K€)	30 juin 2003 (en K€)
Produits d'exploitation	2.921	1.294
Production vendue	1.630	1.058
Production stockée	963	-
Production immobilisée	312	231
Transfert de charges	10	-
Autres produits	6	5
Charges d'exploitation	2.186	1.779
Résultat d'exploitation	735	- 485
Résultat financier	- 229	- 196
Résultat exceptionnel	39	323
Impôts sur les sociétés	23	23
Résultat net part du Groupe	42	- 855

Produits d'exploitation

(i) Production stockée

La production stockée s'élève au 30 juin 2004 à 963 K€ contre une production stockée inexistante au 30 juin 2003. Cette variation résulte des opérations de développement des premiers projets éoliens. Jusqu'au 30 juin 2003, quel que soit le degré d'avancement des projets, le Groupe comptabilisait les projets en production immobilisée. A partir du 1^{er} juillet 2003, le Groupe a changé sa méthode de comptabilisation en enregistrant en production stockée les charges de développement des projets jusqu'à la création des sociétés support de programme, comme indiqué précédemment au paragraphe 9.1. « Examen comparé des exercices clos au 30 juin 2005 et 30 juin 2004 en normes françaises » du Prospectus.

(ii) Production immobilisée

Pour l'exercice clos au 30 juin 2004, la production immobilisée corporelle s'élevait à 312 K€ contre 231 K€ pour l'exercice clos au 30 juin 2003. Cette progression est consécutive à la création de la société de support de programme Assérac.

(iii) Production vendue

La production vendue s'élevait au 30 juin 2004 à 1.630 K€ contre 1.058 K€ au 30 juin 2003, soit une augmentation de 54 %. Au 30 juin 2004, la production vendue se répartissait de la façon suivante :

- Ventes électricité SAPE-SAEE : 1.361 K€,
- Ventes environnement : 263 K€,
- Autres ventes : 6 K€.

Les ventes électricité SAPE et SAEE s'élevaient au 30 juin 2004 à 1.361 K€ contre 1.045 K€ au 30 juin 2003. Cette augmentation de 30 % est essentiellement liée à la production exceptionnelle d'électricité durant les mois d'été pendant la période de canicule de 2003.

Les ventes environnement s'élevaient au 30 juin 2004 à 263 K€ contre 0 K€ au 30 juin 2003. Cette progression est essentiellement liée au lancement du projet Beaucaire.

(iv) Transfert de charge

Au 30 juin 2004, ils s'élevaient à 10 K€. Il n'y en avait aucun au 30 juin 2003.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

	30 juin 2004 (en K€)	30 juin 2003 (en K€)
Charges de personnel	525	625
Charges liées à la construction des projets	-	-
Etudes, prestations et recherches	758	74
Frais d'augmentation de capital	-	-
Autres charges d'exploitation	903	1.080

Les charges d'exploitation ont progressé de 1.779 K€ au 30 juin 2004 à 2.186 K€ au 30 juin 2005. Cette progression de 22.9 % tient essentiellement à la forte croissance des charges d'études, prestations et recherches qui passent de 74 K€ au 30 juin 2003 à 758 K€ au 30 juin 2004, une progression liée principalement à l'amorçage du développement des premiers projets éoliens.

Résultat d'exploitation

Au 30 juin 2004, le résultat d'exploitation s'élevait à 735 K€ contre - 485 K€ au 30 juin 2003.

Cette progression du résultat d'exploitation tient essentiellement à la progression des ventes électricité sur l'exercice et au transfert en production stockée d'une part importante des charges d'exploitation de l'exercice liées au développement des premiers projets éoliens.

Résultat financier

Au 30 juin 2004, le résultat financier s'élevait à -229 K€ contre -196 K€ au 30 juin 2003.

En l'absence de produits financiers, la dégradation du résultat financier s'explique par la hausse des charges financières (en particulier la majoration des charges de l'emprunt Enténial liée au retard de règlement de certaines échéances).

Résultat exceptionnel

Au 30 juin 2004, le résultat exceptionnel s'élevait à 39 K€ contre 323 K€ au 30 juin 2003.

Le résultat exceptionnel de 2003 a été favorablement impacté par une reprise de provisions pour grosses réparations, consécutive au constat a posteriori d'un nombre d'heures de fonctionnement des centrales dispatchables ne justifiant pas le maintien de ces provisions.

Impôts sur les sociétés

Au 30 juin 2004, la Société a payé un impôt sur les bénéfices d'un montant de 23 K€. Au 30 juin 2003, la Société avait payé un impôt sur les sociétés d'un montant identique.

Résultat net part du Groupe

Au 30 juin 2004, le résultat net part du Groupe s'élevait à 42 K€ contre - 855 K€ au 30 juin 2003.

9.3. Examen comparé des comptes intermédiaires au 31 décembre 2004 et 31 décembre 2005

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des comptes intermédiaires portant sur le semestre clos le 31 décembre 2005 s'est élevé à 2 214 K€ contre 1 261 K€ pour la période comptable intermédiaire finissant le 31 décembre 2004. Cette progression de 76% est principalement due aux éléments suivants :

- Facturations réalisées par A+O (créée en novembre 2004) pour la construction d'unités environnementales (Communes de Cabriès, Vignerons du Gerland,...) d'un montant de 1 182 K€ au deuxième semestre 2005, contre 633 K€ au deuxième semestre 2004, correspondant au marché de construction de l'usine de traitement des déchets de Beaucaire
- Mise en service le 2 novembre 2005 de l'usines de traitement des déchets de Beaucaire, qui a permis de générer, au deuxième semestre 2005, un chiffre d'affaires de 348 K€
- Augmentation de 40 K€ de la facturation des centrales thermiques SAEE et SAPE au deuxième semestre 2005 par rapport à la période comparable en 2004

Achats et variations de stocks

La progression de ce poste, de 0 K€ au deuxième semestre 2004 à 867 K€ au deuxième semestre 2005, s'explique principalement par les variations de stocks suivantes :

- Projets en prospection de la société A+O : 30 K€
- Projets éoliens de la société VENTURA : 586 K€
- Projets éoliens de THEOLIA : 245 K€

Les coûts de développement (charges externes telles que honoraires techniques, frais d'études, frais d'acte ; charges de personnel...) directement imputables à chaque projet éolien des sociétés VENTURA et THEOLIA développés pour le compte du groupe sont transférés en stocks avant leur comptabilisation en immobilisations corporelles une fois la société support de programme correspondante constituée. En ce qui concerne A+O, les frais de prospection liés à la recherche de nouveaux projets sont stockés avant d'être déstockés une fois le projet concerné vendu ou abandonné.

Charges externes

Au deuxième semestre 2005, les charges externes s'élevaient à 2 900 K€ contre 650 K€ au deuxième semestre 2004.

Cette hausse s'explique essentiellement par :

- 1) l'augmentation des frais de structure, consécutive au changement de dimension du groupe par croissance externe principalement (acquisition de Ventura le 17 mai 2005). Ceux-ci se sont ainsi élevés à 1 444 K€ au deuxième semestre 2005 contre 308 K€ au deuxième semestre 2004 (hausse des honoraires versés à des tiers, honoraires techniques, frais d'étude, frais d'acte, des frais de déplacement, ...)
- 2) la progression des dépenses liées aux activités des sociétés A+O et ECOVAL 30, respectivement de 1 056 K€ et 342 K€ au deuxième semestre 2005, et au deuxième semestre 2004.
- 3) des frais de 400 K€ liés aux obligations de service assumées par l'usine de Beaucaire au travers d'un contrat de sous-traitance pour le traitement de certains déchets.

Charges de personnel

Les charges de personnel sont passées de 203 K€ au deuxième semestre 2004 à 1 456 K€ au deuxième semestre 2005.

Le développement rapide du Groupe a entraîné l'accroissement de l'effectif et a nécessité le recrutement de collaborateurs-clés, avec en corollaire une hausse sensible des charges de personnel (sociétés THEOLIA et VENTURA) non directement imputables aux projets en développement. Au deuxième semestre 2005, ces charges se sont élevées à 1 153 K€ contre 50 K€ au deuxième semestre 2004.

Ces charges de personnel ont également été affectées par des charges liées à l'attribution de BSA à certains personnels du Groupe (hors membres du conseil de surveillance) : 81 K€ au deuxième semestre 2005 contre 153 K€ au deuxième semestre 2004.

Les frais de personnel de la société A+O engagés pour la réalisation d'unités environnementales pour compte de tiers (Communes de Cabriès, Vignerons du Gerland) ainsi que ceux liés à l'exploitation par la société ECOVAL 30 de l'usine de Beaucaire se sont élevés à respectivement 83 K€ et 88 K€, soit un total de 171 K€ au deuxième semestre 2005, contre 0 K€ au deuxième semestre 2004.

Les frais de personnel directement imputables au développement ou à la prospection de projets et faisant donc l'objet d'un transfert en stocks se montent à 11 K€ (société A+O) et 40 K€ (société VENTURA), soit un total de 51 K€ au deuxième semestre 2005.

Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation se montent à 2 039 K€ au deuxième semestre 2005 contre 0 K€ au deuxième semestre 2004.

Ce poste est principalement composé d'une charge de 2 048 K€ correspondant aux BSA octroyés aux membres du Conseil de Surveillance de la société THEOLIA (application de la norme IFRS 2 sur la juste valeur des avantages octroyés au personnel et assimilé de la société).

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant intermédiaire au deuxième semestre 2005 est donc nettement marqué par l'engagement de charges liées au renforcement de la structure et du management de THEOLIA afin de soutenir le développement rapide du portefeuille de projets du groupe. Il s'établit ainsi à - 3 568 K€ au deuxième semestre 2005 contre 247 K€ au deuxième semestre 2004.

Autres produits et charges opérationnels

Ce poste se monte à - 273 K€ au deuxième semestre 2005 contre 43 K€ au deuxième semestre 2004.

Résultat opérationnel

Après prise en compte des « autres produits et charges opérationnel », au deuxième semestre 2005, le résultat opérationnel s'élevait à - 3 841 K€ contre 273 K€ au deuxième semestre 2004.

Coût de l'endettement financier net

Au deuxième semestre 2005 le groupe affiche un résultat financier positif de 127 K€ contre -133 K€ au deuxième semestre 2004, soit une variation de 260 K€ essentiellement due à :

- l'augmentation des produits de trésorerie liés à la gestion en 2005 d'un portefeuille de valeurs mobilières de placement : + 140 K€ ;

- la diminution des intérêts des emprunts liés au financement des centrales dispatchables SAPE et SAEE : + 120 K€.

Charge d'impôt

Au deuxième semestre 2005, le groupe a enregistré un produit d'impôt différé issu des retraitements de consolidation de 111 K€, contre une charge d'impôt de -25 K€ au deuxième semestre 2004.

Résultat net

Le résultat net au deuxième semestre 2005 se monte à - 3 062 K€ contre 197 K€ au deuxième semestre 2004.

9.4. Facteurs de nature gouvernementale pouvant influencer sensiblement les opérations du Groupe THEOLIA

Voir paragraphe 6.2.2 – « Un environnement politique et réglementaire favorable » du Prospectus.

10 TRESORERIE ET CAPITAUX

10.1. Flux de Trésorerie

	30 juin 2005 (en K€)	30 juin 2004 (en K€)	30 juin 2003 (en K€)
Flux de trésorerie liés à l'activité	-7.467	222	183
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-13.686	-92	-279
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	40.286	-136	255
Variation de trésorerie	19.133	-6	159
Trésorerie d'ouverture	162	167	9
Trésorerie de clôture	19.295	162	167

(i) Flux de trésorerie liés à l'activité

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont ressortis à -7.467 K€ au 30 juin 2005 contre 222 K€ au 30 juin 2004 et 183 K€ au 30 juin 2003.

Ils se composent de la Marge Brute d'Autofinancement des entreprises intégrées ainsi que de la Variation du Besoin en Fond de Roulement :

	30 juin 2005 (en K€)	30 juin 2004 (en K€)	30 juin 2003 (en K€)
+ Marge Brute d'Autofinancement des entreprises intégrées (« MBA »)	-126	286	-428
- Variation du Besoin en Fond de Roulement (« BFR »)	7.341	64	-611
= Flux de trésorerie liés à l'activité	-7.467	222	183

- Marge Brute d'Autofinancement :

Entre 2003 et 2004, la MBA s'est sensiblement améliorée (de -428 K€ à 286 K€) grâce à la nette progression du résultat net avant amortissement de l'écart d'acquisition (de -381 K€ à 521 K€).

Entre 2004 et 2005, elle s'est dégradée à -126K€, malgré un résultat net avant écart d'acquisition stable (536 K€ contre 521 K€) et des amortissements et provisions en hausse de -310 K€ (reprise de

provisions pour grosses réparations en 2004) à 358 K€, principalement à cause d'une variation des impôts différés de -1.020 K€. En effet l'annulation des marges internes, fiscalisées dans les filiales, entraîne au niveau consolidé la constatation d'un produit d'impôt égal à 33 % de la marge annulée, soit 1.522 K€. Cette variation positive est compensée pour 502 K€ par la constatation en charges de l'impôt différé de Ventura activé à l'acquisition et qui disparaît du fait que Ventura présente à la clôture un résultat positif supérieur à ses pertes antérieures cumulées.

- Variation du Besoin en Fond de Roulement :

Entre 2003 et 2004, la variation de BFR est passée de -611 K€ à 64 K€.

Au 30 juin 2005, elle s'est élevée à 7 341 K€. Cette variation provient essentiellement du mécanisme de reprise du compte courant d'actionnaire de Ventura lors de son acquisition par THEOLIA. En effet, dans le cadre de cette acquisition, la cession du compte courant de l'ancien actionnaire majoritaire (Plambeck) a été faite au profit de THEOLIA pour un montant de 6.955 K€ payé à hauteur de 6.0 millions d'euros en titres (émission de 1 million d'actions), le solde ayant été payé en cash. La reprise de ce compte courant a été enregistrée comptablement comme une hausse de l'actif circulant financée pour l'essentiel par une augmentation de capital et pour le solde par un paiement en cash. La variation du BFR trouve donc sa compensation dans les flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

(ii) Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

Lors des exercices clos au 30 juin 2003 et au 30 juin 2004, le Groupe n'avait pas procédé à des investissements significatifs, les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement s'élevant respectivement à 279 K€ et 92 K€. Au cours de ces deux exercices, ces investissements ont porté principalement sur les immobilisations en cours. Au 30 juin 2004 les cessions d'immobilisations, non significatives au 30 juin 2003, ont représenté 250 K€, il s'agit des 50 % des titres Sodetrex revendus à des investisseurs privés.

Au cours de l'exercice clos au 30 juin 2005 les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement sont montés en puissance, à 13.687 K€. En effet, le Groupe a changé de physionomie au cours de l'exercice :

- d'une part par l'acquisition des sociétés suivantes ayant eu un impact en trésorerie négatif de 3.401 K€ (montant décaissé de 5.347 K€ diminué de 1.946 K€ de liquidités) :
 - Ventura ;
 - Centrale éolienne de Fond de Fresnes ;
 - Centrale éolienne de Séglien ;
 - Sodetrex (acquisition 90 % non encore détenus) ; et
- d'autre part par des investissements en immobilisations (représentant 10.285 K€) essentiellement composés d'immobilisations corporelles en cours pour 7.325 K€ (construction de l'usine de Beaucaire, pour 4.311 K€, démarrage CEFF pour 1.714 K€, démarrage Séglien pour 1.300 K€) et d'immobilisations incorporelles en cours pour 2.614 K€ (projets en développement). Le solde étant composé du coût d'acquisition de logiciels, de matériels, etc...

(iii) Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement sont passés de -136 K€ sur l'exercice 2004 à 40.286 K€ sur l'exercice 2005. Cette progression tient essentiellement aux importantes levées de fonds réalisées au cours de l'exercice 2005 pour soutenir le développement rapide de la société :

- sur l'exercice 2004 la société n'avait procédé à aucune levée de fonds ;
 - sur l'exercice 2005 la société a levé 37.395 K€ correspondant aux produits nets issus de la Levée de Fonds Propres d'Août 2004 (voir paragraphe 5.1.6 – « Historique » du Prospectus) ainsi qu'à ceux issus des augmentations de capital relatives à l'acquisition de Ventura (1 millions d'actions remises à Plambeck pour reprise du compte courant et 100.000 actions souscrites par les minoritaires de Ventura à la suite du rachat de leurs parts) ; et

- 3.940 K€ de tirages sur les emprunts bancaires destinés à financer la construction de l'usine de traitement de déchets de Beaucaire.

Les remboursements d'emprunts bancaires ont sensiblement varié entre les deux exercices, passant de: 136 K€ pour 2004 à 1.050 K€ en 2005. Les échéances en retard de règlement sur l'exercice précédent suite à un litige avec Entenial ont été régularisées sur l'exercice 2005.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement sont restés globalement stables entre l'exercice 2004 et l'exercice 2003 :

- sur l'exercice 2003 THEOLIA avait levé 656 K€ de capital lors de son inscription au Marché Libre et procédé au remboursement de 401 K€ d'emprunts bancaires ; et
- sur l'exercice 2004 la société n'avait procédé à aucune levée de fonds et remboursé 136 K€ d'emprunts bancaires.

10.2. Emprunts

Dans le cadre de son développement, la Société est régulièrement amenée à contracter des emprunts afin de financer et de mener à bien ses projets. Leur montant global est amené à croître fortement en parallèle du développement rapide de la Société.

Au 30 juin 2005, la Société a comptabilisé dans son bilan consolidé 3 groupes d'emprunts :

- deux emprunts obligataires convertibles, dont un emprunt de 1,6 million d'euros contracté par Sodetrex pour ECOVAL ;
- deux emprunts contractés par ECOVAL 30 pour la construction de l'unité de traitement de déchets de Beaucaire ; et
- trois emprunts contractés chez Entenial pour financer les centrales dispatchables.

10.2.1 Evolution de l'endettement financier au cours des trois dernières années

	30 juin 2005 (en K€)	30 juin 2004 (en K€)	30 juin 2003 (en K€)
Emprunts obligataires THEOLIA	162	274	253
Emprunts obligataires Sodetrex	1.616	-	-
Emprunts ECOVAL 30 en cours	3.940	-	-
Emprunts ECOVAL 30 non tiré	4.060		
Emprunt Entenial	2.342	3.282	3.273
Emprunt KBL	-	280	270
Emprunt véhicule	8	-	-
Concours bancaires	2	5	5
TOTAL	12.131	3.841	3.801

L'endettement financier, qui est resté stable entre 2003 et 2004 à environ 3,8 millions d'euros, a fortement augmenté en 2005, essentiellement dû au financement de 8,0 millions d'euros obtenu pour l'unité de traitement de déchets de Beaucaire.

Les autres postes impactant l'endettement financier sont :

- la souscription d'un emprunt obligataire par Sodetrex (voir paragraphe 20.1.1.4 – « Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice au 30 juin 2005 » du Prospectus) ;
- le règlement de litiges avec Entenial et KBL (voir paragraphe 20.8.1 – « Litiges résolus impactant l'exercice 2004-2005 » du Prospectus).

10.2.2 Echancier de l'endettement financier au 30 juin 2005

	TOTAL	A - d'1 an	A+ d'1 an et - de 5 ans	A + de 5 ans
Emprunts obligataires	1.763	11	1.751	-
Emprunts ECOVAL 30	8.000	204	2.441	5.355
Emprunt Entenial	2.341	457	1.884	-
Emprunt CT et intérêts courus	26	10	16	-
TOTAL	12.131	682	6.093	5.355

En ce qui concerne les termes et conditions des emprunts contractés, voir paragraphes 4.4.4 – « Risque de liquidité » et 20.1.1.4 – « Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice au 30 juin 2005 » du Prospectus.

10.2.3 Endettement financier net

Le tableau ci-dessous présente l'endettement financier net de la Société aux 30 juin 2003, 2004 et 2005.

	30 juin 2005 (en K€)	30 juin 2004 (en K€)	30 juin 2003 (en K€)
Endettement financier	12.131	3.841	3.801
Q/P de l'emprunt ECOVAL non tiré	4.060	-	-
Trésorerie	19.295	167	172
dont disponibilités	4.907	167	172
dont VMP	14.388	-	-
Endettement financier Nette	-11.224	3 674	3 629

10.2.4 Politique de financement

10.2.4.1 Relations entre la société et des institutions bancaires visant à financer les projets en développement

Le 3 juin 2005, la Société a signé avec une banque un pré-accord concernant le financement de 6 fermes éoliennes (57 MW) représentant un engagement en dette senior de 66 millions d'euros. La confirmation de ce pré-accord est conditionnée à une série de due-dilligences (techniques, juridiques, assurances).

10.2.4.2 Utilisation d'instruments financiers aux fins de couverture

Voir paragraphe 4.4.4 – « Risque de liquidité » du Prospectus.

10.3. Capitaux Propres

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des capitaux propres du Groupe au cours des trois derniers exercices :

	30 juin 2005 (en K€)	30 juin 2004 (en K€)	30 juin 2003 (en K€)
Augmentation de capital	7.932	-	1.182
Prime d'émission sur augmentation de capital	24.215	-	-
Prime d'apport en nature	914	-	-
Imputation de la prime d'émission des frais d'augmentation de capital	-3.029	-	-526
Résultat consolidé de l'exercice (PDG)	56	42	-855
Sorties du Groupe ¹³	-	-	260
Bons de souscription d'actions	1	1	-
Incidence des variations de changement de méthode de consolidation	627	-	-
Amortissement des écarts d'acquisition des titres CS2M	-	-	-122
Dividendes à verser aux actionnaires	-	-1	4
Variation des Capitaux Propres	30.716	42	-56
Capitaux propres d'ouverture	827	785	841
Capitaux Propres de clôture	31.543	827	785

Les capitaux propres à la clôture des exercices 2003, 2004 et 2005 sont présentés aux paragraphes 20.1.1.4 « Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice clos au 30 juin 2005 », 20.1.2.4 « Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice clos au 30 juin 2004 » et 20.1.3.4 « Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice clos au 30 juin 2003 » du Prospectus.

11 RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

THEOLIA a immobilisé de la R & D dans le cadre de ses activités environnementales. Depuis leur cession, il n'y a plus à proprement parler de R & D au sein de THEOLIA. Une cellule de veille est en œuvre.

Depuis l'acquisition de Naturem, THEOLIA est propriétaire de trois brevets dans le domaine du traitement biochimique des déchets solides et dans le traitement des boues chimiques. Cette structure est en cours de cession.

¹³ Correspondant aux sociétés PMB Entreprise et PVCC, cédées respectivement les 20 novembre 2002 et 26 juin 2003.

12 INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

Depuis la clôture de l'exercice le 30 juin 2005 et jusqu'à la date du Prospectus, les principaux événements susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de la Société sont les suivants :

Avant le 31 décembre 2005

Eolien

THEOLIA a signé le 25 novembre 2005 une lettre d'intention avec le développeur allemand Prowind en vue d'acquérir trois nouvelles centrales éoliennes en Allemagne, sous réserve des audits d'usage. Ces trois centrales de production d'électricité totalisent une puissance de 28,5 MW : l'unité de Ladbergen, d'une puissance de 6 MW, est en service depuis octobre 2005, l'unité de Saerbeck, d'une puissance de 8 MW, l'unité de Sendenhorst d'une puissance de 14,5 MW.

Environnement

L'unité de traitement des déchets de Beaucaire a débuté son activité le 2 novembre 2005 dans le cadre d'une délégation de service public consentie par le Syndicat Mixte Sud Rhône Environnement à la société ECOVAL 30. Cette délégation de services publics a été signée le 5 juin 2001 et se décompose en un bail emphytéotique et une convention d'exploitation. Ces deux actes sont indissociables l'un de l'autre et ont été conclus pour une durée de 18 ans à compter de la réception après achèvement des ouvrages à édifier dans le cadre dudit bail emphytéotique. La capacité maximale du site de Beaucaire est de 70.000 tonnes de déchets par an.

Après le 31 décembre 2005

France :

La centrale Eolienne de Fonds de Fresnes, d'une capacité de 10MW, a été raccordée au poste source EDF en février 2006. Dès lors, le délai de mise en service industrielle a débuté et finira courant du deuxième trimestre. Durant cette période, une facturation à taux réduit (environ 2,5 cts d'€/KW) a été adressée à EDF dès le mois d'avril. La facturation normale correspondant au tarif négocié sera adressée mensuellement. La réception définitive entraînant le transfert de propriété, est intervenue lors du deuxième trimestre 2006.

CEPU (12 MW) a été vendue clé en mains à des tiers en mai 2006.

Enfin, depuis le début de l'année, deux permis de construire pour une puissance totale de 54 MW, ont été obtenus (CERON – CEGC). Ils ne sont pas purgés de tous recours.

Ces différentes opérations portent le potentiel éolien immédiatement réalisable¹⁴ en France à 53 MW.

Internationalisation

Allemagne :

Le 16 janvier 2006, THEOLIA a signé le contrat d'acquisition des trois centrales de Ladbergen (6 MW), de Saerbeck (8 MW) et celle de Sendenhorst (14,5 MW).

THEOLIA est également depuis mars 2006 en négociation pour l'extension de Laedbergen (1,5 MW) et de Saerbeck (2 MW) et pour l'acquisition des centrales éoliennes de Werbig (6 MW) et de Halsdorf (10 MW).

L'ensemble de ces sites représente un potentiel éolien immédiatement réalisable de 48 MW.

¹⁴ Le potentiel immédiatement réalisable correspond aux permis purgés de tous recours, auxquels s'ajoute l'intégralité des opérations en construction.

Espagne :

THEOLIA SA a signé pour le compte de sa filiale THEOLIA IBERICA, deux lettres d'intention en vue d'acquérir en éolien 58 MW à Almeria et sur un second projet de 24 à 36 MW. La première lettre d'intention porte sur l'acquisition de trois projets d'une puissance totale de 58 MW. Les permis de construire de ces trois projets sont devenus définitifs et les consultations pour la construction ont commencé dès la signature de l'acte authentique en mai 2006.

Le potentiel immédiatement réalisable en Espagne est donc de 58 MW.

Le total éolien immédiatement réalisable par THEOLIA en Europe est donc supérieur à 200 MW.

Belgique :

Lors de l'assemblée générale du 24 février 2006, ENERGO a procédé à une augmentation de capital essentiellement réservée à THEOLIA qui y a souscrit à hauteur de 1.983.450 euros. Le capital a été augmenté de 1 680 900€ à 3 858 950€ et l'assemblée a également décidé de changer le nom ENERGO en THEOLIA BENELUX.

Le capital de THEOLIA BENELUX est désormais détenu de la manière suivante :

- THEOLIA SA (France) : 56.67%
- Anciens actionnaires de ENERGO : 37.77%
- AEK : 5.56%

De nouveaux projets sont en cours de négociation dans le domaine de la biomasse et de la cogénération.

Une lettre d'intention a été signée pour 3 différents projets :

Croatie

THEOLIA et ORCO, cotée sur l'Eurolist B d'Euronext Paris, ont décidé de constituer une filiale commune à Prague en vue de construire des centrales produisant de l'électricité à partir des énergies renouvelables en Europe Centrale. Cette stratégie est la conséquence de la complémentarité des deux groupes.

Canada

THEOLIA étudie la possibilité de produire de l'électricité au Canada à partir des énergies renouvelables, sa priorité étant d'approfondir le potentiel que représente l'hydraulique dans le Pays. Différents contacts sont en cours.

Environnement

Filialisation de l'activité environnementale :

En vue de concentrer ses potentiels humain et financier sur la production d'électricité à partir des énergies renouvelables et de donner au Groupe une dimension européenne, THEOLIA a décidé de filialiser son activité environnementale en l'apportant au Groupe Suisse GRANIT SA, ainsi qu'il a été indiqué dans le prospectus visé par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 06-029 en date du 31 janvier 2006.

Après 14 mois de négociation, THEOLIA a décidé d'apporter au Groupe Granit son activité environnementale (composée des sociétés SODETREX, ECOVAL 30 et A+O) de tri-compostage des déchets ménagers (unité de Beaucaire disposant d'une capacité de traitement de 70.000 tonnes annuelles) et de conception-réalisation d'unités de traitement des eaux résiduaires urbaines et industrielles.

Préalablement à la réalisation de cet apport, les deux groupes avaient choisi le cabinet d'audit européen MAZARS pour évaluer les deux structures. MAZARS, dans son rapport du 20 décembre 2005 a évalué :

- le Groupe GRANIT à une valeur de marché de 16,835 M€,
- la partie environnementale apportée par THEOLIA à GRANIT à une valeur de marché de 18,854 M€.

Sur les bases de ce rapport et à l'issue des négociations, THEOLIA a, le 28 février 2006 :

- Apporté son activité environnement au Groupe GRANIT pour un montant de 18,854 M€ (contrat d'apport en nature en date du 28 février 2006).
- Participé à une augmentation de capital de GRANIT SA par compensation de créance et grâce à un apport en numéraire d'environ de 3 M€. THEOLIA souhaite en effet, comme mentionné dans le prospectus d'augmentation de capital visé par l'AMF, garder le contrôle de GRANIT dans un premier temps, afin de maîtriser le processus des consolidations à court terme.

Depuis le 28 février 2006, THEOLIA détient 60% du capital de GRANIT SA qui est désormais de 28.050.000 Francs Suisses. Le Conseil d'administration de GRANIT SA est composé de quatre personnes choisies par THEOLIA et de trois personnes choisies par les actionnaires historiques de GRANIT SA.

Enfin, le cadre réglementaire des activités environnementales est susceptible de changer prochainement. En effet, dans son discours de clôture des Assises des déchets de la Baule du 21 septembre 2005, Nelly OLIN, Ministre de l'Ecologie et du développement durable, a annoncé que le Gouvernement avait décidé d'augmenter de 50 % le tarif de rachat de l'électricité produite à partir du biogaz de décharge ou de méthanisation pour favoriser la méthanisation.

Le Conseil d'Administration de THEOLIA SA a autorisé, en date du 8 Mai 2006, la cession de NATUREM ENVIRONNEMENT SAS à la Société GRANIT (Suisse) pour un montant net de 2,5 millions d'euros ainsi que le rachat de son compte courant de 500 k€.

Synthèse des tendances de nature à avoir une incidence sur les comptes

Type d'opération	Date de signature de la lettre d'intention	Date de signature du contrat	Date prévisionnelle de transfert de propriété	Date prévisionnelle du début d'exploitation
EN FRANCE				
Proposition d'acquérir les droits d'une centrale éolienne de 30 MW	5 mai 2006	1 ^{er} août 2006	1 ^{er} août 2006	Septembre 2007
Proposition d'acquérir 7,5 MW en éolien et 7,5 MW en hydraulique	8 mai 2006			
Cession du pôle environnement à Granit		28 février 2006	28 février 2006	
Cession de Naturem Environnement		Mai 2006	Mai 2006	

EN ALLEMAGNE				
Proposition d'acquérir les droits d'une centrale éolienne de 6 MW	Novembre 2005	Janvier 2006	Juin 2006	En exploitation

Ladbergen				
Proposition d'acquérir les droits d'une centrale éolienne de 8 MW Saerbeck	Novembre 2005	Janvier 2006	Septembre 2006	Juin 2006
Proposition d'acquérir les droits d'une centrale éolienne de 14,5 MW Sedenhorst	Novembre 2005	Janvier 2006	Octobre 2006	Juillet 2006
Extension de 1,5 MW de la centrale éolienne de Ladbergen	Février 2006	Juin 2006	Décembre 2006	Décembre 2006
Extension de 2 MW de la centrale éolienne de Saerbeck	Février 2006	Juin 2006	Décembre 2006	Décembre 2006
Acquisition des droits d'une centrale éolienne de 6 MW - Werbig		Mars 2006	Décembre 2006	Décembre 2006
Acquisition des droits d'une centrale éolienne de 10 MW - Halsdorf	06 Mars 2006	Mai 2006	Juin 2006	En exploitation

ESPAGNE				
Acquisition des droits d'une centrale éolienne de 58 MW - Almería	14 Avril 2006	Mai 2006	Juin 2006	Q4 2007
Développement d'une centrale éolienne de 24 à 36 MW	28 Mars 2006	Mai 2006	Mai 2006	Q4 2007
Développement de 40 unités solaires de production d'électricité (Iles Canaries)				Q4 2007

HONGRIE				
Acquisition des droits d'une centrale éolienne de 25 MW	5 mai 2006	Juillet 2006	Q4 2006	2008

13 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE

13.1. Informations prévisionnelles, objectifs et perspectives

Dans son prospectus relatif à l'inscription de THEOLIA sur le Marché Libre en 2002, la Société avait annoncé qu'au 30 juin 2005, son produit d'exploitation serait de 19.551 K€, son résultat d'exploitation serait de 7.183 K€ et son résultat net après impôt serait de 2.868 K€.

L'exercice clos au 30 juin 2005 a fait ressortir des produit d'exploitation de 13.637 K€, un résultat d'exploitation de -278 K€ et un résultat net part du Groupe de 56 K€.

Le plan d'affaires en 2002 reposait sur l'acquisition de projets éoliens financés par un appel public à l'épargne ou un placement privé d'environ 6,5 millions d'euros au cours de l'exercice 2002/2003. Cette opération de financement n'a pu intervenir qu'au cours de l'exercice 2004/2005, ce qui a entraîné un décalage de 2 ans dans la réalisation des projets.

Depuis que Jean Marie SANTANDER a pris le contrôle de la société en juin 2004, THEOLIA a procédé au cours de l'exercice 2004/2005 à un financement de 33,6 millions d'euros dans le cadre de la levée de fonds (voir paragraphe 5.1.6 – « Historique » du Prospectus), a levé 25 millions d'euros dans le cadre d'une augmentation de capital en février 2006 et a procédé à un placement privé de 30 millions d'euros en avril 2006. Ces différentes augmentations de capital, qui représentent un total de 88,6 millions d'euros, n'étaient pas prévus dans le plan d'affaires initial et devraient favoriser une croissance plus rapide que celle envisagée en 2002.

13.2. Comptes prévisionnels simplifiés

THEOLIA dispose à ce jour d'une faible activité opérationnelle au regard de son plan de développement. En conséquence et afin d'offrir une meilleure visibilité aux investisseurs, le Groupe présente ci-après des comptes prévisionnels simplifiés sur trois ans ainsi que les hypothèses qui les sous-tendent.

Les comptes prévisionnels simplifiés ci-après sont fondés sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par THEOLIA à la date du Prospectus. Ils sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire et climatique. En outre, la matérialisation de certains risques décrits au chapitre 4 « Facteurs de risques » du Prospectus aurait un impact sur les activités du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs et prévisions. Par ailleurs, la réalisation des objectifs et prévisions suppose la mise en œuvre avec succès de la stratégie présentée au paragraphe 6.3 du Prospectus. THEOLIA est une société en forte croissance dont le développement et la stratégie sont susceptibles de reposer en partie sur des opérations de croissance externe non identifiées à la date du Prospectus. La réalisation de telles opérations serait susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes prévisionnels ci-dessous.

THEOLIA ne prend donc aucun engagement, ni ne donne aucune garantie sur la réalisation des objectifs et prévisions figurant au présent chapitre « Prévisions et estimations de bénéfice » et ne s'engage pas à publier ou communiquer d'éventuels rectificatifs ou mises à jour de ces éléments.

Le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes prévisionnels figure au paragraphe 13.3 du Prospectus.

Contexte

Les comptes prévisionnels simplifiés sont présentés sous forme de comptes de résultat et bilans synthétiques.

Il est rappelé que, jusqu'au 30 juin 2005, la société THEOLIA clôturait ses exercices sociaux au 30 juin de chaque année. Désormais, l'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, l'exercice en cours commencé le 1^{er} juillet 2005 se terminera le 31 décembre 2006. Les comptes prévisionnels simplifiés couvrent donc les périodes du 1^{er} juillet 2005 au 31 décembre 2006 (exercice en cours) ainsi que les années civiles 2007 et 2008.

Ils ont été établis aux normes IFRS.

Périmètre des activités

Les comptes prévisionnels simplifiés ont été élaborés à partir des activités relevant de la production d'électricité et de la construction de fermes éoliennes clé en mains.

Les éléments prévisionnels ci-après prennent en compte la production des centrales dispatchables et de cogénération. Ils ne tiennent pas compte des activités liées à l'environnement en cours de cession, ni des segments de marché prospectifs tels que la biomasse ou le solaire.

Plan de développement

Ce plan de développement a été construit sur la base du portefeuille de fermes éoliennes actuellement en cours de construction, en développement ou pouvant faire l'objet d'acquisition, à partir d'une analyse prudente du marché.

Le détail du plan d'affaires retenu est le suivant :

En MW	2006	2007	2008
Exploitation de fermes éoliennes <i>Dont mises en service au cours de l'exercice</i>	87 87	237 150	387 150
Exploitation centrales dispatchables et de cogénération <i>Dont mises en service au cours de l'exercice</i>	18 4	18 0	18 0
Ventes de centrales éoliennes clés en mains à des tiers	21	50	50
Total MW en exploitation à la clôture de l'exercice	105	255	405

Le détail de la répartition des ce plan d'affaires est le suivant:

En MW	2006	2007	2008
Ventes de centrales éoliennes clés en mains à des tiers	21	50	50
Exploitation de fermes éoliennes construites par Ventura	19	89	159
Exploitation de fermes éoliennes construites hors Ventura	6	36	76
Exploitation de fermes éoliennes construites à l'étranger	62	112	152
Exploitation centrales dispatchables et de cogénération	18	18	18
Total MW en exploitation à la clôture de l'exercice	105	255	405

Revenus

Pour chacun des exercices 2007 et 2008, les mises en services des fermes ont été réparties linéairement. Les chiffres d'affaires correspondants sont calculés *pro rata temporis*.

Le nombre d'heures de fonctionnement retenu s'élève à 2200 heures par an pour les centrales éoliennes exploitées en France et à 1800 heures pour les centrales situées à l'étranger.

Pour les mises en service 2006, le tarif de rachat d'électricité retenu est le tarif en vigueur en France soit 8,38ct€ du kWh. Pour les exercices 2007 et 2008, THEOLIA a anticipé une hausse de tarif correspondant à des projections d'inflation de 2%.

Le tarif retenu pour les pays étrangers s'élève à 8,36ct€ et ne subit aucune inflation sur la période conformément à la moyenne constatée dans les principaux pays européens producteurs d'énergie éolienne dans lesquels le Groupe est actuellement présent.

S'agissant des ventes de centrales éoliennes clé en main à des tiers, le prix de vente de la centrale est calculé sur la base de 1.550 K€ par MW.

Le chiffre d'affaires annuel des centrales dispatchables correspond contractuellement avec EDF à un montant d'environ 1,2 million d'euros.

Charges

Hypothèses Ventura

- L'activité de Ventura recouvre le développement et la construction de fermes éoliennes d'une part et l'exploitation des fermes construites d'autre part :
 - concernant l'activité construction et développement, l'essentiel des dépenses engagées est transféré en immobilisation tel que décrit au paragraphe 9.2 du Prospectus ;
 - concernant l'activité exploitation, la structure des coûts d'exploitation retenus a été élaboré à partir d'un modèle de ferme actuellement en exploitation, CEFF, appliqué à chaque ferme au prorata du chiffre d'affaires produit
- Les frais de personnel de Ventura correspondent en 2006 à du développement ou de la construction à hauteur 75% et sont de ce fait immobilisés. Les 25% restants sont comptabilisés en charges opérationnelles aux côtés des frais généraux de Ventura. Une progression annuelle de 3% a été retenue pour ces deux composantes. Pour les exercices 2007 et 2008, la répartition de ces frais de personnel s'établit respectivement à 70% 30% et 68% 32%.
- Les projets éoliens sont financés à hauteur de 20% en fonds propres et de 80% par emprunt bancaire à un taux estimé de 4,5%

Hypothèses hors Ventura et à l'étranger

- Les coûts d'exploitation retenus ont été élaborés à partir d'un modèle de ferme actuellement en exploitation, CEFF, appliqué à chaque ferme au prorata du chiffre d'affaires produit
- Les projets éoliens à l'étranger sont financés à hauteur de 25% en fonds propres et de 75% par emprunt bancaire à un taux estimé de 4,5%

Hypothèses centrales dispatchables et holding

- Les coûts d'exploitation retenus correspondent à la réalité des dépenses d'exploitation actuellement constatées augmentées de 2% par an au titre d'un taux d'inflation anticipé
- Les frais de personnel de la holding ont été augmentés d'environ 17% par an pour refléter la poursuite de la croissance du Groupe

Hypothèses ventes de centrales à des tiers

Le coût de la construction des centrales vendues clés en main à des tiers s'élève à 1200 K€ par MW.

Hypothèses pour les autres charges

- La durée moyenne d'amortissement d'une ferme éolienne correspond à la durée initiale du contrat conclu avec EDF, soit 15 ans en France. S'agissant de l'étranger, la durée retenue est de 20 ans, correspondant également à la durée initiale des contrats conclus avec les opérateurs locaux. Par ailleurs, THEOLIA amortit l'intégralité des fermes éoliennes et ne retient pas de valeur résiduelle.
- Sur la période, le taux de charges sociales retenu s'élève à 45% de la masse salariale et le taux de l'impôt sur les sociétés retenu s'élève à 33,33% du bénéfice imposable.

Comptes de résultat synthétiques

en millions €	18 mois déc.-06	12 mois déc.-07	12 mois déc.-08
Chiffre d'affaires	38.6	106.4	132.8
Résultat opérationnel courant	-3.9	16.7	25.0
Résultat opérationnel	-5.1	16.7	25.0
Coût de l'endettement financier Net	-1.4	-7.6	-14.3
Résultat avant impôts	-6.5	9.1	10.7
Résultat net part du Groupe	-4.3	6.1	7.1

Bilans synthétiques

en millions €	18 mois déc.-06	12 mois déc.-07	12 mois déc.-08
ACTIFS NON COURANTS	116.8	291.8	460.8
ACTIFS COURANTS	82.1	68.7	46.0
TOTAL ACTIF	198.9	360.5	506.8
CAPITAUX PROPRES	105.9	112.4	119.6
PASSIFS NON COURANTS	69.4	204.4	343.0
PASSIFS COURANTS	23.6	43.7	44.2
TOTAL CP et PASSIF	198.9	360.5	506.8

Le *pro forma* sur 12 mois sera présenté dans les comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2006. S'agissant de l'exercice devant être clos au 31 décembre 2006, THEOLIA n'anticipe pas de variation significative de rentabilité entre les périodes faisant l'objet de comptes intermédiaires arrêtés respectivement au 31 décembre 2005 et au 30 juin 2006 et la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2006.

13.3. Rapport des commissaires aux comptes sur les prévisions

Jean JOUVE
72, rue St Jacques
13006 Marseille

Deloitte & Associés
10, place de la Joliette
13002 Marseille

THEOLIA
Parc de la Duranne
Les Pléiades, Bât. F
860, rue René Descartes
13100 Aix-en-Provence

A l'attention de Monsieur Jean-Marie Santander

Monsieur,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Théolia et en application du Règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de résultat du groupe Théolia incluses dans la partie 13 de son prospectus daté du 26 juillet 2006.

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du Règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations du CESR relatives aux prévisions.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis de l'annexe I, point 13.3 du Règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Ces travaux ont comporté une évaluation des procédures mises en place par la Direction pour l'établissement des prévisions ainsi que de la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations historiques du groupe Theolia. Ils ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

Jean JOUVE
72, rue St Jacques
13006 Marseille

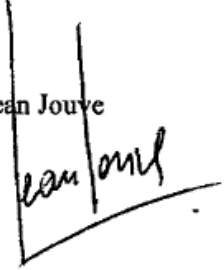
Deloitte & Associés
10, place de la Joliette
13002 Marseille

A notre avis :

- les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée,
- la base comptable utilisée aux fins de cette prévision est conforme aux méthodes comptables appliquées par la société Theolia.

Ce rapport est émis aux seules fins du dépôt du prospectus auprès de l'AMF et ne peut être utilisé dans un autre contexte.

Marseille, le 26 juillet 2006

Jean Jouve


Deloitte & Associés

Anne-Marie MARTINI

14 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, a décidé le 14 avril 2006 de modifier le régime d'administration et de direction de la Société. Depuis cette date, la Société est administrée et dirigée par un Conseil d'administration.

14.1. Composition du Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous décrit la composition du Conseil d'administration de la Société à la date du Prospectus.

Prénom, nom adresse	Date de 1 ^{ère} nomination	Date d'échéance du mandat	Mandat et fonction principale exercé au sein du Groupe	Principaux mandats et fonctions exercés hors de la Société Au cours des 5 dernières années
<u>Jean-Marie</u> <u>SANTANDER</u> Traverse de la Sauvageonne - 13400 Aubagne France	AG du 14 avril 2006	AG appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2008	Président Directeur Général de THEOLIA SA Gérant de la SARL Ferme Eolienne Plaine du Montoir 1 Gérant de la SARL Ferme Eolienne Plaine du Montoir 2 Gérant de la SARL Ferme Eolienne de Saint Michel Chef Chef Gérant de la SARL Ferme Eolienne de Bazoches Président directeur général de la SA Ventura Administrateur de Granit SA (Suisse)	Gérant de la SCI Centrener (bureaux) Président de la SAS Colibri holding Membre du Conseil de surveillance de Somupaca
<u>Philippe</u> <u>PERRET</u> 51 rue Arnould - Villa 23 13011 Marseille France	AG du 14 avril 2006	AG appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2008	Administrateur de THEOLIA	Néant
<u>Arne</u> <u>LORENZEN</u> Les Balcons de la Duranne – App. 327 - 300 avenue du Grand Vallat 13290 Les Milles France	AG du 14 avril 2006	AG appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2008	Administrateur de THEOLIA	

<u>Jacques PUTZEYS</u> 11 rue des Géraniums - 98000 Monaco Monaco	AG du 14 avril 2006	AG appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2008	Administrateur de THEOLIA Président du Conseil d'administration de Granit Environnement France SODETREX ECOVAL Président du Conseil d'administration de THEOLIA Benelux Président du Conseil d'administration de Granit SA Suisse	Président société APS Consulting SAM (Monaco)
<u>Louis FERRAN</u> 2, chemin de Savy 1271 Givrins Suisse	AG du 14 avril 2006	AG appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2008	Administrateur de THEOLIA SA Administrateur de Granit SA Suisse	
<u>Stéphane GARINO</u> 28, boulevard de Belgique 98000 Monaco Monaco	AG du 14 avril 2006	AG appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2008	Administrateur de THEOLIA	Administrateur de APS Consulting Monaco SA Monégasque Administrateur de ACTIS SA Monégasque Administrateur de IntellEval SCS
<u>Eric PEUGEOT</u> Le Four à pain, 4 chemin des Palins 1273 Le Muids (Vd) Suisse	AG du 14 avril 2006	AG appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2008	Administrateur de THEOLIA	Président Administrateur de Peugeot Belgique Président de Peugeot Nederland NV Président Administrateur de Peugeot Portugal Automoveis Administrateur de EP Sports SA (Suisse) Administrateur des Etablissements Peugeot Frères Administrateur de LFPP Administrateur de IP EST Administrateur de SKF

<u>Georgius HERSBACH</u> J. Van Woensel Kootlann 42 1411 Jz Naarden Pays-Bas	AG du 14 avril 2006	AG appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2008	Administrateur de THEOLIA	Président directeur général de la société Heartstream Capital BV Membre du conseil de surveillance de la société de Global Interface S.A. (depuis 2005)
--	------------------------	--	------------------------------	---

Monsieur Jean-Marie Santander (nationalité française) est diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers (électro-mécanique) et est titulaire de deux diplômes de troisième cycle en Finance (Ecole Supérieure des Dirigeants d'Entreprise) et de Management (Mastère MICA de l'Ecole Internationale des Affaires. Groupe Sup de Co Marseille). Il a, en même temps que ses formations d'ingénieur, de financier et de manager, occupé notamment les fonctions suivantes : inspecteur de sécurité à l'APAVE Sud-Est, manager général d'une structure de génie électrique et climatique (SMAET-Tunzini) au Maroc et enfin directeur général d'une structure de promotion immobilière. Monsieur Jean-Marie Santander a rejoint la société en 1998 comme directeur administratif et financier. Jean Marie Santander allie les formations d'ingénieur (fortement renforcée par plus de dix années dans un organisme de contrôle) et de manager financier. Il dispose également de plus de 10 ans d'expérience à haut niveau dans la construction et la promotion immobilière.

Monsieur Philippe Perret (nationalité française) est diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris (Sup de Co Paris). Il a en charge l'ensemble des opérations financières du Groupe. Auparavant, il dirigeait le département gestion privée de la banque CIC à Marseille, CIC Banque Privée, après des postes à la Société Générale (à Francfort) et à la Banque Worms. Monsieur Philippe Perret a su apporter au Groupe THEOLIA ses compétences financières de haut niveau acquises aux seins des différentes fonctions occupées dans les trois banques précitées.

Monsieur Arne Lorenzen (nationalité danoise) est diplômé en Sciences Politiques de l'université de Aarhus au Danemark. Jusqu'à son arrivée chez THEOLIA, il dirigeait les ventes de fermes éoliennes pour le développeur éolien allemand Plambeck Neue Energien AG en tant que membre du directoire. Auparavant, Monsieur Arne Lorenzen a occupé des postes dans plusieurs pays européens pour le groupe américain Cargill avant de passer au conseil stratégique en tant que Manager chez Accenture dans le secteur de l'énergie. Monsieur Arne Lorenzen vient de rejoindre l'équipe de THEOLIA pour diriger les activités du pôle énergie en France et à l'international.

Monsieur Jacques Putzeys (nationalité belge) dispose d'une grande expérience des marchés financiers. Il a créé et dirigé en qualité de Président Directeur Général la banque Fortis à New York et a été nommé Président de la banque Nagelmaeckers à Bruxelles. Jacques Putzeys a également été co-fondateur et dirigeant d'un marché de cotation de valeurs technologiques en Europe (EASDAQ) qu'il a intégré au NASDAQ. Il a présidé l'Autorité de contrôle du marché belge et a réussi l'introduction en bourse de 53 sociétés. Enfin, Monsieur Putzeys a créé et dirige un réseau paneuropéen de consultants de haut niveau dédié aux entreprises innovantes et à forte croissance

Monsieur Louis Ferran (nationalité suisse) est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et titulaire d'un *MBA*. Il a occupé, durant 16 ans, des postes à responsabilité au sein de sociétés de premier plan telles que Merck Sharp & Dohme, L'Oreal ou Philip Morris. Il occupe depuis le 27 juillet 2005 un poste d'administrateur au sein de la société Granit SA, spécialisée dans les énergies renouvelables.

Monsieur Stéphane Garino (nationalité monégasque) a une formation d'expert comptable – Commissaire aux comptes. Après 7 années d'expérience dans des Groupes Internationaux (Pfizer ; PWC ; Bossard Gemini...) sur des missions d'audit et de conseils, il a fondé deux sociétés anonymes offrant des services en Management des systèmes d'informations, Risk Management, Business Process Organisation et Disaster Recovery Plan avant de devenir associé d'un des plus gros cabinets d'audits et d'expertise comptable à Monaco. Il apporte toute son expérience acquise dans les domaines des PME et des sociétés en forte croissance pour accompagner THEOLIA dans le cadre de son développement.

Monsieur Eric Peugeot (nationalité française) est ingénieur en marketing. Il a été responsable du merchandising Europe pour les automobiles Peugeot, Directeur Sponsoring et Partenariats pour les automobiles Peugeot jusqu'en 2000. Il occupe de nombreux mandats à l'étranger au sein de filiales du Groupe PSA dont notamment celui de Président Administrateur de Peugeot en Belgique, au Portugal et aux Pays-Bas. Il est aussi administrateur de E.P. Sports SA en Suisse. Il est Président d'honneur du Football Club Sochaux Montbéliard, administrateur des Établissements Peugeot Frères, de SKF... Son expérience au sein de sociétés cotées en bourse, sa connaissance du secteur industriel ainsi que son approche internationale des opérations sont un atout pour accompagner THEOLIA dans le cadre de son développement.

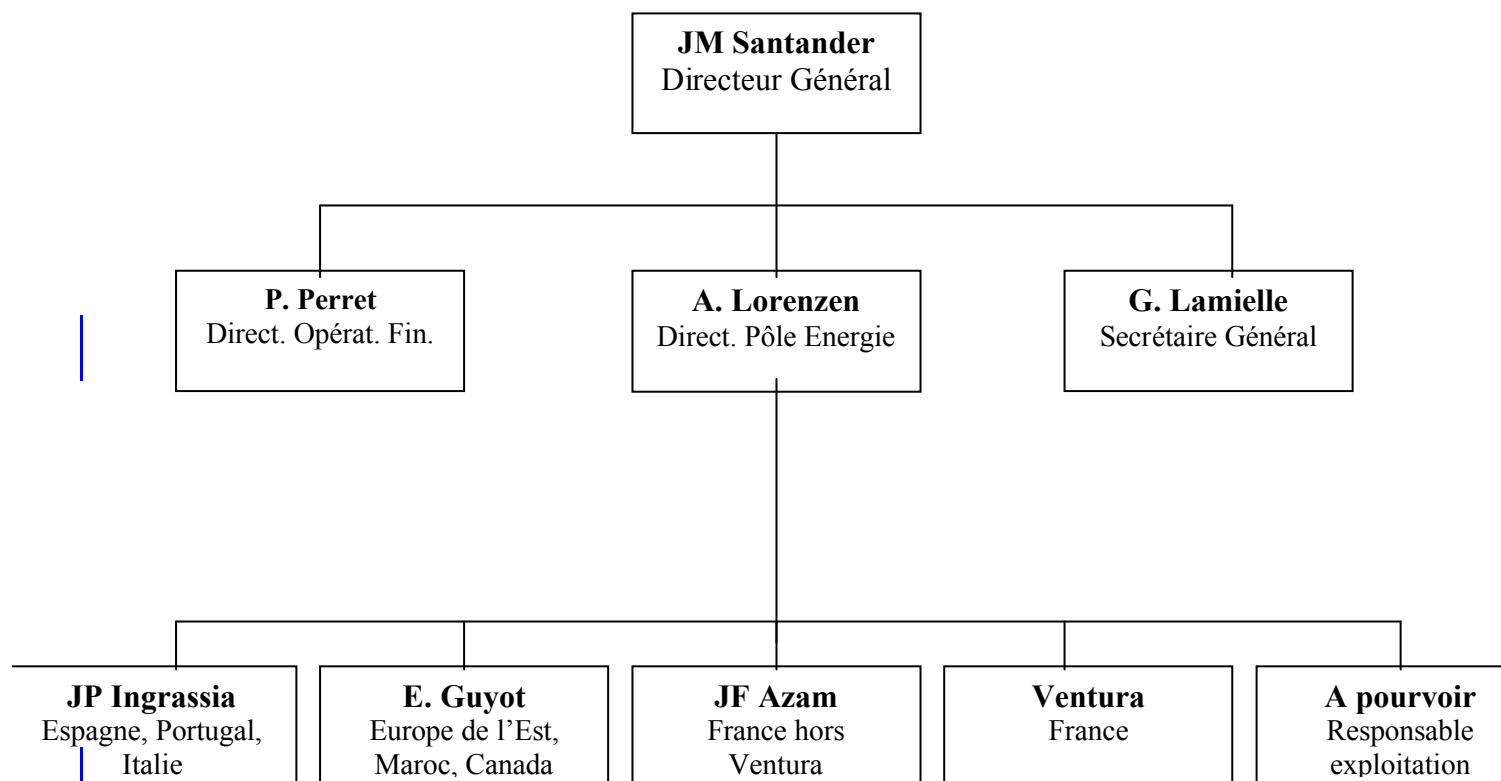
Monsieur George J.M. Hersbach (nationalité hollandaise) est titulaire d'une maîtrise de science en technologie chimique de l'Université de technologie de Delft (Pays-Bas) et d'un diplôme d'ingénieur de FEANI à Paris. Monsieur Hersbach est fondateur et Président Directeur Général de Hearstream Group, société spécialisée dans le financement des sociétés innovantes. Il était précédemment Président Directeur Général de Pharming Group, où il a noué des partenariats avec de grandes sociétés et levé plus de 200 millions d'euros.

Sanctions et faillites

Les membres du Conseil d'administration de la Société n'ont fait l'objet d'aucune condamnation pour fraude au cours des cinq dernières années, d'aucune incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée.

Par ailleurs, les membres du Conseil d'administration n'ont été associés à aucune faillite, mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq dernières années.

14.2. L'équipe de direction



Monsieur Jean-Marie Santander (nationalité française) est diplômé du Conservatoire National des Arts et Métiers (électro-mécanique) et est titulaire de deux diplômes de troisième cycle en Finance (Ecole Supérieure des Dirigeants d'Entreprise) et de Management (Mastère MICA de l'Ecole Internationale des Affaires. Groupe Sup de Co Marseille). Il a, en même temps que ses formations d'ingénieur, de financier et de manager, occupé notamment les fonctions suivantes : inspecteur de sécurité à l'APAVE Sud-Est, manager général d'une structure de génie électrique et climatique (SMAET-Tunzini) au Maroc et enfin directeur général d'une structure de promotion immobilière. Monsieur Jean-Marie Santander a rejoint la société en 1998 comme directeur administratif et financier. Jean Marie Santander allie les formations d'ingénieur (fortement renforcée par plus de dix années dans un organisme de contrôle) et de manager financier. Il dispose également de plus de 10 ans d'expérience à haut niveau dans la construction et la promotion immobilière.

Monsieur Philippe Perret (nationalité française) est diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris (Sup de Co Paris). Il a en charge l'ensemble des opérations financières du Groupe. Auparavant, il dirigeait le département gestion privée de la banque CIC à Marseille, CIC Banque Privée, après des postes à la Société Générale (à Francfort) et à la Banque Worms. Monsieur Philippe Perret a su apporter au Groupe THEOLIA ses compétences financières de haut niveau acquises aux seins des différentes fonctions occupées dans les trois banques précitées.

Monsieur Arne Lorenzen (nationalité danoise) est diplômé en Sciences Politiques de l'université de Aarhus au Danemark. Jusqu'à son arrivée chez THEOLIA, il dirigeait les ventes de fermes éoliennes pour le développeur éolien allemand Plambeck Neue Energien AG en tant que membre du directoire. Auparavant, Monsieur Arne Lorenzen a occupé des postes dans plusieurs pays européens pour le groupe américain Cargill avant de passer au conseil stratégique en tant que Manager chez Accenture dans le secteur de l'énergie. Monsieur Arne Lorenzen vient de rejoindre l'équipe de THEOLIA pour diriger les activités du pôle énergie en France et à l'international.

Monsieur Guillaume Lamielle (nationalité française) est diplômé de Monnaie & Finances de l'Université de Nancy, complété par un troisième cycle à l'Institut d'Administration des Entreprises d'Aix en Provence. Jusqu'à

son arrivée chez THEOLIA, il était Secrétaire Général d'un pôle régional de capital-risque où il avait en charge l'administration générale de ce groupement de sociétés d'investissement, ainsi que le suivi de PME dans lesquelles il avait investi. Il a rejoint THEOLIA en août 2005 où il a la responsabilité des départements juridique, corporate, RH et moyens centraux.

Monsieur Emmanuel Guyot (nationalité française) est diplômé d'un Master de finance et de gestion de l'innovation de l'Université Paris Dauphine. Ancien membre du comité de direction de BCEOM (Groupe CDC), il a dirigé pendant 4 années le département Energie (projets d'infrastructures énergie des pays en transition et en développement). Emmanuel GUYOT en tant que spécialiste des politiques européennes de l'énergie a rejoint récemment THEOLIA pour prendre en charge le développement des projets CDM et MOC entrant dans le cadre des politiques de lutte contre le changement climatique. Il est responsable du développement international de THEOLIA dans les zones suivantes : Pays de l'Est, Bassin Méditerranéen, Canada

Monsieur Jean-Paul INGRASSIA (nationalité française) est ingénieur en électro-mécanique et est titulaire d'un diplôme d'études approfondies de génie électrique (SUPELEC-LGEP). Il a fondé au sein du groupe ENERIA (ex-BERGERAT MONNOYEUR) la filière éolienne et a obtenu la signature d'un contrat exclusif avec NEG MICON (absorbée par BONUS depuis) pour toute la France, mis en place les contrats de maintenance sur de nombreuses années et créé l'activité de développement des centrales éoliennes au sein du groupe ENERIA. Il est responsable du développement international de THEOLIA dans les zones suivantes : Espagne, Portugal et Italie.

Monsieur Jean-François AZAM (nationalité Française) est diplômé de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne. Il a en charge le développement des activités du pôle énergie en France. Auparavant, Monsieur Jean-François AZAM a occupé différents postes dans les métiers de l'énergie et de la construction, notamment en tant que Directeur des Opérations chez EOLE-RES, mais aussi au sein du groupe COGEMA ou en tant que Directeur des Opérations chez GAUDRIOT SA ou que Directeur Général d'une filiale du Groupe GINGER.

Ventura : la filiale est dirigée par MM. Cédric De Saint Jouan (35 ans) diplômé de l'EAP et également diplômé de Kaufmann (Allemagne), François Bouffard (33 ans) diplômé de MEng Mechanical Engineering (Université de Strathclyde à Glasgow (Ecosse), et Arnaud Guyot (35 ans) diplômé de l'EAP et également diplômé de Kaufmann (Allemagne), tous trois directeurs généraux délégués de la filiale VENTURA SAS, Jean Marie Santander en étant le Président Directeur Général.

14.3. Conflits d'intérêts

Aucun conflit potentiel n'existe concernant les organes d'administration et de direction ou de surveillance de la Société.

En outre, chaque membre du Conseil d'administration devra informer son président de l'ensemble des mandats et fonctions exercés pendant l'exercice écoulé dans toute société, ainsi que le nom des sociétés dans lesquelles ces mandats et fonctions sont exercés. Il devra faire part de toute modification (cessation, démission, non renouvellement licenciement, nouveaux mandats et fonctions) apportée à la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés durant l'exercice, en indiquant la date de survenance.

A la date du Prospectus, la Société ne relève aucun conflit d'intérêt au niveau des apparentés.

Par ailleurs, l'article 4-3 du Règlement Intérieur du Conseil d'administration relatif à la « prévention des conflits d'intérêts » prévoit notamment que :

- Tout administrateur ou tout candidat à la nomination à un poste de membre du Conseil d'administration doit informer complètement et immédiatement le Conseil de tout conflit d'intérêts réel ou potentiel dans lequel il pourrait, directement ou indirectement, être impliqué.
- Dans le cadre de la prévention des éventuels conflits d'intérêt, l'administrateur étant élu par l'Assemblée Générale des actionnaires en raison de ses compétences, de sa contribution à l'administration et au développement de la société et étant rémunéré à ce titre, s'interdit par conséquent

de percevoir une quelconque autre rémunération, sous quelque forme que ce soit, (honoraires, facturation, frais...) directement ou indirectement (par le biais des personnes morales au sein desquelles il exerce une fonction de direction, détient des intérêts ou qu'il représente), notamment au titre de contrats d'apporteur d'affaires, de contrats de mise en relation avec des investisseurs ou toutes autres prestations financières, techniques ou juridico-administratives.

15 REMUNERATIONS ET AVANTAGES

15.1. Rémunération et avantages en nature attribués pour le dernier exercice clos aux mandataires sociaux de la Société

Le tableau ci-dessous détaille les rémunérations et avantages en nature attribués aux mandataires sociaux de THEOLIA au titre de l'exercice clos le 30 juin 2004.

Mandataires sociaux	Rémunération fixe (en €)	Rémunération variable (en €)	Jetons de présence	Avantages en nature (en €)	Total (en €)
Jacques Bucki	134.306	0	0	2.744	137.050
Jean-Marie Santander	81.367	0	0	0	81.367

Le tableau ci-dessous détaille les rémunérations et avantages en nature attribués aux mandataires sociaux de THEOLIA au titre de l'exercice clos le 30 juin 2005.

Mandataires sociaux	Rémunération fixe (en €)	Rémunération variable (en €)	Jetons de présence	Avantages en nature (en €)	Total (en €)
Jacques Bucki	80.500	0	0	3.708	84.208
Jean-Marie Santander	144.808,66	0	0	4.261,34	149.070
Thierry Vergnaud*	105.564	0	0	3.135	108.699
Jean-Louis Coufy	71.515,43	0	0	2.270,57	73.786
Jean-Paul Ingrassia	54.861	0	0	1.773	56.634
Philippe Perret	44.083,78	0	0	1.153,92	45.237,70
Cedric Le Saulnier de Saint Jouan	37.220	0	0	-	37.220

* Monsieur Thierry Vergnaud a démissionné du Directoire le 18 juillet 2005.

Les autres mandataires sociaux de THEOLIA ne bénéficient d'aucune rémunération.

15.2. Synthèse au 30 Avril 2006 des bons de souscription d'actions souscrits ou exercés par les mandataires sociaux

Nom	Mandat	Nombre de BSA souscrits et date de souscription	Prix de souscription des BSA (€)	Prix d'exercice des BSA (€)	Nombre de BSA non exercés
Monsieur Jean-Marie	Ancien Président du Directoire et	- 320.000 BSA 1 souscrits le 30.12.2003 ;	0,001	2,06	8.000 BSA 1 (détenues par la SAS Colibri)

Nom	Mandat	Nombre de BSA souscrits et date de souscription	Prix de souscription des BSA (€)	Prix d'exercice des BSA (€)	Nombre de BSA non exercés
Santander	Président Directeur Général du CA	- 120.000 BSA 2 souscrits le 30.12.2003 ; - 120.000 BSA 3 souscrits le 30.12.2003 ; - 120.000 BSA 4 souscrit le 30.12.2003 ; - 120.000 BSA 5 souscrits le 30.12.2003.			0 BSA 2 0 BSA3 120.000 BSA 4 120.000 BSA 5
Monsieur Gérard Leseur	Ancien membre du conseil de surveillance	38.000 BSA 1 souscrits le 31.12.2003	0,001	2,06	0 BSA 1
Monsieur Lucien Ventre	Ancien membre du conseil de surveillance	38.000 BSA 1 souscrits le 30.12.2003	0,001	2,06	38.000 BSA 1
Monsieur Denis Flores	Ancien membre du conseil de surveillance	38.000 BSA 1 souscrits le 30.12.2003	0,001	2,06	27.000 BSA1
Monsieur Jacques Putzeys	Ancien Président du conseil de surveillance et Administrateur au sein du CA	250.000 BSA _{2004CS} le 29.09.2005	0,00485	4,85	51.000 BSA _{2004CS}
Monsieur Georgius Hersbach	Ancien membre du conseil de surveillance et Administrateur au sein du CA	250.000 BSA _{2004CS} le 29.09.2005	0,00485	4,85	250.000 BSA _{2004CS}
Monsieur Jan Prins	Ancien membre du conseil de surveillance	250.000 BSA _{2004CS} le 29.09.2005	0,00485	4,85	50.000 BSA _{2004CS} *
Monsieur Marc Deschamps	Ancien membre du Conseil de Surveillance	50.000 BSA _{2004CS} le 25.10.2005	0,00485	4,85	0 BSA _{2004CS}

* M. J. Prins ne peut exercer que 50.000 BSA sur les 250.000 BSA suite à la non détention de mandat au sein de THEOLIA SA.

Aucun autre mandataire social ne détient de BSA au sein de THEOLIA SA.

15.3. Prêts et garanties accordés ou constitués en faveur des membres du Conseil d'administration

Néant.

15.4. Sommes provisionnées ou constatées par la Société aux fins de versement de pensions, de retraite ou d'autres avantages

Les mandataires ne perçoivent pas de prime d'arrivée ni de départ et ne bénéficient pas de régime complémentaire de retraite.

16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1. Fonctionnement du Conseil d'administration (articles 12 à 15 des statuts)

1. Conformément à la loi, la Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois à dix-huit membres, sauf dérogation prévue par la loi notamment en cas de fusion ; les administrateurs sont nommés dans les conditions légales. Les administrateurs ne peuvent être âgés de plus de soixante-dix ans ne peut être supérieur au tiers. L'administrateur (ou les administrateurs) ayant atteint cette limite d'âge est réputé démissionnaire d'office.

2. La durée du mandat des administrateurs nommés ou renouvelés dans leurs fonctions est fixée à 3 ans. Le mandat de chaque administrateur est toujours renouvelable ; il prend fin effectivement à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'exercice au cours duquel cet administrateur voit son mandat normalement expirer.

Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires.

3. Le Conseil peut pourvoir, conformément aux dispositions légales, au remplacement des administrateurs dont le poste est devenu vacant en cours de mandat ; les nominations ainsi faites sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée ordinaire.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas arrivé à expiration ne demeure en fonction que pendant le temps qui reste à courir du mandat de son prédécesseur.

4. Sous réserve des dérogations prévues par la loi, tout membre du Conseil doit être propriétaire dans les délais prévus par la loi de 1 action au moins.

5. L'acceptation du mandat d'administrateur et son entrée en fonction entraînent l'engagement pour chaque intéressé d'affirmer à tout moment qu'il satisfait aux conditions émises par la loi à l'exercice de ce mandat.

Toute nomination intervenue en violation des dispositions réglementaires ou statutaires est nulle ; toutefois, et sauf dispositions différentes de la loi, cette nullité n'entraîne pas celles des délibérations auxquelles a pris part l'administrateur irrégulièrement nommé.

De même, dans le cas de nominations faites à titre provisoire par le Conseil, conformément au paragraphe 3 ci-dessus, et à défaut de ratification par l'assemblée des actionnaires, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil demeurent valables.

Président du Conseil d'administration – Bureau du Conseil d'administration (article 13)

1. Le Conseil nomme parmi les membres un président, personne physique, qui peut être élu pour toute la durée de son mandat d'administrateur et qui est rééligible.

La limite d'âge du président est de 70 ans. Lorsque le président atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

L'acceptation et l'exercice des fonctions de président entraînent l'engagement pour l'intéressé d'affirmer qu'il satisfait aux limitations prévues par la loi en ce qui concerne le cumul de mandats de président et d'administrateur de sociétés anonymes.

Le Conseil peut, s'il le juge utile, désigner parmi ses membres un ou plusieurs vice-présidents.

Le Conseil nomme enfin un secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires de la Société.

2. Le président préside les séances du Conseil, organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. Le président préside les réunions des assemblées générales et établit les rapports prévus par la loi. Il peut également assumer la direction générale de la Société en qualité de directeur général si le Conseil d'administration a choisi le cumul de ces deux fonctions lors de sa nomination.

Délibérations et procès verbaux (article 14)

1. Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins 6 fois par an sur convocation de son président faite par tous moyens même verbalement. La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation faite par le président.

En cas d'indisponibilité du président, la convocation peut être faite par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de président, ou par un vice-président.

Lorsque le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé.

Le cas échéant, le directeur général peut demander au président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

2. Le Conseil d'administration ne délibère valablement, que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Sous réserve des seules exceptions prévues par la loi, pour le calcul du quorum et de la majorité, sont réputés présents, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification, dans les conditions déterminées par la réglementation en vigueur.

Un administrateur peut donner par écrit mandat à un autre administrateur de la représenter. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

Il est tenu un registre de présence, qui est signé par les administrateurs participant à la séance, et qui mentionne, le cas échéant, la participation d'administrateurs par voie de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. La justification du nombre des administrateurs en exercice, de leur présence, y compris, par moyen de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, ou de leur représentation, résulte suffisamment vis-à-vis des tiers des énonciations du procès-verbal de chaque réunion.

3. Les réunions sont présidées par le président du Conseil d'administration ou, à défaut, par l'administrateur qui aurait pu être délégué provisoirement dans ces fonctions, par un vice-président ou encore par tout autre administrateur désigné par ses collègues.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou éventuellement réputés tels ou représentés. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

4. Le Conseil peut décider de la création de comités ou commissions chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumettent, pour avis, à leur examen ; ces comités ou commissions exercent leurs

attributions sous sa responsabilité.

5. Les procès-verbaux constatant les délibérations du Conseil sont signés par le président de séance et par un administrateur ou en cas d'empêchement du président de séance, par deux administrateurs au moins.

6. Les administrateurs, comme toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et signalées comme telles par le président de séance.

Mission et pouvoirs (article 15)

1. Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le président ou le directeur général de la Société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

2. Pour l'exercice de ses pouvoirs, le Conseil consent, s'il y a lieu, toutes délégations à son président, ou à tous autres mandataires qu'il désigne, sous réserve des limitations prévues par la loi en ce qui concerne les avals, cautions et garanties ; le Conseil peut accorder une faculté de substitution.

16.2. Direction générale (Articles 16 à 18)

Conformément aux dispositions légales, la direction générale est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

La décision du Conseil d'administration sur le choix entre les deux modalités d'exercice de la direction générale est prise à la majorité qualifiée des deux tiers des voix des membres présents ou éventuellement réputés tels ou représentés.

L'option retenue - et toute option suivante - vaut jusqu'à décision contraire du Conseil d'administration, statuant aux mêmes conditions de majorité.

En toute hypothèse, le Conseil doit prendre une décision relative aux modalités de l'exercice de la direction générale lors de la nomination ou du renouvellement du directeur général si ce mandat est dissocié de celui de président.

Directeur général – Nomination – Révocation – Pouvoirs (Article 17)

1. En fonction du choix effectué par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article 16, la direction générale est assurée soit par le président du Conseil d'administration, soit par une personne physique, nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de président et de directeur général, il procède à la nomination du directeur général, parmi les administrateurs ou en dehors d'eux, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs. Il doit être âgé de moins de 65 ans.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été conférées, les fonctions du directeur général prennent fin de plein droit à la fin de l'exercice de l'année au cours de laquelle il atteint son soixante-cinquième

anniversaire. Toutefois, le Conseil peut décider, dans l'intérêt de la Société, de prolonger à titre exceptionnel les fonctions du directeur général au-delà de cette limite d'âge, par périodes successives d'une année. Dans ce cas, les fonctions du directeur général doivent cesser définitivement au plus tard à la fin de l'exercice de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 70 ans.

L'acceptation et l'exercice des fonctions de directeur général entraînent l'engagement pour l'intéressé d'affirmer qu'il satisfait aux limitations prévues par la loi en ce qui concerne le cumul de mandats de directeur général et d'administrateur de sociétés anonymes.

Le directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Lorsque le directeur général n'assume pas les fonctions de président du Conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

2. Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et Conseil d'administration.

Le directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Lorsque la direction générale est assumée par un directeur général, celui-ci peut demander au président du Conseil d'administration de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

3. Le directeur général et les directeurs généraux délégués peuvent se substituer tous mandataires spéciaux.

Directeurs généraux délégués – Nomination – Révocation – Pouvoirs (Article 18)

1. Sur proposition du directeur général, que cette fonction soit assurée par le président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeur général délégué.

Le nombre maximum de directeurs généraux délégués est fixé à cinq.

Ils doivent être âgés de moins de 65 ans. Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été conférées, les fonctions du ou des directeurs généraux délégués prennent fin de plein droit à la fin de l'exercice de l'année au cours de laquelle il atteint son soixante-cinquième anniversaire. Toutefois, le Conseil peut décider, dans l'intérêt de la Société, de prolonger à titre exceptionnel les fonctions du ou des directeurs généraux délégués au-delà de cette limite d'âge, par périodes successives d'une année. Dans ce cas, les fonctions du ou des directeurs généraux délégués doivent cesser définitivement au plus tard à la fin de l'exercice de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 70 ans.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du directeur général, le ou les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

Le ou les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration, sur proposition du directeur général.

2. En accord avec le directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendu et la durée des pouvoirs accordés aux directeurs généraux délégués.

A l'égard des tiers, le ou les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général.

16.3. Contrôle interne

- 16.3.1 Rapport du président du Conseil de surveillance à l'Assemblée générale mixte du 28 novembre 2005 afin de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la Société

Rapport du Président du Conseil de surveillance relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et aux procédures de contrôle internes mises en place par la Société

Le présent rapport a été préparé par le Président du Conseil de surveillance, conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce. Il rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de surveillance, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

Le présent rapport est joint au rapport présentant à l'assemblée générale annuelle les observations du Conseil de surveillance sur le rapport du Directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

En outre, conformément aux dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, les commissaires aux comptes présenteront leurs observations sur les procédures de contrôle interne qui sont relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenus dans le présent rapport.

PREAMBULE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans la Société ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations, ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de la Société par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société.

I. PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

La préparation et l'organisation du Conseil de surveillance s'inscrivent dans le cadre défini par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés anonymes à directoire et conseil de surveillance et par les statuts la Société.

1.1 Composition du Conseil de surveillance (liste incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés)

Nom et Prénom	Mandats exercés
Monsieur Jacques PUTZEYS	- Président du Conseil de surveillance de THEOLIA SA - Président du Conseil d'administration de APS Consulting SAM (Monaco)
Monsieur Georgius HERSBACH	- Vice Président du Conseil de surveillance - President et Chief Executive Officer de Heartstream Group B.V. - Member of the Board de la Fondation Parkinson Netherlands (SPN)

Monsieur Jacques BUCKI	<ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil de surveillance de THEOLIA SA - Gérant de la SAS Ginkgo - Gérant de la SARL Trinergence - Gérant de la SCI Buraix
Monsieur Gérard LESEUR	<ul style="list-style-type: none"> - Membre du Conseil de surveillance de THEOLIA SA - Président du Groupe GLP SAS - Président de PROSERV SAS - Président de la BGR SAS - Président du Conseil d'administration de PLIE - Directeur Général de LIONS SAS - Administrateur de ITA - Administrateur de Aeraulique et Technique
Monsieur Jan PRINS	- Membre du Conseil de surveillance de THEOLIA SA
Monsieur Lucien VENTRE	- Membre du Conseil de surveillance de THEOLIA SA

Monsieur Marc DESCHAMPS a démissionné de son mandat de membre du Conseil de surveillance en date du 12 septembre 2005 suite à l'impossibilité matérielle d'exercer correctement les fonctions qui lui ont été confiées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 août 2004.

1.2 Périodicité des réunions du Conseil de surveillance, modalités des convocations envoyées aux membres du Conseil de surveillance et aux Commissaires aux comptes, tenue des réunions et la rédaction du procès-verbal

En vertu de l'article 17 des statuts, le Conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins un fois par trimestre sur convocation effectuée par tous moyens par le Président ou le Vice-Président.

Le Conseil de surveillance délibère dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

Notre Conseil de surveillance s'est réuni 6 fois au cours de l'exercice clos le 30 juin 2005. Les convocations, accompagnées de l'ordre du jour, ont été faites par courrier, en règle générale dans un délai raisonnable avant la date de réunion.

1.3 Nature des thèmes abordés par le Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance a abordé les thèmes suivants lors des différentes réunions tenues lors de l'exercice 2004-2005.

20 Août 2004 :

- nomination de Monsieur Thierry VERGNAUD en tant que membre du Directoire ;
- approbation de la poursuite du versement de 5 % sur les montants investis en application de l'article 7.1 du contrat intitulé « Investment, Call Option and Warrant Agreement » signé le 29 juin 2004 à titre de convention réglementée et en application de l'article L. 225-86 du Code de commerce.

15 Novembre 2004 :

- examen des comptes ;
- communication du projet de résolutions et les rapports proposés par le Directoire ainsi que le rapport du Président du Conseil de surveillance et les conventions visées à l'article L. 225-87 du code de Commerce.

16 février 2005 :

- examen des comptes semestriels consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2004 ;
- compte rendu sur les activités en cours ;
- approbation de l'intégration d'une tranche additionnelle à titre de convention réglementée et en application de l'article L. 225-86 du Code de commerce ;
- transfert du siège social et modification corrélative des statuts.

25 avril 2005 :

- autorisation de souscrire un engagement de caution solidaire auprès de la Société Générale pour un montant de 2 millions d'euros ;
- autorisation de souscrire un engagement de caution solidaire auprès du Crédit Agricole pour un montant de 6 millions d'euros ;
- autorisation de souscrire un engagement de caution solidaire des engagements de la Société CS2M envers la Société ENTENIAL de 2.587.059, 82 € en principal ;
- autorisation de souscrire un engagement de caution solidaire des engagements de la Société SAEE envers la Société ENTENIAL de 1.472.657, 51 € en principal.

13 mai 2005 :

- approbation du protocole d'accord signé avec Plambeck Neue Energien concernant l'opération d'acquisition des actions et des créances détenues dans Ventura SA.

20 juin 2005 :

- nomination de Monsieur Jacques PUTZEYS en qualité de nouveau Président du Conseil de surveillance ;
- nomination d'un nouveau Vice-président du Conseil de surveillance en la personne de Monsieur Georges HERBACH ;
- proposition de la recherche de nouveaux membres pour le Conseil de surveillance en vue de son internationalisation et de sa diversification.

18 juillet 2005 :

- démission de Monsieur Thierry VERGNAUD de son mandat de Membre du Directoire ;
- nomination, sur proposition du Président du Conseil de surveillance, de Monsieur Philippe PERRET en qualité de membre du Directoire en remplacement de Monsieur Thierry VERGNAUD, démissionnaire ;
- nomination de Messieurs Jean Paul INGRASSIA et Cédric de SAINT JOUAN en qualité de Membres du Directoire sur proposition du Président du Conseil de surveillance ;
- souscription d'un engagement de caution solidaire auprès de la ROYAL BANK OF SCOTLAND au bénéfice de la SAS SEGLIEN ;
- souscription d'un engagement de caution solidaire auprès de la ROYAL BANK OF SCOTLAND au bénéfice de la SAS CEFF ;

- souscription d'un engagement de garantie de paiement auprès de la Société AMEC SPIE au bénéfice de la SAS CEFF ;
- souscription d'un engagement de garantie de paiement auprès de la Société BOTTE FONDATION au bénéfice de la SAS CEFF ;
- garantie solidaire des engagements de Ventura dans le cadre du contrat de construction pour la réalisation de CEFF ;
- garantie solidaire des engagements de Ventura dans le cadre du contrat de construction pour la réalisation de Seglien Ar-Tri-Milin ;
- garantie de caution des engagements de la filiale A+O SAS.

2 septembre 2005 :

- autorisation de la conclusion d'un contrat intitulé « Engagement d'Actionnaire » devant être conclu entre The Royal Bank of Scotland (« **RBS** »), Royal Wind, CEFF, CESAM, la Société et Ventura (l'« **Engagement d'Actionnaire** ») ;
- autorisation de la conclusion d'un contrat intitulé « accord inter-créancier » devant être conclu entre notamment la Société, RBS, Royal Wind, CEFF, CESAM, la Société, Vol-V et Ventura (l'« **Accord Intrer-créanciers** ») ;
- autorisation de la conclusion de la garantie devant être octroyée par la Société au profit de CEFF pour sûretés des obligations de Ventura envers CEFF au titre du contrat de construction pour la réalisation d'une centrale éolienne sur les communes de Fresnes Tilloloy et Saint-Maxent devant être conclu entre CEFF et Ventura (la « **Garantie Accordée à CEFF** ») ;
- autorisation de la conclusion de la garantie devant être octroyée par la Société au profit de CESAM pour sûretés des obligations de Ventura envers CESAM au titre du contrat de construction pour la réalisation d'une centrale éolienne devant être conclu entre CESAM et Ventura (la « **Garantie Accordée à CESAM** »).

Le Conseil de surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire et est habilité, à ce titre, à se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'exercice de ses fonctions.

Les réunions du Conseil de surveillance sont pour le Conseil de surveillance le lieu privilégié d'exercice de la mission de contrôle dont il est investi par la loi.

Les membres du Directoire sont le plus souvent invités aux séances du Conseil de surveillance de manière à ce qu'un échange entre le Directoire et le Conseil de surveillance puisse avoir lieu.

Le Président du Directoire présente et remet aux membres du Conseil de surveillance une synopsis des activités en cours de réalisation et présente les perspectives de développement de la Société et du Groupe.

D'autre part, un accès intranet sécurisé a été mis en place afin de permettre aux membres du Conseil de surveillance de suivre à tout moment les avancées réalisées sur les différents projets menés par le Directoire aussi bien en matière financière que technique.

1.4 La nature des informations adressées aux membres du Conseil de surveillance pour préparer les travaux du Conseil de surveillance (reporting)

Le Président du Directoire présente et remet aux membres du Conseil de surveillance un rapport sur la marche des affaires sociales lors de chaque réunion du Conseil et au moins une fois par trimestre.

Un état prévisionnel de la trésorerie est annexé à ce rapport ce qui permet une meilleure appréciation des moyens financiers disponibles.

D'autre part, les comptes sociaux et consolidés sont produits à la fin de chaque semestre aux membres du Conseil de surveillance. Le Conseil de surveillance exerce ainsi sa mission de vérification et de contrôle des comptes arrêtés par le Directoire conformément à l'article L. 225-68, al 5 du Code de Commerce.

II. DESCRIPTION DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE

2.1. Organisation générale du contrôle interne

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le Directoire, le Conseil de surveillance et, plus généralement, les collaborateurs de la Société. Il est destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- la réalisation et l'optimisation des opérations de la Société ;
- la fiabilité des informations financières ;
- la conformité aux lois et aux règlements en vigueur.

a - Service en charge du contrôle interne

Le contrôle interne est effectué directement par le Conseil de surveillance en lien avec le Cabinet d'expertises comptables CEGEX-CPECF en charge de la comptabilité du groupe.

Dans le cadre de leur mission, de certification des comptes, les Commissaires aux Comptes procèdent à la revue des comptes annuels de la société ainsi que des comptes consolidés qui leur ont été transmis par le Cabinet CEGEX-CPECF.

THEOLIA a décidé d'externaliser l'intégralité de la fonction comptable auprès du Cabinet CEGEX-CPECF représenté par Monsieur Vincent Vautier, Expert Comptable. Dans le cadre de sa mission, le Cabinet s'assure de la cohérence des informations financières et comptables en lien avec le service administratif de la société.

Cette externalisation présente, au plan du contrôle interne, l'avantage de séparer la fonction comptable des fonctions d'engagement des dépenses et des fonctions de paiement. Incontestablement, cette séparation de fonction permet à THEOLIA de bénéficier d'une grande rigueur dans le contrôle interne.

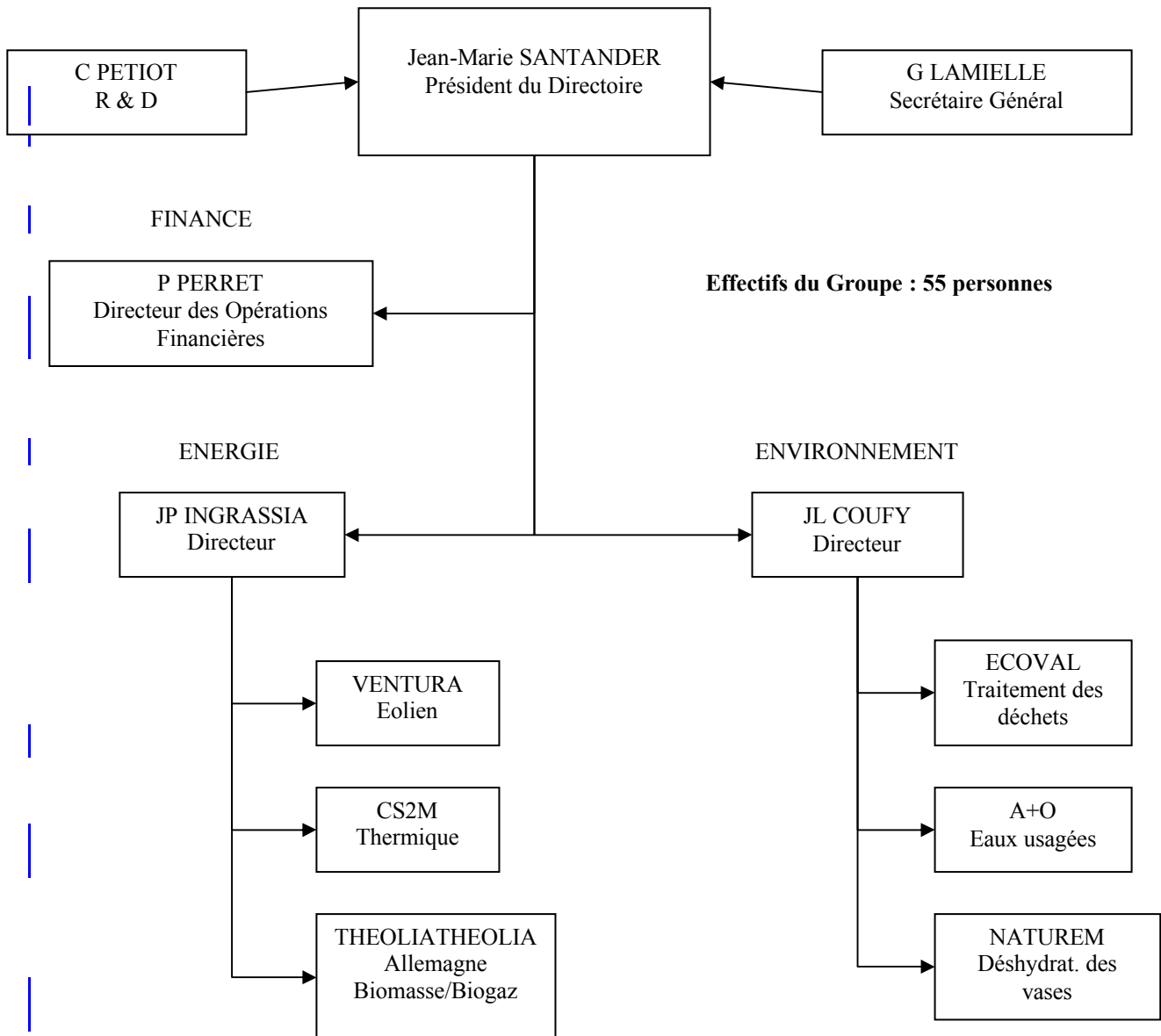
Les comptes annuels et les comptes consolidés sont arrêtés par le Directoire, présentés aux membres du Conseil de surveillance, puis soumis à l'approbation de l'assemblée générale, qui prend connaissance des rapports des commissaires aux comptes.

b - Définitions des fonctions, des niveaux d'autorité et de responsabilité existants dans l'entreprise

Compte tenu de la croissance interne et externe soutenue du Groupe depuis le début de l'exercice 2004-2005, le Directoire ainsi que le Conseil de surveillance ont œuvré afin de permettre une clarification des objectifs fixés ainsi que des responsabilités en découlant. En effet, le Groupe a vu ses effectifs passer de 10 salariés au mois de décembre 2004 à plus de 50 personnes au 30 juin 2005.

Dans un souci de clarté, nous vous proposons ci-après un organigramme fonctionnel des collaborateurs en date du 1^{er} novembre 2005, organigramme demeurant en constante évolution compte tenu du développement de nos activités et la consolidation nécessaire de notre équipe interne. Le Groupe rassemble 55 personnes.

ORGANIGRAMME FONCTIONNEL



2.2 Elaboration et traitement de l'information comptable et financière

Dans le cadre de leur mission de certification des comptes, les commissaires aux comptes procèdent à la revue des comptes annuels de la Société.

En dernier lieu, les comptes annuels sont arrêtés par le Directoire et soumis à l'approbation de l'assemblée générale, qui prend connaissance (i) du rapport du Conseil de surveillance présentant ses observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice écoulé et (ii) du rapport des Commissaires aux comptes.

La Société externalise la fonction comptable auprès du Cabinet d'expertise Comptable CEGEX - CPECF représenté par Monsieur Vincent Vautier Expert comptable.

Le cabinet d'expertise comptable établit chaque semestre les comptes consolidés et les comptes sociaux de THEOLIA.

- **Systèmes informatiques comptables :**

Le système informatique comptable utilisé est celui du Cabinet CEGEX - CPECF qui assure la maintenance des logiciels et la sauvegarde des fichiers.

- **Procédures et systèmes d'enregistrement et de traitement comptables quotidiens des opérations (procédures de compilation, présentation des données comptables, conservation, modalités d'accès ...) :**

Le traitement des pièces comptables se fait quotidiennement.

- **Procédures d'arrêtés comptables périodiques et annuels :**

Les comptes sont arrêtés de façon semestrielle et annuelle. Les éléments comptables semestriels sont fournis à J + 45.

- **Modalités de reporting financier (périodicité, contenu, suivi des engagements hors bilan...) :**

Une situation semestrielle des comptes sociaux et consolidés est adressée par CEGEX - CPECF au Directoire ainsi que les annexes correspondantes.

- **Identification exhaustive des litiges et estimations comptables pour provisions pour risques clients :**

Compte tenu des volumes en jeu (peu de volume), les risques sont identifiés directement par le Directoire en lien avec le Cabinet Comptable.

- **Procédures de suivi et d'inventaire des actifs (brevets, marques, coûts de recherches, placements financiers ...) :**

A chaque arrêté comptable, un inventaire exhaustif des projets en cours et de leurs avancements est établi par la Direction. Le Cabinet Comptable, sur la base des opérations financières de la période, contrôle la valorisation des encours proposés par la Direction.

Les encours de production concernant les projets éoliens sont valorisés au coût de production qui comprend les charges directes et indirectes supportées par la société.

Le Cabinet d'Avocats Beau de Loménie est en charge du suivi des brevets et des marques déposées par le Groupe.

Les placements financiers sont assurés par le Directeur des Opérations Financières en accord avec les engagements de la Société et de la trésorerie prévisionnelle préparée par le Directoire.

. **Suivi des polices d'assurance :**

Dès qu'un projet est susceptible de créer un préjudice à des tiers, THEOLIA procède à un appel d'offres et contracte l'assurance qu'elle estime la mieux adaptée. THEOLIA s'entoure des spécialistes les plus renommés dans chaque domaine d'activité. Cela répond à la nécessité de limiter les risques spécifiques à chaque branche du Groupe.

. **Les subventions, prêts bonifiés et autres formes d'aides publiques octroyés :**

La société ne bénéficie d'aucune subvention, prêts bonifiés ou d'autres formes d'aides publiques.

. **Procédures applicables à la rémunération de salariés (préparation des salaires, comptabilisation, versement, charges sociales..) :**

SALAIRES

Dans le cadre de sa mission, le Cabinet CEGEX – CPECF est en charge de la gestion des dossiers sociaux du groupe. A ce titre, il calcule les salaires sur la base d'un listing préparé par la Direction. Il établit les bulletins de salaire, les bordereaux de charges sociales et les déclarations récapitulatives annuelles.

ACTIONS GRATUITES

Dans le cadre de l'attribution d'actions gratuites au profit du personnel salarié et/ou dirigeants éligibles de la société ou des entités visées à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce ou encore de certaines catégories d'entre eux, en application des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, l'Assemblée Générale du 17 juin 2005 a constituée une commission d'attribution à l'effet d'attribuer un maximum de 332.000 actions gratuites.

Cette Commission est composée (i) du Président du Conseil de surveillance, (ii) d'un deuxième membre du Conseil de surveillance choisi par le Président du Conseil de surveillance, (iii) du Président du Directoire et (iv) de deux membres du Directoire occupants ces fonctions depuis le plus longtemps.

Cette commission se réunit chaque fin de mois de septembre pour pouvoir décider de l'attribution des personnes visées aux points (a) à (h) de la Sixième Résolution de l'Assemblée Générale du 17 juin 2005.

L'assemblée prend note que la Commission d'attribution des actions gratuites aux personnes visées par les points (a) à (h) définit ses propres critères d'attribution mais tient compte notamment des points suivants :

- du niveau de participation de chaque bénéficiaire aux résultats du Groupe ;
- du niveau d'implication de chaque bénéficiaire dans la marche du Groupe ;
- de la participation de chaque bénéficiaire à la cohésion de l'ensemble ;
- de la proposition ou de la mise en place par chaque bénéficiaire de mesures créatrices de valeur pour le Groupe.

La Commission d'attribution tient compte, dans le nombre d'actions attribuées à chaque bénéficiaire, du cours de l'action au moment de l'attribution par rapport aux accords initiaux convenus avec chacun par le Président du Directoire lors de l'embauche de chaque bénéficiaire.

Le Directoire entérine ensuite l'avis émis par la Commission d'attribution et procède à l'attribution correspondante, il :

- détermine l'identité des bénéficiaires ;
- arrête les règles d'imputation comptable afférentes aux actions attribuées ;
- apporte au contrat de travail de chaque bénéficiaire un avenant.

Procédures d'élaboration de la consolidation des comptes (pour le rapport du président de la société mère) :

L'ensemble des procédures de consolidation est diligenté par le Cabinet CEGEX – CPECF qui a en charge l'ensemble des sociétés du Groupe.

Le Président du Conseil de surveillance
Monsieur Jacques PUTZEYS

- 16.3.2 Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil de surveillance de la Société relatif aux procédures de contrôle interne établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce – Exercice clos le 30 juin 2005

THEOLIA

SA au capital de 11.432.423 euros

PARC DE LA DURANNE
« LES ALIZES »
1025 RUE RENE DESCARTES
BP 80357

13799 AIX EN PROVENCE CEDEX 3

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sur le rapport du Président du conseil de surveillance

établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235
du Code de commerce

Exercice clos le 30 juin 2005

Jean JOUVE
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes Inscrit
70-72, Rue Saint Jacques
13006 MARSEILLE

M.B ASSOCIES
Société d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
55, rue Bellecombe
69006 LYON

S.A. THEOLIA

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
établi en application du dernier alinéa de l'article L.225-235
du Code de Commerce

* * * * *

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de la société **S.A. THEOLIA** et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil de Surveillance de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, au titre de l'exercice clos le 30 juin 2005.

Sous la responsabilité du Conseil de Surveillance, il revient à la société de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président du Conseil de Surveillance de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Ces diligences consistent notamment à - prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance ;
- prendre connaissance des travaux sous-entendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du code de commerce.

Jean JOUVE
Commissaire aux comptes

M.B ASSOCIES
Commissaire aux comptes
Pascal MANU
L'un des Gérants

16.4. Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise applicable en France

Le Conseil d'administration compte parmi ses membres des administrateurs indépendants. Par ailleurs, il s'est doté d'un règlement intérieur, d'un comité d'audit ainsi que d'un comité des nominations et des rémunérations.

Compte tenu de sa taille, la Société considère être en conformité avec les recommandations en matière de gouvernement d'entreprise.

16.5. Information sur les contrats de service

Il n'existe pas de contrat de service liant les administrateurs de THEOLIA à la Société ou à ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

17 SALARIES

17.1. Effectifs

La répartition des effectifs salariés au 31 décembre 2005 par société appartenant au Groupe s'établissait de la manière suivante :

THEOLIA	19 personnes
A+O	8 personnes
THEOLIA ENERGY	1 personne
ECOVAL	17 personnes
VENTURA MONTPELLIER	14 personnes
VENTURA ROUEN	9 personnes

17.2. Participation et stock options

17.2.1 Stock options

A la date du Prospectus, THEOLIA n'a pas procédé à l'attribution d'options de souscription au profit de ses salariés, des anciens membres du Directoire ou des anciens membres du Conseil de surveillance ou des membres du Conseil d'administration depuis le 14 avril 2006.

17.2.2 Bons de souscription d'actions

Des bons de souscription d'actions ont été émis à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 décembre 2003 au profit de M. Monsieur Jean Marie Santander et à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 28 novembre 2005 au profit de certains membres du Conseil de surveillance de THEOLIA.

Le détail de cette opération est présenté dans le paragraphe 21.1.4.2 – « Bons de souscription d'actions » du Prospectus.

17.3. Participation des salariés

Néant.

18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1. Répartition actuelle du capital social et des droits de vote

A l'exception de la part du capital détenue par les membres du Conseil d'administration (4,98 % du capital et 4,96 % des droits de vote), le capital de THEOLIA est entièrement détenu par le public.

Le tableau ci-dessous précise la répartition du capital et des droits de vote de la Société au 31 mars 2006 :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage en capital	Nombre de droits de vote	Pourcentage en droits de vote
Management :	929 219	4,98%	929 219	4,96%
Monsieur Jean-Marie Santander	400 975	2,15%	400 975	2,14%
SAS Colibri Holding (société dont le président est Monsieur Jean-Marie Santander)	482 249	2,58%	482 249	2,58%
Monsieur Philippe Perret	45 995	0,25%	45 995	0,25%
KASBANK*	4 688 610	25,12%	4 688 610	25,05%
PICTET ET CIE	1 104 406	5,92%	1 104 406	5,90%
SIS SEGAINTERSETTLE AG NON RESIDENT	953 555	5,11%	953 555	5,09%
FORTIS GLOBAL CUSTODY SERVICES N V	758 655	4,06%	758 655	4,05%
AMSTERDAMS EFFECTENKANTOOR	747 422	4,00%	747 422	3,99%
EXANE SA	688 102	3,69%	688 102	3,68%
SG PRIVATE BANKING SUISSE SA	627 283	3,36%	627 283	3,35%
GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL	405 477	2,17%	405 477	2,17%
DEUTSCHE BANK AG	375 825	2,01%	375 825	2,01%
STATE STREET BANK & TRUST CO	358 074	1,92%	358 074	1,91%
KREDIETBANK SA LUXEMBOURGEOISE ATTN JC RUPPERT M CHARLIER	348 890	1,87%	348 890	1,86%
MORGAN STANLEY & CO INTL LTD	317 659	1,70%	317 659	1,70%
HEARTSTREAM CAPITAL B.V.	269 114	1,44%	269 114	1,44%
CLEARTSTREAM BANKING SA	266 489	1,43%	266 489	1,42%
ORSAY DEVELOPPEMENT	252 904	1,35%	252 904	1,35%
UNICREDITO ITALIANO	248 284	1,33%	248 284	1,33%

HSBC BANK PLC	200 000	1,07%	200 000	1,07%
SAINT HONORE PME	173 232	0,93%	173 232	0,93%
ABN AMRO GLOBAL CUSTODY NV	163 772	0,88%	163 772	0,88%
Divers autres actionnaires	4 788 785	25,66%	4 838 915	25,85%
TOTAL	18 665 757	100,00%	18 715 887	100,00%

* KASBANK est entre autre dépositaire de tout ou partie des titres de GO CAPITAL.

Il convient de noter que conformément à l'article 23 – 3 des statuts de la Société, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elle représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, soit de nationalité française, soit ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne.

18.2. Contrôle de la Société

Au 30 juin 2005, M. Jean Marie Santander détenait 195.567 actions et Colibri Holding SAS 574.744 actions, l'ensemble représentant environ 8 % du capital (9.620.390 actions).

Au 31 octobre 2005, M. Jean Marie Santander détenait 329 796 actions et Colibri Holding SAS 524.744 actions, l'ensemble représentant environ 7 % du capital (12.236.537 actions).

Au 31 mars 2006, M. Jean-Marie SANTANDER détenait 400 975 actions et Colibri Holding SAS 482 249 actions, l'ensemble représentant 4,74% du capital (18.665.757 actions).

Toutes les mesures nécessaires ont été prises par la Société pour éviter tout contrôle abusif.

Le tableau suivant présente les informations relatives à la dilution potentielle du capital de la Société consécutivement aux opérations intervenues sur son capital potentiel dans les trois ans (entrée de nouveau actionnaires ou opérations sur le capital potentiel d'actionnaires existants).

Actionnaire	Dénomination du 1er Titulaire	Code valeur	Libellé valeur	Quantité de titres
215	MR BERLU PASCAL	FR0010051656	THEOLIA BSA03 T.1	8 500
571	COLIBRI HOLDING	FR0010051656	THEOLIA BSA03 T.1	8 000
857	ENERGO	FR0010051656	THEOLIA BSA03 T.1	40 000
500	MR FLAMBARD NICOLAS	FR0010051656	THEOLIA BSA03 T.1	52 000
160	MR FLORES DENIS	FR0010051656	THEOLIA BSA03 T.1	27 000
355	HEARTSTREAM CAPITAL B.V.	FR0010051656	THEOLIA BSA03 T.1	11 666
3353	SAS GINKGO	FR0010051656	THEOLIA BSA03 T.1	172 000
177	MR VENTRE LUCIEN	FR0010051656	THEOLIA BSA03 T.1	38 000
TOTAL				357 166

3353	SAS GINKGO	FR0010051797	THEOLIA BSA03 T.3	36 000
TOTAL				41 000

10	MR SANTANDER JEAN-MARIE	FR0010051805	THEOLIA BSA03 T.4	120 000
TOTAL				125 000

10	MR SANTANDER JEAN-MARIE	FR0010051813	THEOLIA BSA03 T.5	120 000
TOTAL				120 000

356	AMSTERDAMS EFFECTENKANTOOR	QSEEF1024665	THEOLIA BSA bis 05	269 114
355	HEARTSTREAM CAPITAL B.V.	QSEEF1024665	THEOLIA BSA bis 05	500 000
TOTAL				769 114

18.3. Pactes d'actionnaires et actions de concert

Il n'existe aucune action de concert entre les actionnaires.

En outre, la Société n'est partie à aucun autre accord susceptible d'avoir un impact sur le cours.

18.4. Notification de la participation dans le capital de la Société en vertu de la législation française

Non applicable.

19 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

Durant l'exercice clos le 30 juin 2003, THEOLIA a conclu deux conventions réglementées au sens de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

D'une part, la Société a conclu une convention d'intégration fiscale avec les sociétés CS2M, SAPE et SAEE. Aux termes de cette convention, THEOLIA est seule désignée redevable de l'impôt sur les résultats du Groupe. Cette convention a été conclue pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} juillet 2002. La personne « intéressée » au sens de l'article L. 225-40 du Code de commerce était Monsieur Jacques BUCKI alors Président du Directoire de la Société, Gérant de la SCI CS2M et Président du Conseil d'Administration des sociétés SAPE et SAEE.

D'autre part, le Conseil de surveillance de THEOLIA a, lors de sa réunion du 22 avril 2003, autorisé la cession à la Société Varoise de Maintenance de la totalité des parts qu'elle détenait dans le capital de la SARL P.V.C.C. à la valeur nominale. La personne « intéressée » au sens de l'article L. 225-40 du Code de commerce était Monsieur Jacques Bucki alors Président du Directoire de la Société et Gérant de la Société Varoise de Maintenance.

Durant l'exercice clos le 30 juin 2004, aucune convention réglementée au sens de l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue.

Durant l'exercice clos le 30 juin 2005, THEOLIA a conclu trois conventions réglementées au sens de l'article L. 225-38 du Code de commerce :

- convention de prestation de service signée le 15 décembre 2004 avec effet rétroactif au 15 juillet 2004 précisant les modalités de facturation entre les sociétés du Groupe ci-après mentionnées au sein

desquelles Monsieur Jean-Marie Santander agit en qualité de représentant permanent de THEOLIA, directement ou indirectement :

- THEOLIA ENVIRONNEMENT SAS ;
 - A+O SAS ;
 - THEOLIA ENERGY SAS ;
 - THEOLIA HOLDING SAS ;
 - SMCC EURL ;
 - FERME EOLIENNE DE BAZOCHES SARL ;
 - SODETREX SA ;
 - ECOVAL 30 SA ;
 - CEFF SAS ;
 - PLAINE MONTOIR I SARL ;
 - PLAINE MONTOIR II SARL ;
 - SEGLIEN SAS ; et
 - SA VENTURA.
- convention conclue entre THEOLIA et Heartstream Capital BV en date du 25 février 2005 qui prévoit l'émission en faveur de Heartstream et AEK de 1.538.228 BSA donnant droit de souscrire à une action de la Société au prix de 3,90 € ;
- convention conclue entre THEOLIA, la société Plambeck Neue Energien Ag et la société Heartstream Capital BV afin d'encadrer la cession de 1.000.000 d'actions THEOLIA détenues par la société Plambeck Neue Energien Ag Heartstream Capital BV à la société Heartstream Capital BV.

Durant l'exercice ouvert le 01 juillet 2005, THEOLIA a conclu trois conventions réglementées au sens de l'article L. 225-38 du Code de commerce :

- Contrat d'apport des titres des Sociétés A+O SAS et de SODETREX SA (détenant 97.61 % d'ECOVAL 30 SA) à GRANIT, Société de droit Suisse. Cet apport a été formalisé en date du 28 Février 2006 par un contrat dont tous les éléments ont été apportés à la connaissance des membres du Conseil de Surveillance. L'évaluation de l'apport de ces Sociétés par THEOLIA SA est de 12.180.000 CHF. Ces apports permettront à THEOLIA de détenir 12.180.000 actions nominatives de 1 euro. La participation finale de THEOLIA en date du 28 Février 2006 est donc de 60% dans la Société GRANIT.
- Autorisation de procéder à la cession des 40.000 actions de NATUREM ENVIRONNEMENT SAS pour un montant de 2.500.000 d'euros et 500.000 euros de compte courant à GRANIT SA (Suisse).
- Autorisation de procéder à la cession de la participation détenue au sein de GRANIT SA Suisse (60%).

Ces opérations permettront au Groupe THEOLIA de se recentrer sur son cœur d'activité, la production d'électricité à partir des énergies renouvelables.

20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LE RESULTAT DE LA SOCIETE

Il est rappelé que jusqu'au 30 juin 2005, THEOLIA clôturait ses exercices sociaux au 30 juin. L'assemblée générale en date du 28 novembre 2005 a décidé de modifier la date d'exercice social qui commence désormais le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, l'exercice social commencé le 1^{er} juillet 2005 se terminera le 31 décembre 2006.

20.1. Comptes consolidés aux 30 juin 2005, 30 juin 2004 et 30 juin 2003 en normes françaises

20.1.1 Comptes consolidés au 30 juin 2005 en normes françaises

20.1.1.1 *Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 30 juin 2005 en normes françaises*

THEOLIA
SA au capital de 11.432.423 euros
Parc d'activités de la DURANNE
« LES ALIZES »
1025 rue René DESCARTES
BP 80357
13799 AIX EN PROVENCE CEDEX 3

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 juin 2005

Jean JOUVE
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes Inscrit
70-72, Rue Saint Jacques
13006 MARSEILLE

M.B ASSOCIES
Société d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
55, rue Bellecombe
69006 LYON

Mesdames et Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société THEOLIA relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Justification de nos appréciations et observations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie du rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

En suite de notre rapport sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2004, nous vous précisons que le compte courant de Monsieur Jacques BUCKI, membre du conseil de surveillance dont il a assuré la Présidence jusqu'au 25 avril 2005, présente à la clôture de l'exercice un solde globalement débiteur de 125.977,11 euros.

Cette situation résulte de la consolidation de ses comptes courants créditeurs dans les sociétés du groupe et de son compte débiteur de 131.217,85 euros dans la SCI CS2M.

Marseille le 10 novembre 2005

Jean JOUVE
Commissaire aux comptes

M.B ASSOCIES
Commissaire aux comptes
Pascal MANU
L'un des Gérants

20.1.1.2 Bilan consolidé pour l'exercice clos le 30 juin 2005

BILAN ACTIF	Brut	Amortiss.	Net au	Net au
		provision s	30/06/2005	30/06/2004
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
* Ecart d'acquisition				
Ecart d'acquisition	5 079 966	1 967 825	3 112 140	3 231 847
* ACTIF IMMOBILISE				
Immobil. incorporelles				
Frais d'établissement	141 633	113 028	28 605	43 466
Frais de recherche & develop.	10 498	6 998	3 500	6 999
Concessions,brevets	118 541	105 933	12 608	1 158
Autres immob. Incorporelles	28 060 817		28 060 817	
Immobil. corporelles				
Terrains	49 468		49 468	49 468
Constructions	919 218	513 090	406 128	346 895
Inst.techn.mat.et out.indust.	1 997 170	821 443	1 175 727	1 039 444
Autres immobilisations corp.	551 590	348 268	203 322	78 143
Immob. en cours / av. acptes	10 429 172		10 429 172	608 070

Immobil. financières				
Participations & créances rat				
Autres immobilisations financ	253 289		253 289	14 850
Total	47 611 367	3 876 587	43 734 779	5 420 344
* ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières	28 580		28 580	
En cours de product. de biens				
En cours de product. de serv.	354 408		354 408	963 091
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 075 883	375 584	700 299	237 956
Fournisseurs débiteurs	1 194 128		1 194 128	32 780
Personnel	11 447		11 447	6 027
Etat impôts sur bénéfices	460 489		460 489	
Etat taxes sur chif.affair.	5 509 513		5 509 513	350 861
Autres créances	5 328 473	1 014 769	4 313 704	199 808
Divers				
Avances & acptes versés s/com	116 130		116 130	
Valeurs mobilières de placem.	14 387 955		14 387 955	
Disponibilités	4 908 780		4 908 780	166 991
Charges constatées d'avance	201 019		201 019	180 602
Total	33 576 810	1 390 353	32 186 810	2 138 121
* COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répart./plus.exerc.	3 315		3 315	49 602
Primes de rembt des oblig.				
Ecart de conversion actif				
Total	3 315		3 315	49 602
TOTAL ACTIF			75 924 551	7 608 067

BILAN PASSIF	Net au 30/06/2005	Net au 30/06/2004
* CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individ.	9 723 226	1 790 981
Primes d'émission,fusion,app.	23 928 441	1 827 931
Réserve légale		
Report à nouveau	-2 391 825	-2 542 906
Réserves consolidées	227 625	-290 326
Résultat net part du groupe	55 695	41 652
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total	31 543 162	827 332
Intérêts minoritaires	56 581	19 529
Total	56 581	19 529

* PROV./ RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	141 534	227 361
Provisions pour charges	21 321	13 044
Total	162 856	240 406
* DETTES		
Emprunts obligat.convert.	1 778 420	274 302
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes établ.créd		
.Emprunts	10 350 642	3 561 719
.Découvert,concours bancaires	2 140	5 249
Emprunts et dettes financ.div		
.Divers		
.Associés	10 239 458	299 209
Av.& acptes recus/cdes en crs		
Dettes fournisseurs/cpts rat.	9 758 412	1 115 051
Dettes fiscales et sociales		
.Personnel	265 546	45 082
.Organismes sociaux	327 225	95 070
.Etat impôts sur bénéfices	5 954 878	235 536
.Etat taxes sur chif. affair.	3 509 778	278 087
.Etat obligations caution.		
.Autres dettes fiscal.& soc.	302 637	221 759
Dettes/immob.et cptes rattac.		
Autres dettes	666 307	4 031
Produits constatés d'avance	1 006 503	385 700
Total	44 161 951	6 520 800
* COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	75 924 551	7 608 067

	du 01/07/04	du 01/07/03
	au 30/06/05	au 30/06/04
PRODUITS		
Production vendue	4 026 191	1 630 478
Production stockée	-608 683	963 091
Subventions d'exploitation		5 384
Autres produits	10 219 154	322 530
Total	13 636 662	2 921 485
CONSOMMATIONS M/SES & MAT		
Variation de stock	-28 580	
Autres achats & charges ext.	11 745 274	1 359 683
Total	11 716 694	1 359 683
MARGE SUR M/SES & MAT	1 919 967	1 561 802
CHARGES		
Impôts,taxes et vers. assim.	99 378	60 434
Salaires et traitements	1 253 383	381 137
Charges sociales	552 316	143 904
Amortissements et provisions	292 674	241 174
Autres charges	747	576
Total	2 198 500	827 228
RESULTAT D'EXPLOITATION	-278 532	734 573
Produits financiers	116 283	7 199
Charges financières	222 444	236 232
Résultat financier	-106 160	-229 033
RESULTAT COURANT ENT.INTEG	-384 693	505 540
Produits exceptionnels	777 605	1 106 199
Charges exceptionnelles	603 452	1 066 938
Résult.exceptionnel	174 153	39 261
Participation des salariés	0	0
Impôts sur les bénéfices	-746 338	23 379
Résultat net entr.intégrées	535 798	521 422
Amortissement écarts d'acquis	479 091	471 649
Résultat net ensemble consolid	56 756	49 773
Intérêts minoritaires	1 061	8 120
Résultat net part du groupe	55 695	41 652

I - INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION

1 - REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels consolidés ont été préparés selon les principes établis par la Loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n° 86-221 du 17 février 1986 et le règlement CRC n° 99-02 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

2 - MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1 - Méthodes de consolidation

Les comptes au 30.06.05 des entreprises placées sous le contrôle exclusif de la société consolidante sont consolidés par intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise,
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Les entreprises dont les participations détenues par la société consolidante sont supérieures à 10 % et inférieures à 50 % sont réputées contrôlées conjointement et consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Le contrôle conjoint d'une société résulte du partage du contrôle par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

L'intégration proportionnelle consiste à intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels.

La différence essentielle avec l'intégration globale consiste en ce que l'intégration dans les comptes de l'entreprise consolidante des éléments constituant le patrimoine et le résultat de l'entreprise sous contrôle conjoint ne s'effectue qu'au prorata de la fraction représentative de la participation de l'entreprise détentrice des titres sans constatation d'intérêts minoritaires directs.

Les entreprises dont les participations détenues par la société consolidante sont inférieures à 10 % sont réputées contrôlées sous influence notable et sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation.

Au cas d'espèce, toutes les entités du groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, car, à la clôture de l'exercice, toutes sont détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par THEOLIA.

2.2 - Modalités de traitement des écarts de première consolidation

L'écart d'acquisition est la différence constatée lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et l'évaluation totale des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition.

Toutes les prises de contrôle exclusif ou conjoint doivent être comptabilisées selon la méthode générale d'évaluation à la valeur d'entrée. Selon cette méthode, le coût d'acquisition des actifs et passifs de l'entreprise acquise est évaluée à sa valeur d'entrée, et l'écart qui résulte de la comparaison de cette valeur avec le coût d'acquisition est comptabilisé soit à l'actif, soit au passif du bilan au titre de l'écart d'acquisition.

La différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable de l'élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée est dénommée écart d'évaluation.

Le principe de comptabilisation à la valeur d'entrée s'applique à toutes les prises de contrôle, quelle que soit leur forme juridique.

Le principe de comptabilisation à la valeur d'entrée s'applique également aux prises de contrôle réalisées entre entreprises sous contrôle commun, sauf lorsque ces opérations répondent à la définition d'une restructuration interne. Elles sont alors comptabilisées sur la base des valeurs comptables consolidées.

La date de première consolidation d'une entreprise acquise correspond à la date du transfert effectif du contrôle.

Le coût d'acquisition des titres correspond au prix d'acquisition, évalué à sa juste valeur, augmenté des coûts directs externes liés à l'acquisition, pour leur montant net d'impôt.

La comptabilisation séparée des actifs et passifs d'une entreprise acquise à la juste valeur est obligatoire dès lors que les critères d'identification sont remplis.

Les modalités de détermination des justes valeurs des actifs et passifs identifiables font l'objet de nombreuses précisions. En particulier, ces justes valeurs doivent être déterminées en prenant en compte la situation existante à la date d'acquisition et l'usage prévu par l'entreprise consolidante. En outre, elles doivent être déterminées indépendamment des méthodes comptables du groupe acquéreur.

Les règles applicables en matière d'impôt différé imposent, sauf rares exceptions, la comptabilisation d'un impôt différé au titre des écarts d'évaluation constatés lors de la première consolidation d'une entreprise acquise.

Pour les frais de recherche et de développement relatifs à des projets en cours, le Règlement 99-02 a retenu des dispositions spécifiques.

L'écart d'acquisition dégagé au titre d'une prise de contrôle doit être ventilé, dès la date d'acquisition, entre les différentes composantes de l'entité acquise, et en particulier à chaque filiale ou participation significative de cette entreprise.

Cette affectation aux entités juridiques significatives revêt une grande importance à la fois pour le calcul des intérêts minoritaires, pour la détermination des résultats de cession ultérieurs en cas de cession séparée d'une ou plusieurs filiales et pour le suivi de la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition et la comptabilisation des éventuelles pertes de valeur.

L'écart d'acquisition est également affecté, au sein de chaque filiale ou participation significative, à chaque branche d'activité ou sous-groupe significatif. Cette répartition par branche permet notamment la détermination d'un résultat de cession fiable en cas de cession d'une branche sans cession des titres.

L'écart d'acquisition positif doit être inscrit à l'actif du bilan consolidé et amorti sur sa durée d'utilité, celle-ci ne dépassant pas, en pratique, 40 ans. En cas d'événement défavorable, l'écart d'acquisition doit faire l'objet d'un test de dépréciation et, le cas échéant, un amortissement exceptionnel est comptabilisé. Aucune reprise ultérieure n'est autorisée.

Un écart d'acquisition négatif ne peut être comptabilisé qu'après vérification de la juste valeur attribuée aux actifs et passifs identifiables, et notamment celle attribuée aux éléments incorporels ne faisant pas l'objet d'un marché actif.

Une fois cette vérification effectuée, l'écart d'acquisition négatif doit être comptabilisé au passif du bilan et être repris en résultat lors de la réalisation des pertes qu'il est censé couvrir, ou selon un plan de reprise.

2.3 - Date d'établissement des comptes annuels consolidés

La date d'établissement des comptes annuels des sociétés consolidées est uniformément fixée au 30 juin 2005.

Les sociétés consolidées ont établi leurs comptes sur une durée uniforme de douze mois, sauf création d'une entité consolidée sur la période, auquel cas l'exercice commence à la date de création pour se terminer au 30 juin 2005.

3 - METHODES ET REGLES D'EVALUATION

3.1 - Méthodes utilisées pour certains postes du bilan et du compte de résultat

3.1.1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des immobilisations incorporelles et corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale de vie des biens en mode linéaire par application de taux homogènes :

Nature	Durée
Constructions	20 ans
Matériel & outillage	4 à 10 ans
Matériel & outillage des centrales	15 ans
Aménagements Agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

3.1.2 - Créances

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non recouvrement.

3.1.3 - Titres de placement

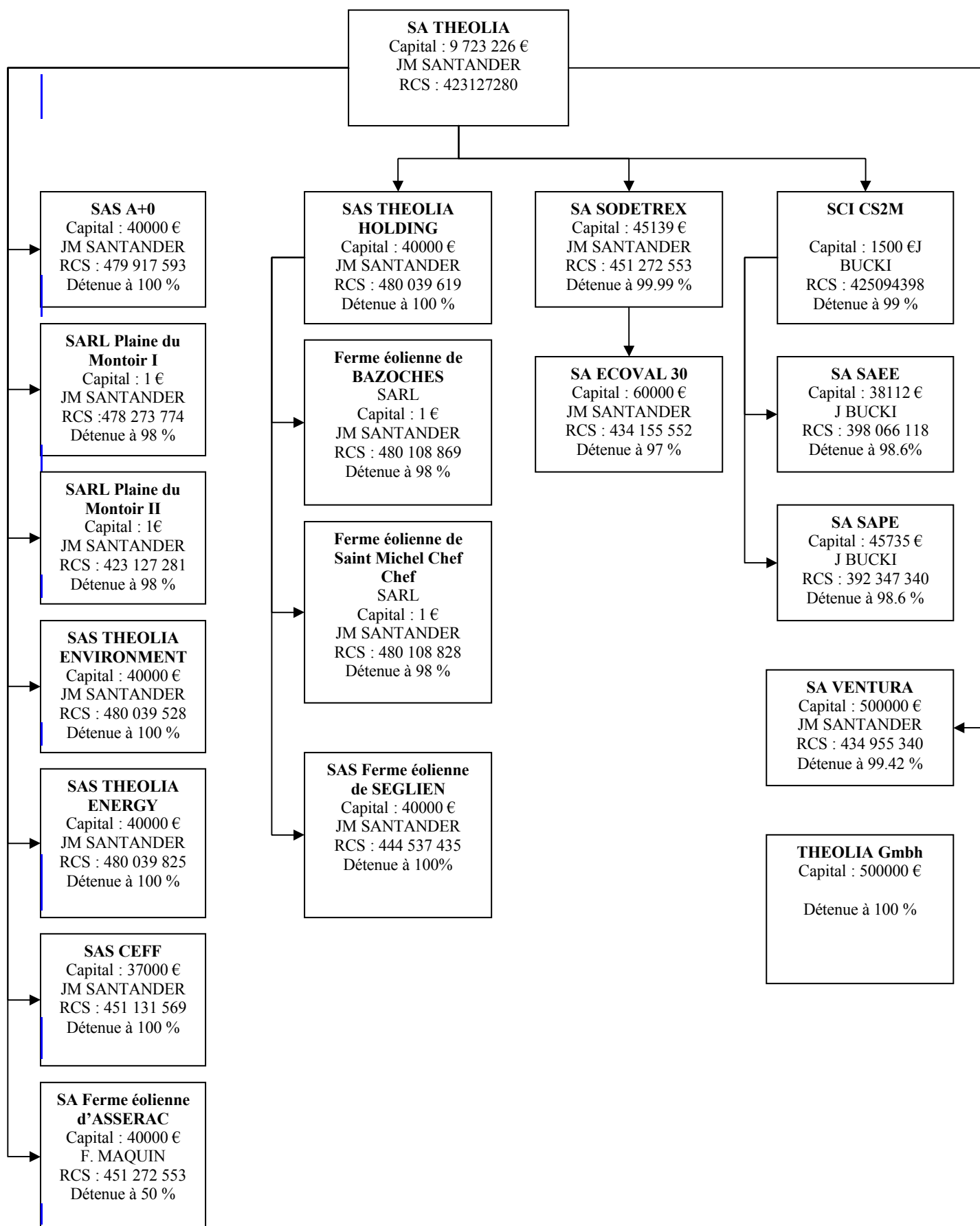
Les titres de placement figurant à l'actif font l'objet d'une comptabilisation à leur valeur historique d'acquisition. A chaque arrêté, la valeur d'inventaire est comparée à la valeur de marché des titres s'il en existe une. Une provision pour dépréciation est constituée en cas de perte de valeur de ces titres.

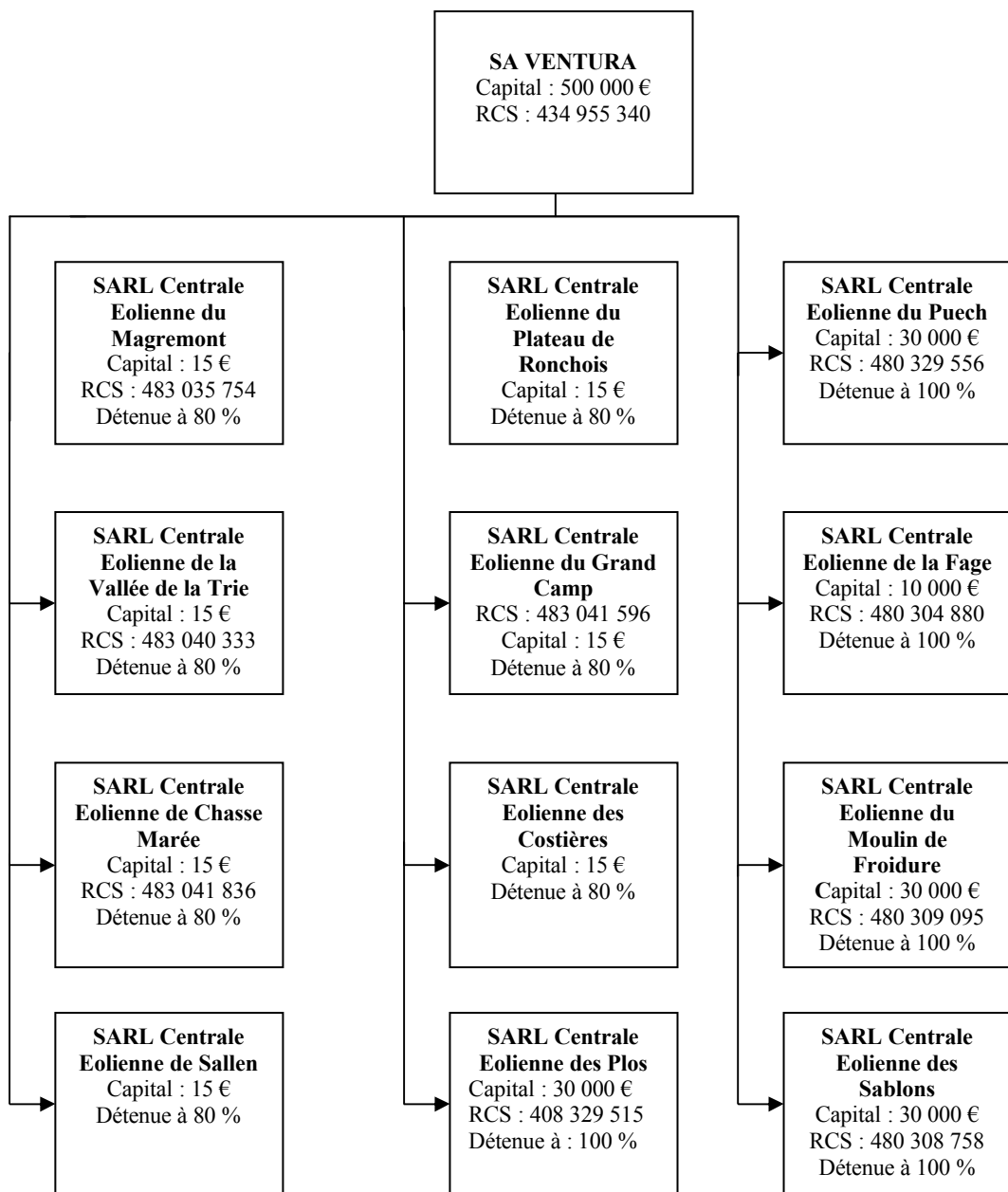
3.1.4 - Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours sont valorisées au coût de revient. Les projets sont développés par les filiales du groupe et facturés aux sociétés supports de programmes en fonction de leur avancement. La marge constatée dans les filiales est neutralisée en consolidation selon les prescriptions légales en vigueur.

Le coût de revient des immobilisations en cours est déterminé en fonction des temps passés par les personnels productifs et chiffré en prenant en compte les salaires et charges sociales des personnels directs, majorés d'un coefficient de frais généraux. Sont également pris en compte les coûts externes directement rattachables au projet.

II - INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION





1 – ENTITES PRESENTES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE N-1

Les sociétés SAPE et SAEE sont détenues à 98,60 % et 98,60 % par CS2M. Ces sociétés ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

La société civile CS2M est détenue à hauteur de 99 % par THEOLIA à la suite d'une opération d'apport en nature de titres CS2M ratifiée par l'assemblée générale extraordinaire du 7 février 2002. Cette société a été consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

La société SA Ferme Eolienne d'Assérac est détenue à hauteur de 50 % par THEOLIA SA. Cette société a été constituée dans le but de poursuivre le développement du programme « Ferme Eolienne d'Assérac » avec des partenaires extérieurs. Elle est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

2 – CREATION DE FILIALES AU COURS DE L'EXERCICE

Les fermes éoliennes Plaine Montoir I, Plaine Montoir II sont des SARL supports de programme détenues à 98 % par THEOLIA SA et créées dans le but de poursuivre le développement des projets qui y sont rattachés.

Au cours du mois de novembre 2004, THEOLIA a finalisé l'opération de reprise de l'activité A+O. Cette reprise s'est effectuée au travers de la constitution d'une SAS à associé unique. La société A+O conçoit et réalise « clés en main » des unités de traitement des eaux résiduaires urbaines ou industrielles. Cette acquisition s'inscrit dans le processus de développement d'activités environnementales « clés en main », tant pour les activités internes au Groupe que pour des installations extérieures.

Le 30 juin 2005, la société THEOLIA a créée une filiale à 100 % en Allemagne portant le nom de THEOLIA GmbH. Son capital social est de 500 000 €. Cette structure qui n'a développé aucune activité sur la période est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

3 – PRISE DE PARTICIPATIONS DE L'EXERCICE

3.1 Description des opérations

Au cours du second semestre 2004 THEOLIA a acquis les titres de la SAS Centrale Eolienne Fonds de Fresnes. Cette opération a permis de démarrer la construction d'une ferme éolienne de 10 MW dans la Somme détenue à 100 % par THEOLIA. Cette société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

Au cours du premier semestre de l'année 2005, deux acquisitions ont été réalisées par le Groupe THEOLIA.

En février 2005, la société THEOLIA Holding a acquis 100 % des actions de la SAS « Centrale Eolienne de Séglien ». Cette société dispose d'un permis de construire purgé de tout recours pour la construction d'un parc éolien de 6 machines (soit 9 MW) sur la commune de Langoelan dans le Morbihan.

Cette société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale à compter de la date de prise de contrôle.

Au mois de mai 2005, la société THEOLIA a acquis 99 % de la SA Ventura. Cette société est spécialisée dans le développement, le financement, la réalisation, l'exploitation et l'entretien d'installations utilisant les énergies renouvelables.

Le rôle de Ventura est de renforcer le pôle construction du Groupe. Les futures fermes éoliennes du Groupe doivent être réalisées par cette société. Ainsi, la construction des centrales éoliennes de Séglien et de Fonds de Fresnes va être réalisée par Ventura dans le cadre d'un contrat dit « clés en main ».

La société Ventura est entrée dans le périmètre de consolidation à compter du 17 mai 2005. Elle est intégrée globalement à compter de cette date.

Au 30 juin, cette société a créé 12 filiales, structures dites support de programme qui ont pour fonction de « porter » le développement des projets. La liste de ces structures est indiquée sur l'organigramme. Elles sont intégrées globalement dans Ventura.

Information concernant le sous groupe Sodetrex / ECOVAL 30

Au cours de l'exercice, la société THEOLIA a augmenté sa participation dans la SA Sodetrex au terme des opérations suivantes :

- Rachat des titres détenus par la SNC ACMB soit 12 980 titres. Au 31 décembre 2004, THEOLIA SA détient 16 178 titres sur les 32 453 composant le capital social. Le pourcentage d'intérêts qui était de 10 % au 30 juin 2004 est donc à cette date de 49.85 %.
- Apport le 17 juin 2005 des titres détenus par Messieurs Sangouard, Perret et Maquin, soit 16 271 titres. Ainsi, le pourcentage d'intérêt au 30 juin 2005 est de 99.99 %.

Le sous-groupe consolidé formé par les sociétés Sodetrex et ECOVAL 30 est intégré au périmètre de consolidation par la méthode de l'intégration proportionnelle du 1^{er} juillet 2004 au 17 juin 2005. Durant cette période, le contrôle de la société est réalisé conjointement avec les autres actionnaires qui agissent et se comportent comme un actionnaire unique, en faisant masse de leurs titres et de leurs votes.

Les produits et charges couvrant cette période sont donc consolidés à hauteur de 49.85 %.

Un accord signé entre THEOLIA et ce groupe d'actionnaires le 24 octobre 2003, et amendé le 27 juillet 2004, prévoyait la cession à THEOLIA de 16 271 actions représentant la totalité de ses titres, sous réserve de la réalisation de certaines conditions suspensives. Au cours du premier semestre 2005, ces conditions sont remplies et l'opération a été réalisée le 17 juin 2005 sous forme d'apport de titres dans la SA THEOLIA.

Le Groupe THEOLIA exerçant alors un contrôle exclusif, le sous-groupe formé par ces deux sociétés est intégré globalement à compter de cette date.

Les produits et charges couvrant la période du 17 au 30 juin sont donc intégrées globalement.

3.2 Evaluation des actifs et passifs acquis à la valeur d'entrée.

Le Règlement 99-02 indique de manière explicite que l'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise est soumise aux règles énoncées par ce règlement en matière de consolidation initiale, c'est-à-dire notamment comptabilisation des actifs et passifs identifiables acquis à leur juste valeur et comptabilisation d'un écart d'acquisition résiduel.

THEOLIA a réalisé pendant l'exercice quatre opérations d'achat de titres ou de prise de contrôle qui entrent dans le champ d'application ci-dessus défini.

Il s'agit des opérations suivantes :

- Ferme éolienne de Séglien ;
- Ferme éolienne de Fonds de Fresnes ;
- Ventura SA ;
- Sodetrex SA.

3.2.1 Méthodes retenues

3.2.1.1 Valorisation des actifs et passifs identifiables acquis

Les actifs et passifs acquis dans le cadre des quatre opérations précitées ont été évalués à la juste valeur, selon les principes suivants :

Les actifs incorporels ont été évalués à la juste valeur en prenant en compte le prix moyen des transactions réalisées sur le marché.

En matière de ferme éolienne, le prix moyen constaté sur le marché s'élève à 1.450.000 € pour 10 MW. Ce montant correspond au prix d'acquisition d'un projet pour lequel le permis de construire a été déposé et se trouve purgé de tout recours. Une approche par la méthode des cash-flows opérationnels actualisés sur la durée des contrats d'exploitation nous permet de corroborer ce chiffre de 1.450.000 €. Le taux d'actualisation retenu tient compte du taux de rémunération sans risque des investissements à long terme et est majoré d'un taux de risque évalué à la date de prise de contrôle par THEOLIA.

Le taux d'actualisation retenu est de 5.2 %.

En ce qui concerne Sodetrex, et en l'absence de comparatifs suffisants, la juste valeur a été déterminée sur la base de la méthode des cash-flows opérationnels actualisés. Le taux d'actualisation retenu est de 6 % pour tenir compte du risque d'exploitation particulier de ce type d'installation.

Les écarts d'évaluation sur immobilisations incorporelles font l'objet d'un calcul d'impôt différé passif conformément au Règlement 99.02. Cet impôt différé passif s'impute sur l'écart d'acquisition.

Compte tenu de la création récente des structures acquises, les autres actifs immobilisés ont été évalués à la valeur comptable.

Il en est de même des autres actifs et passifs à l'exception des impôts différés actifs résultant de l'existence de déficits fiscaux reportables dans les sociétés acquises. Ces actifs ont été évalués à 33.33 % des déficits fiscaux majorés de 1.5 % du montant de l'impôt conformément au droit fiscal actuellement applicable.

3.2.1.2 Délimitation du coût d'acquisition

La rémunération remise au vendeur (ou prix d'acquisition) correspond à la juste valeur des actifs qui lui sont remis par l'acquéreur, qu'il s'agisse de liquidités, de titres émis par une entreprise comprise dans la consolidation, ou d'autres actifs.

Les titres négociés sur un marché organisé ou assimilé doivent être évalués à leur valeur de marché, qui est généralement égale au cours de bourse du jour de transfert de propriété des titres reçus en échange.

Compte tenu de la particularité de certaines opérations, il a été nécessaire d'étudier les conditions exactes de règlement des transactions pour en chiffrer le coût réel et non le coût apparent, en particulier lorsque les opérations se dénouent par la remise de titres.

Les écarts de coûts sont venus impacter la juste valeur des actifs et passifs acquis.

La juste valeur des acquisitions est donc égale à la juste valeur des actifs et passifs acquis, augmentée des ajustements liés aux coûts d'acquisition, dont le coût réel des instruments remis en paiement des titres et le coût d'acquisition des titres identifié dans les comptes de la société consolidante.

3.2.1.3 Plafonnement des justes valeurs

Le règlement 99.02 stipule dans son § 21131 que la constatation d'écarts d'évaluation positifs ne doit pas avoir pour conséquence, sauf cas exceptionnel dûment justifié en Annexe, de faire apparaître un écart d'acquisition négatif.

Le bulletin CNCC considère qu'en l'absence de définition de la notion de cas exceptionnel, il convient de se référer à la précédente norme IAS 22 qui prévoyait que si les actifs incorporels identifiables ne font pas l'objet d'un marché actif, leur valeur d'entrée doit être limitée à un montant qui ne génère pas un goodwill négatif ou n'en augmente pas le montant.

L'ensemble des justes valeurs des entreprises acquises au cours de l'exercice portant sur la valeur des contrats et donc sur des valeurs incorporelles, cette disposition empêche donc THEOLIA de présenter la totalité du potentiel des ses acquisitions à l'actif de son bilan.

3.3 Valorisation des acquisitions

3.3.1 Ferme éolienne de Fonds de Fresnes

La juste valeur des actifs incorporels s'établit à 1.450.000 €. Cette valeur a été déterminée sur la base des éléments précédemment décrits.

Les principales caractéristiques de l'opération sont les suivantes :

- Puissance autorisée : 10 MW
- Nombre d'heures de fonctionnement : 2204 heures par an
- Investissement total : 14.017 K€
- Fonds propres : 2.415 K€
- Emprunt Mezzanine à 7.80 % sur 10 ans pour 604 K€
- Emprunt Senior à 4.80 % sur 15 ans pour 10.999 K€

Compte tenu des valeurs comptables retenues à la date d'acquisition et des impôts différés sur la juste valeur des incorporels, la juste valeur de Fonds de Fresnes s'établit à 169.659 €.

Compte tenu des dispositions restrictives affectant la juste valeur des éléments incorporels, la juste valeur de l'acquisition à retenir à la clôture est limitée à son coût d'acquisition soit 61.000 €.

3.3.2 Ferme Eolienne de Seglien

La juste valeur des actifs incorporels s'établit à 1.305.000 €. Cette valeur a été déterminée sur la base des éléments précédemment décrits.

Les principales caractéristiques de l'opération sont les suivantes :

- Puissance autorisée : 9 MW
- Nombre d'heures de fonctionnement : 2.150 heures par an
- Investissement total : 12.776 K€
- Fonds propres : 3.930 K€
- Emprunt Mezzanine à 7.80 % sur 10 ans pour 460 K€
- Emprunt Senior à 4.80 % sur 15 ans pour 8.286 K€

Compte tenu des valeurs comptables retenues à la date d'acquisition, des impôts différés sur la juste valeur des incorporels et des frais d'acquisition de 39.500 €, la juste valeur de Seglien s'établit à 648.451 €.

Compte tenu des dispositions restrictives affectant la juste valeur des éléments incorporels, la juste valeur de l'acquisition à retenir à la clôture est limitée à son coût d'acquisition soit 640.000 €.

3.3.3 Ventura SA.

La société Ventura a fait l'objet d'un rachat massif au 17 mai 2005.

3.3.3.1 Détermination du coût d'acquisition.

Le prix payé se décompose de la manière suivante :

L'actionnaire principal cédant a reçu la somme globale de 3.045.068 € pour la totalité de ses titres. En outre, il a cédé son compte courant ouvert dans les livres de Ventura à THEOLIA, d'un montant total de 6.954.931 €. Cette cession s'est faite contre la remise d'une somme de 954.931 € et la remise de 1.000.000 de titres de THEOLIA.

Le 17 mai, jour de la signature des actes définitifs, le cours de l'action THEOLIA était de 7.28 €. Le montant total de la transaction doit donc être majoré de 1.280.000 €, qui s'imputent sur la prime d'émission.

Le rachat des actions des minoritaires obéit à une logique comparable. Les titres ont été rachetés pour 613.750 € en numéraire « d'utilisation libre » et 600.000 € en numéraire affectés à la souscription de 100.000 titres de THEOLIA. Au jour de la signature des actes, le cours de l'action était de 7.28 €. L'impact sur la prime d'émission est donc de 1.28 € par titre à souscrire, soit 128.000 € (Opération d'augmentation de capital dénouée le 2 septembre 2005).

3.3.3.2 Juste valeur des actifs et passifs identifiables

Seuls les projets ayant fait l'objet d'un dépôt de permis de construire à la date de prise de contrôle ont fait l'objet d'une évaluation à la juste valeur.

En effet, sans que cela remette en cause leur valeur comptable calculée au coût de revient, les projets en développement dont les permis de construire n'ont pas encore été déposés, ont été considérés comme insuffisamment matures pour faire l'objet d'une évaluation autre que celle issue de la constatation des coûts de revient comptables. D'autre part, il n'existe aucune statistique disponible sur le taux de réussite des projets non encore déposés.

A la date de prise de contrôle, la société a déposé des permis de construire pour un total de 272 MW, dont 32 étaient acceptés et étaient devenus définitifs.

Le Syndicat des Energies Eoliennes dispose de statistiques permettant d'établir que 30 % des projets déposés sont finalement acceptés sans recours des tiers. Sur la base de 240 MW, la statistique nous permet d'envisager avec prudence la réalisation de 72 MW.

Le nombre total de MW de référence est donc égal à 104.

La juste valeur des projets acquis au travers de Ventura a été calculée sur cette base de 104 MW.

Sur la base d'un prix de marché de 1.450.000 € pour l'autorisation de construire une ferme éolienne de 10MW, la juste valeur des incorporels acquis ressort à 15.080.000 €. A cette valeur, il convient d'ajouter la somme de 2.516.000 € correspondant à la juste valeur des projets en développement non encore déposés.

Cette valeur est donc égale à 17.596.000 €.

L'impôt différé résultant de cette évaluation, impactée des valeurs comptables, est égal à 4.504.712 €. D'autre part, Ventura disposait d'un déficit fiscal reportable générateur d'un impôt différé actif de 502.058 €.

Les autres actifs et passifs identifiables ont été retenus pour leur valeur comptable.

Compte tenu des valeurs comptables retenues à la date d'acquisition, des frais d'acquisition de titres de 67.600 €, de l'impact du coût d'acquisition, de la juste valeur des incorporels et des impôts différés sur cette juste valeur, la juste valeur de Ventura s'établit à 4.242.005 €.

Il résulte de ces évaluations un écart d'acquisition résiduel de 16.813 €.

3.3.4. Sodetrex SA

Le Groupe THEOLIA détenait, au 1er juillet 2004, 10 % des titres de la société Sodetrex. Un engagement ferme et irréversible d'acquisition de 40 % supplémentaires avait été signé avec les minoritaires de Sodetrex. Cette société a donc été consolidée par intégration proportionnelle dès le 1er juillet 2004, un pacte d'actionnaires existant à cette même date.

Au cours de l'exercice 2004-2005, deux acquisitions de titres ont eu lieu :

La première en décembre 2004 (40 % faisant suite à l'engagement de rachat des minoritaires) et la seconde le 13 juin 2005 (50 % restant). Ces deux acquisitions ont été traitées conformément au CRC 99-02. La juste valeur des actifs incorporels acquis lors de l'opération de juin 2005 a été évaluée à hauteur de 5 100 000 €.

L'opération de décembre 2004 a été retraitée en conséquence et la valeur des incorporels acquis en décembre 2004 a été réévaluée sur la base de 5 100 000 €, générant un écart de réévaluation, comptabilisé dans les capitaux propres du Groupe, pour un montant de 759 261 €, net d'incidence fiscale.

Au 30 juin 2005, les actifs incorporels acquis ressortent donc à 5 100 000 € et un écart d'acquisition d'un montant de 226 426 € a été constaté suite à cette acquisition par "paliers", réalisée au cours de l'exercice 2004-2005.

La seconde tranche a été payée sous forme de remise de numéraire à hauteur de 250.000 € et par la remise de 237.500 titres émis à 4.85 €. Au jour de la transaction, fixé à la date de l'AG constatant l'émission des titres, le cours de l'action était de 9.95 €. Il en résulte un impact sur le coût d'acquisition de 1.211.250 €, imputé sur la prime d'émission.

4 – IMPACT DE LA VARIATION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LA TRESORERIE

L'entrée dans le périmètre de consolidation de nouvelles sociétés a une incidence sur les flux de trésorerie. En effet, l'impact est égal au prix total d'acquisition diminué du montant des liquidités ou équivalents de liquidités dont dispose chaque entreprise acquise.

Selon cette définition, les entités entrant dans le périmètre suite à une création ne génèrent aucun flux de trésorerie. Seules les sociétés acquises génèrent des flux de trésorerie.

Ainsi au cas d'espèce :

Société	Montant décaissé	Liquidités	Flux de trésorerie
CEFF	<40 000>	154	<39 846>
SODETREX /	<408 413>	1 583 524	1 175 111
ECOVAL 30			
SEGLIEN	<640 000>	50 047	<589 953>
VENTURA	<4 258 818>	312 255	<3 946 563>
Total :	<5 347 231>	1 945 980	<3 401 251>

III - INFORMATIONS PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES

L'ensemble des informations permettant la comparabilité des comptes et en particulier, les comptes pro forma et les notes qui y sont associées sont renvoyées en fin de document pour en faciliter la lecture.

IV - EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS

1 - POSTES DU BILAN CONSOLIDE

1.1 - Actif immobilisé

1.1.1. - Immobilisations

Les principaux mouvements concernant l'actif immobilisé sont repris dans le tableau suivant :

CONSOLIDATION	Immobilisations					
	Ouverture	Incidence chgt. Méth. Conso.	Incidence var ^o périm.	Acquisition	Cession	Clôture
Ecart d'acquisition	4 716 493	11 234	109 000	243 239		5 079 966
Ecart d'acquisition/fonds commercial						
Frais de constitution		67 324				67 324
Frais d'augmentation capital	74 309					74 309
R & D	10 499					10 499
Logiciels	9 856		106 910	1 775		118 541
Terrains	49 468					49 468
Constructions	129 722					129 722
Installations générales	662 717		56 864	69 915		789 496
Matériel outillage industriel	1 536 223	110 056	322 056			1 968 334
Installations agencements indus.		28 836				28 836
Installations agencements généraux	138 159			4 970		143 129
Matériel de bureau et informatique	30 311	5 118	194 514	72 697	3 995	298 645
Mobilier	702		33 947			34 649
Materiel de transport			75 167			75 167
Immos corporelles en cours	295 797		3 103 302	7 325 871	295 797	10 429 173
Immos incorporelles en cours	312 273	5 875 663	19 258 957	2 613 925		28 060 817
Participations	5 913	-5 913				
Créances immobilisées				180 000		180 000
Dépôts et cautionnements	14 850	88	42 160	16 190		73 288
Total	7 987 292	6 092 406	23 302 876	10 528 582	299 792	47 611 364

Les montants inscrits dans la colonne « incidence des changements de méthode de consolidation » correspondent au sous-groupe Sodetrex qui est intégré proportionnellement jusqu'au 17/06/2005 en fonction du pourcentage d'intérêts détenu jusqu'à cette date.

Les montants inscrits dans la colonne « Incidence des changements de périmètre » concernent les actifs intégrés au périmètre de consolidation et acquis par les entités antérieurement à leur entrée dans le Groupe.

1.1.2.- Immobilisations en cours

La variation des immobilisations en cours est synthétisée dans le tableau précédent. Les immobilisations corporelles en cours concernent les quotes-parts relatives aux phases de construction des projets en réalisation.

Les immobilisations corporelles en cours, valorisées à hauteur de 10 429 K€, se décomposent ainsi :

- ECOVAL 30 : 7 415 K€
- CEFF : 1 714 K€
- SEGLIEN : 1 300 K€

Les autres projets développés par le Groupe sont constatés en immobilisations incorporelles en cours tant que les phases d'études sont actives.

Les principales variations sont les suivantes :

- L'acquisition des titres Sodetrex a permis de constater l'entrée en immobilisation de la réalisation antérieure au changement de méthode de consolidation, soit 5 876 K€.
- Les acquisitions de Ventura, SEGLIEN et CEFF génèrent une entrée en immobilisation de 15 894 K€ représentant la juste valeur des immobilisations à la date d'entrée des sociétés dans le périmètre.
- Le montant des réalisations propres du Groupe (i.e postérieures aux prises de contrôle ou réalisées dans le cadre de sociétés détenues depuis l'ouverture de l'exercice) s'élèvent à 5 979 K€.

1.1.3.- Amortissements

Les variations dues aux amortissements des immobilisations sont détaillées dans le tableau suivant :

CONSOLIDATION	Amortissements					
	Ouverture	Incidence chgt. Méth. Conso.	Incidence var ^o périm.	Dotation	Reprise	Cloture
Ecart d'acquisition	1 484 646	3 595		479 585		1 967 826
Ecart d'acquisition/fonds commercial						
Frais de constitution		63 100		2 181		67 324
Frais d'augmentation capital	30 843			14 862		45 705
R & D	3 499			3 499		6 998
Logiciels	8 698		93 712	3 523		105 933
Terrains						
Constructions	60 934			6 486		67 420
Installations générales	384 610		14 069	47 077		445 755
Matériel outillage industriel	496 779	24 220	174 862	117 881		813 742
Installations agencements indus.		4 621		1 591		7 701
Installations agencements généraux	68 892			9 706		78 599
Matériel de bureau et informatique	21 749	4 242	173 416	21 437	3 995	216 848
Mobilier	388		8 009	573		8 970
Materiel de transport			41 463	2 388		43 851
Immos en cours						
Immos incorp en cours						
Participations						
Dépôts et cautionnements						
Total	2 561 038	99 777	505 530	710 789	3 995	3 876 672

1.1.4 - Ecart d'acquisition

1.1.4.1. Écart d'acquisition CS2M / SAPE / SAEE

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des sociétés SAPE et SAEE par la société CS2M et l'évaluation totale des capitaux propres de ces sociétés à la date d'acquisition des titres le 27 octobre 1999.

Cet écart d'acquisition a été déterminé de la façon suivante :

- Capitaux propres SAPE et SAEE au 30/09/99	367 K€
- Dividendes*	+ 547 K€
- Capitaux propres corrigés	= 914 K€
- Prix d'achat des titres SAPE et SAEE par CS2M	- 2 482 K€
	<hr/>
- Ecart d'acquisition	= 1 568 K€

* Dividendes provenant des résultats réalisés avant l'entrée dans le périmètre de consolidation

Il fait l'objet d'un amortissement sur 10 ans.

1.1.4.2 - Écart d'acquisition THEOLIA / CS2M

L'écart d'acquisition représente la différence entre la valorisation de l'apport des titres CS2M pour 2 439 K€ au 07/02/2002 et l'évaluation totale des capitaux propres à la date d'apport.

Cet écart d'évaluation a été déterminé de la façon suivante :

Capitaux propres du sous-groupe CS2M au 30/09/2001	- 709 K€
Evaluation lors de l'apport	- 2 439 K€
	<hr/>
Ecart d'évaluation	= 3 148 K€

Il fait l'objet d'un amortissement sur 10 ans.

1.1.4.3 - Écart d'acquisition THEOLIA / FERME EOLIENNE CEFF

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société CEFF et l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables de la société à la date d'acquisition des titres le 23 novembre 2004.

Cet écart d'acquisition a été déterminé de la façon suivante :

- Juste valeur des actifs et passifs plafonnée	61.00 K€
- Prix d'achat des titres	- 61.00 K€
	<hr/>
- Ecart d'acquisition	= 0.00 K€

1.1.4.4 - Écart d'acquisition THEOLIA / SOUS GROUPE SODETREX

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des titres du Sous-groupe Sodetrex et l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables de la société à la date de prise de contrôle le 17.06.05.

Cet écart d'acquisition a été déterminé de la façon suivante :

- Juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis	1 340.66 K€
- Prix d'achat des titres	- 1 560.28 K€
- Frais d'acquisition des titres	- 6.80 K€
	<hr/>
- Ecart d'acquisition	= 226.42 K€

1.1.4.5 – Ecart d'acquisition THEOLIA HOLDING / CENTRALE EOLIENNE DE SEGLIEN

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société Centrale éolienne de Séglien et l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables de la société à la date d'acquisition des titres.

Cet écart d'acquisition a été déterminé de la façon suivante :

- Juste valeur des actifs et passifs plafonnée	679.50 K€
- Prix d'achat des titres	- 640.00 K€
- Frais d'acquisition des titres :	- 39.50 K€
	<hr/>
- Ecart d'acquisition	= 0.00 K€

1.1.4.6 – Ecart d'acquisition THEOLIA / Ventura

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société Ventura SA et l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables de la société à la date d'acquisition des titres.

Cet écart d'acquisition a été déterminé de la façon suivante :

- Juste valeur des actifs et passifs plafonnée	4 309.60 K€
- Prix d'achat des titres	- 4 258.82 K€
- Frais d'acquisition des titres :	- 67.60 K€
	<hr/>
- Ecart d'acquisition	= 16.82 K€

1.1.4.7 - Écart d'acquisition et fonds commercial

L'acquisition de l'activité A+O comporte la reprise des éléments constituant le fonds de commerce sur la base d'un prix forfaitaire de 60 K€.

Selon le bulletin n° 123 de la CNCC (daté de septembre 2001), les fonds commerciaux inscrits dans les comptes individuels des entreprises consolidées, et dont l'analyse confirme l'impossibilité d'en évaluer séparément les éléments constitutifs, sont assimilés à des écarts d'acquisition dans les comptes consolidés.

Cette reprise s'accompagne de frais d'acquisition pour 49 K€. Ces frais sont imputés sur la valeur du fonds de commerce qui se monte alors à 109 K€.

Ainsi le montant de 109 K€ figurant au bilan de la société filiale A+O est assimilable à un écart d'acquisition. Cet écart est amortissable prorata temporis sur 10 ans à compter du 18/11/2004.

Soit au 30/06/2005 : 6 812 €.

1.2 - Autres postes d'actif

L'ensemble des éléments de l'actif circulant du groupe est à échéance à moins d'un an.

1.2.1 – Stocks :

Le montant total des stocks ressort à 382 988 €. Les stocks mentionnés au bilan concernent notamment les projets éoliens et environnementaux développés par le Groupe THEOLIA.

CONSOLIDATION	Stocks				
	Ouverture	Incidence/ Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Clôture
Stocks fioul centrales électr.	0		28 580		28 580
Stocks projets environnement	963 092		650 206	1 258 889	354 409
TOTAL	963 092	0	678 786	1 258 889	382 989

Les stocks concernent les projets développés par les sociétés du Groupe qui ne sont pas encore assez avancés pour être cédés à une société support de programme. Ils sont évalués à leur coût de revient. Ce dernier est composé des frais directs majorés d'un coefficient de frais généraux.

1.2.2 – Créances

Les créances figurant à l'actif du bilan se montent à 1 076 K€ et se décomposent en :

- Clients douteux :	441 K€
- Clients divers :	227 K€
- Factures à établir sur projets environnement :	239 K€
- Autres factures à établir :	166 K€

1.2.3 – Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement inscrites au bilan se montent à 14 388 K€. L'ensemble de ses valeurs a été acquis au cours de l'exercice.

A la clôture, il existe une plus value latente globale de 31 K€. Selon les principes comptables en vigueur, elle n'a fait l'objet d'aucune comptabilisation.

1.2.4 - Charges constatées d'avance

Le total des charges constatées d'avance ressort à 201 K€ dont 107 € sont des charges d'exploitation. La différence, soit 94 K€, représente le total des charges engagées pour l'acquisition du fonds de commerce de la société Naturem.

1.2.5 - . Provisions sur actif circulant

CONSOLIDATION	Provisions				
	Ouverture	Incidence/ Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Clôture
Provisions sur clients	324 589	40 892	10 104	0	375 585
Provisions sur autres créances	804 415		210 354	0	1 014 769
TOTAL	1 129 004	40 892	220 458	0	1 390 354

Le poste de provision pour dépréciation des créances se monte à 1 015 K€ et concerne notamment l'ancienne filiale PMB Entreprise à hauteur de 525.90 €. En raison du risque élevé de non recouvrement de la créance, la provision est maintenue dans les comptes de l'exercice.

L'augmentation de la provision sur autres créances est liée aux litiges opposant SAEE et des prestataires de PMB Entreprise (cf. § provisions sur litiges). Au cours de l'exercice, la société a été condamnée à régler certains de ces prestataires. La société SAEE a alors inscrit ces paiements à l'actif du bilan considérant que ces sommes sont dues par PMB Entreprise.

Le risque de recouvrement de cette créance étant incertain du fait de la situation financière de PMB Entreprise, il a été constitué une provision complémentaire de 210 K€.

1.2.6 - Charges à répartir sur plusieurs exercices

Ce poste correspond aux dépenses de création du site Internet de THEOLIA.

1.3 - Capitaux propres

	30/06/2004	+	-	30/06/2005
Capital	1 790 981	7 932 245		9 723 226
Prime d'émission	686 698	24 215 030	3 029 451	21 872 277
Bon Souscr. Actions	962	2 328	1 771	1 519
Prime apport	1 140 270	914 375		2 054 646
Report à nouveau DR	<2 542 906>	151 081		<2 391 825>
TOTAL	1 076 005	33 215 059	3 031 222	31 259 843

THEOLIA a été inscrite au Marché Libre d'Euronext Paris le 18 Juillet 2002. Cette inscription a été réalisée moyennant une augmentation de capital de 1 182 172 € par la création et le placement sur le marché de 190 981 actions de 1 € de valeur nominale, émises au prix de placement de 6.19 €.

La première cotation a eu lieu le 24 juillet 2002 sous le code valeur Euroclear 18841.

Le tableau suivant récapitule les opérations affectant les BSA émis avant l'ouverture de l'exercice :

TYPE DE BON	NOMBRE SOUSCIT	DATE SOUSCRITION	NOM SOUSCRIPTEUR	BON EXERCES AU 30/06/05	PERIODE VALIDITE (années)	PERIODE D'EXERCICE DES BONS	
						Date mini	Date maxi
BSA 1	38 000	30/12/2003	P BERLU	25 000	5	30/12/2003	29/12/2008
	38 000	29/12/2003	D FLORES	11 000	5	29/12/2003	28/12/2008
	38 000	30/12/2003	L VENTRE		5	30/12/2003	29/12/2008
	38 000	31/12/2003	G LESEUR	7 282	5	31/12/2003	30/12/2008
	320 000	30/12/2003	JM SANTANDER	120 736	5	30/12/2003	29/12/2008
BSA 2	120 000	30/12/2003	JM SANTANDER	60 000	5	01/01/2005	29/12/2008
BSA 3	5 000	30/12/2003	P BERLU	NA	5	01/01/2006	29/12/2008
	120 000	30/12/2003	JM SANTANDER		5		
BSA 4	5 000	30/12/2003	P BERLU	NA	5	01/01/2007	29/12/2008
	120 000	30/12/2003	JM SANTANDER		5		
BSA 5	120 000	30/12/2003	JM SANTANDER		5	01/01/2008	29/12/2008

Le tableau suivant récapitule les opérations affectant les BSA émis au cours de l'exercice.

TYPE DE BON	NOMBRE EMIS	DATE SOUSCRPTION	NOMBRESOUSCRIT	PRIX D'EXERCICE	NOM SOUSCRIPTEUR	BONS EXERCES AU 30/06/05
BSA _{CLG}	266 667	16/08/04	266 667	2,2500	AEK	266 667
BSA _{CLG}	266 667	16/08/04	266 667	2,2500	HEARSTREAM	266 667
BSA _{In}	1 054 000	20/10/04	1 054 000	2,4000	AEK	1 054 000
BSA _{In}	1 054 000	20/10/04	1 054 000	2,4000	HEARSTREAM	1 054 000
BSA _{In}	196 000	18/11/04	196 000	2,4000	AEK	196 000
BSA _{In}	196 000	18/11/04	196 000	2,4000	HEARSTREAM	196 000
BSA _{In-Ad}	312 500	13/12/04	312 500	3,0000	AEK	312 500
BSA _{In-Ad}	312 500	13/12/04	312 500	3,0000	HEARSTREAM	312 500
BSA _{2004JM}	110 736	31/12/04	110 736	2,0600	JM SANTANDER	0
BSA _{2004M}	53 334	20/12/04	53 334	2,8100	MCC	53 334
BSA _{2004M}	210 800	20/12/04	210 800	3,0000	MCC	210 800
BSA _{in MCC}	39 200	23/06/05	39 200	3,0000	MCC	39 200
BSA _{Tr A-A}	989 690	08/02/05	989 690	4,8500	HEARSTREAM	989 690
BSA _{Tr A-A}	989 690	08/02/05	989 690	4,8500	AEK	989 690
BSA _{A MCC}	197 938	27/05/05	197 938	7,2750	MCC	0
BSA _b	1 581 259	17/06/05	1 581 259	6,8300	HEARSTREAM	0
BSA _{A-Ad}	247 422	02/05/05	247 422	6,3717	HEARSTREAM	247 422
BSA _{A-Ad}	247 422	02/05/05	247 422	6,3717	AEK	247 422
BSA _{bis}	769 114	28/05/05	769 114	3,9000	HEARSTREAM	0
BSA _{bis}	769 114	02/05/05	769 114	3,9000	AEK	0
BSA _{2004C}	250 000	28/01/05	0	4,8500	JM HERBACH Georgu	0
BSA _{2004C}	250 000	17/06/05	0	4,8500	PUT ZEIS Jacques	0

1.4 - Intérêts minoritaires

La part des intérêts minoritaires calculée sur la situation nette au 30/06/2005, s'établit comme suit par société :

SAEE	2 202.34 €
SAPE	16 270.16 €
CS2M	- 1 882.25 €
ASSERAC	- 5 427.72 €
PLAINE MONTOIR 1	- 21.21 €
PLAINE MONTOIR 2	- 3.69 €
SMCC	- 37.68 €
BAZOCES	- 12.59 €
ECOVAL 30	5 262.11 €
SODETREX	206.56 €
VENTURA	40 004.19 €
SSP VENTURA	21.00 €

TOTAL	56 581.22 €
--------------	--------------------

La part des intérêts minoritaires dans le résultat de l'exercice est globalement de 1 061.25 €.

1.5 - Autres postes de passif

1.5.1 - Provision pour risques et charges

CONSOLIDATION	Provisions					
	Ouverture	Incidence/ chgmt. Méthode de consolidation	Incidence/ Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	Clôture
Prov. pour grosses réparations	13 045			1 841		14 886
Provisions pour litiges	227 361		69 876		155 703	141 535
Provision pour dépréciation des titres Sodetrex	5 913	<5 913>				0
Provision pour charge	0	3 113		3 323		6 436
TOTAL	246 319	< 2 800>	69 876	5 164	155 703	162 857

Compte tenu du faible taux d'utilisation des centrales, la méthode de comptabilisation des provisions pour grosses réparations a été modifiée au cours de l'exercice 2002/2003. La provision nécessaire est désormais calculée sur la base du nombre d'heures équivalentes de production estimées à l'échéance du contrat.

La provision pour litiges correspond à la contestation de factures émises à l'encontre de la société SAEE. En effet, un certain nombre de prestataires ont facturé cette société en regard de la réalisation de prestations dont le destinataire réel est en fait la société PMB Entreprise.

Ces prestataires n'étant pas des fournisseurs de la société SAEE, il n'y a pas eu lieu d'inscrire les sommes réclamées en dettes.

En revanche la situation litigieuse impose la constitution d'une provision pour faire face aux risques nés de cette contestation.

Compte tenu du dénouement de certaines procédures lors de l'établissement des comptes consolidés, la provision a été maintenue pour le solde restant en litige.

Le sous-groupe Sodetrex est consolidé selon la méthode de l'intégration globale. La provision pour dépréciation des titres n'a donc plus de justification dans les comptes consolidés. Elle est donc reprise.

La provision de 68 K€ concerne un litige Prud'homal au sein de la SA Ventura.

1.5.2. - Emprunts et dettes financières

L'échéance des emprunts et dettes financières inscrits au bilan consolidé, s'établit comme suit :

	TOTAL	A - d'1 an	A+ d'1 an et - de 5 ans	A + de 5 ans
Emp. obligataires	1 762 558	11 319	1 751 239	0
Emprunts ECOVAL 30	8 000 000	204 127	2 440 675	5 355 198
Emprunt Entenial	2 341 451	457 262	1 884 190	0
TOTAL	12 104 009	673 867	6 076 104	5 355 198

Litige KBL

Au 30 juin 2004, la comptabilité de THEOLIA fait apparaître un montant dû en principal de 257 317 € et des intérêts courus pour un total de 22 822.30 €.

Ces intérêts ont été calculés au taux de 3.82 % sur la période du 01.07.03 au 30.06.04. Les intérêts courent depuis l'origine du prêt contracté 18.02.02. Le coût total provisionné dans les comptes au 30.06.04 s'établit donc à 280 139.30 €.

L'accord transactionnel du 31.12.04 a permis de solder l'ensemble du contentieux pour un montant forfaitaire et définitif de 285 000 €.

Financements à long terme

La construction réalisée par la société ECOVAL 30 d'une unité de traitement et de valorisation des ordures ménagères est financée par emprunt obligataire émis par la société Sodetrex, et par emprunts souscrits par elle-même auprès du Crédit Agricole et de la Société Générale.

Emprunt obligataire

L'assemblée générale extraordinaire du 5 mai 2004 de Sodetrex a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire de 2 500 030 € divisé en 10 848 obligations convertibles en actions de 230.46 € de valeur nominale.

La durée de souscription qui initialement cours du 15/04/2004 au 31/12/2004, a été prorogée jusqu'au 30 juin 2005 après obtention de l'accord unanime des obligataires.

Les obligations seront convertibles en actions après le 01/07/2009.

A la date de clôture de l'exercice, l'emprunt est intégralement souscrit.

Cet emprunt obligataire prévoit le versement d'une prime de non conversion de 1 % l'an au moment du remboursement des obligations. Au 30 juin 2005 les intérêts à versées sont provisionnés à hauteur de 15 862 €.

Crédit

La société ECOVAL 30 a contracté deux emprunts auprès de la Société Générale et du Crédit Agricole. Ces prêts ont été constatés par acte authentique chez Maître Lesage le 27 juin 2005.

Le prêt souscrit auprès du Crédit Agricole est d'un montant de 6 millions d'euros, amortissable en 15 ans (échéances trimestrielles) dont 4 échéances avec différé d'amortissement d'un montant de 70.500 € et 56 échéances de 146 837,18 dont intérêts payables à terme échu.

Ce prêt a été utilisé à hauteur de 3 millions d'euros au 30/06/2005.

Le prêt souscrit auprès de la Société Générale est d'un montant de 2 millions d'euros, amortissable en 84 mensualités : dont une période de différé d'amortissement de six mois, suivie de 78 mensualités égales et consécutives de 29 161,11 € dont intérêts payables à terme échu.

Ce prêt a fait l'objet d'un premier versement de 940 948 € au 30/06/2005.

Litige ENTENIAL

La société CS2M a contracté, le 27 octobre 1999, deux emprunts d'un montant total de 2 587 059.82 € destinés à financer l'acquisition des titres des sociétés SAEE et SAPE.

Un désaccord est né entre CS2M et ENTENIAL sur le solde de l'échéance due au 31 décembre 2002. En effet, la société conteste le décompte d'intérêts fourni par la société ENTENIAL à l'appui de son avis d'échéance.

Ce différent ayant entraîné des retards de règlement, la société ENTENIAL, en application de l'article 18 de la convention de crédit, a prononcé la déchéance du terme (courrier du 9 janvier 2004) ce qui rend les sommes dues immédiatement exigibles. Soit :

Capital : 2 114 540.72 €

Intérêts et accessoires : 171 041.73 €

La société CS2M qui contestait cette décision avait par ailleurs engagé une procédure devant le Tribunal de Commerce sur le différent né du calcul des intérêts à payer.

Le 31 mai 2005, une transaction a été signée entre la société CS2M et ENTENIAL. Cette transaction d'un montant global de 800 000 € porte sur le capital majoré des intérêts courus des emprunts suivants :

Emprunt 5 700 KF :	217 893.60 €
Emprunt 11 270 KF :	431 032.64 €
Intérêts courus (dont int. Majorés) jusqu'au 31/12/04 :	212 110.44 €
Intérêts courus majorés du 01/01/05 au 31/05/05 :	8 111.58 €

Le taux d'intérêts est calculé sur la base de la valeur de l'EURIBOR 3 mois + la marge appliquée par ENTENIAL + la majoration de retard.

Le total dû à la société ENTENIAL s'établissait donc à 869 148.26 €.

La transaction se montant à 800 000 €, le solde, soit 69 148.26 € a été constaté dans les comptes en produits exceptionnels.

1.5.3. – Associés versements anticipés

L'augmentation de capital consécutive à l'exercice des BSA de la Tranche B pour un montant total de 10.800 k€ ne peut être considérée comme définitive que pour autant que la société ait reçu, à la fois, la notification d'exercice y afférente et la totalité des fonds correspondants.

A la clôture de l'exercice, les sommes versées par anticipation par les souscripteurs s'élèvent à 10 080 K€.

Le versement complémentaire permettant la réalisation définitive de l'augmentation de capital a été constaté le 4 juillet 2005.

1.5.4. - Autres postes du passif

L'ensemble des produits constatés d'avance, soit 1 006 K€, est représenté par des produits d'exploitation.

Ces produits se répartissent de la manière suivante :

- Produits d'avance / ventes électricité : 396 K€	
- Produits d'avance / marchés environnement : 290 K€	

1.6 - Engagements hors bilan

THEOLIA SA

- Option de remboursement de l'emprunt obligataire par conversion en actions :
Les propriétaires d'obligations ont la faculté d'obtenir le remboursement dudit emprunt par conversion en actions de la Société THEOLIA libérées par voie de compensation avec leurs créances obligataires. Cette option peut s'exercer à tout moment à raison d'une action pour une obligation. Les obligations seront amorties au plus tard le 31 mars 2007 pour la tranche A et le 31 mars 2008 pour la tranche B.
Le nombre d'actions maximum pouvant ainsi être créé à ce titre, s'élève à 88 304 actions.
Au cours de l'exercice, les obligations souscrites par la société SAMENAR ont été converties en actions. A la clôture de l'exercice, le nombre d'obligations convertibles est donc de 53 469.
- Par jugement du 21/03/05, le Tribunal de Commerce de Marseille a ordonné la cession du fonds de commerce de la société SAS Naturem au profit de THEOLIA pour la somme de 180 000 €. Actuellement, le fonds est exploité dans le cadre d'un contrat de location gérance d'une durée maximale d'un an.
- La société a conclu le 16 mai 2005, un protocole d'accord avec les associés minoritaires de la SA Ventura. Cet accord prévoit notamment la transformation de la SA Ventura en SAS au plus tard le 31 décembre 2005 et fixe les principes de collaboration entre THEOLIA et sa filiale. Les principales caractéristiques de cette collaboration sont les suivantes :
 - Tous les projets éoliens du Groupe, en ce compris les projets d'acquisition, actuels ou futurs, seront développés et construits par la SA Ventura, et ce, dans les limites du business plan établi chaque année; A cette fin, la société Ventura établira chaque année avec le concours de THEOLIA un business plan délimitant le nombre et l'ampleur des projets envisagés et déterminant le montant des fonds propres correspondants à apporter par THEOLIA. Ce business plan sera arrêté par le Directoire de THEOLIA et approuvé par le Conseil de surveillance de THEOLIA
 - THEOLIA SA s'engage à apporter les fonds nécessaires à sa filiale pour le financement de l'activité éolienne (dans la limite des conditions définies par l'accord) ;
 - Pour chaque projet de ferme éolienne s'inscrivant dans le cadre du business plan sus visé, une SAS ad hoc sera constituée et détenue, soit directement soit via une holding, à hauteur de 80 % par Ventura SA et à hauteur de 20 % par messieurs Guyot, Bouffard et De Saint Jouan (actionnaires minoritaires au 30/06/2005).

Ventura SA

- La société a signé deux contrats pour la réalisation « clé en mains » des centrales éoliennes de Séglien et de Fonds de Fresnes.
- La société a également conclu des contrats de développement de projets avec ses 12 filiales support de programme.

A + O SAS

- La société est engagée dans la réalisation de différentes unités de traitement des eaux usées et notamment de la commune de Cabriès dans les Bouches du Rhône.
- Dans le cadre du développement du Groupe, la société a signé un contrat « clé en mains » ayant pour objet la réalisation de l'usine de traitement des déchets dont ECOVAL 30 est le propriétaire.

Sous groupe CS2M

- Nantissement des parts sociales CS2M au profit de la Société ENTENIAL (anciennement Comptoir des Entrepreneurs) en garantie du paiement des emprunts souscrits pour l'acquisition des titres SAEE et SAPE.
Ce nantissement cessera au complet remboursement des emprunts garantis.
- La société THEOLIA s'est portée caution solidaire de la société CS2M envers la société ENTENIAL en garantie du paiement des concours consentis par cette dernière.

Sous groupe Sodetrex

En garantie des prêts accordés à ECOVAL 30 dans le cadre du financement de la construction de l'usine de Beaucaire, les engagements suivants ont été souscrits :

- THEOLIA s'est portée caution personnelle et solidaire à l'acte de prêt à hauteur du montant du prêt en principal auquel s'ajoutent tous intérêts frais et accessoires.
- avec l'accord à l'acte du syndicat des communes, la société ECOVAL 30 affecte et hypothèque spécialement au profit de la banque, qui accepte, le droit au bail emphytéotique administratif sur le terrain sis sur la commune de BEAUCAIRE ainsi que toutes parties des immeubles construits ou à construire, améliorations et matériels par destination, étant spécifié à cet égard qu'est reconnu par l'emprunteur immeuble par destination tout le matériel qui sert et servira à l'exploitation de son fonds de commerce.

2 – POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

2.1 – Chiffre d'affaires

2.1.1 – Production vendue

La répartition du chiffre d'affaires par nature d'activité se présente ainsi :

Ventes électricité SAPE-SAEE	1 247 K€
Ventes DSP ECOVAL	70 K€
Ventes Environnement	2 695 K€
Autres	14 K€
TOTAL	4 026 K€

Le contrat EDF signé par les sociétés SAEE et SAPE permettant la facturation cours du 1er novembre de l'année N-1 au 31 octobre de l'année N. Les produits constatés correspondent à une année de contrat ramenée sur la période allant du 01/07/2004 au 30/06/2005.

Les ventes Environnement sont composées des ventes à des tiers extérieurs au Groupe et de la quote-part non neutralisée en consolidation des ventes liées au marché signé avec la société ECOVAL 30.

En effet, la société ECOVAL 30 étant intégrée proportionnellement jusqu'au 17/06/2005, 50.15 % des produits concernant ce marché ne sont pas considérés comme des opérations réciproques.

Cette quote-part se monte à **2 309 K€**

Les factures Environnement sont composées de facturations d'honoraires d'ingénierie technique, juridique et financière.

Les marges constatées dans les opérations de cessions internes ont été retraitées conformément aux principes de consolidation stipulant l'élimination des opérations réciproques.

2.1.2 – Production stockée

La production stockée est constituée du coût de revient des projets éoliens et environnementaux développés par les sociétés THEOLIA, Ventura et A+O.

Le coût de revient est composé des coûts directs engagés sur la période majorés d'un coefficient de frais généraux.

La variation de stock négative correspond à un déstockage. Cette opération intervient lorsque la société cède le projet à une société support de programme ou un tiers ce qui est le cas au cours de l'exercice clos.

Un déstockage est également opéré lorsque le projet n'est plus considéré comme viable.

Les variations de l'exercice sont détaillées dans la partie stock du présent document.

2.1.3 – Autres produits

2.1.3.1 – Production immobilisée

Le coût de revient des projets éoliens et environnementaux sont constitués d'une quote part d'éléments corporels et incorporels. Ainsi, la production immobilisée de l'exercice est ventilée sur deux lignes distinctes : production immobilisée incorporelle et production immobilisée corporelle.

La production immobilisée incorporelle concerne l'avancement des postes suivants (constatation en coût de revient) :

- Projets de recherches et développement : 265 K€
- Projets éoliens et environnementaux : 27 795 K€

La production immobilisée corporelle de l'exercice concernant l'avancement des projets éoliens et environnementaux se monte à 10 429 K€.

2.1.3.2 – Transfert de charges

Les transferts de charges concernent les opérations suivantes :

- Frais d'acquisition des titres de participation : 162.9 K€

- Frais d'augmentations de capital : 2 830 K€

2.2 – Charges et produits financiers

Le résultat financier est principalement composé des éléments suivants :

- Intérêts rattachés aux emprunts souscrits par les sociétés du groupe : - 198.40 K€
- Intérêts des comptes courants d'associés : - 14.80 K€
- Revenus rattachés aux obligations souscrites : + 11.50 K€
- Intérêts divers : +19.20 K€
- Produits des cessions de valeurs mobilières : + 80.70 K€

2.3 – Charges et produits exceptionnels

2.3.1 Charges exceptionnelles

Décomposition des principaux postes de charges :

- Redressement fiscal THEOLIA : 184.00 K€
- Redressement fiscal CS2M : 14.00 K€
- Complément d'IS / CS2M : 16.00 K€
- Complément de provision taxe Prof. SAEE : 23.60 K€
- Indemnité Baillet : 37.30 K€
- Abandon créance Sodetrex / C2D : 42.20 K€
- Régularisation abandon de dette : 19.90 K€
- Provision sur créances PMB Entreprise : 210.35 K€

2.3.2 Produits exceptionnels

L'acquisition de la société Ventura par THEOLIA s'est accompagnée de l'abandon du compte courant Cédin, ancien associé. Un produit exceptionnel de 298 K€ a été constaté au 30/06/05.

Les produits exceptionnels de l'exercice intègrent notamment 196.26 K€ d'abandons de dettes du sous-groupe Sodetrex vis-à-vis de la société C2D (ancienne société mère).

Le dénouement du litige entre CS2M et ENTENIAL entraîne un produit exceptionnel de 69.20 K€.

Les reprises de provision pour litiges, pour 155.70 K€, concernent la société SAEE. Elles sont comptabilisées en produits exceptionnels afin de pouvoir être rapprochées des dotations effectuées sur la créance détenue sur PMB Entreprise.

2.4 – Frais de recherche et de développement

Au cours de l'exercice la société a engagé des dépenses en vue de déposer les brevets suivants :

- Procédé de compost d'ordures ménagères
- Procédé de traitement des boues

Les dépenses de l'exercice ont été immobilisées dans le poste « immobilisation incorporelles ».

2.5 – Résultat par action

Le niveau de résultat à prendre en compte pour établir le résultat par action est le résultat net (part du groupe) divisé par nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice donnant un droit illimité aux bénéfices (d'après les préconisations de l'avis n° 27 de l'OEC).

Résultat net (part du groupe) au 30/06/2005 (A) :	55 695.24 €
Nombre moyen d'actions en circulation (B) :	9 723 226
Résultat par action (A/B) :	0.005728 €
CAF au 30/06/2005 (C)	€
CAF par action (C/B)	0.00 €

Résultat dilué par action :

Le calcul du résultat net dilué par action est semblable au calcul du résultat de base par action. Néanmoins, le nombre moyen pondéré d'actions doit être ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

Les instruments dilutifs sont composés des bons de souscription d'action émis le 19/12/2003, le 13/08/2004, le 18/11/2004, le 20/12/2004, le 11/02/2005, le 25/04/2005 et des obligations convertibles émises le 03/04/2001.

Résultat net (part du groupe) au 30/06/2005 (A) :	55 695.24 €
Nombre moyen d'actions (B) :	13 202 962
• Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation :	9 723 226
• Total des BSA :	1 574 039
• Total des obligations convertibles :	53 469
Résultat dilué par action (A/B) :	0.004218 €

Comptes Pro forma et notes associées au 30 juin 2005.

Le compte de résultat pro forma figurant dans l'annexe des comptes consolidés du groupe THEOLIA au 30 juin 2005 a été établi selon les modalités décrites ci-après.

La comparaison est effectuée avec les comptes consolidés clos au 30 juin 2004.

Les acquisitions de l'exercice étant significatives, l'établissement d'états pro forma permettant la comparabilité des comptes est nécessaire. En effet, l'acquisition des sociétés Ventura et Centrale éolienne de Séglien entraîne une variation de plus de 25 % du périmètre de consolidation.

De plus, au cours de l'exercice écoulé, un changement de méthode de consolidation est intervenu sur le sous-groupe constitué des sociétés Sodetrex et ECOVAL 30. Ce changement est lié aux prises de participations successives intervenues dans l'exercice. Le sous-groupe est intégré selon la méthode de l'intégration proportionnelle jusqu'au 17 juin 2005 puis selon la méthode de l'intégration globale jusqu'à la fin de l'exercice.

La société Centrale Eolienne de fond de Fresne, créée après le 1^{er} juillet 2004, ne donne pas lieu à établissement d'un pro forma.

Cette modification ayant un impact sur la comparabilité des comptes arrêtés au 30 juin 2005 avec ceux clos au 30 juin 2004, des comptes de résultat pro forma ont été établis pour intégrer les entités suivantes :

- Sous-groupe Ventura ;
- Sous-groupe Sodetrex ;
- Centrale éolienne de Séglien.

Il s'avère toutefois que ces informations comptables pro forma ne permettent pas une comparabilité pertinente sur le plan économique des exercices 2004 et 2005, en raison principalement des spécificités du sous-groupe Ventura, acquisition majeure de THEOLIA réalisée en mai 2005.

En effet, la société Ventura connaissait une situation d'exploitation dégradée liée à l'absence de soutiens financiers pour le développement de ses projets éoliens. THEOLIA a permis, par l'apport de financements et de garanties, le lancement de plusieurs projets éoliens du portefeuille de Ventura, permettant ainsi la mise en valeur des actifs de Ventura.

De même, certains projets développés par THEOLIA lors de l'exercice clos au 30 juin 2004 ne l'auraient pas été si l'acquisition de Ventura avait été réalisée au 1^{er} juillet 2003 compte tenu de la qualité du portefeuille existant de Ventura.

Cependant, la variation de périmètre étant supérieure à 25 %, la communication d'au moins un compte de résultat pro forma est rendue obligatoire par les textes.

A - Retraitement des résultats des sociétés nouvellement consolidées.

1 – SOUS-GROUPE VENTURA

Pour établir ce comparatif il est nécessaire d'intégrer globalement la société Ventura avec un exercice d'une durée équivalente à celle du reste du Groupe, soit 12 mois. A cette date, les filiales de la société ne sont pas créées.

Au 30/06/2004, l'exercice comptable de la société Ventura n'a couru que sur 6 mois en raison de dates de clôture calquées sur l'année civile. Afin d'obtenir un comparatif sur une durée d'exercice de 12 mois, il faut donc prendre en compte 6 mois de l'exercice clos au 31/12/2003, soit du 01/07/03 au 31/12/03.

Ainsi, les comptes du sous-groupe Ventura servant de base à l'intégration globale du 30/06/04 sont composés des :

- opérations comptables réalisées entre le 01/07/03 et le 31/12/03 ;
- opérations comptables réalisées entre la 01/01/04 et le 30/06/04.

Le compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 30/06/05 du Groupe THEOLIA est également retraité pour intégrer le résultat réalisé par le sous-groupe Ventura entre le 01/07/04, et la date de prise de contrôle, soit le 17/05/05.

2 – SOUS-GROUPE SODETREX

Pour établir ce comparatif il est nécessaire d'intégrer globalement le sous-groupe Sodetrex avec un exercice d'une durée équivalente à celle du reste du Groupe, soit 12 mois.

A la clôture du 30/06/2004, l'exercice comptable du sous-groupe Sodetrex n'a été que de 6 mois en raison de l'harmonisation des dates de clôture, soit du 01/01/04 au 30/06/04. Afin d'obtenir un comparatif sur une durée d'exercice de 12 mois, il faut donc prendre en compte 6 mois de l'exercice clos au 31/12/2003, soit du 01/07/03 au 31/12/03.

Ainsi, les comptes du sous-groupe Sodetrex servant de base à l'intégration globale du 30/06/04 sont composés des :

- opérations comptables réalisées entre le 01/07/03 et le 31/12/03 ;
- opérations comptables de l'exercice clos au 30/06/04.

Le compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 30/06/05 est également retraité pour prendre en compte le résultat du sous-groupe Sodetrex selon la méthode de l'intégration globale appliquée au premier jour de

l'exercice, soit le 01/07/04. Ainsi, les opérations consolidées initialement en intégration proportionnelle jusqu'au 17/06/05 puis en intégration globale jusqu'au 30/06/05 ont été remplacées par une intégration globale sur 12 mois.

3 – CENTRALE EOLIENNE DE SEGLIEN

Pour établir ce comparatif il est nécessaire d'intégrer globalement la société avec un exercice d'une durée équivalente à celle du reste du Groupe, soit 12 mois.

Au 30/06/2004, l'exercice comptable de la société n'est pas clos en raison d'une date de clôture calquée sur l'année civile. Afin d'obtenir un comparatif sur une durée d'exercice de 12 mois, il faut donc prendre en compte 6 mois de l'exercice clos au 31/12/2003, soit du 01/07/03 au 31/12/03 et les six premiers mois d'activité de l'année 2004.

Ainsi, les comptes de la société servant de base à l'intégration globale du 30/06/04 sont composés des :

- opérations comptables réalisées entre le 01/07/03 et le 31/12/03 ;
- opérations comptables réalisées du 01/01/04 au 30/06/04.

Le compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 30/06/05 est également modifié pour prendre en compte le résultat de la société Centrale éolienne de Séglien sur une période de 12 mois. Ainsi, les opérations réalisées du 01/07/04 au 31/12/04 ont été intégrées.

B - Mise en oeuvre des pro forma

1 – PRINCIPES GENERAUX

Il s'est agit de reconstituer pour les exercices 2003/2004 et 2004/2005 le compte de résultat comme si les entités entrées dans le périmètre de consolidation, quel que soit leur mode d'entrée, avaient toujours appartenues au groupe.

Le résultat au 30/06/04 a été déterminé en incorporant au compte de résultat consolidé publié à cette date les comptes de résultat au 30/06/04 des entités acquises au cours de l'exercice 2004/2005.

Il a donc été nécessaire de reconstituer les comptes de résultat des entités acquises sur la période 2003/2004, dès lors que les exercices comptables desdites entités ne correspondaient pas à la période 1^{er} juillet 30 juin.

Seul l'établissement de comptes de résultat pro forma a été retenu, car l'établissement d'un bilan, outre qu'il posait le problème des écarts d'acquisition, n'apportait aucune information pertinente, les variations bilanciellles d'un exercice à l'autre étant trop importantes. En particulier, THEOLIA au 30 juin 2004 était totalement incapable de reprendre Ventura.

Les écarts d'acquisition ont été recalculés en reportant les acquisitions à l'origine. Ce calcul n'a aucun impact sur le résultat pro forma, compte tenu des valeurs d'utilité retenues lors des prises de contrôle.

D'une manière générale, les principes retenus pour la consolidation du Groupe THEOLIA ont été appliqués sans restriction pour l'établissement des comptes de résultat pro forma.

En particulier, le chiffre d'affaires de A+O concourant à la production des immobilisations Sodetrex a été retraité en Production Immobilisée. Les marges dégagées par A+O sur cette opération ont été neutralisées.

De même, les variations de stocks de projets éoliens de Ventura ont été reclassées en Production Immobilisée conformément au traitement retenu en consolidation à la date de prise de contrôle.

Les méthodes de valorisation des en-cours étant homogènes dans les différentes comptabilités, elles n'ont fait l'objet d'aucun retraitement particulier.

Aucun retraitement de frais financiers relatifs aux acquisitions n'a été opéré, celles-ci étant réalisées sur fonds propres.

La cession de CEFF par Ventura à THEOLIA n'a fait l'objet d'aucun retraitement de marge. En effet, le flux de trésorerie résultant de cette opération intervenue avant la reprise de Ventura par THEOLIA correspond au prix de vente reconnu en résultat. Neutraliser la marge aurait créé une distorsion méthodologique entre la consolidation et le pro forma et aurait contribué à dégrader artificiellement la situation nette du Groupe.

Pour les mêmes raisons, la charge résultant de la réinscription au passif au jour de la cession des titres de Ventura des créances abandonnées par Plambeck a été constatée en charges exceptionnelles pro forma, alors même que cette opération est causée par la cession à THEOLIA.

2 - PARTICULARITES TECHNIQUES

Exercice 2004/2005.

Pour l'exercice 2004/2005, nous sommes partis des comptes consolidés publiés auxquels nous avons enlevés les comptes consolidés de chaque entité puis rajoutés les comptes sur douze mois des mêmes entités. Ce travail a été fait entité par entité de manière à pouvoir suivre les résultat des opérations entité par entité.

Concernant le sous-groupe Sodetrex, nous avons retraité dans des colonnes spécifiques les conséquences des changements de méthode de consolidation, en particulier le passage de l'intégration proportionnelle à l'intégration globale et ses conséquences en terme de reconnaissance des marges en résultat, sur les opérations facturées par A+O.

Exercice 2003/2004.

Pour l'exercice 2003/2004, sommes partis des comptes consolidés publiés auxquels nous avons ajoutés les comptes de résultat des entités objet du changement de périmètre. Bien entendu, il n'a pas été nécessaire d'ôter qui que ce soit aux comptes publiés, les entités nouvelles entrant globalement dans le périmètre en 2004/2005 et ne figurant donc pas dans les comptes de résultat 2003/2004.

Compte de résultat pro forma

	Groupe Theolia	
	30/06/2005	30/06/2004
PRODUITS		
Vente de marchandises	654 728	
Production vendue	4 106 407	1 753 078
Production stockée	-608 683	963 091
Subventions d'exploitation	0	5 384
Autres produits	12 163 325	3 113 676
Total	16 315 779	5 835 231
CONSOMMATIONS M/SES & MAT		
Achats de marchandises		
Variation de stock(m/ses)	-28 580	
Achats de m.p. & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges ext.	13 391 721	2 996 907
Total	13 363 141	2 996 907
MARGE SUR M/SES & MAT	2 952 637	2 838 324
CHARGES		
Impôts,taxes et vers. assim.	166 267	85 542
Salaires et traitements	2 053 973	1 435 720
Charges sociales	935 145	649 239
Amortissements et provisions	451 861	715 214
Autres charges	804	1 245
Total	3 608 056	2 886 963
RESULTAT D'EXPLOITATION	-655 418	-48 641
Produits financiers	118 253	24 768
Charges financières	605 399	462 567
Résultat financier	-480 708	-437 799
RESULTAT COURANT	-1 136 128	-486 440
Produits exceptionnels	1 085 595	1 133 781
Charges exceptionnelles	2 176 744	1 114 934
Résult.exceptionnel	-1 091 149	18 848
Impôts sur les bénéfices	-698 692	23 457
Résultat net entr.intégrées	-1 528 585	-491 049
Amortissement écarts d'acquis	479 584	471 649
Résultat net ensemble consolid	-2 008 170	-962 698
Intérêts minoritaires	3 652	12 998
Résultat net part du groupe	-2 011 823	-975 696

Tableau des flux de trésorerie au 30.06.2005

<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>		
Résultat net des sociétés intégrées hors amort écart d'acquisition	535 798	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	+ 358 338	
- Variation des impôts différés	+ -1 019 876	
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	+ 0	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	= -125 740	
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	+ 7 341 210	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	=	-7 466 950
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</i>		
Acquisition d'immobilisations	- 10 285 343	
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	+	
Incidence des variations de périmètre et de méthode de consolidation	+ -3 401 250	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	=	-13 686 593
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 0	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 0	
Augmentations de capital en numéraire	+ 27 315 176	
Versements anticipés des actionnaires sur Tranche B	+ 10 079 913	
Souscription d'emprunts pour la part débloquée	+ 3 940 948	
Remboursements d'emprunts	- 1 049 642	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		40 286 395
<i>Variation de trésorerie</i>		
Trésorerie d'ouverture	+ 161 742	
Trésorerie de clôture	+ 19 294 595	
Incidence des variations de cours des devises	0	
Variation de trésorerie	=	19 132 853

Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2005

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	RAN	Total capitaux propres
Situation à la clôture N-2	1 790 981	1 826 968	108 060	-855 326	-2 085 295	785 388
Augmentation de capital par introduction en bourse						0
Imputation de la prime d'émission des frais d'introduction en Bourse						0
Affectation du résultat			-397 715	855 326	-457 611	0
Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)				41 652		41 652
Bons de souscription d'actions		962				962
Dividendes à verser aux minoritaires			-671			-671
Situation à la clôture N-1	1 790 981	1 827 930	-290 326	41 652	-2 542 906	827 331
Augmentation de capital	7 932 245					7 932 245
Prime d'émission sur augmentation de capital		24 215 030				24 215 030
Prime d'apport en nature		914 375				914 375
Imputation de la prime d'émission des frais d'augmentation de capital		-3 029 451				-3 029 451
Affectation du résultat			-109 415	-41 652	151 081	14
Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)				55 695		55 695
Bons de souscription d'actions		558				558
Incidence des variations de changement de méthode de consolidation			627 366			627 366
Situation à la clôture N	9 723 226	23 928 442	227 625	55 695	-2 391 825	31 543 163
Détail affectation RAN			-109 415			
Dotation amortissement écart acquisition titres CS2M N-1	CS2M		-314 844			
Annulation de marge ASSERAC N-1	ASSERAC		-13 056			
Résultat ASSERAC N-1	ASSERAC		-1 869			
Ajustement durée amortissement sous-groupe CS2M	CS2M		46 272			
Dotation amortissement écart acquisition titres sous-groupe CS2M N-1	CS2M		-155 237			
Résultat sous-groupe CS2M Antérieurs N-1	CS2M		329 319			
Détail incidence des variations de chgt de méthode			627 366			
Neutralisation de marge interne ant.	SODETREX		-167 718			
Neutralisation reprise prov° /titres Sodetrex	SODETREX		5 913			
Réévaluation juste valeur actif	SODETREX		759 261			
Résultat antérieur SS Grpe Sodetrex IP des minoritaires	SODETREX		-13			
Solde situation nette SS Grpe Sodetrex ant.	SODETREX		29 926			

20.1.2 Comptes consolidés pour l'exercice clos le 30 juin 2004 en normes françaises

20.1.2.1 *Rapport des commissaires sur les comptes consolidés au 30 juin 2004 en normes françaises*

THEOLIA
SA au capital de 4.433.815 euros
Bâtiment BELTRAM – B.P 58
Domaine du Petit Arbois
13545 AIX EN PROVENCE CEDEX 4

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 juin 2004

Jean JOUVE
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes Inscrit
70-72, Rue Saint Jacques
13006 MARSEILLE

M.B ASSOCIES
Société d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
55, rue Bellecombe
69006 LYON

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société THEOLIA relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Justification de nos appréciations et observations

En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations qui s'appliquent pour la première fois à cet exercice, nous portons à votre connaissance les éléments suivants qui, sans la remettre en cause, contribuent à l'opinion exprimée ci-dessus, portant sur les comptes pris dans leur ensemble.

La note de l'annexe « III – INFORMATIONS PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES » expose les changements de méthode comptable intervenus au cours de l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation de celles-ci, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et des informations fournies

La note de l'annexe « IV – EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS » expose au point 1.5.2 l'existence d'un litige avec la société ENTENIAL. Au regard des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation de la position retenue dans les comptes présentés est fondée sur l'examen des conclusions et commentaires communiqués par votre avocat.

Vérifications et informations spécifiques

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

En complément des informations contenues dans ce rapport, nous précisons les points suivants relatifs à la situation financière du groupe à la date d'arrêté des comptes du 30 juin 2004 :

a) le compte courant de Monsieur Jacques BUCKI, Président du Conseil de surveillance, présente un solde débiteur de 126.592,56 euros. Cette situation résulte de la consolidation de ses comptes courants créditeurs dans les sociétés du groupe et de son compte débiteur de 136.605,16 euros dans la SCI CS2M.

b) L'engagement de Monsieur Jacques BUCKI d'apporter entre 381.000 et 457.000 € en compte courant bloqué afin de pourvoir aux besoins de la trésorerie avant inscription à la cote n'a jamais été respecté.

Le prêt relais de 457.317 € souscrit auprès de la banque KBL pour assurer le maintien de la trésorerie jusqu'à l'introduction en bourse, reste partiellement à rembourser à la clôture de l'exercice sous revue.

Marseille le 2 décembre 2004

Jean JOUVE
Commissaire aux comptes

M.B ASSOCIES
Commissaire aux comptes
Pascal MANU
L'un des Gérants

BILAN ACTIF	Brut	Amortiss.	Net au	Net au
		provisions	30/06/2004	30/06/2003
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
* Ecart d'acquisition				
Ecart d'acquisition	4 716 493	1 484 645	3 231 847	3 703 497
* ACTIF IMMOBILISE				
Immobil. incorporelles				
Frais d'établissement	74 309	30 842	43 466	58 328
Frais de recherche & develop.	10 498	3 499	6 999	10 498
Concessions,brevets	9 856	8 698	1 158	1 158
Immobil. corporelles				
Terrains	49 468		49 468	49 468
Constructions	792 438	445 543	346 895	397 584
Inst.techn.mat.et out.indust.	1 536 222	496 778	1 039 444	1 140 237
Autres immobilisations corp.	169 173	91 030	78 143	92 216
Immob. en cours / av. acptes	608 070		608 070	577 278
Immobil. financières				
Participations & créances rat	5 913	5 913		
Autres immobilisations financ	14 850		14 850	14 850
Total	7 987 295	2 566 950	5 420 344	6 045 119
* ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières				
En cours de product. de biens				
En cours de product. de serv.	963 091		963 091	
Créances				
Clients et comptes rattachés	562 546	324 589	237 956	112 622
Fournisseurs débiteurs	32 780		32 780	13 338
Personnel	6 027		6 027	6 027
Etat impôts sur bénéfices	0			
Etat taxes sur chif.affair.	350 861		350 861	219 232
Autres créances	1 004 223	804 415	199 808	277 849
Divers				
Avances & acptes versés s/com				11 197
Valeurs mobilières de placem.				
Disponibilités	166 991		166 991	172 419
Charges constatées d'avance	180 602		180 602	84 149
Total	3 267 126	1 129 005	2 138 121	896 836
* COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répart./plus.exerc.	49 602		49 602	85 959
Primes de rembt des oblig.				
Ecart de conversion actif				
Total	49 602		49 602	85 959
TOTAL ACTIF			7 608 067	7 027 914

BILAN PASSIF	Net au	Net au
	30/06/2004	30/06/2003
* CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individ.	1 790 981	1 790 981
Primes d'émission,fusion,app.	1 827 931	1 826 969
Réserve légale		
Report à nouveau	-2 542 906	-2 085 295
réserve consolidée	-290 326	108 060
Résultat net part du groupe	41 652	-855 326
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total	827 332	785 387
Intérêts minoritaires	19 529	738
Total	19 529	738
* PROV./ RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	227 361	306 621
Provisions pour charges	13 044	7 485
Total	240 406	314 106
* DETTES		
Emprunts obligat.convert.	274 302	252 992
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes établ.cred		
.Emprunts	3 561 719	3 543 263
.Découvert,concours bancaires	5 249	5 011
Emprunts et dettes financ.div		
.Divers		
.Associés	299 209	6 792
Av.& acptes recus/cdes en crs		
Dettes fournisseurs/cpts rat.	1 115 051	796 438
Dettes fiscales et sociales		
.Personnel	45 082	41 437
.Organismes sociaux	95 070	243 063
.Etat impôts sur bénéfices	235 536	212 156
.Etat taxes sur chif. affair.	278 087	141 454
.Etat obligations caution.		
.Autres dettes fiscal.& soc.	221 759	172 205
Dettes/immob.et cptes rattac.		
Autres dettes	4 031	13 725
Produits constatés d'avance	385 700	499 139
Total	6 520 800	5 927 682
* COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	7 608 067	7 027 914

	du 01/07/03 au 30/06/04	du 01/07/02 au 30/06/03
PRODUITS		
ventes de marchandises		
Production vendue	1 630 478	1 057 864
Production stockée	963 091	
Subventions d'exploitation	5 384	
Autres produits	322 530	236 276
Total	2 921 485	1 294 140
CONSOMMATIONS M/SES & MAT		
achat de m.p et aut. approv.		
Variation de stock (m.p)		
Autres achats & charges ext.	1 359 683	712 987
Total	1 359 683	712 987
MARGE SUR M/SES & MAT	1 561 802	581 153
CHARGES		
Impôts,taxes et vers. assim.	60 434	72 013
Salaires et traitements	381 137	455 587
Charges sociales	143 904	169 774
Amortissements et provisions	241 174	368 432
Autres charges	576	
Total	827 228	1 065 806
RESULTAT D'EXPLOITATION	734 573	-484 653
Produits financiers	7 199	41 594
Charges financières	236 232	237 447
Résultat financier	-229 033	-195 853
RESULTAT COURANT ENT.INTEG	505 540	-680 506
Produits exceptionnels	1 106 199	757 329
Charges exceptionnelles	1 066 938	434 533
Résult.exceptionnel	39 261	322 795
Participation des salariés	0	0
Impôts sur les bénéfices	23 379	23 389
Résultat net entr.intégrées	521 422	-381 099
Amortissement écarts d'acquis	471 649	471 649
Résultat net ensemble consolid	49 773	-852 748
Intérêts minoritaires	8 120	2 577
Résultat net part du groupe	41 652	-855 326

I - INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION

1 - REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels consolidés ont été préparés selon les principes établis par la Loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 et on décret d'application n° 86-221 du 17 février 1986 et le règlement CRC n° 99-02 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

2 - Modalités de consolidation

2.1 - Méthodes de consolidation

Les comptes au 30.06.04 des entreprises placées sous le contrôle exclusif de la société consolidante sont consolidés par intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise,
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

2.2 – Modalités de traitement des écarts de première consolidation

L'écart d'acquisition est la différence constatée lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et l'évaluation totale des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les actifs et passifs identifiables sont ceux qui apparaissent après que les retraitements nécessaires aient été effectués conformément aux règles d'évaluation utilisées pour l'ensemble consolidé.

L'écart d'acquisition constaté, à l'occasion de la prise de participation, est affecté aux postes du bilan consolidé :

La part positive, non affectée, est inscrite au compte « écart d'acquisition » à l'actif du bilan et amortie, au premier jour de l'entrée dans le périmètre de consolidation, linéairement sur une durée en rapport avec la nature de l'écart constaté, en l'espèce 10 ans.

2.3 - Date d'établissement des comptes annuels

La date d'établissement des comptes annuels des sociétés consolidées est uniformément fixée au 30 juin 2004.

3 - Méthodes et règles d'évaluation

Méthodes utilisées pour certains postes du bilan et du compte de résultat.

Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des immobilisations incorporelles et corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale de vie des biens en mode linéaire par application de taux homogènes :

Nature	Durée
Constructions	20 ans
Matériel & outillage	4 à 10 ans
Matériel & outillage des centrales	15 ans
Aménagements Agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Créances

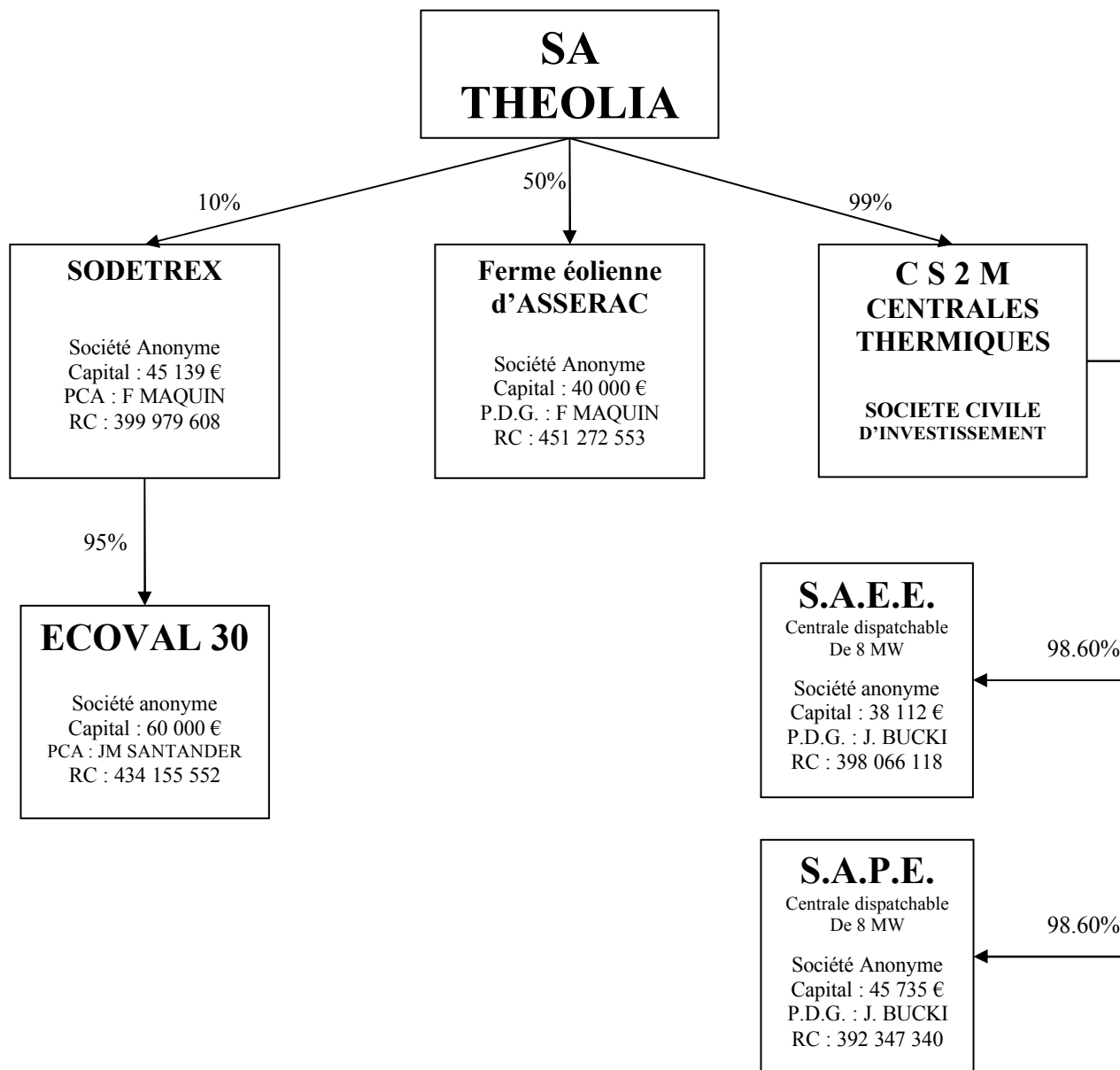
Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non recouvrement.

Titres de placement

Les titres de placement figurant à l'actif font l'objet d'une comptabilisation à leur valeur historique d'acquisition. A chaque arrêté, la valeur d'inventaire est comparée à la valeur de marché des titres s'il en existe une. Une provision pour dépréciation est constituée en cas de perte de valeur de ces titres.

II - INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION



Les sociétés SAPE et SAEE sont détenues à 98,60 % et 98,60 % par CS2M. Ces sociétés ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

La société CS2M est détenue à hauteur de 99 % par la société THEOLIA par une opération d'apport en nature de titres CS2M ratifiée par l'assemblée générale extraordinaire du 7 février 2002. Cette société a été consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

La société SA Ferme éolienne d'Assérac est détenue à hauteur de 50 % par la société THEOLIA. Cette société a été constituée dans le but de poursuivre le développement du programme « Ferme éolienne d'Assérac » avec des partenaires extérieurs. Cette société a été consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

L'entrée dans le périmètre de consolidation de la SA Ferme éolienne d'Assérac a une incidence sur les flux de trésorerie. En effet, l'impact est égal au prix total d'acquisition diminué du montant des liquidités ou équivalents de liquidités dont dispose chaque entreprise acquise.

Ainsi au cas d'espèce :

Société	Prix d'acquisition	Liquidités	Flux de trésorerie
Ferme éolienne d'Assérac	<10 002>	19 990	9 988
Total :	<10 002>	19 990	9 988

Prises de participations

Le 8 septembre 2003, la SA THEOLIA et la SNC ACMB se sont portées acquéreurs de respectivement 60 % et 40 % des titres (32 543 actions) de la société Sodetrex.

Le 24 décembre 2003, la SA THEOLIA a ensuite cédé 16 271 actions aux investisseurs et détient donc 10 % du capital de la SA Sodetrex.

Cette prise de participation, puis cette cession, ont été effectuées dans le cadre d'un contrat de partenariat liant THEOLIA et ACMB dont l'objet est le développement puis la mise en service industrielle d'une centrale de tri et de valorisation par compostage ainsi que la recherche d'un investisseur en vue de la cession d'une partie des titres détenus.

Le sous-groupe consolidé formé par les sociétés Sodetrex et ECOVAL 30 est intégré au périmètre de consolidation par la méthode de mise en équivalence.

Au 30 juin, il apparaît que la situation nette du sous-groupe est négative. Cela se traduit par la constitution d'une provision pour dépréciation pour la valeur total des titres inscrits à l'actif, soit 5 913 €.

Information concernant le sous groupe Sodetrex / ECOVAL 30

Depuis le 13 juin 2001, la société ECOVAL 30 s'est vue confiée à titre exclusif la gestion et l'exploitation du service public de traitement et de valorisation ordures ménagères de la commune de Beaucaire.

Ce contrat stipule que la société ECOVAL 30 s'engage à construire et à exploiter une unité de traitement et de valorisation des ordures ménagères.

A la clôture de l'exercice, les travaux préliminaires ont déjà été réalisés et le terrassement effectué. Le permis de construire a été délivré le 17 septembre 2004.

La mise en service de l'usine est prévue pour le troisième trimestre 2005.

Le financement de cette opération est en cours de réalisation et s'effectuera notamment par emprunt obligataire et par crédit :

- **Emprunt obligataire** : l'assemblée générale extraordinaire du 5 mai 2004 a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire de 2 500 030 € divisé en 10 848 obligations convertibles en actions de 230.46 € de valeur nominale réparties en deux tranches dites Tranche A et Tranche B.
La durée de souscription cours du 15/04/2004 au 31/12/2004.
Les obligations seront convertibles en actions après le 01/07/2009.
A la clôture de l'exercice, aucune souscription n'a été enregistrée.

- Crédit : le Crédit Agricole de Nîmes et celui d'Avignon ont consenti chacun un prêt à ECOVAL d'un montant global de 8 millions d'euros (2 X 4 millions d'euros) sur une durée de 15 ans au taux de 5.1 %.

III - INFORMATIONS PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES

Changement de méthode comptable :

Jusqu'à présent la société THEOLIA développait des projets de centrales autonomes éoliennes dans l'optique d'en assurer elle-même l'exploitation. Cette approche patrimoniale se traduisait dans les comptes par la constatation d'immobilisations en cours.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2004, la politique concernant les projets développés par la société a été modifiée. Les projets en cours n'ont plus vocation à être mis en exploitation directement par la société.

Ils sont désormais développés en interne pour ensuite être cédés à des investisseurs qui en assureront l'exploitation. Ainsi, l'approche patrimoniale ne reflète plus de façon fidèle l'activité de la société. Un changement de méthode de comptabilisation des encours de production s'impose, qui permet la prise en compte de cette approche plus commerciale. Cela se traduit dans les comptes par la constatation d'un stock d'en-cours de production.

Selon l'avis 94-03 du CNC, ce changement de méthode est possible puisqu'il conduit à la recherche d'une meilleure information financière.

Ce changement, qui est réputé réalisé au premier jour de l'exercice, n'impacte pas le résultat comptable puisque l'avancement des projets sera toujours constaté par la valorisation d'une production.

En revanche le résultat exceptionnel de l'exercice est modifié de la valeur des immobilisations en cours au 30 juin 2003 transférées en stock, soit <281 482> €.

Comparabilité des comptes :

La comparaison est effectuée avec les comptes consolidés clos au 30 juin 2003.

Le changement de méthode comptable ayant un impact sur certains postes du bilan et du compte de résultat, des états « pro forma » sont joints dans le présent document.

Afin de permettre la comparabilité des comptes sur l'exercice précédent, des comptes pro forma sont insérés dans la présente annexe. L'exercice N-1 y est retraité en considérant que le changement de méthode est intervenu au premier jour de l'exercice précédent.

De plus, il est à noter que les comptes intermédiaires arrêtés au 31/03/2004 ont été établis selon l'ancienne méthode d'enregistrement.

Bilan actif pro forma

BILAN ACTIF	Brut	Amortiss. provisions	Net au 30/06/2004	Net au 30/06/2003
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
* Ecart d'acquisition Ecart d'acquisition	4 716 493	1 484 645	3 231 847	3 703 497
* ACTIF IMMOBILISE				
Immobil. incorporelles				
Frais d'établissement	74 309	30 842	43 466	58 328
Frais de recherche & develop.	10 498	3 499	6 999	10 498
Concessions,brevets	9 856	8 698	1 158	1 158
Immobil. corporelles				
Terrains	49 468		49 468	49 468
Constructions	792 438	445 543	346 895	397 584
Inst.techn.mat.et out.indust.	1 536 222	496 778	1 039 444	1 140 237
Autres immobilisations corp.	169 173	91 030	78 143	92 216
Immob. en cours / av. acptes	608 070		608 070	295 797
Immobil. financières				
Participations & créances rat	5 913	5 913		
Autres immobilisations financ	14 850		14 850	14 850
Total	7 987 295	2 566 950	5 420 344	5 763 633
* ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
En cours de product. de serv.	963 091		963 091	281 481
Créances				
Clients et comptes rattachés	562 546	324 589	237 956	112 622
Fournisseurs débiteurs	32 780		32 780	13 338
Personnel	6 027		6 027	6 027
Etat impôts sur bénéfices	0			
Etat taxes sur chif.affair.	350 861		350 861	219 232
Autres créances	1 004 223	804 415	199 808	277 849
Divers				
Avances & acptes versés s/com				11 197
Valeurs mobilières de placem.				
Disponibilités	166 991		166 991	172 419
Charges constatées d'avance	180 602		180 602	84 149
Total	3 267 126	1 129 005	2 138 121	1 178 314
* COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répart./plus.exerc.	49 602		49 602	85 959
Primes de rembt des oblig.				
Ecart de conversion actif				
Total	49 602		49 602	85 959
TOTAL ACTIF			7 608 067	7 027 914

Bilan passif pro forma

BILAN PASSIF	Net au	Net au
	30/06/2004	30/06/2003
* CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individ.	1 790 981	1 790 981
Primes d'émission,fusion,app.	1 827 931	1 826 969
Réserve légale		
Report à nouveau	-2 542 906	-2 085 295
réserve consolidée	-290 326	108 060
Résultat net part du groupe	41 652	-855 326
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total	827 332	785 387
Intérêts minoritaires	19 529	738
Total	19 529	738
* PROV./ RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	227 361	306 621
Provisions pour charges	13 044	7 485
Total	240 406	314 106
* DETTES		
Emprunts obligat.convert.	274 302	252 992
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes établ.cred		
.Emprunts	3 561 719	3 543 263
.Découvert,concours bancaires	5 249	5 011
Emprunts et dettes financ.div		
.Divers		
.Associés	299 209	6 792
Av.& acptes recus/cdes en crs		
Dettes fournisseurs/cpts rat.	1 115 051	796 438
Dettes fiscales et sociales		
.Personnel	45 082	41 437
.Organismes sociaux	95 070	243 063
.Etat impôts sur bénéfices	235 536	212 156
.Etat taxes sur chif. affair.	278 087	141 454
.Etat obligations caution.		
.Autres dettes fiscal.& soc.	221 759	172 205
Dettes/immob.et cptes rattac.		
Autres dettes	4 031	13 725
Produits constatés d'avance	385 700	499 139
Total	6 520 800	5 927 682
* COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	7 608 067	7 027 914

Compte de résultat pro forma

	du 01/07/03 au 30/06/04	du 01/07/02 au 30/06/03
PRODUITS		
Production vendue	1 630 478	1 057 864
Production stockée	963 091	165 688
Subventions d'exploitation	5 384	
Autres produits	322 530	70 588
Total	2 921 485	1 294 140
CONSOMMATIONS M/SES & MAT		
Autres achats & charges ext.	1 359 683	712 987
Total	1 359 683	712 987
MARGE SUR M/SES & MAT	1 561 802	581 153
CHARGES		
Impôts,taxes et vers. assim.	60 434	72 013
Salaires et traitements	381 137	455 587
Charges sociales	143 904	169 774
Amortissements et provisions	241 174	368 432
Autres charges	576	
Total	827 228	1 065 806
RESULTAT D'EXPLOITATION	734 573	-484 653
Produits financiers	7 199	41 594
Charges financières	236 232	237 447
Résultat financier	-229 033	-195 853
RESULTAT COURANT ENT.INTEG	505 540	-680 506
Produits exceptionnels	1 106 199	757 329
Charges exceptionnelles	1 066 938	434 533
Résult.exceptionnel	39 261	322 795
Participation des salariés	0	0
Impôts sur les bénéfices	23 379	23 389
Résultat net entr.intégrées	521 422	-381 100
Amortissement écarts d'acquis	471 649	471 649
Résultat net ensemble consolid	49 773	-852 749
Intérêts minoritaires	8 120	2 577
Résultat net part du groupe	41 652	-855 326

IV - EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS

1 - POSTES DU BILAN CONSOLIDE

1.1 - Actif immobilisé

Immobilisations

Les principaux mouvements concernant l'actif immobilisé sont repris dans le tableau suivant :

IMMOBILISATIONS	Ouverture	Acquisition	Cession	Clôture
Ecart d'acquisition	4 716 493			4 716 493
Frais d'augmentation capital	74 309			74 309
Recherche et développement	10 498			10 498
Logiciels	9 856			9 856
Terrains	49 468			49 468
Constructions	129 722			129 722
Installations générales	662 717			662 717
Matériel outillage industriel	1 536 223			1 536 223
Installations agencements	138 159			138 159
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	26 223	4 087		30 310
Mobilier	702			702
Immobilisations en cours	577 278	312 273	281 482	608 070
Participations	0	36 000	30 087	5 913
Dépôts et cautionnements	14 850			14 850
TOTAL	7 946 503	352 360	311 569	7 987 295

Les cessions d'immobilisation en cours sont liées au changement de méthode comptable. Les projets en cours inscrits dans les comptes de la SA THEOLIA sont désormais comptabilisés en stock et non plus en immobilisation en-cours.

1.1.2.- Amortissements

Les variations dues aux amortissements des immobilisations sont détaillées dans le tableau suivant :

CONSOLIDATION	Amortissements			
	Ouverture	Dotation	Reprise	Clôture
Ecart d'acquisition	1 012 996	471 649		1 484 646
Frais d'augment. Capital	15 980	14 862		30 843
Logiciels	8 698			8 698
Recherche et développement	0	3 499		3 499
Terrains				
Constructions	54 448	6 486		60 934
Installations générales	340 406	44 203		384 610
Mat. Outillage industriel	395 985	100 793		496 779
Installations agencements	59 677	9 215		68 892
Matériel de transport				
Matériel de bureau	12 944	8 805		21 749
Mobilier	247	141		388
Immobilisations en cours				
Dépôts cautionnements				
TOTAL	1 901 383	659 654		2 561 037

1.1.3 Ecarts d'acquisition

1.1.3.1. Écart d'acquisition CS2M / SAPE / SAEE

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des sociétés SAPE et SAEE par la société CS2M et l'évaluation totale des capitaux propres de ces sociétés à la date d'acquisition des titres le 27 octobre 1999.

Cet écart d'acquisition a été déterminé de la façon suivante :

• Capitaux propres SAPE et SAEE au 30/09/99	367 K€
• Dividendes*	+ 547 K€
• Capitaux propres corrigés	= 914 K€
• Prix d'achat des titres SAPE et SAEE par CS2M	- 2 482 K€
• - Ecart d'acquisition	<u>= 1 568 K€</u>

* Dividendes provenant des résultats réalisés avant l'entrée dans le périmètre de consolidation.

Il fait l'objet d'un amortissement sur 10 ans, soit 156.8 K€ au 30/06/2004.

1.1.3.2. Écart d'acquisition THEOLIA / CS2M

1.1.3.2.1 – CS2M

L'écart d'acquisition représente la différence entre la valorisation de l'apport des titres CS2M pour 2 439 K€ au 07/02/2002 et l'évaluation totale des capitaux propres à la date d'apport.

Cet écart d'évaluation a été déterminé de la façon suivante :

• Capitaux propres du sous-groupe CS2M au 30/09/2001	- 709 K€
• Evaluation lors de l'apport	- 2 439 K€
• Ecart d'évaluation	<u>= 3 148 K€</u>

Il fait l'objet d'un amortissement sur 10 ans, soit 314.8 K€ au 30/06/2004.

1.1.3.3 – Écart d'acquisition THEOLIA / FERME EOLIENNE D'ASSERAC

L'acquisition des titres de la SA Ferme Eolienne d'Assérac a été effectuée au moment de la création de la société. Il n'y a donc pas de différence entre le prix d'achat et leur valorisation comptable. L'écart d'acquisition est alors nul.

1.2 - Autres postes d'actif

L'ensemble des éléments de l'actif circulant du groupe est à échéance à moins d'un an.

1.2.1 - Charges constatées d'avance

Le total des charges constatées d'avance ressort à 180 602 € dont 54 495 € sont des charges d'exploitation. La différence, soit 126 107 € (représentant des frais de communication), représente le total des charges engagées pour une seconde levée de fonds à intervenir sur les premiers mois de l'exercice suivant. Ces charges seront alors imputées sur le résultat de l'exercice 3004-2005.

Provisions sur actif circulant.

CONSOLIDATION	Provisions			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Provisions sur clients	323 281	1 309		324 589
Provisions sur autres créances	1 282 265	81 652	559 502	804 415
TOTAL	1 605 546	82 961	559 502	1 132 004

Le poste de provision pour dépréciation des créances se monte à 324.50 K€ et concerne l'ancienne filiale PMB Entreprise. En raison du risque élevé de non recouvrement de la créance, la provision est maintenue dans les comptes de l'exercice.

Au cours de l'exercice la créance détenue sur la société SANIT, soit 559 502 € enregistrés dans les autres créances, est apparue comme définitivement irrécouvrable (clôture pour insuffisance d'actif).

La perte a été enregistrée en charges exceptionnelles. La provision antérieurement dotée en charges d'exploitation, soit 559 502 €, a été reprise dans les produits exceptionnels dans un souci de cohérence et de symétrie de l'opération.

L'augmentation de la provision sur autres créances est liée aux litiges opposant SAEE et des prestataires de PMB Entreprise (cf. § provisions sur litiges). Au cours de l'exercice, la société a été condamnée à régler certains de ces prestataires. La société SAEE a alors inscrit ces paiements à l'actif du bilan considérant que ces sommes sont dues par PMB Entreprise.

Le risque de recouvrement de cette créance étant incertain du fait de la situation financière de PMB Entreprise, il a été constitué une provision complémentaire de 81 652 €.

1.2.3. Charges à répartir sur plusieurs exercices

Ce poste comprend 33 K€ de dépenses de communication engagées au moment de l'introduction en Bourse.

1.3 - Capitaux propres

	30/06/2003	+	-	30/06/2004
Capital	1 790 981			1 790 981
Prime d'émission	686 698			686 698
Bon Souscr. Actions	0	962		962
Prime apport	1 140 270			1 140 270
Report à nouveau DR	<2 085 295>		457 611	<2 542 906>
TOTAL	1 532 654			1 076 005

La société THEOLIA a été inscrite au Marché Libre d'Euronext Paris le 18 Juillet 2002. Cette inscription a été réalisée moyennant une augmentation de capital de 1 182 172 € par la création et le placement sur le marché de 190 981 actions de 1 € de valeur nominale, émises au prix de placement de 6.19 €.

La première cotation a eu lieu le 24 juillet 2002 sous le code valeur Euroclear 18841.

L'assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2003 a autorisé l'émission de 962 000 bons de souscription d'actions autonomes d'une valeur unitaire de 0.001 €. Ils ont été intégralement souscrits au 31 décembre 2003. L'exercice de ces bons pourra se faire au prix de 2.06 € par action nouvelle souscrite. Ces bons sont classés en 5 catégories qui sont fonction de leur date d'exercice :

TYPE DE BON	NOMBRE SOUSCRIPTION	DATE SOUSCRIPTION	NOM SOUSCRIPTEUR	PERIODE VALIDITE (années)	PERIODE D'EXERCICE DES BONS	
					Date mini	Date maxi
BSA 1	38 000	30/12/2003	P BERLU	5	30/12/2003	29/12/2008
	38 000	29/12/2003	D FLORES	5	29/12/2003	28/12/2008
	38 000	30/12/2003	L VENTRE	5	30/12/2003	29/12/2008
	38 000	31/12/2003	G LESEUR	5	31/12/2003	30/12/2008
	320 000	30/12/2003	JM SANTANDER	5	30/12/2003	29/12/2008
BSA 2	120 000	30/12/2003	JM SANTANDER	5	01/01/2005	29/12/2008
BSA 3	5 000	30/12/2003	P BERLU	5	01/01/2006	29/12/2008
	120 000	30/12/2003	JM SANTANDER	5		
BSA 4	5 000	30/12/2003	P BERLU	5	01/01/2007	29/12/2008
	120 000	30/12/2003	JM SANTANDER	5		
BSA 5	120 000	30/12/2003	JM SANTANDER	5	01/01/2008	29/12/2008

1.4 - Intérêts minoritaires

La part des intérêts minoritaires calculée sur la situation nette au 30/06/2004, s'établit comme suit par société :

SAEE	1 482.70 €
SAPE	12 700.25 €
CS2M	- 2 784.92 €
ASSERAC	8 131.06 €
TOTAL	19 529.09 €

La part des intérêts minoritaires dans le résultat de l'exercice est globalement de 8 120.30 €.

1.5 - Autres postes de passif

Provision pour risques et charges

CONSOLIDATION	Provisions			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Prov. Pour grosses réparations	7 486	5 559		13 045
Provisions pour litiges	306 621		79 260	227 361
Provision pour dépréciation des titres Sodetrex		5 913		5 913
TOTAL	314 107	11 472	79 260	246 319

Compte tenu du faible taux d'utilisation des centrales, la méthode de comptabilisation des provisions pour grosses réparations a été modifiée. La provision nécessaire est désormais calculée sur la base du nombre d'heures équivalentes de production estimées à l'échéance du contrat. Cela a entraîné la reprise de la provision existante et le calcul d'une nouvelle dotation.

La provision pour litiges correspond à la contestation de factures émises à l'encontre de la société SAEE. En effet, un certain nombre de prestataires ont facturé cette société en regard de la réalisation de prestations dont le destinataire réel est en fait la société PMB Entreprise.

Ces prestataires n'étant pas des fournisseurs de la société SAEE, il n'y a pas eu lieu d'inscrire les sommes réclamées en dettes.

En revanche la situation litigieuse impose la constitution d'une provision pour faire face aux risques nés de cette contestation.

Compte tenu du dénouement de certaines procédures lors de l'établissement des comptes consolidés, la provision a été maintenue pour le solde restant en litige.

Le sous-groupe consolidé Sodetrex / ECOVAL 30 ayant une situation nette négative il a été procédé à la dotation d'une provision pour dépréciation de la totalité de la valeur des titres.

1.5.2. – Emprunts et dettes financières

L'échéance des emprunts et dettes financières inscrits au bilan consolidé, s'établit comme suit :

	TOTAL	A – d'1 an	A+ d'1 an et – de 5 ans	A + de 5 ans
Emp. Obligataires	274 303	25 049	124 627	124 627
Emprunt Entenial	3 281 580	981 680	1 793 357	506 543
Emprunt KBL	280 139	280 139	0	0
TOTAL	3 836 022	1 286 868	1 917 984	631 170

Litige ENTENIAL

La société CS2M a contracté, le 27 octobre 1999, deux emprunts d'un montant total de 2 587 059.82 € destinés à financer l'acquisition des titres des sociétés SAE et SAPE.

Un désaccord est né entre CS2M et ENTENIAL sur le solde de l'échéance due au 31 décembre 2002. En effet, la société conteste le décompte d'intérêts fourni par la société ENTENIAL à l'appui de son avis d'échéance.

Ce différent ayant entraîné des retards de règlement, la société ENTENIAL, en application de l'article 18 de la convention de crédit, a prononcé la déchéance du terme (courrier du 9 janvier 2004) ce qui rend les sommes dues immédiatement exigibles. Soit :

- Capital : 2 114 540.72 €
- Intérêts et accessoires : 171 041.73 €

La société CS2M qui conteste cette décision a par ailleurs engagé une procédure devant le Tribunal de Commerce sur le différent né du calcul des intérêts à payer. En effet, il apparaît que la convention de crédit signée avec la société ENTENIAL ne respecterait pas les dispositions des articles L 313-1 et L 313-2 du Code de la Consommation.

La société espère donc faire annuler le droit aux intérêts conventionnels ainsi que la clause de majoration. Ce qui aura pour conséquence une forte diminution de la charge d'intérêts due par la société CS2M.

Le montant de la dette figurant dans les comptes de la société à la clôture de l'exercice se décompose ainsi :

- Capital : 2 114 540.72 €
- Intérêts : 171 693.02€

Le taux d'intérêts est calculé sur la base de la valeur de l'EURIBOR 3 mois + la marge appliquée par ENTENIAL + la majoration de retard.

1.5.3. – Autres dettes

L'ensemble des autres dettes du groupe est à échéance à moins d'un an.

1.5.4. – Autres postes du passif

L'ensemble des produits constatés d'avance, soit 385.70 K€, est représenté par des produits d'exploitation.

1.6 - Engagements hors bilan

1.6.1 – Engagements reçus

- Nantissement de compte d'instruments financiers, composé de 200 000 actions de la Société THEOLIA, au profit de la société KBL France, en garantie du paiement de l'emprunt souscrit dans l'attente de l'augmentation de capital par appel public à l'épargne.
- Caution solidaire consentie par Monsieur BUCKI en garantie du paiement par la Société THEOLIA de l'emprunt souscrit dans l'attente de l'augmentation de capital par appel public à l'épargne, au profit de la Société KBL France.

1.6.2 – Engagements donnés

- Nantissement des parts sociales CS2M au profit de la Société ENTENIAL (anciennement Comptoir des Entrepreneurs) en garantie du paiement des emprunts souscrits pour l'acquisition des titres SAFE et SAPE.
Ce nantissement cessera au complet remboursement des emprunts garantis.
- Option de remboursement de l'emprunt obligataire par conversion en actions :
Les propriétaires d'obligations ont la faculté d'obtenir le remboursement dudit emprunt par conversion en actions de la Société THEOLIA libérées par voie de compensation avec leurs créances obligataires. Cette option peut s'exercer à tout moment à raison d'une action pour une obligation. Le nombre d'actions maximum pouvant ainsi être créé à ce titre, s'élève à 88 304 actions.
- La société THEOLIA s'est portée caution solidaire de la société CS2M envers la société ENTENIAL en garantie du paiement des concours consentis par cette dernière. Cet engagement est évalué au 30 juin 2004 à 157 K€ augmentée de 171.70 K€ d'intérêts et accessoires, soit un total de 328.70 K€
- Dans le cadre de son développement, la société THEOLIA a conclu des accords de partenariat avec les cabinets MCC (Londres), HEARTSTREAM et AEK (Amsterdam) pour la recherche d'investisseurs.

En cas de succès :

- la société THEOLIA accepte d'émettre au bénéfice des cabinets ayant recherché les investisseurs souscrivant à l'augmentation de capital des Bons de Souscription d'Actions (BSA). Ces BSA seront émis en même temps que les actions souscrites par les investisseurs, et ce, à la valeur de l'action en bourse au jour de la souscription.
Le montant des BSA émis correspondra à un pourcentage des fonds apportés par les investisseurs de chaque cabinet. Soit 10 % pour MCC, 12.50 % pour HEARTSTREAM et 12.50 % pour AEK ;
- la société THEOLIA s'engage à régler un pourcentage de la souscription réalisée par les investisseurs de chaque cabinet au titre de commission de succès, soit 5 % des fonds levés pour MCC, 2.50 % pour HEARTSTREAM et 2.50 % pour AEK.
- Remboursement du compte courant détenu par C2D pour le compte de sa filiale Sodetrex :
L'ordonnance du tribunal du 03/09/2003 indique que les comptes de la société Sodetrex laissent apparaître une dette en compte courant au profit de la société C2D d'un montant de 81 617 €. La filiale de la société Sodetrex, ECOVAL 30, est quant à elle débitrice de la société C2D pour un montant de 420 958 €. Cette dette est enregistrée au passif de ECOVAL 30.

L'acte de cession d'actions en date du 17/12/2003 stipule que la dette du groupe Sodetrex/ECOVAL 30 vis-à-vis de la société CD2, actuellement en liquidation, s'éteindra après le complet paiement de la somme de 81 617 €.

A la clôture de l'exercice, la société THEOLIA a avancé 39 176.14 € sur la totalité des fonds nécessaires au remboursement de la dette.

- Dans le protocole d'accord concernant l'achat des titres Sodetrex signé le 25/07/2003 par les sociétés THEOLIA et ACMB d'une part et Monsieur BAILLET d'autre part il est prévu l'opération suivante :

A titre transactionnel en vue de permettre la conduite à bonne fin de ce projet, les parties s'engagent à ce que la société Sodetrex reverse la somme de 76 224 € TTC à Monsieur BAILLET au moment du démarrage des travaux de l'usine de traitement des déchets.

1.6.3 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

- Dans le cadre de la réalisation d'une unité de traitement et de valorisation des déchets par sa sous-filiale ECOVAL 30, THEOLIA a reçu (le 27/07/2004) de messieurs SANGOUARD, PERRET et MAQUIN engagement de lui céder l'ensemble des titres Sodetrex possédés soit 16 270 actions avant la fin de l'année 2004 sous réserve de réalisation des conditions suspensives inscrites au contrat.
- La filiale CS2M, n'ayant pas vocation à développer de projets éoliens, le projet inscrit à l'actif de son bilan va être transféré dans les comptes de sa société mère THEOLIA.

Ainsi, le dirigeant de la société CS2M s'est engagé (acte du 20 août 2004) à céder à la société mère THEOLIA le projet figurant à l'actif du bilan dans le poste immobilisation en-cours le pour sa valeur nette comptable soit 295 797.33€ au cours de l'exercice 2004-2005.

- Le 05/10/2004 la société THEOLIA a reçu un avis de vérification de comptabilité concernant la période allant du 01/07/2002 au 30/06/2004.

2 – POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

2.1 – Chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires par nature d'activité se présente ainsi :

Ventes électricité SAPE-SAEE	1 361 K€
Ventes THEOLIA	269 K€
TOTAL	1 630 K€

Le contrat EDF signé par les sociétés SAEE et SAPE permettant la facturation cours du 1^{er} novembre de l'année N-1 au 31 octobre de l'année N.

L'ancienne méthode de calcul des produits constatés d'avance s'effectuait par année sociale.

Le changement de méthode entraîne une modification de ce calcul. En effet, la base des produits constatés d'avance à la clôture est constituée par la facturation émise pour la période de référence du contrat (soit 4/12 de la facturation du 01/11/N-1 à 31/10/N).

Ce changement de méthode entraîne une hausse des produits de l'exercice d'un montant de 122 K€.

Les ventes THEOLIA concernent la vente du projet « Beaucaire » à la société ECOVAL 30. Elles sont composées de facturations d'honoraires d'ingénierie technique, juridique et financière.

2.2 – Charges et produits financiers

Le résultat financier est principalement composé des intérêts rattachés aux emprunts souscrits par les sociétés du groupe. Ces intérêts se montent à 225.50 K€.

2.3 – Charges et produits exceptionnels

2.3.1 Charges exceptionnelles

Décomposition des principaux postes de charges :

• Cession d'immobilisation (cf. p6 et 7) :	281.4 K€
• Cessions de titres de participation :	30 K€
• Créances irrécouvrables :	559.50 K€
• Dettes soldées suite transaction :	83.30 K€

2.3.2 Produits exceptionnels

Les produits exceptionnels comprennent 250 K€ de cession de titres de participation. En effet, le 27 décembre 2003, THEOLIA a cédé 16 271 titres Sodetrex (sur une participation de 19 469 titres).

Les produits exceptionnels de l'exercice intègrent notamment 80 K€ d'abandons de dettes liées à l'introduction en bourse. Ces opérations n'ont pas été enregistrées en charges lors de leur engagement mais ont été imputées sur la prime d'émission.

Au cours de l'exercice la créance détenue sur la société SANIT, soit 559 502 €, est apparue comme définitivement irrécouvrable (clôture pour insuffisance d'actif).

La perte a été enregistrée en charges exceptionnelles. La provision antérieurement dotée en charges d'exploitation a été reprise dans les produits exceptionnels dans un souci de cohérence et de symétrie de l'opération.

2.4 – Résultat par action

Le niveau de résultat à prendre en compte pour établir le résultat par action est le résultat net (part du groupe) divisé par nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice donnant un droit illimité aux bénéfices (d'après les préconisations de l'avis n° 27 de l'OEC).

Résultat net (part du groupe) au 30/06/2004 (A) :	41 652.83€
Nombre moyen d'actions en circulation (B) :	1 790 981
Résultat par action (A/B) :	0.0233 €
CAF au 30/06/2004 (C)	286 413 €
CAF par action (C/B)	0.1599 €

Résultat dilué par action :

Le calcul du résultat net dilué par action est semblable au calcul du résultat de base par action. Néanmoins, le nombre moyen pondéré d'actions doit être ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

Les instruments dilutifs sont composés des bons de souscription d'action émis le 19/12/2003 et des obligations convertibles émises le 03/04/2001.

Résultat net (part du groupe) au 30/06/2004 (A) :	41 652.83 €
Nombre moyen d'actions (B) :	2 841 285
• Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation :	1 790 981
• Total des BSA :	962 000
• Total des obligations convertibles :	88 304
Résultat dilué par action (A/B) :	0.0139 €

Tableau des flux de trésorerie

<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>		
Résultat net des sociétés intégrées hors amort écart d'acquisition	521 422	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	+ -319 957	
- Variation des impôts différés	+ 23 380	
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	+ 61 568	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	= 286 413	
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	+	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 64 052	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	=	222 361
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</i>		
Acquisition d'immobilisations	- 352 360	
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	+ 250 000	
Incidence des variations de périmètre	+ 9 988	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	=	-92 372
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 0	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 0	
Augmentations de capital en numéraire	+ 962	
Emissions d'emprunts	+	
Remboursements d'emprunts	- 136 616	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-135 654
<i>Variation de trésorerie</i>		
Trésorerie d'ouverture	+ 167 408	
Trésorerie de clôture	+ 161 742	
Incidence des variations de cours des devises	0	
Variation de trésorerie	=	-5 666

VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE		
Poste	Besoin	Dégagement
Variation des actifs d'exploitation		
Créances clients et comptes rattachés (brut)	126 643	
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	131 629	
Avances et acomptes versés		11 197
Débiteurs (frs+personnel)	19 442	
Charges constatées d'avance	96 453	
Stock d'en-cours	963 092	
Variation des dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		318 613
Produits constatés d'avance	113 438	
Personnel		3 645
Organismes sociaux	147 993	
Etat taxes sur le chiffre d'affaires		136 633
Autres dettes fiscales et sociales		49 554
TOTAL	1 598 690	519 643
Variation du BFRE	1 079 047	
Variation des actifs hors exploitation		
Autres créances (brut)		555 891
Variation des dettes hors exploitation		
Intérêts courus sur emprunt obligataire		21 310
Intérêts courus sur emprunt auprès des établissements de crédit		155 073
Intérêts courus non échu sur les comptes courants d'associés	47	
Comptes courants associés		292 464
Autres dettes	9 694	
TOTAL	9 741	1 024 737
Variation du BFRHE		1 014 996
Variation BFR global	64 052	

Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2004

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	RAN	Total capitaux propres
Situation à la clôture N-2	1 600 000	1 361 321	-311 555	-791 721	-1 016 331	841 714
Augmentation de capital par introduction en bourse	190 981	991 191				1 182 172
Imputation de la prime d'émission des frais d'introduction en Bourse		-525 544				-525 544
Affectation du résultat			277 243	791 721	-1 068 964	0
Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)				-855 326		-855 326
Sortie du groupe (PVCC)			-10 779			-10 779
Sortie du groupe (PMB Entreprise)			270 866			270 866
Amortissement écart d'acquisition titres CS2M N-1			-121 625			-121 625
Dividendes à verser aux minoritaires			3 909			3 909
Situation à la clôture N-1	1 790 981	1 826 968	108 060	-855 326	-2 085 295	785 388
Affectation du résultat			-397 715	855 326	-457 611	0
Résultat consolidé de l'exercice (part du groupe)				41 652		41 652
Bons de souscription d'actions		962				
Régularisation minoritaires			-671			-671
Situation à la clôture N	1 790 981	1 827 930	-290 326	41 652	-2 542 906	827 331

Détail affectation RAN de -397 715 € :	
Dotation amortissement écart acquisition titres CS2M N-1	-314 844
Résultat filiales	-82 871

20.1.3 Comptes consolidés au 30 juin 2003 en normes françaises

20.1.3.1 *Rapport des commissaires sur les comptes consolidés au 30 juin 2003 en normes françaises*

THEOLIA
SA au capital de 1.790.981 euros
Domaine du Petit Arbois – Bât BELTRAM
Avenue Philibert
13545 AIX EN PROVENCE CEDEX 04

Rapport des commissaires aux comptes

Sur les comptes consolidés

Exercice clos le 30 juin 2003

Jean JOUVE
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes Inscrit
70-72, Rue Saint Jacques
13006 MARSEILLE

M.B ASSOCIES
Société d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
55, rue Bellecombe
69006 LYON

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2003

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société **THEOLIA** relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire le 2 décembre 2003. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

En complément des informations contenues dans ce rapport, nous vous précisons les points suivants relatifs à la situation financière du groupe à la date d'arrêté des comptes du 30 juin 2003 :

a) dans le cadre des comptes consolidés le compte courant de Monsieur Jacques BUCKI, Président de votre Directoire, présente un solde débiteur de 235.255,90 euros. Cette situation résulte de la somme dans les comptes consolidés de son compte débiteur dans la SA THEOLIA et de son compte débiteur dans la SCI CS2M.

b) pour assurer la pérennité de son plan de développement la société THEOLIA a sollicité l'inscription de ses titres à la cote du Marché Libre d'Euronext, et votre Président avait pris l'engagement d'apporter entre 381.000 et 457.000 € en compte courant bloqué afin de pourvoir aux besoins de la trésorerie avant inscription à la cote.

En février 2002, un prêt relais de 457.317 € a été souscrit auprès de la banque KBL pour assurer le maintien de la trésorerie jusqu'à l'introduction en bourse, à charge pour le dirigeant, de substituer la banque après l'inscription des titres à la cote du Marché Libre par le versement d'une somme équivalente bloquée sur plusieurs exercices suivant la plaquette d'introduction remise aux investisseurs.

Après la réalisation de l'augmentation de capital, la banque KBL a partiellement amorti sa créance sans que votre dirigeant se soit acquitté de son engagement. Il en résulte, par rapport au tableau prévisionnel des flux de trésorerie joint à la plaquette d'introduction remise aux investisseurs, un écart de flux positif permanent de l'ordre de moins 240.000 euros.

Marseille le 3 décembre 2003

Jean JOUVE
Commissaire aux comptes

M.B ASSOCIES
Commissaire aux comptes
Pascal MANU
L'un des Gérants

20.1.3.2 Bilan consolidé pour l'exercice clos au 30 juin 2003

BILAN ACTIF	Brut	Amortiss. provisions	Net au 30/06/2003	Net au 30/06/2002
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
* Ecart d'acquisition				
Ecart d'acquisition	4 716 493	1 012 996	3 703 497	4 148 161
* ACTIF IMMOBILISE				
Immobil. incorporelles				
Frais d'établissement	74 309	15 980	58 328	15 083
Frais de recherche & develop.	10 498		10 498	
Concessions,brevets	9 856	8 698	1 158	4 609
Immobil. corporelles				
Terrains	49 468		49 468	49 468
Constructions	792 438	394 854	397 584	448 273
Inst.techn.mat.et out.indust.	1 536 222	395 985	1 140 237	1 241 030
Autres immobilisations corp.	165 085	72 869	92 216	105 101
Immob. en cours / av. acptes	577 278		577 278	411 590
Immobil. financières				
Participations & créances rat				
Autres immobilisations financ	14 850		14 850	21 983
Total	7 946 503	1 901 383	6 045 119	6 445 306
* ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières				121 000
En cours de product. de biens				207 000
En cours de product. de serv.				
Créances				
Clients et comptes rattachés	435 902	323 280	112 622	1 380 143
Fournisseurs débiteurs	13 338		13 338	43 458
Personnel	6 027		6 027	7 774
Etat impôts sur bénéfices	0			
Etat taxes sur chif.affair.	219 232		219 232	485 309
Autres créances	1 560 114	1 282 265	277 849	17 091
Divers				
Avances & acptes versés s/com	11 197		11 197	
Valeurs mobilières de placem.				
Disponibilités	172 419		172 419	37 847
Charges constatées d'avance	84 149		84 149	456 945
Total	2 502 382	1 605 546	896 836	2 756 571
* COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répart./plus.exerc.	85 959		85 959	29 024
Primes de rembt des oblig.				
Ecart de conversion actif				
Total	85 959		85 959	29 024
TOTAL ACTIF			7 027 914	9 230 902

BILAN PASSIF	Net au	Net au
	30/06/2003	30/06/2002
* CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individ.	1 790 981	1 600 000
Primes d'émission,fusion,app.	1 826 969	1 361 321
Réserve légale		
Report à nouveau	-2 085 295	- 1 016 331
réserve consolidée	108 060	- 311 555
Résultat net part du groupe	-855 326	- 791 721
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total	785 387	841 713
Intérêts minoritaires	738	1 234
Total	738	1 234
* PROV./ RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	306 621	
Provisions pour charges	7 485	476 664
Total	314 106	476 664
* DETTES		
Emprunts obligat.convert.	252 992	249 254
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes établ.cred		
.Emprunts	3 543 263	4 001 617
.Découvert,concours bancaires	5 011	30 649
Emprunts et dettes financ.div		
.Divers		
.Associés	6 792	5 552
Av.& acptes recus/cdes en crs		19 948
Dettes fournisseurs/cpts rat.	796 438	1 965 364
Dettes fiscales et sociales		
.Personnel	41 437	40 070
.Organismes sociaux	243 063	314 808
.Etat impôts sur bénéfices	212 156	194 770
.Etat taxes sur chif. affair.	141 454	564 363
.Etat obligations caution.		
.Autres dettes fiscal.& soc.	172 205	138 168
Dettes/immob.et cpts rattac.		
Autres dettes	13 725	17 979
Produits constatés d'avance	499 139	368 742
Total	5 927 682	7 911 289
* COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	7 027 914	9 230 902

	du 01/07/02 au 30/06/03	du 01/07/01 au 30/06/02
PRODUITS		
ventes de marchandises		15 646
Production vendue	1 057 864	3 514 666
Production stockée		25 452
Subventions d'exploitation		
Autres produits	236 276	658 026
Total	1 294 140	4 213 792
CONSOMMATIONS M/SES & MAT		
achat de m.p et aut. approv.		929
Variation de stock (m.p)		-121 000
Autres achats & charges ext.	712 987	3 084 686
Total	712 987	2 964 616
MARGE SUR M/SES & MAT	581 154	1 249 176
CHARGES		
Impôts,taxes et vers. assim.	72 013	82 980
Salaires et traitements	455 587	749 179
Charges sociales	169 774	355 314
Amortissements et provisions	368 432	290 624
Autres charges		521
Total	1 065 806	1 478 619
RESULTAT D'EXPLOITATION	-484 653	-229 443
Produits financiers	41 594	69 514
Charges financières	237 447	252 548
Résultat financier	-195 853	-183 034
RESULTAT COURANT ENT.INTEG	-680 506	-412 477
Produits exceptionnels	757 329	74 908
Charges exceptionnelles	434 533	53 857
Résult.exceptionnel	322 795	21 051
Participation des salariés	0	
Impôts sur les bénéfices	23 389	118 432
Résultat net entr.intégrées	-381 099	-509 859
Amortissement écarts d'acquis	471 649	274 953
Résultat net ensemble consolid	-852 749	-784 812
Intérêts minoritaires	2 577	6 908
Résultat net part du groupe	-855 326	-791 721

I - INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION

1 - REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels consolidés ont été préparés selon les principes établis par la Loi n° 85-11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n° 86-221 du 17 février 1986 et le règlement CRC n° 99-02 homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

2 - MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1 - Méthodes de consolidation

Les comptes au 30.06.03 des entreprises placées sous le contrôle exclusif de la société consolidante sont consolidés par intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise,
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

2.2 - Modalités de traitement des écarts de première consolidation

L'écart d'acquisition est la différence constatée lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et l'évaluation totale des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les actifs et passifs identifiables sont ceux qui apparaissent après que les retraitements nécessaires aient été effectués conformément aux règles d'évaluation utilisées pour l'ensemble consolidé.

L'écart d'acquisition constaté, à l'occasion de la prise de participation, est affecté aux postes du bilan consolidé :

La part positive, non affectée, est inscrite au compte « écart d'acquisition » à l'actif du bilan et amortie, au premier jour de l'entrée dans le périmètre de consolidation, linéairement sur une durée en rapport avec la nature de l'écart constaté, en l'espèce 10 ans.

Compte tenu de son caractère non significatif, la partie négative a été compensée avec la partie positive de l'écart d'acquisition, en application de la norme IAS 22.

2.3 - Date de clôture

La date de clôture des sociétés consolidées est uniformément fixée au 30 juin 2003.

3 - Méthodes et règles d'évaluation

Méthodes utilisées pour certains postes du bilan et du compte de résultat.

Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des immobilisations incorporelles et corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale de vie des biens en mode linéaire par application de taux homogènes :

Nature	Durée
Constructions	20 ans
Matériel & outillage	4 à 10 ans
Matériel & outillage des centrales	15 ans
Aménagements Agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Créances

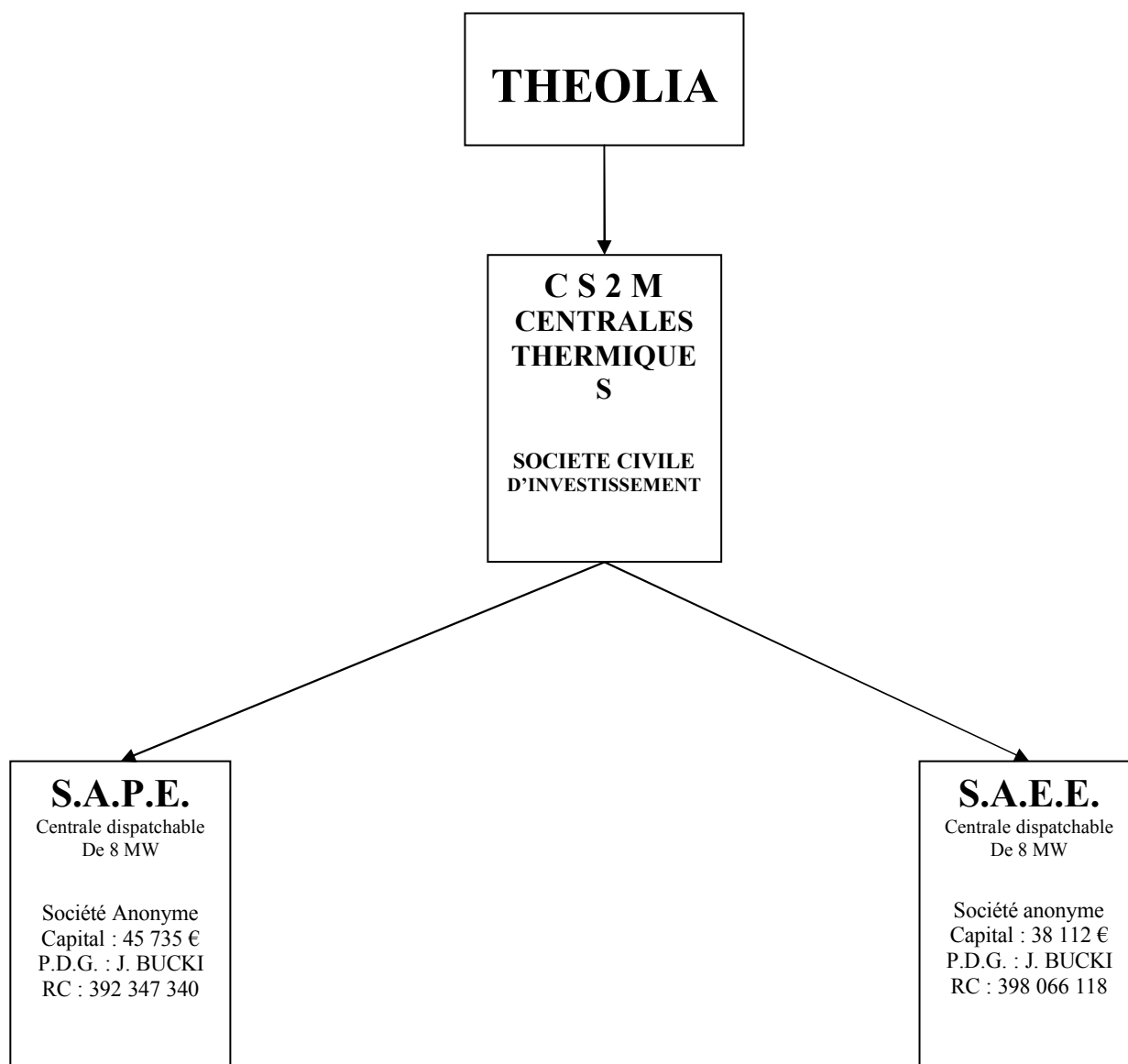
Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non recouvrement.

Titres de placement

Les titres de placement figurant à l'actif font l'objet d'une comptabilisation à leur valeur historique d'acquisition. A chaque arrêté, la valeur d'inventaire est comparée à la valeur de marché des titres s'il en existe une. Une provision pour dépréciation est constituée en cas de perte de valeur de ces titres.

II - INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION



Les sociétés SAPE et SAEE sont détenues à 98,60 % et 98,60 % par CS2M. Ces sociétés ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

La société CS2M est détenue à hauteur de 99 % par la société THEOLIA par une opération d'apport en nature de titres CS2M ratifiée par l'assemblée générale extraordinaire du 7 février 2002.

L'ensemble des titres de la société PMB Entreprise a été cédé en date du 20 novembre 2002. En conséquence elle ne figure plus dans le périmètre de consolidation.

L'ensemble des titres de la société PVCC a été cédé en date du 26 juin 2003. En conséquence elle ne figure plus dans le périmètre de consolidation.

La sortie du périmètre de consolidation des sociétés PMB Entreprise et PVCC a une incidence sur les flux de trésorerie. En effet, l'impact est égal au prix total de cession de chaque société diminué du montant des liquidités ou équivalents de liquidités dont dispose chaque entreprise cédée.

Ainsi au cas d'espèce :

Société	Prix de cession	Liquidités	Flux de trésorerie
PMB Entreprise	30 474 €	<19 463> €	49 937 €
PVCC	7 604 €	47 886 €	<40 282> €
Total	38 078 €	28 423 €	9 655 €

III - INFORMATIONS PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes consolidés clôturés au 30 juin 2003 sont comparables avec ceux de l'exercice clos le 30 juin 2002.

Les entités les plus significatives sont entrées dans le groupe (et donc dans le périmètre de consolidation), au cours de l'exercice clos le 30 juin 2002.

IV - EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS

I - POSTES DU BILAN CONSOLIDE

1.1 - Actif immobilisé

Immobilisations

Les principaux mouvements concernant l'actif immobilisé sont repris dans le tableau suivant :

IMMOBILISATIONS	Ouverture	Acquisition	Cession	Clôture
Ecart d'acquisition	4 681 727		<34 766>	4 716 493
Frais d'augmentation capital	16 770	57 539		74 309
Recherche et développement		10 498		10 498
Logiciels	11 471		1 615	9 856
Terrains	49 468			49 468
Constructions	129 722			129 722
Installations générales	662 717			662 717
Matériel outillage industriel	1 536 223			1 536 223
Installations agencements	138 159			138 159
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	28207	14 390	16 374	26 223
Mobilier	702			702
Immobilisations en cours	411 590	220 640	54 951	577 278
Dépôts et cautionnements	21 982	1 526	8 658	14 850
TOTAL	7 688 738	304 593	46 831	7 946 503

Dont immobilisations sorties suite cession PMB Entreprise et PVCC : <25 352> €

1.1.2.- Amortissements

Les variations dues aux amortissements des immobilisations sont détaillées dans le tableau suivant :

CONSOLIDATION	Amortissements			
	Ouverture	Dotation	Reprise	Clôture
Ecart d'acquisition	533 565	471 649	<7 782>	1 012 996
Frais d'augment. Capital	1 686	14 294		15 980
Logiciels	6 863	3 450	1 615	8 698
Recherche et développement	0	0		0
Terrains				
Constructions	47 962	6 486		54 448
Installations générales	296 203	44 203		340 406
Mat. Outillage industriel	295 192	100 793		395 985
Installations agencements	50 461	9 216		59 677
Matériel de transport				
Matériel de bureau	11 396	7 888	6 338	12 944
Mobilier	107	140		247
Immobilisations en cours				
Dépôts cautionnements				
TOTAL	1 243 432	658 120	171	1 901 383

1.1.3 – Ecart d'acquisition

1.1.3.1. Écart d'acquisition CS2M / SAPE / SAEE

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des sociétés SAPE et SAEE par la société CS2M et l'évaluation totale des capitaux propres de ces sociétés à la date d'acquisition des titres le 27 octobre 1999.

Cet écart d'acquisition a été déterminé de la façon suivante :

• Capitaux propres SAPE et SAEE au 30/09/99	367 K€
• Dividendes*	+ 547 K€
• Capitaux propres corrigés	= 914 K€
• Prix d'achat des titres SAPE et SAEE par CS2M	- 2 482 K€
• Ecart d'acquisition	<u>= 1 568 K€</u>

* Dividendes provenant des résultats réalisés avant l'entrée dans le périmètre de consolidation.

Il fait l'objet d'un amortissement sur 10 ans, soit 156 K€ au 30/06/2003.

1.1.3.2. écart d'acquisition THEOLIA / CS2M

1.1.3.2.1 – CS2M

L'écart d'acquisition représente la différence entre la valorisation de l'apport des titres CS2M pour 2 439 K€ au 07/02/2002 et l'évaluation totale des capitaux propres à la date d'apport.

Cet écart d'évaluation a été déterminé de la façon suivante :

• Capitaux propres du sous-groupe CS2M au 30/09/2001	- 709 K€
• Evaluation lors de l'apport	- 2 439 K€
• Ecart d'évaluation	<u>= 3 148 K€</u>

Il fait l'objet d'un amortissement sur 10 ans, soit 315 K€ au 30/06/2003.

1.2 - Autres postes d'actif

L'ensemble des éléments de l'actif circulant du groupe est à échéance à moins d'un an.

1.2.1 – Charges constatées d'avance

Le total des charges constatées d'avance ressort à 84 149 € dont 31 082 € sont des charges d'exploitation. La différence, soit 53 067 € (dont 36 K€ de frais de communication) représente le total des charges engagées pour une seconde levée de fonds à intervenir au cours du prochain exercice. Ces charges seront imputées au plus tard sur le résultat de l'exercice clos le 30 juin 2004.

1.2.2. Provisions sur actif circulant.

Le poste de provision pour dépréciation des créances s'est accru de 323 K€ du fait de la sortie de PMB Entreprise du périmètre de consolidation.

Pour les mêmes raisons, le poste de provisions sur débiteurs divers s'accroît, notamment, de 591 K€. En effet, la créance détenue par THEOLIA sur PMB Entreprise a été provisionnée à 100 % dans les comptes sociaux de THEOLIA à la clôture au 30.06.02. Cependant, par le jeu de la consolidation, la provision se trouve annulée dans les comptes du groupe au 30.06.02.

La sortie de PMB Entreprise du périmètre de consolidation met en évidence le risque d'irrecouvrabilité de la créance. La provision ayant été constatée sur l'exercice précédent dans les comptes sociaux de THEOLIA, elle n'impacte pas le résultat consolidé mais les réserves consolidées.

Les créances détenues sur PMB Entreprise ont augmenté de 131 K€ au cours de l'exercice 2002-2003, et ont été provisionnées à 100 %.

1.2.3. Charges à répartir sur plusieurs exercices

Le poste concerne les dépenses de communication engagées au moment de l'introduction en Bourse, soit 99.90 K.

1.3 - Capitaux propres

	30/06/2002	+	-	30/06/2003
Capital	1 600 000	190 981		1 790 981
Prime d'émission	221 051	991 191	525 544	686 698
Prime apport	1 140 270			1 140 270
Report à nouveau DR	<1 016 331>		1 068 964	<2 085 295>
TOTAL	1 944 990	1 182 172	1 594 508	1 532 654

Le groupe THEOLIA a été introduit au Marché Libre d'Euronext Paris le 18 Juillet 2002. Cette introduction a été réalisée moyennant une augmentation de capital de 1 182 172 € par la création et le placement sur le marché de 190 981 actions de 1 € de valeur nominale, émises au prix de placement de 6.19 €.

La première cotation a eu lieu le 24 juillet 2002 sous le code valeur Euroclean 18841.

Les frais engagés pour l'introduction en Bourse (première levée de fonds) proprement dite, soit 525.50 K€, ont été imputés sur la prime d'émission selon les indications figurant dans le prospectus de la COB (art L 232-9, al 2 du C.com).

1.4 - Intérêts minoritaires

La part des intérêts minoritaires calculée sur la situation nette au 30/06/2003, s'établit comme suit par société :

SAEE	-1 669 €
SAPE	8 088 €
CS2M	-5 681 €
TOTAL	738 €

La part des intérêts minoritaires dans le résultat de l'exercice est globalement de 2 577 Euros.

1.5 - Autres postes de passif

1.5.1 – Provision pour risques et charges

CONSOLIDATION	Provisions			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Provisions grosses réparations	476 664	7 486	476 664	7 486
Provisions pour litiges	0	306 621		306 621
TOTAL	476 664			314 107

Compte tenu du faible taux d'utilisation des centrales, la méthode de comptabilisation des provisions pour grosses réparations a été modifiée. La provision nécessaire est désormais calculée sur la base du nombre d'heures équivalentes de production estimées à l'échéance du contrat. Cela a entraîné la reprise de la provision existante et le calcul d'une nouvelle dotation.

La provision pour litiges correspond à la contestation de factures émises à l'encontre de la société SAEE. En effet, un certain nombre de prestataires ont facturé cette société en regard de la réalisation de prestations dont le destinataire réel est en fait la société PMB Entreprise.

Ces prestataires n'étant pas des fournisseurs de la société SAEE, il n'y a pas eu lieu d'inscrire les sommes réclamées en dettes.

En revanche la situation litigieuse impose la constitution d'une provision pour faire face aux risques nés de cette contestation.

1.5.2. – Emprunts et dettes financières

L'échéance des emprunts et dettes financières inscrits au bilan consolidé, s'établit comme suit :

	TOTAL	A – d'1 an	A+ d'1 an et – de 5 ans	A + de 5 ans
Emprunt obligataires	252 993	3 739	124 627	124 627
Emprunt Entenial	3 272 958	577 746	1 706 677	988 535
Emprunt KBL	270 305	270 305		
TOTAL	3 796 256	851 790	1 831 304	1 113 162

1.5.3. – Autres dettes

L'ensemble des autres dettes du groupe est à échéance à moins d'un an.

1.5.4. – Autres postes du passif

L'ensemble des produits constatés d'avance, soit 499 K€, est représenté par des produits d'exploitation.

1.6 - Engagements hors bilan

1.6.1 – Engagements reçus

Nantissement de compte d'instruments financiers appartenant à Monsieur BUCKI, composé de 200 000 actions de la Société THEOLIA, au profit de la société KBL France, en garantie du paiement de l'emprunt souscrit dans l'attente de l'augmentation de capital par appel public à l'épargne.

Caution solidaire consentie par Monsieur BUCKI en garantie du paiement par la Société THEOLIA de l'emprunt souscrit dans l'attente de l'augmentation de capital par appel public à l'épargne, au profit de la Société KBL France.

1.6.2 – Engagements donnés

Nantissement des parts sociales CS2M au profit de la Société ENTENIAL (anciennement Comptoir des Entrepreneurs) en garantie du paiement des emprunts souscrits pour l'acquisition des titres SAFE et SAPE. Ce nantissement cessera au complet remboursement des emprunts garantis.

Option de remboursement de l'emprunt obligataire par conversion en actions :

Les propriétaires d'obligations ont la faculté d'obtenir le remboursement dudit emprunt par conversion en actions de la Société THEOLIA libérées par voie de compensation avec leurs créances obligataires. Cette option peut s'exercer à tout moment à raison d'une action pour une obligation.

Le nombre d'actions maximum pouvant ainsi être créé à ce titre, s'élève à 88 304 actions.

La société THEOLIA s'est portée caution solidaire de la société CS2M envers la société ENTENIAL en garantie du paiement des concours consentis par cette dernière. Cet engagement est évalué au 31 juillet 2003 à 228.4 K€ augmentée de 203.9 K€ d'intérêts et accessoires, soit un total de 432.3 K€

V - AUTRES INFORMATIONS

1 – Information sectorielle

La répartition du chiffre d'affaires par nature d'activité se présente ainsi :

Ventes électricité SAPE-SAEE	1 027 K€
Ventes THEOLIA	30 K€
TOTAL	1 057 K€

Tableau des flux de trésorerie		
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net des sociétés intégrées hors amort écart d'acquisition	-381 099	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	+ 15 167	
- Variation des impôts différés	+ 23 389	
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	+ -85 490	
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	= -428 033	
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	+	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- -610 538	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	=	182 505
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	- 304 593	
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	+ 16 068	
Incidence des variations de périmètre	+ 9 655	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	=	-278 870
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 0	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 0	
Augmentations de capital en numéraire	+ 656 629	
Emissions d'emprunts	+ 0	
Remboursements d'emprunts	- 401 442	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		255 187
Variation de trésorerie		158 822
Trésorerie d'ouverture	+ 8 586	
Trésorerie de clôture	+ 167 408	
Incidence des variations de cours des devises	0	

20.1.4 Tableau des filiales et des participations au 30 juin 2005

Filiales de THEOLIA détenues à plus de 50 %.	Capitaux propres	% de détention	Résultat du dernier exercice
CS2M	-116 356	99,00 %	-86 763
Ferme Eolienne d'Asserac	9 144	50,00 %	-27 117
Sodetrex	-327 743	99,99 %	-201 680
A+O	-572 053	100,00 %	-612 053
Plaine du Montoir 1	-1 060	98,00 %	-1 061
Plaine du Montoir 2	-184	98,00 %	-185
THEOLIA Environnement	35 594	100,00 %	-4 405
THEOLIA Energy	40 910	100,00 %	910
Centrale Eolienne de Fond de Fresne	-42 267	100,00 %	-79 587
Ventura	812 990	99,42 %	1 859 728
THEOLIA Holding	20 045	100,00 %	-19 954
THEOLIA Gmbh	500 000	100,00 %	-
Filiales de Ventura détenues à plus de 50 %.	Capitaux propres	% de détention	Résultat du dernier exercice
C.E. de Magremont	15	80,00 %	0
C.E. de la Vallée de la Trie	15	80,00 %	0
C.E. de Chasse Marée	15	80,00 %	0
C.E. de Sallen	15	80,00 %	0
C.E. du Plateau Ronchois	15	80,00 %	0
C.E. du Grand Camp	15	80,00 %	0
C.E. des Costières	15	80,00 %	0
C.E. des Plos	29 108	100,00 %	-892
C.E. du Puech	29 108	100,00 %	-892
C.E. de la Fage	9 041	100,00 %	-959
C.E. du Moulin de Froidure	29 065	100,00 %	-935
C.E. des Sablons	28 921	100,00 %	-1 079
Filiales de THEOLIA Holding détenues à plus de 50 %.	Capitaux propres	% de détention	Résultat du dernier exercice
Ferme Eolienne de Bazoches	-629	98,00 %	-630
Ferme Eolienne de St Michel Chef Chef	-1 883	98,00 %	-1 884
C.E. de Seglien	30 788	100,00 %	-10 062
Filiales de CS2M détenues à plus de 50 %.	Capitaux propres	% de détention	Résultat du dernier exercice
SAEE	157 310	98,60 %	51 402
SAPE	1 162 153	98,60 %	254 992
Filiales de Sodetrex détenues à plus de 50 %.	Capitaux propres	% de détention	Résultat du dernier exercice
ECOVAL 30	225 518	97,66 %	227 356

Il n'existe aucune autre filiale.

20.2. Informations comptables consolidées pro forma aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004

20.2.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes pro forma aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004

Jean JOUVE
72, rue St Jacques
13006 Marseille

Deloitte & Associés
10, place de la Joliette
13002 Marseille

THEOLIA
Parc de la Duranne
Les Pléiades, Bât. F
860, rue René Descartes
13100 Aix-en-Provence

A l'attention de Monsieur Jean-Marie Santander

Monsieur,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Théolia et en application du Règlement (CE) N° 809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les informations pro forma du groupe Théolia relatives aux comptes arrêtés au 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004 incluses dans la partie 20.2 de son prospectus daté du 26 juillet 2006.

Ces informations pro forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet qu'une évolution rapide du périmètre en 2005, suivie de la réalisation d'un certain nombre d'opérations significatives, associées à des dates de clôture différentes auraient pu avoir sur le bilan et le compte de résultat non audités du Groupe Théolia au 31 décembre 2005 si les opérations avaient pris effet au 1^{er} janvier 2005. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si l'opération ou l'évènement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle.

Ces informations pro forma ont été établies sous votre responsabilité en application des dispositions du règlement (CE) N° 809/2004 et des recommandations CESR relatives aux informations pro forma.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe II point 7 du règlement (CE) N° 809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement des informations pro forma.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Ces travaux qui ne comportent pas d'examen des informations financières sous-jacentes à l'établissement des informations pro forma ont consisté principalement à vérifier que les bases à partir desquelles ces informations pro forma ont été établies concordent avec les documents sources, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements pro forma et à nous entretenir avec la Direction du groupe Théolia pour collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires.

Jean JOUVE
72, rue St Jacques
13006 Marseille

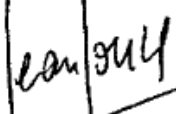
Deloitte & Associés
10, place de la Joliette
13002 Marseille

A notre avis :

- Les informations pro forma ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- Cette base est conforme aux méthodes comptables de l'émetteur.

Ce rapport est émis aux seules fins du dépôt du prospectus auprès de l'AMF et ne peut être utilisé dans un autre contexte

Marseille, le 26 juillet 2006

Jean Jouve


Deloitte & Associés

Anne-Marie MARTINI

20.2.2 Bilans consolidés pro forma aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004

	Groupe pro forma	Groupe pro forma
en K€	31.12.2005	31.12.2004
Goodwill	3 677	3 693
Capital non libéré		
Immobilisations incorporelles	23 128	21 606
Immobilisations corporelles	16 013	4 032
Autres actifs non courants	1 821	281
Actifs d'impôts différés	940	1 007
Actifs destinés à être cédés	38 515	22 126
ACTIFS NON COURANTS	84 094	52 745
Stocks	1 149	
Créances clients	1 338	84
Autres actifs courants	8 534	1 462
Trésorerie et équivalents	19 539	2 396
ACTIFS COURANTS	30 560	3 942
TOTAL ACTIF	114 653	56 687
Capital	12 337	4 829
Primes	25 116	6 270
Réserves consolidées	15 714	1 010
Résultat net part du Groupe	-6 489	841
<i>S/T Capitaux Propres part du groupe</i>	46 678	12 950
<i>Ecart de conversion</i>		
Intérêts minoritaires	9 326	9 235
CAPITAUX PROPRES	56 004	22 185
Provisions à long terme	63	23
Passifs financiers non courants	10 926	2 287
Prêts actionnaires		
Impôts différés	3 809	5 021
Passifs destinés à être cédés	23 508	9 013
PASSIFS NON COURANTS	38 305	16 343
Passifs financiers courants	4 467	13 522
Provisions à court terme	84	128
Fournisseurs et autres créditeurs	12 107	2 488
Dettes fiscales et sociales	3 403	1 660
Dettes d'impôts exigibles		83
Autres dettes	283	277
PASSIFS COURANTS	20 344	18 159
TOTAL CP et PASSIF	114 653	56 687

20.2.3 Comptes de résultat consolidés pro forma aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004

	Groupe pro forma	Groupe pro forma
en K€	31.12.2005	31.12.2004
Chiffre d'affaires	4 775	3 379
Autres produits de l'activité	48	803
Achats et variations de stocks	-230	-301
Charges externes	-3 653	-892
Impôts et taxes	-145	-120
Charges de personnel	-3 483	-641
Dotations aux amortissements et provisions	-478	-403
Autres produits et charges d'exploitation	-2 463	-4
Résultat opérationnel courant	-5 629	1 820
Autres produits et charges opérationnels	-1 382	-120
Résultat opérationnel	-7 011	1 700
Produits de trésorerie et d'équivalents	375	28
Coût de l'endettement financier Brut	-362	-811
Coût de l'endettement financier Net	13	-783
Autres produits et charges financiers	-10	-3
Charge d'impôt	593	692
Résultat net des activités poursuivies	-6 415	1 606
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-626	-1 344
Résultat net	-7 041	262
dont part Groupe	-6 489	841
dont intérêts minoritaires	-552	-579

Comptes pro forma et notes associées

Les bilans et comptes de résultat pro forma ci-joints ont été établis selon les modalités décrites ci-après.

Contexte

Une évolution rapide du périmètre en 2005, suivie de la réalisation d'un certain nombre d'opérations significatives (i), associées à des dates de clôture différentes (ii) ont nécessité la production d'états consolidés pro forma.

- i) Theolia a pris le contrôle, en mai 2005, du groupe Ventura qui s'est traduite par une évolution significative du périmètre de consolidation ;
- ii) Theolia a procédé le 28 février 2006 à la prise de contrôle des sociétés Theolia Benelux en Belgique et Granit en Suisse. La seconde opération a été réalisée pour l'essentiel grâce à l'apport des titres de deux sociétés précédemment détenues par Theolia (Sodetrex et A+O).
- iii) Les dates de clôture n'étaient pas homogènes puisque les comptes de Theolia étaient arrêtés au 30 juin, alors que ceux des entités acquises étaient arrêtés au 31 décembre.

Il s'avère toutefois que ces informations comptables pro forma ne permettent pas une comparabilité pertinente sur le plan économique des années 2004 et 2005, en raison principalement des spécificités du sous-groupe Ventura, acquisition majeure de Theolia réalisée en mai 2005.

En effet, la société Ventura connaissait une situation d'exploitation dégradée liée à l'absence de soutiens financiers pour le développement de ses projets éoliens. Theolia a permis, par l'apport de financements et de garanties, le lancement de plusieurs projets éoliens du portefeuille de Ventura, permettant ainsi la mise en valeur des actifs de Ventura.

De même, certains projets développés par Theolia lors de l'exercice clos au 31 décembre 2004 ne l'auraient pas été si l'acquisition de Ventura avait été réalisée au 1^{er} janvier 2004 compte tenu de la qualité du portefeuille existant de Ventura.

Cependant, la variation de périmètre étant supérieure à 25%, la communication d'au moins un compte de résultat pro forma est rendue obligatoire par les textes.

Dates

Les prochains comptes annuels consolidés du groupe seront arrêtés au 31 décembre 2006. De plus, les filiales nouvellement acquises clôtureront leur exercice au 31 décembre. Dans ce contexte, les comptes pro forma ont été établis au 31.12.05 et au 31.12.04. sur une durée de douze mois.

Traitement comptable de l'opération.

Dans les comptes au 31 décembre 2006, les opérations d'acquisition des sociétés Granit et Theolia Benelux seront comptabilisées selon les normes IFRS avec, en particulier, une revalorisation selon la norme IFRS3 de tous les actifs et passifs des sociétés acquises.

Dans le cadre des comptes pro forma, les actifs et passifs acquis ont été évalués au mieux de notre connaissance. Les corrections de juste valeur seront effectuées ultérieurement lors du prochain arrêté.

Les comptes consolidés pro forma sont par conséquent composés :

- des actifs et passifs du groupe Theolia (y compris Ventura) comptabilisés et évalués à leur valeur comptable historique avant l'acquisition des sociétés belges et suisses;
- des actifs et passifs du sous-groupe Theolia Benelux intégrés dans les états financiers consolidés. L'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de Theolia dans la valeur historique des actifs et passifs identifiables de Theolia Benelux a été comptabilisé conformément aux principes comptables en vigueur.
- des actifs et passifs du sous-groupe Granit intégrés dans les états financiers consolidés, mais isolés sur une ligne particulière en application de la norme IFRS 5. L'excédent de la quote-part de Theolia dans les valeurs des actifs et passifs identifiables acquis sur le coût d'acquisition a été comptabilisé en majoration des capitaux propres du groupe. Cette position a été retenue compte tenu de la cession programmée de la participation dans le groupe Granit.

Comptes pro forma résumés

Introduction

Les comptes pro forma, présentés sous une forme résumée, («comptes pro forma») ont été établis selon les normes IFRS sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la société. Ils sont destinés à refléter, à titre indicatif uniquement, la situation financière, le patrimoine et le résultat des opérations de l'ensemble consolidé (incluant Theolia, Theolia Benelux et Granit), comme si l'ensemble des opérations avait été réalisé au 1er janvier 2004, soit au premier jour de la période financière la plus ancienne présentée.

Ces comptes pro forma ne peuvent être représentatifs des résultats et de la situation financière des activités combinées de Theolia et de ses nouvelles filiales qui auraient pu résulter d'une réalisation de l'opération aux dates respectivement prises en compte pour leur établissement. Ils ne fournissent pas non plus d'indication sur les résultats et la situation financière futurs des activités combinées. En effet, l'information financière pro forma n'intègre aucun effet de l'intégration des actifs et passifs des entités nouvellement acquises à la juste valeur dans le nouvel ensemble ni aucune conséquence des synergies attendues ou des coûts nécessaires à la mise en œuvre de ces synergies.

Informations historiques utilisées pour l'établissement des comptes pro forma

Les comptes résumés pro forma («comptes pro forma») ont été établis à partir :

1 - des comptes consolidés du groupe Theolia pour le semestre clos le 31 décembre 2005, arrêtés par le Conseil d'Administration selon les normes IFRS, tels que repris dans le présent prospectus. Ces comptes ont fait l'objet d'un examen limité par les cabinets Deloitte & Associés et Jean Jouve selon les normes professionnelles applicables en France et qui n'a donné lieu à aucune remarque ni observation.

2 - des comptes consolidés du groupe Theolia clos le 30 juin 2005, arrêtés par le Directoire en principes comptables français, tels que repris dans le présent prospectus. Ces comptes ont fait l'objet d'un audit par les cabinets MB Associés et Jean Jouve selon les normes professionnelles applicables en France et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Ces comptes ont ensuite été transposés aux normes IFRS.

3 - des comptes consolidés du sous-groupe Theolia Benelux pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, arrêtés par le Conseil d'administration selon les principes comptables belges. Ces comptes ont fait l'objet d'une revue par le cabinet Constantin selon les normes professionnelles applicables en Belgique et ont été attestés avec l'observation suivante :

« Attestation sans réserve des comptes annuels 2005 :

Déclaration d'abstention sur les comptes annuels comparatifs de 2004.

(...)

A notre avis, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent, les comptes consolidés clôturés au 31 décembre 2005 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et de ses filiales.

Dans les comptes consolidés, les profits réalisés sur les cessions d'installations et outillages aux filiales proportionnellement consolidées ont été éliminés et ce, pour un montant de EUR 445 013. Par la suite, le Conseil d'Administration a réévalué ces installations et outillages pour le même montant, c'est-à-dire EUR 445 013, avec comme justification que le maintien de la plus-value est justifié économiquement par la valeur réelle supérieure de ces installations et outillages. La plus-value de réévaluation se trouvant sous les capitaux propres est réduite au même rythme que les amortissements des plus-values exprimées à l'actif.

La mission de contrôle nous a été confiée en date du 20 janvier 2006. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous exprimer sur les comptes consolidés comparatifs de 2004. »

Ces comptes ont ensuite été transposés aux normes IFRS.

Concernant l'observation formulée par le CAC belge, Il convient de noter que les comptes pro forma ont été établis sur la base des immobilisations non réévaluées, ce qui explique l'absence de compte d'écart de réévaluation.

L'observation formulée sur les comptes consolidés Energo au 31 décembre 2005 est donc sans influence sur les comptes pro forma.

4 - des comptes consolidés du sous-groupe Granit pour l'exercice clos le 31 décembre 2005, arrêtés par le conseil d'Administration selon les principes comptables suisses. Ces comptes ont fait l'objet d'une revue par le cabinet Fidag selon les normes professionnelles applicables en Suisse et ont été certifiés et ont fait l'objet de la réserve suivante :

« Selon notre appréciation, les comptes consolidés sont conformes à la loi suisse et aux règles de consolidation et d'évaluation décrites en annexe.

Nous formulons cependant une réserve au sujet de l'évaluation de la rubrique « Projets en cours ». En effet, la valorisation de ces projets, dont la valeur comptable représente principalement des prestations activées, dépendra de leurs possibilités de commercialisation et n'est actuellement pas possible.

Malgré la réserve susmentionnée, nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Nous relevons qu'un assainissement par réduction du capital-actions et recapitalisation de la société mère devrait intervenir lors de la prochaine assemblée générale. »

Ces comptes ont ensuite été transposés aux normes IFRS.

La réserve exprimée par le CAC suisse est sans incidence sur les comptes pro forma, car le pôle environnement a été traité selon la norme IFRS 5. De plus, Granit a procédé à une opération de réduction de capital pour absorber les pertes induites par la dépréciation des projets en-cours, et ce en janvier 2006, soit avant l'acquisition de Granit par Theolia.

5 - des comptes consolidés du groupe Theolia pour le semestre clos le 31 décembre 2004, arrêtés par le Directoire selon les principes comptables français. Ces comptes ont fait l'objet d'une revue limitée par les cabinets MB associés et Jean Jouve, selon les normes professionnelles applicables en France qui n'a donné lieu à aucune remarque ni observation.

Ces comptes ont ensuite été transposés aux normes IFRS.

6 - des comptes consolidés du groupe Theolia clos le 30 juin 2004, arrêtés par le Directoire selon les principes comptables français. Ces comptes ont fait l'objet d'un audit par les cabinets MB associés et Jean Jouve, selon les normes professionnelles applicables en France et ont été certifiés sans réserve, ni observation.

Ces comptes ont ensuite été transposés aux normes IFRS

7 - des comptes consolidés du sous-groupe Theolia Benelux pour l'exercice clos le 31 décembre 2004, arrêtés par le Conseil d'administration selon les principes comptables belges. Ces comptes n'ont fait l'objet d'aucune revue par un organe de contrôle ou d'audit externe.

Ces comptes ont ensuite été transposés aux normes IFRS.

8 - des comptes consolidés du sous-groupe Granit pour l'exercice clos le 31 décembre 2004, arrêtés par le conseil d'Administration selon les principes comptables suisses. Ces comptes ont fait l'objet d'une revue par le cabinet Fidag selon les normes professionnelles applicables en Suisse et ont été certifiés avec la réserve suivante :

« Selon notre appréciation, les comptes consolidés sont conformes à la loi suisse et aux règles de consolidation et d'évaluation décrites en annexe.

Nous formulons cependant une réserve au sujet de l'évaluation de la rubrique « Projets en cours ». En effet, la valorisation de ces projets, dont la valeur comptable représente principalement des prestations activées, dépendra de leurs possibilités de commercialisation et n'est actuellement pas possible. De plus, le groupe connaît toujours des difficultés de trésorerie.

Malgré la réserve susmentionnée, nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis. »

Ces comptes ont ensuite été transposés aux normes IFRS.

Principes comptables de référence pour l'établissement des comptes pro forma

Les comptes consolidés historiques, ont été établis selon les normes IFRS telles que décrites dans les notes annexes aux comptes consolidés du groupe pour le semestre clos le 31 décembre 2005.

Toutefois, l'examen des principes et méthodes comptables appliqués a permis d'identifier des pratiques différentes entre les sociétés composant le nouveau groupe concernant les thèmes suivants :

Les contrats de construction sont reconnus en résultat selon la méthode de l'avancement pour les groupe Theolia et Granit, alors que pour des raisons d'organisation interne, le groupe Theolia Benelux n'a pu les reconnaître qu'à l'achèvement. L'ensemble des contrats de constructions de Theolia Benelux ont été achevés en 2005, de sorte qu'à la date de prise de contrôle cette distorsion est sans effet sur les capitaux propres pro forma du nouvel ensemble.

Pour l'établissement des comptes pro forma, il n'a donc été opéré aucun retraitement d'harmonisation.

A - Retraitements concernant les sociétés antérieurement consolidées.

1 – SOUS-GROUPE VENTURA

La société Ventura a été intégrée comme si elle était détenue par le Groupe depuis le 1er janvier 2004. A cette date, les filiales de la société n'étaient toutefois pas créées.

2 – SOUS-GROUPE SODETREX

Le sous-groupe Sodetrex a été apporté au Groupe Granit en date du 28.02.06. A ce titre, il a été consolidé pro forma dans Granit depuis le 1er janvier 2004. Il a donc été préalablement nécessaire d'éliminer les opérations de consolidation du sous-groupe Sodetrex dans le groupe Theolia.

3- A+O.

La société A+O a été apportée au Groupe Granit en date du 28.02.06. A ce titre, elle a été consolidé dans Granit depuis sa création en novembre 2004. Il a été préalablement nécessaire d'éliminer les opérations de consolidation de A+O dans le groupe Theolia

4 – CENTRALE EOLIENNE DE SEGLIEN

Pour établir ce comparatif il a été nécessaire d'intégrer globalement la société avec un exercice d'une durée équivalente à celle du reste du Groupe, soit 12 mois, et ce depuis le 1er janvier 2004.

B - Retraitements concernant les sociétés nouvellement consolidées

1 GROUPE THEOLIA BENELUX

Le groupe Theolia Benelux a été acquis le 28.02.06 par une transaction unique consistant en la souscription à l'augmentation de capital de la société tête de groupe. Theolia détient désormais 56% du capital de Theolia Benelux, ce qui justifie une intégration globale de cette dernière dans le groupe Theolia.

L'exercice de la société étant aligné sur l'année civile, et en l'absence d'opérations réciproques, l'établissement des comptes n'a nécessité aucun retraitement significatif, en dehors de la constatation d'un goodwill sur l'opération d'acquisition de 444 K€, reporté sur les 2 exercices objet du pro forma.

2 GROUPE GRANIT.

La prise de contrôle du Groupe Granit s'est opérée par apport des titres de Sodetrex et A+O et par souscription en numéraire à l'augmentation de capital concomitante à cet apport. Theolia détient désormais 60% du capital de Granit, ce qui justifie une intégration globale de cette dernière dans le groupe Theolia.

L'opération d'apport de Sodetrex et A+O dans Granit a nécessité l'établissement de comptes pro forma pour le nouveau groupe Granit incluant les entités acquises.

L'exercice de la société étant aligné sur l'année civile, et après retraitement d'opérations réciproques, l'établissement des comptes pro forma n'a nécessité aucun retraitement significatif. Cette première consolidation s'est traduite par la constatation d'un badwill d'un montant de 1 256 K€, reporté rétroactivement sur les 2 exercices objets du pro forma. Le badwill a été imputé sur les réserves consolidées (et non sur le résultat comme le prévoit la norme), le résultat ne pouvant être constaté en 2004 ou 2005, puisque l'opération a été réalisée en 2006.

20.3. Bilan d'ouverture consolidé au 1^{er} juillet 2004, bilan de clôture consolidé au 30 juin 2005 en normes IFRS

20.3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur le bilan d'ouverture consolidé au 1^{er} juillet 2004, le bilan de clôture consolidé au 30 juin 2005 en normes IFRS et la note de transition

Les missions d'apport d'expertise à la conversion des comptes du groupe aux normes IFRS réalisées par Deloitte ne constituent pour chacune d'elle, ni un audit, ni un examen limité. En conséquence Deloitte n'a pas effectué d'audit contractuel au 30 juin 2005. La note de transition des comptes aux normes IFRS est reprise ci-après.

THEOLIA
SA au capital de 11.432.423 euros
Parc d'activités de la DURANNE
« LES ALIZES »
1025 rue René DESCARTES
BP 80357
13799 AIX EN PROVENCE CEDEX 3

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Sur les états de rapprochement présentant
l'impact du passage au référentiel IFRS**

Exercice clos le 30 juin 2005

Jean JOUVE
Expert Comptable Diplômé
Commissaire aux Comptes Inscrit
70-72, Rue Saint Jacques
13006 MARSEILLE

M.B ASSOCIES
Société d'Expertise Comptable et de
Commissariat aux Comptes
55, rue Bellecombe
69006 LYON

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de commissaire aux comptes de la société THEOLIA, nous avons effectué un audit des états de rapprochement présentant l'impact du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne sur les capitaux propres et le résultat consolidés de la société pour l'exercice clos le 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les rapprochements IFRS ont été établis sous la responsabilité du Directoire, dans le cadre du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de

l'exercice 2005, à partir des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2004 préparés en conformité avec les règles et principes comptables français, qui ont fait l'objet de notre part d'un audit selon les normes professionnelles applicables en France. Notre audit nous a conduit à exprimer une opinion sans réserve sur ces comptes consolidés. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur les rapprochements IFRS.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les rapprochements IFRS ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces rapprochements. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour leur établissement et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les rapprochements IFRS ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux règles d'élaboration décrites dans les notes annexes, lesquelles précisent comment la norme IFRS 1 et les autres normes comptables internationales adoptées dans l'Union européenne ont été appliquées et indiquent les normes, interprétations, règles et méthodes comptables qui, selon la direction, devraient être appliquées de façon volontaire pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005/2006 selon le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « *1.3.2 présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces premières informations chiffrées IFRS* » qui expose les raisons pour lesquelles les rapprochements IFRS relatifs à l'exercice 2004/2005 présentés dans les comptes consolidés de l'exercice 2005/2006 pourraient être différents des rapprochements IFRS joints au présent rapport.

Par ailleurs, nous rappelons que, s'agissant de préparer le passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005/2006, les rapprochements IFRS ne constituent pas des comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, permettant de donner, au regard de ce référentiel, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Fait à MARSEILLE, le 10/11/2005

Jean JOUVE
Commissaire aux comptes

M.B ASSOCIES
Commissaire aux comptes
Pascal MANU
L'un des Gérants

ANNEXE

1.3 IMPACTS DES NORMES IFRS SUR LES COMPTES DU GROUPE

A partir des exercices commençant en 2005, les sociétés européennes cotées sont dans l'obligation d'appliquer de nouvelles normes comptables dans leurs comptes consolidés, les normes IFRS, qui auront un certain impact sur leurs comptes. Nous vous présentons dans les notes suivantes, les principaux impacts de la conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS qui nous seront appliquées dès le prochain exercice.

1.3.1 – Principaux impacts de conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005

en K€	2005 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	2005 Normes IFRS	
Produits d'exploitation	13 636		-9 604	4 032	Chiffre d'affaires et autres
Charges d'exploitation	-13914	-594	9 539	-4 969	Achats et variations de stocks
EBITDA - Résultat d'exploitation	15			-937	Résultat opérationnel courant
		117	239	356	Autres prod et ch opérationnels
EBIT - Résultat d'exploitation	-278	-477	174	-581	Résultat opérationnel
Résultat financier	-106			-106	Produits de trésorerie Coût de l'endettement financier Brut
Résultat courant avant impôts	-384	-477	174		
Résultat exceptionnel	174		-174		
Impôts sur les bénéfices	746	-17		729	Charge d'impôt
Résultat net consolidé	536	-494	0	42	Résultat net des activités poursuivies
Dot aux amortissements des goodwi	-479	479			
Résultat net consolidé	57	-15	0	42	Résultat net
Résultat net part du Groupe	56			41	dont part Groupe
Intérêts minoritaires	1			1	dont intérêts minoritaires

Les principaux impacts de conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS sur le compte de résultat au 30 juin 2005 sont les suivants :

- Annulation de la charge d'amortissement des goodwill (479 K€)
- Ecarts d'acquisitions négatifs comptabilisés directement en résultat IFRS (117 K€) (à noter que les règles françaises appliquées dans le cadre des différentes acquisitions effectuées par THEOLIA en 2004-2005 sont très proches de celles énoncées par la norme IFRS 3, ce qui ne génère pas d'autres divergences significatives de traitement)
- Comptabilisation d'une charge relative aux paiements effectués sur la base d'actions : application de la norme IFRS 2 concernant les différents BSA octroyés aux salariés et membres du conseil de surveillance en échange des services qui seront rendus par ces mêmes personnes (- 642 K€).

Certains reclassements de compte à compte ont été effectués au niveau de la présentation du compte de résultat. Ces reclassements n'ont évidemment pas d'impact sur le résultat net. Les principaux reclassements sont les suivants :

- Les produits relatifs aux productions immobilisées et/ou stockées ne correspondent pas à la définition des produits en normes IFRS. Ces écritures en règles françaises permettent de neutraliser certaines charges, qui sont, in fine, considérées comme des actifs. En IFRS, ces charges n'auraient pas dû être comptabilisées mais auraient dû être considérées initialement comme des actifs. Les produits sont donc reclassés au niveau des charges et ainsi neutralisés, afin de ne pas faire apparaître de flux en résultat non justifiés au sens de la norme IFRS.
- Reclassement des produits et charges considérés comme exceptionnels sous le référentiel français sous la rubrique "autres produits et charges opérationnels". Seul un impact non significatif (65 K€ de charges nettes) a été reclassé sous la rubrique "impôts et taxes" au vu de la nature des charges exceptionnelles antérieurement comptabilisées en règles françaises.

Principaux impacts de conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS sur le bilan au 1^{er} juillet 2004

en K€	01.07.2004 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	01.07.2004 Normes IFRS	
Goodwill	3 232			3 232	Goodwill
Immobilisations incorporelles	51	-43	963	979	Immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles	2121			2121	
Immobilisations financières	15			15	Prêts et créances financiers
				0	Actifs d'impôts différés
ACTIF IMMOBILISE	5 419	-43	963	6 339	ACTIFS NON COURANTS
Créances d'exploitation	2022	-50	-963	1009	Stocks
Disponibilités	167			167	Trésorerie et équivalents
ACTIF CIRCULANT	2 189	-50	-963	1 176	ACTIFS COURANTS
TOTAL ACTIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL ACTIF
Capitaux propres part du groupe	819	-127		692	S/T Capitaux Propres part du groupe
Intérêts minoritaires	28			28	Intérêts minoritaires
Provisions pour risques et charges	240	34	-259	15	Provisions à long terme
			2748	2748	Passifs financiers non courants
<i>Dettes</i>				2763	PASSIFS NON COURANTS
Emprunts	4140		-2549	1591	Passifs financiers courants
Dettes d'exploitation	2381		60	2441	Passifs courants
					PASSIFS COURANTS
TOTAL PASSIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL CP et PASSIF

Principaux impacts de conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS sur le bilan au 30 juin 2005

en K€	30.06.2005 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	30.06.2005 Normes IFRS	
Goodwill	3 112	479		3 591	Goodwill
Immobilisations incorporelles	28 107	88		28 195	Immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles	12 263			12 263	
Immobilisations financières	253			253	Prêts et créances financiers
			460	460	Actifs d'impôts différés
ACTIF IMMOBILISE	43 735	567	460	44 762	ACTIFS NON COURANTS
Créances d'exploitation	12 893	-3	-460	12 430	Stocks
Disponibilités	19 297			19 297	Trésorerie et équivalents
ACTIF CIRCULANT	32 190	-3	-460	31 727	ACTIFS COURANTS
TOTAL ACTIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL ACTIF
Capitaux propres part du groupe	31 543	499		32 042	S/T Capitaux Propres part du groupe
Intérêts minoritaires	58	1		59	Intérêts minoritaires
Provisions pour risques et charges	163	15	-148	30	Provisions à long terme
<i>Dettes</i>		49	17 039	17 088	Passifs financiers non courants
				17 118	PASSIFS NON COURANTS
Emprunts	22 370		-11 431	10 939	Passifs financiers courants
Dettes d'exploitation	21 791		-5 460	16 331	Passifs courants
					PASSIFS COURANTS
TOTAL PASSIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL CP et PASSIF

Les principaux impacts bilanciels (ouverture 1^{er} juillet 2004 et clôture 2005) sont la contrepartie des différents impacts sur le résultat décrits ci-dessus (annulation de certains actifs, augmentation des immobilisations incorporelles et des goodwill...). A noter que la charge liée au retraitement concernant la norme IFRS 2 trouve sa contrepartie dans les réserves consolidées et qu'il n'y a donc pas d'impact dans les capitaux propres consolidés.

Les autres impacts constatés sur le bilan concernent essentiellement des reclassements de poste à poste dont les principaux sont les suivants :

- Classement des actifs et passifs en éléments courants (échéance < 1 an) et non courants (échéance > 1 an). L'impact se situe essentiellement au niveau des actifs - passifs d'impôts différés (isolés en éléments non courants versus autres créances et autres dettes en règles françaises), ainsi qu'au niveau des provisions et des passifs financiers dont la partie court terme est isolée de la partie long terme, afin de présenter au passif du bilan IFRS, des passifs non courants et courants.
- Reclassement d'une partie significative des stocks en immobilisations incorporelles au vu des caractéristiques économiques des stocks, constatés dans les comptes statutaires de certaines filiales. Ces stocks représentent des frais de développement relatifs à certains projets éoliens, à immobiliser selon le référentiel IFRS

1.3.2 – Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces premières informations chiffrées IFRS

Le groupe THEOLIA a appliqué l'ensemble des normes IAS / IFRS telles que publiées à ce jour et dont l'adoption est obligatoire à compter de la date de transition, soit le 1^{er} juillet 2004.

Les normes et interprétation dont l'adoption n'est obligatoire qu'à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} juillet 2005 n'ont pas été appliquées par anticipation par le Groupe. Il s'agit notamment :

- des normes IAS 32 et 39 sur les instruments financiers. Au titre de l'exercice comparatif clos le 30 juin 2005, aucun impact lié à l'adoption de ces normes n'a donc été déterminé.
- de la norme IFRS 5 sur les actifs non courants détenus en vue de la vente et les activités abandonnées

1.3.3 – Description des autres options liées à la première adoption des IFRS

Selon les dispositions prévues par la norme IFRS 1, le groupe THEOLIA a retenu les choix suivants quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

Regroupements d'entreprises

Le groupe THEOLIA a choisi de ne pas retraiter selon les dispositions prévues par la norme IFRS 3 les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} juillet 2004.

Avantages du personnel

Le groupe THEOLIA a choisi de constater directement dans les capitaux propres d'ouverture IFRS au 1^{er} juillet 2004 les écarts actuariels non encore comptabilisés.

Evaluation de certains actifs incorporels/corporels à leur juste valeur

Le groupe THEOLIA n'a pas réévalué d'actifs corporels ou incorporels à leur juste valeur en date de transition.

Les autres exemptions au retraitement rétrospectif offertes par IFRS 1 n'ont pas été retenues par le Groupe car les normes et thèmes concernés ne sont pas applicables pour le groupe THEOLIA au 1^{er} juillet 2004.

Pour toutes les autres normes IFRS, le retraitement des valeurs d'entrée des actifs et des passifs au 1^{er} juillet 2004 a été effectué de façon rétrospective (sauf en ce qui concerne les interdictions de retraitement rétrospectif imposées par IFRS 1) comme si ces normes avaient toujours été appliquées.

1.3.4 – Présentation des états financiers

• Présentation du Compte de résultat :

Conformément à la recommandation du CNC N°2004-R.02 du 27 octobre 2004 relative notamment au format de compte de résultat en normes IFRS, le Groupe THEOLIA a décidé de faire figurer dans son compte de résultat, un « Résultat opérationnel courant » calculé par différence entre le « Résultat opérationnel » et les « Autres produits et charges opérationnels », ces derniers correspondant à des événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, et d'une matérialité significative.

Par ailleurs, les charges relatives aux avantages du personnel (essentiellement les indemnités de fin de carrière – retraite) sont classées dans les charges opérationnelles de personnel, y compris les impacts financiers liés à la désactualisation de la provision correspondante.

Enfin, le résultat financier en normes françaises est remplacé par les quatre rubriques que sont les « Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie », le « Coût de l'endettement financier brut », le « Coût de l'endettement financier net » (représentant le montant net des deux rubriques précédentes), et les « Autres produits et charges financiers ».

- **Présentation du Bilan :**

Le groupe THEOLIA présente l'Actif et le Passif selon la norme IAS 1 avec la notion de « courant » et « non courant ». Des reclassements ont donc été effectués notamment en ce qui concerne les postes de « dettes financières » et de « provisions pour risques et charges ». Les impôts différés ont été reclassés en actifs/passifs non courants.

1.3.5 – Tableaux de rapprochement des postes du bilan au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005 en principes comptables français aux postes du bilan en normes IFRS et commentaires explicatifs

Les tableaux suivants récapitulent les divergences entre les bilans établis au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005 en normes françaises et en normes IFRS. Ils sont accompagnés de commentaires explicatifs.

Bilan au 1^{er} juillet 2004

en K€	01.07.2004 Normes françaises	Retraitement IFRS	Reclass IFRS	01.07.2004 Normes IFRS	Note
Goodwill	3 232			3 232	(a)
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Frais d'établissement	43	-43	8	8	(b)
Autres immobilisations incorporelles	8		955	963	(c)
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	49		-49		
Constructions	347		1 774	2 121	(d)
Installations techniques	1 039		-1 039		
Autres immobilisations corporelles	78		-78		
Immobilisations en cours	608		-608		
<i>Immobilisations financières</i>			15	15	(e)
Titres de participations non consolidés	0				
Autres immobilisations financières	15		-15		
				0	Actifs d'impôts différés
ACTIF IMMOBILISE	5 419	-43	963	6 339	ACTIFS NON COURANTS
Stocks	963		-963	0	(c)
Créances clients	238			238	
Autres créances et comptes de régul.	821	-50		771	(f)
Actifs d'impôts différés	0			0	
Valeurs mobilières de placement	0			0	
Disponibilités	167			167	(g)
ACTIF CIRCULANT	2 189	-50	-963	1 176	ACTIFS COURANTS
TOTAL ACTIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL ACTIF
Capital social	1 791			1 791	
Primes	1 828			1 828	
Réserves consolidées	-2 800	-127		-2 927	(h)
Résultat net				0	
<i>Capitaux propres part du groupe</i>	819			692	(h)
<i>Intérêts minoritaires</i>			28	28	(h)
Intérêts minoritaires	20		-20	0	
Résultat	8		-8	0	
		-127	0	720	CAPITAUX PROPRES
<i>Provisions pour risques et charges</i>					
Provisions pour risques et charges	240	2	-227	15	(i)
			2549	2549	(j)
		32	167	199	(k)
<i>Dettes</i>				2763	PASSIFS NON COURANTS
Emprunt obligataire convertible	274		-274		
Emprunts et dettes aup. étab. de crédit	3 567		-1 976	1 591	(j)
Emprunts et dettes divers	299		-299		
			227	227	(i)
Dettes fournisseurs	1 115		390	1 505	(l)
Dettes fiscales et sociales	876		-236	640	(k)
Autres dettes	4		65	69	(k)
Produits constatés d'avance	386		-386		
				4032	PASSIFS COURANTS
TOTAL PASSIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL CP et PASSIF

Bilan au 30 juin 2005

en K€	30.06.2005	Retraitements Reclassements		30.06.2005		Note
	Normes françaises	IFRS	IFRS	Normes IFRS		
Goodwill	3 112	479		3 591	Goodwill	(a)
<i>Immobilisations incorporelles</i>						
Frais d'établissement	29	-29		0	Immobilisations incorporelles	(b)
Autres immobilisations incorporelles	28 078	117		28 195	Immo incorporelles en cours	(c)
<i>Immobilisations corporelles</i>						
Terrains	49		-49			
Constructions	406		11 857	12 263	Immobilisations corporelles	(d)
Installations techniques	1 176		-1 176			
Autres immobilisations corporelles	203		-203			
Immobilisations en cours	10 429		-10 429			
<i>Immobilisations financières</i>			253	253	Prêts et créances financiers	(e)
Autres immobilisations financières	253		-253			
			460	460	Actifs d'impôt différé	(k)
ACTIF IMMOBILISE	43 735	567	460	44 762	ACTIFS NON COURANTS	
Stocks	383			383	Stocks	(c)
Créances clients	700			700	Créances clients	
Autres créances et comptes de régul.	11 810	-3	-460	11 347	Autres débiteurs	(f)
Actifs d'impôts différés	0			0	Actifs d'impôts exigibles	
Valeurs mobilières de placement	14 388		-14 388	0	Autres actifs financiers	
Disponibilités	4 909		14 388	19 297	Trésorerie et équivalents	(g)
ACTIF CIRCULANT	32 190	-3	-460	31 727	ACTIFS COURANTS	
TOTAL ACTIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL ACTIF	
Capital social	9 723			9 723	Capital	
Primes et apports	23 928			23 928	Primes	
Réserves consolidées	-2 164	514		-1 650	Réserves consolidées	(h)
Résultat net	56	-15		41	Résultat net part du Groupe	(h)
<i>S/T Capitaux propres part du groupe</i>	31 543			32 042	<i>S/T Capitaux propres part du</i>	
<i>Intérêts minoritaires</i>			59	59	Intérêts minoritaires	(h)
Intérêts minoritaires	57		-57			
Résultat	1	1	-2			
		500	0	32 101	CAPITAUX PROPRES	(h)
<i>Provisions pour risques et charges</i>						
Provisions pour risques et charges	163	15	-148	30	Provisions à long terme	(i)
			11 431	11 431	Passifs financiers non courants	(j)
		49	5 608	5 657	Impôts différés	(k)
				17 118	COURANTS	
Emprunt obligataire convertible	1 778		-1 778			
Emprunts et dettes aup. d'étab. de crédit	10 353		586	10 939	Passifs financiers courants	(j)
Emprunts et dettes divers	10 239		-10 239			
			148	148	Provisions à court terme	(i)
Dettes fournisseurs	9 757		1 673	11 430	Fournisseurs et autres	(l)
Dettes fiscales et sociales	10 361		-5 955	4 406	Dettes fiscales et sociales	(k)
Autres dettes	666		-319	347	Dettes d'impôts exigibles	(k)
Produits constatés d'avance	1 007		-1 007			
				27 270	PASSIFS COURANTS	
TOTAL PASSIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL CP ET PASSIF	

Description des impacts IFRS

■ Bilan au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005

Les principaux retraitements et reclassements IFRS comptabilisés dans le bilan d'ouverture au 1^{er} juillet 2004 et dans le bilan au 30 juin 2005 concernent les éléments suivants :

Note (a) goodwill

1^{er} juillet 2004

Le groupe THEOLIA ayant choisi, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS » de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition (1^{er} juillet 2004), le montant net des goodwill constatés en normes françaises, soit 3 232 K€, est repris pour cette même valeur dans le bilan d'ouverture IFRS. Les tests de valeur obligatoires, et effectués au 1^{er} juillet 2004 pour ce type d'actif, n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à comptabiliser dans le bilan d'ouverture IFRS.

30 juin 2005

Les valeurs nettes des goodwill diffèrent de 479 K€ entre le référentiel français qui constate un amortissement linéaire (479 K€) et le référentiel IFRS qui ne constate pas d'amortissement sur ce type d'actif. Les tests de valeur réalisés au 30 juin 2005 n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à constater sur les goodwill dont la valeur nette ressort donc à 3 591 K€.

Note (b) immobilisations incorporelles

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les frais d'établissement, ne répondant pas aux définitions et critères de comptabilisation IFRS, ont été décomptabilisés dans le bilan d'ouverture IFRS par contrepartie « capitaux propres » pour une valeur nette de 43 K€, et pour une valeur nette de 29 K€ au 30 juin 2005, par contrepartie résultat pour 14 K€ et contrepartie « réserves consolidées » pour 43 K€.

Note (c) immobilisations incorporelles en cours et stocks

1^{er} juillet 2004

Les stocks constatés dans le référentiel français se composent essentiellement de projets éoliens en cours de développement. De par la caractéristique des coûts activés, ces derniers répondent aux critères d'une immobilisation générée en interne. Les stocks sont donc reclassés en immobilisations incorporelles en cours dans le bilan d'ouverture IFRS (963 K€). Les tests de valeur effectués au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005 n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à comptabiliser sur ces actifs.

30 juin 2005

Le reclassement ci-dessus ayant été effectué dans les comptes français au 30 juin 2005, aucun reclassement n'est nécessaire dans le bilan IFRS au 30 juin 2005.

Le retraitement de 117 K€ correspond au traitement IFRS 3 de l'acquisition de 2 projets éoliens spécifiques sur l'exercice. En règles françaises, l'écart d'évaluation affecté aux immobilisations incorporelles a été limité au coût d'acquisition afin de ne pas faire apparaître d'écart d'acquisition négatif. En IFRS, les 2 projets éoliens ont été comptabilisés pour la totalité de leur juste valeur, et les écarts d'acquisition négatifs ont été constatés directement en résultat pour un montant global de 117 K€.

Note (d) immobilisations corporelles

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les immobilisations corporelles identifiées sous le référentiel français ont été reclassées sous une seule et même rubrique dans le bilan IFRS, y compris les immobilisations corporelles en cours (constructions).

Note (e) prêts et créances financiers

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les différentes immobilisations financières identifiées sous le référentiel français ont été reclassées sous la rubrique « prêts et créances financiers » dans le bilan IFRS. Ces prêts et créances concernent essentiellement des dépôts de garantie ainsi que des créances rattachées au 30 juin 2005 pour un montant de 180 K€.

Note (f) autres débiteurs

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les charges à répartir reconnues sous le référentiel français ne répondent pas, en IFRS, aux définitions et critères de comptabilisation d'un actif. Ces créances ont donc été décomptabilisées dans le bilan d'ouverture IFRS par contrepartie « capitaux propres » (50 K€), et dans le bilan IFRS au 30 juin 2005 pour un montant net de 3 K€ (en contrepartie « réserves » pour 50 K€ et en contrepartie « résultat » pour 47 K€, hors effet d'imposition différée).

Note (g) trésorerie et équivalents de trésorerie

1^{er} juillet 2004

Au 1^{er} juillet 2004, la trésorerie du Groupe est exclusivement constituée de comptes courants bancaires. La trésorerie et équivalents de trésorerie n'est donc constituée, en IFRS, que de ces mêmes disponibilités bancaires.

30 juin 2005

Au 30 juin 2005, des valeurs mobilières de placement ont été acquises par le Groupe. Au vu des caractéristiques de ces actifs financiers (parts d'OPCVM monétaires), ils ont été reclassés dans le bilan IFRS sous la rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » (placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et supportant un risque négligeable de changement de valeur).

Note (h) capitaux propres

1^{er} juillet 2004

Les intérêts minoritaires, présentés distinctement des capitaux propres, sous le référentiel français ont été reclassés sous une ligne distincte dans les « capitaux propres » IFRS.

Les réserves consolidées IFRS au 1^{er} juillet 2004 enregistrent l'impact des décomptabilisations (avant incidence fiscale) effectuées à l'ouverture IFRS [frais d'établissement pour -43 K€ (confère note (b)), charges à répartir pour -50 K€ (confère note (f)) et provisions pour grosses réparations pour 13 K€ (confère note (i))] ainsi que la comptabilisation des engagements du personnel (retraite exclusivement) conformément à la norme IAS 19 [provision de 15 K€ (confère note (i))].

30 juin 2005

Les intérêts minoritaires, présentés distinctement des capitaux propres, sous le référentiel français ont été reclassés, après retraitement du résultat minoritaire, sous une ligne distincte dans les « capitaux propres » IFRS.

Les réserves consolidées IFRS au 30 juin 2005 enregistrent l'impact des décomptabilisations (avant incidence fiscale) effectuées à l'ouverture IFRS [frais d'établissement pour -43 K€ (confère note (b)), charges à répartir pour -50 K€ (confère note (f)) et provisions pour grosses réparations pour 13 K€ (confère note (i))] ainsi que la comptabilisation d'une charge de personnel suite à l'évaluation et à la comptabilisation des avantages liés à l'octroi de bons de souscription d'actions conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » [confère commentaires sur le compte de résultat 2005 – note (5bis)].

Le résultat consolidé 2005 IFRS enregistre quant à lui les principaux impacts suivants : annulation de la charge d'amortissement linéaire des goodwill (- 479 K€) et comptabilisation d'une charge de personnel (231 K€) et d'une autre charge d'exploitation (411 K€) liées à l'adoption de la norme IFRS 2. Ces impacts, ainsi que d'autres retraitements moins significatifs, sont détaillés dans les commentaires relatifs au compte de résultat IFRS 2005.

Note (i) provisions à court et long terme

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les provisions pour risques et charges ont été reclassées en passifs non courants ou courants en fonction de leurs caractéristiques et de leurs échéances estimées.

Les provisions pour risques et charges comptabilisées par le Groupe sous le référentiel français concernent essentiellement des litiges salariaux. Ces provisions sont considérées comme des passifs courants, avec des échéances relativement courtes, ce qui implique un effet d'actualisation jugé non significatif.

Des provisions pour grosses réparations ont été annulées dans les comptes IFRS pour un montant respectif de 13 K€ et de 15 K€ au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005.

Les provisions non courantes en IFRS sont uniquement constituées de la provision « retraite ». Les montants n'étant pas jugés significatifs (15 K€ au 1^{er} juillet 2004 et 30 K€ au 30 juin 2005), la partie court terme de la provision n'a pas été reclassée en provisions courantes.

Note (j) passifs financiers courants et non courants

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les passifs financiers non courants regroupent la partie long terme des dettes bancaires et obligataires. Les passifs financiers courants quant à eux regroupent la partie court terme de ces mêmes dettes bancaires et obligataires, ainsi que les découverts bancaires et les comptes courants d'associés, considérés comme des passifs court terme au vu de leur caractéristiques au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005.

Note (k) dettes fiscales, sociales et dettes d'impôts différés et exigibles

1^{er} juillet 2004

Les dettes fiscales et sociales identifiées sous le référentiel français incluent les dettes d'impôts différés et exigibles. Ces dernières ont été reclassées dans le bilan IFRS sous des rubriques spécifiques pour les montants suivants au 1^{er} juillet 2004 : « impôts différés passifs » pour 199 K€ (après prise en compte d'un impôt différé net passif de 32 K€ relatif aux différents retraitements IFRS comptabilisés) et « dettes d'impôts exigibles » pour 69 K€.

30 juin 2005

Les mêmes reclassements qu'au 1^{er} juillet 2004 ont été effectués concernant les passifs d'impôts : « impôts différés passifs » pour 5 657 K€ (dont 49 K€ d'imposition différée suite aux retraitements IFRS comptabilisés) et « dettes d'impôts exigibles » pour 347 K€.

Par ailleurs, un impôt différé actif d'un montant de 460 K€ a quant à lui été reclassé des « autres créances et comptes de régularisation » sous le référentiel français au poste d'actif non courant « actifs d'impôts différés » dans le bilan IFRS.

Note (l) dettes fournisseurs et autres créditeurs

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

La rubrique « fournisseurs et autres créditeurs » dans le bilan IFRS regroupe les dettes fournisseurs, les autres dettes et les produits constatés d'avance, tels qu'identifiés sous le référentiel français.

1.3.6 – Tableau de rapprochement du résultat 2004-2005 en normes françaises et normes IFRS et commentaires explicatifs

en K€	2005 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	2005 Normes IFRS		Notes
Productions vendues	4 026			4 026	Chiffre d'affaires	
Productions stockées	-609		609	0		(1)
Subventions d'exploitations	0					
Reprise sur amortissements et provis	0					
Autres produits	10 219		-10 213	6	Autres produits de l'activité	(2)
Total produits d'exploitation	13 636					
Charges d'exploitation						
Achats et variations de stocks	29		354	383	Achats et variations de stocks	(1)
Autres achats et charges externes	-11 745		8 440	-3 305	Charges externes	(3)
Impôts, taxes et versements assimilés	-99		-65	-164	Impôts et taxes	(4)
Salaires et traitements	-1 253	-246	258	-1 241	Charges de personnel	(5bis)/(5)
Charges sociales	-552		552			
Dotations aux amortissements	-278	61		-217	Dotations aux amortissements	(6bis)/(6)
Dotations aux provisions	-10		-3	-13	Dotations nettes aux provisions	(7)
Dot aux prov pour risques et charges	-5	2	3			(8bis)/(8)
Autres charges	-1	-411		-412	Autres produits et charges d'exploitation	(5bis)
Total charges d'exploitation	-13 914					
EBITDA - Résultat d'exploitation	15			-937	Résultat opérationnel courant	
		117	239	356	Autres produits et charges opérationnels	(9bis)/(9)
EBIT - Résultat d'exploitation	-278	-477	174	-581	Résultat opérationnel	
			92	92	Produits de trésorerie et d'équivalents	(10)
			-217	-217	Coût de l'endettement financier Brut	(10)
Résultat financier	-106		-19	-125	Coût de l'endettement financier Net	(10)
			19	19	Autres produits et charges financiers	
Résultat courant avant impôts	-384	-477	174			
Résultat exceptionnel	174		-174			(7)/(8)/(9)
Participation des salariés	0					
Impôts sur les bénéfices	746	-17		729	Charge d'impôt	(11)
Résultat net consolidé	536	-494	0	42	Résultat net des activités poursuivies	
Dot aux amortissements des goodwill	-479	479				(12)
				0	Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	
Résultat net consolidé	57	-15	0	42	Résultat net	
Résultat net part du Groupe	56			41	dont part Groupe	
Intérêts minoritaires	1			1	dont intérêts minoritaires	

Descriptions des impacts IFRS sur le compte de résultat 2005

➤ Retraitements IFRS

Note (5 bis) charges de personnel et autres produits et charges d'exploitation

En IFRS, les charges de personnel augmentent de 246 K€ suite à l'ajustement de la provision « retraite » (IAS 19 Avantages du personnel) pour 15 K€ au titre de l'exercice 2005 (les impacts d'actualisation et les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat opérationnel au vu des montants peu significatifs), et à la comptabilisation de paiements fondés sur des actions (IFRS 2 Paiements fondés sur des actions) pour 231 K€, représentés par des bons de souscription d'actions octroyés à certains membres du personnel du Groupe.

Concernant les bons de souscription d'actions octroyés à certains membres du Conseil de surveillance, la charge déterminée conformément à la norme IFRS 2 a été comptabilisée sous la rubrique « autres produits et charges d'exploitation » pour un montant de 411 K€

L'application de la norme IFRS 2 aura un impact négatif sur le résultat 2006 d'environ 2,1 millions d'euros, si l'on considère qu'aucun mouvement de personnel relatif aux bénéficiaires de ces bons de souscription d'actions n'interviendra sur l'exercice clos le 30 juin 2006.

Note (6 bis) dotations aux amortissements

Les frais d'établissement et les charges à répartir n'étant plus reconnus comme des actifs en IFRS (confère note (b) et (f)), la charge d'amortissement correspondante comptabilisée selon les normes françaises au titre de l'exercice 2005 est annulée dans le résultat 2005 IFRS (impact positif respectif de 14 K€ et de 47 K€ avant incidence fiscale).

Note (8 bis) dotations aux provisions

Le retraitement de 2 K€ correspond à la charge 2005 comptabilisée sous le référentiel français relative aux provisions pour grosses réparations, annulées en IFRS.

Note (9 bis) autres produits et charges opérationnels

Le retraitement de 117 K€ correspond à la reconnaissance en résultat IFRS de l'excédent de la part d'intérêt de l'acquéreur (THEOLIA) dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sur le coût (confère note (c)). Le montant est relatif à deux acquisitions de projets éoliens spécifiques sur la période. En règles françaises, la valeur des actifs incorporels reconnus avait été limitée au coût d'acquisition.

Note (12) dotations aux amortissements des goodwill

Les goodwill n'étant plus amortis en IFRS, la charge d'amortissement comptabilisée selon les normes françaises au titre de 2005 est annulée dans le résultat 2005 IFRS pour un montant de 479 K€.

○ Reclassements IFRS

Les reclassements significatifs concernent les éléments suivants :

Note (1) productions stockées

Les stocks relatifs au développement des projets éoliens ont été reclassés dans le bilan IFRS sous la rubrique « immobilisations incorporelles ». La production stockée a donc une nature équivalente à la production immobilisée. En IFRS, ces flux de résultat ne sont pas reconnus dans la mesure où les charges extournées n'auraient pas dû être enregistrées initialement en résultat mais directement comme des actifs. L'ensemble de la production stockée, concernant les projets éoliens (255 K€), a donc été reclassé en diminution des charges concernées. Le solde, soit 354 K€ a été reclassé en « variations de stocks ».

Note (2) autres produits

Sous le référentiel français, ce poste regroupait notamment la production immobilisée (7 212 K€) ainsi que des transferts de charges à hauteur de 3 002 K€. Pour les mêmes raisons que celles indiquées dans la note (1) ci-dessus, ces produits comptables ont été reclassés en diminution des charges concernées, afin de neutraliser leurs impacts.

Les transferts de charges ont été reclassés au niveau des « autres achats et charges externes » dans leur globalité. Concernant la production immobilisée, un montant de 6 402 K€ a été reclassé en diminution des « autres charges et charges externes » et un montant de 810 K€ a été neutralisé au niveau des « charges de personnel ».

Note (4) impôts et taxes

Le poste « impôts et taxes » IFRS comprend des régularisations non significatives (65 K€) comptabilisées en éléments exceptionnels selon les règles françaises.

Note (5) charges de personnel

Le poste de charges sociales identifié sous le référentiel français a été reclassé pour un montant total de 552 K€ au sein du poste « charges de personnel » dans le compte de résultat 2005 IFRS.

Note (7) et (8) dotations nettes aux provisions

Le poste « dotations aux provisions » IFRS regroupe les deux sous rubriques indiquées en normes françaises « dotations aux provisions » et « dotations aux provisions pour risques et charges », le reclassement effectué à ce titre s'élevant à 3 K€, après annulation de la charge relative aux provisions pour grosses réparations.

Note (9) Autres charges et produits opérationnels

Cette rubrique ne constate en IFRS que les éléments opérationnels non récurrents et d'une matérialité significative.

Le montant net de 239 K€ est constitué de produits et charges diverses antérieurement comptabilisées en éléments exceptionnels en normes françaises, au vu notamment de leur matérialité et de leur non récurrence. Ces éléments remplissent les critères nécessaires à leur classement dans le poste « autres charges et produits opérationnels » tel qu'exprimé par la recommandation CNC 2004-R.02.

Note (10) coût de l'endettement financier net

Le résultat financier présenté net sous le référentiel français a été décompensé dans le compte de résultat IFRS 2005. Les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie se composent essentiellement de produits de cession de parts d'OPCVM monétaires. Le coût de l'endettement financier brut se compose essentiellement des intérêts sur emprunts bancaires. Le coût de l'endettement financier net est déterminé par différence entre les deux rubriques précédentes.

Note (11) charge d'impôts

La charge d'impôts regroupe l'imposition exigible et différée au titre de l'exercice 2005. L'impact de 17 K€ correspond à l'incidence fiscale au titre de 2005 des différents retraitements IFRS comptabilisés et sources d'imposition différée.

20.3.2 Bilan d'ouverture consolidé au 1^{er} juillet 2004 et bilan de clôture consolidé au 30 juin 2005 en normes IFRS

en K€	30.06.2005	01.07.2004
Goodwill	3 591	3 232
Immobilisations incorporelles	0	8
Immo. incorporelles en cours	28 195	963
Immobilisations corporelles	12 263	2 121
Prêts et créances	253	15
Actifs d'impôts différés	460	0
ACTIFS NON COURANTS	44 762	6 339
Stocks	383	0
Créances clients	700	238
Autres débiteurs	11 347	771
Actifs d'impôts exigibles	0	0
Autres actifs financiers	0	0
Trésorerie et équivalents	19 297	167
ACTIFS COURANTS	31 727	1 176
TOTAL ACTIF	76 489	7 515
Capital	9 723	1 791
Primes	23 928	1 828
Réserves consolidées	-1 650	-2 927
Résultat net part du Groupe	41	0
<i>S/T Capitaux Propres part du groupe</i>	<i>32 042</i>	<i>692</i>
Intérêts minoritaires	59	28
CAPITAUX PROPRES	32 101	720
Provisions à long terme	30	15
Passifs financiers non courants	11 431	2 549
Impôts différés	5 657	199
PASSIFS NON COURANTS	17 118	2 763
Passifs financiers courants	10 939	1 591
Provisions à court terme	148	227
Fournisseurs et autres créditeurs	11 430	1 505
Dettes fiscales et sociales	4 406	640
Dettes d'impôts exigibles	347	69
PASSIFS COURANTS	27 270	4 032
TOTAL CP et PASSIF	76 489	7 515

20.3.3 Compte de résultat consolidé de l'exercice clos au 30 juin 2005 en normes IFRS

en K€	30.06.2005
Chiffre d'affaires	4 026
Autres produits de l'activité	6
Achats et variations de stocks	383
Charges externes	(3 305)
Impôts et taxes	(164)
Charges de personnel	(1 241)
Dotations aux amortissements	(217)
Dotations nettes aux provisions	(13)
Autres produits et charges d'exploitation	(412)
Résultat opérationnel courant	(937)
Autres produits et charges opérationnels	356
Résultat opérationnel	(581)
Produits de trésorerie et d'équivalents	92
Coût de l'endettement financier Brut	(217)
Coût de l'endettement financier Net	(125)
Autres produits et charges financiers	19
Charge d'impôt	729
Résultat net des activités poursuivies	42
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0
Résultat net	42
dont part Groupe	41
dont intérêts minoritaires	1

20.3.4 Tableau de rapprochement des capitaux propres en principes comptables français aux capitaux propres en normes IFRS au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005 et rapprochement des résultats 2005

en K€	Notes	01.07.2004	Dividendes	Augmentation de capital	Résultat 2005	Autres	30.06.2005
Capitaux propres							
Normes françaises		847	0	30 033	57	664	31 601
Frais d'établissement	(b)/(6bis)	(43)			14		(29)
Charges à répartir	(f)/(6bis)	(50)			47		(3)
Provisions grosses réparations	(i)/(8bis)	13			2		15
Amortissement Goodwill	(a)/(12)	-			479		479
Retrait. IFRS 3	(9bis)	-			117		117
Retraitement IFRS 2 (*)	(5bis)	-			(642)	642	-
Retraitement IAS19	(i)/(5bis)	(15)			(15)		(30)
Impacts avant impôts		(95)			(2)		(93)
Impôts différés	(k)/(11)	(32)			(17)		(49)
Impacts après impôts		(127)			(15)		(142)
Capitaux propres							
Normes IFRS		720	0	30 033	42	1 306	32 101

20.3.5 Informations relatives à la transition aux normes IFRS

Note 1 - Principaux impacts de conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005

Note 2 - Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces premières informations chiffrées IFRS

Note 3 - Description des autres options liées à la première adoption des IFRS

Note 4 - Présentation des états financiers

Note 5 - Tableaux de rapprochement des postes du bilan au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005 en principes comptables français aux postes du bilan en normes IFRS et commentaires explicatifs

Note 6 - Tableau de rapprochement du résultat en normes françaises et normes IFRS et commentaires explicatifs

Note 1 – Principaux impacts de conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005

en K€	2005 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	2005 Normes IFRS	
Produits d'exploitation	13 636		-9 604	4 032	Chiffre d'affaires et autres
Charges d'exploitation	-13914	-594	9 539	-4 969	Achats et variations de stocks
EBITDA - Résultat d'exploitation	15			-937	Résultat opérationnel courant
		117	239	356	Autres prod et ch opérationnels
EBIT - Résultat d'exploitation	-278	-477	174	-581	Résultat opérationnel
Résultat financier	-106			-106	Produits de trésorerie Coût de l'endettement financier Brut
Résultat courant avant impôts	-384	-477	174		
Résultat exceptionnel	174		-174		
Impôts sur les bénéfices	746	-17		729	Charge d'impôt
Résultat net consolidé	536	-494	0	42	Résultat net des activités poursuivies
Dot aux amortissements des goodwill	-479	479			
Résultat net consolidé	57	-15	0	42	Résultat net
Résultat net part du Groupe	56			41	dont part Groupe
Intérêts minoritaires	1			1	dont intérêts minoritaires

Les principaux impacts de conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS sur le compte de résultat au 30 juin 2005 sont les suivants :

Annulation de la charge d'amortissement des goodwill (479 K€)

Ecart d'acquisition négatifs comptabilisés directement en résultat IFRS (à noter que les règles françaises appliquées dans le cadre des différentes acquisitions effectuées par THEOLIA en 2004-2005 sont très proches de celles énoncées par la norme IFRS 3, ce qui ne génère pas d'autres divergences significatives de traitement) (117 K€)

Comptabilisation d'une charge relative aux paiements effectués sur la base d'actions : application de la norme IFRS 2 concernant les différents BSA octroyés aux salariés et membres du conseil de surveillance en échange des services qui seront rendus par ces mêmes personnes (- 642 K€)

Certains reclassements de compte à compte ont été effectués au niveau de la présentation du compte de résultat. Ces reclassements n'ont évidemment pas d'impact sur le résultat net. Les principaux reclassements sont les suivants :

- Les produits relatifs aux productions immobilisées et/ou stockées ne correspondent pas à la définition des produits en normes IFRS. Ces écritures en règles françaises permettent de neutraliser certaines charges, qui sont, in fine, considérées comme des actifs. En IFRS, ces charges n'auraient pas dû être comptabilisées mais auraient dû être considérées initialement comme des actifs. Les produits sont donc reclassés au niveau des charges et ainsi neutralisés, afin de ne pas faire apparaître des flux en résultat non justifiés au sens de la norme IFRS.
- Reclassement des produits et charges considérés comme exceptionnels sous le référentiel français sous la rubrique "autres produits et charges opérationnels". Seul un impact non significatif (65 K€ de charges nettes) a été reclassé sous la rubrique "impôts et taxes" au vu de la nature des charges exceptionnelles antérieurement comptabilisées en règles françaises.

Principaux impacts de conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS sur le bilan au 1^{er} juillet 2004

en K€	01.07.2004 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	01.07.2004 Normes IFRS	
Goodwill	3 232			3 232	Goodwill
Immobilisations incorporelles	51	-43	963	979	Immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles	2121			2121	
Immobilisations financières	15			15	Prêts et créances financiers
				0	Actifs d'impôts différés
ACTIF IMMOBILISE	5 419	-43	963	6 339	ACTIFS NON COURANTS
Créances d'exploitation	2022	-50	-963	1009	Stocks
Disponibilités	167			167	Trésorerie et équivalents
ACTIF CIRCULANT	2 189	-50	-963	1 176	ACTIFS COURANTS
TOTAL ACTIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL ACTIF
Capitaux propres part du groupe	819	-127		692	S/T Capitaux Propres part du groupe
Intérêts minoritaires	28			28	Intérêts minoritaires
Provisions pour risques et charges	240	34	-259	15	Provisions à long terme
			2748	2748	Passifs financiers non courants
<i>Dettes</i>				2763	PASSIFS NON COURANTS
Emprunts	4140		-2549	1591	Passifs financiers courants
Dettes d'exploitation	2381		60	2441	Passifs courants
					PASSIFS COURANTS
TOTAL PASSIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL CP et PASSIF

Principaux impacts de conversion des comptes de THEOLIA aux normes IFRS sur le bilan au 30 juin 2005

en K€	30.06.2005 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	30.06.2005 Normes IFRS	
Goodwill	3 112	479		3 591	Goodwill
Immobilisations incorporelles	28 107	88		28 195	Immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles	12 263			12 263	
Immobilisations financières	253			253	Prêts et créances financiers
			460	460	Actifs d'impôts différés
ACTIF IMMOBILISE	43 735	567	460	44 762	ACTIFS NON COURANTS
Créances d'exploitation	12 893	-3	-460	12 430	Stocks
Disponibilités	19 297			19 297	Trésorerie et équivalents
ACTIF CIRCULANT	32 190	-3	-460	31 727	ACTIFS COURANTS
TOTAL ACTIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL ACTIF
Capitaux propres part du groupe	31 543	499		32 042	S/T Capitaux Propres part du groupe
Intérêts minoritaires	58	1		59	Intérêts minoritaires
Provisions pour risques et charges	163	15	-148	30	Provisions à long terme
		49	17 039	17 088	Passifs financiers non courants
<i>Dettes</i>				17 118	PASSIFS NON COURANTS
Emprunts	22 370		-11 431	10 939	Passifs financiers courants
Dettes d'exploitation	21 791		-5 460	16 331	Passifs courants
					PASSIFS COURANTS
TOTAL PASSIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL CP et PASSIF

Les principaux impacts bilanciaux (ouverture 1^{er} juillet 2004 et clôture 2005) sont la contrepartie des différents impacts sur le résultat décrits ci-dessus (annulation de certains actifs, augmentation des immobilisations incorporelles et des goodwill...). A noter que la charge liée au retraitement concernant la norme IFRS 2 trouve sa contrepartie dans les réserves consolidées et qu'il n'y a donc pas d'impact dans les capitaux propres consolidés.

Les autres impacts constatés sur le bilan concernent essentiellement des reclassements de poste à poste dont les principaux sont les suivants :

- Classement des actifs et passifs en éléments courants (échéance < 1 an) et non courants (échéance > 1 an). L'impact se situe essentiellement au niveau des actifs - passifs d'impôts différés (isolés en éléments non courants versus autres créances et autres dettes en règles françaises), ainsi qu'au niveau des provisions et des passifs financiers dont la partie court terme est isolée de la partie long terme, afin de présenter au passif du bilan IFRS, des passifs non courants et courants.
- Reclassement d'une partie significative des stocks en immobilisations incorporelles au vu des caractéristiques économiques des stocks, constatés dans les comptes statutaires de certaines filiales. Ces stocks représentent des frais de développement relatifs à certains projets éoliens, à immobiliser selon le référentiel IFRS

Note 2 – Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces premières informations chiffrées IFRS

Le groupe THEOLIA a appliqué l'ensemble des normes IAS / IFRS telles que publiées à ce jour et dont l'adoption est obligatoire à compter de la date de transition, soit le 1^{er} juillet 2004.

Les normes et interprétation dont l'adoption n'est obligatoire qu'à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} juillet 2005 n'ont pas été appliquées par anticipation par le Groupe. Il s'agit notamment :

- des normes IAS 32 et 39 sur les instruments financiers. Au titre de l'exercice comparatif clos le 30 juin 2005, aucun impact lié à l'adoption de ces normes n'a donc été déterminé.

- de la norme IFRS 5 sur les actifs non courants détenus en vue de la vente et les activités abandonnées

Note 3 – Description des autres options liées à la première adoption des IFRS

Selon les dispositions prévues par la norme IFRS 1, le groupe THEOLIA a retenu les choix suivants quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

Regroupements d'entreprises

Le groupe THEOLIA a choisi de ne pas retraiter selon les dispositions prévues par la norme IFRS 3 les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} juillet 2004.

Avantages du personnel

Le groupe THEOLIA a choisi de constater directement dans les capitaux propres d'ouverture IFRS au 1^{er} juillet 2004 les écarts actuariels non encore comptabilisés.

Evaluation de certains actifs incorporels/corporels à la juste valeur

Le groupe THEOLIA n'a pas réévalué d'actifs corporels ou incorporels à leur juste valeur en date de transition.

Les autres exemptions au retraitement rétrospectif offertes par IFRS 1 n'ont pas été retenues par le Groupe car les normes et thèmes concernés ne sont pas applicables pour le groupe THEOLIA au 1^{er} juillet 2004.

Pour toutes les autres normes IFRS, le retraitement des valeurs d'entrée des actifs et des passifs au 1^{er} juillet 2004 a été effectué de façon rétrospective (sauf en ce qui concerne les interdictions de retraitement rétrospectif imposées par IFRS 1) comme si ces normes avaient toujours été appliquées.

Note 4 – Présentation des états financiers

• Présentation du Compte de résultat :

Conformément à la recommandation du CNC N°2004-R.02 du 27 octobre 2004 relative notamment au format de compte de résultat en normes IFRS, le Groupe THEOLIA a décidé de faire figurer dans son compte de résultat, un « Résultat opérationnel courant » calculé par différence entre le « Résultat opérationnel » et les « Autres produits et charges opérationnels », ces derniers correspondant à des événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, et d'une matérialité significative.

Par ailleurs, les charges relatives aux avantages du personnel (essentiellement les indemnités de fin de carrière – retraite) sont classées dans les charges opérationnelles de personnel, y compris les impacts financiers liés à la désactualisation de la provision correspondante.

Enfin, le résultat financier en normes françaises est remplacé par les quatre rubriques que sont les « Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie », le « Coût de l'endettement financier brut », le « Coût de l'endettement financier net » (représentant le montant net des deux rubriques précédentes), et les « Autres produits et charges financiers ».

- **Présentation du Bilan :**

Le groupe THEOLIA présente l'Actif et le Passif selon la norme IAS 1 avec la notion de « courant » et « non courant ». Des reclassements ont donc été effectués notamment en ce qui concerne les postes de « dettes financières » et de « provisions pour risques et charges ». Les impôts différés ont été reclassés en actifs/passifs non courants.

Note 5 – Tableaux de rapprochement des postes du bilan au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005 en principes comptables français aux postes du bilan en normes IFRS et commentaires explicatifs

Les tableaux suivants récapitulent les divergences entre les bilans établis au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005 en normes françaises et en normes IFRS. Ils sont accompagnés de commentaires explicatifs.

Bilan au 1^{er} juillet 2004

en K€	01.07.2004 Normes françaises	Retraitement IFRS	Reclass IFRS	01.07.2004 Normes IFRS	Note
Goodwill	3 232			3 232	(a)
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Frais d'établissement	43	-43	8	8	(b)
Autres immobilisations incorporelles	8		955	963	(c)
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	49		-49		
Constructions	347		1 774	2 121	(d)
Installations techniques	1 039		-1 039		
Autres immobilisations corporelles	78		-78		
Immobilisations en cours	608		-608		
<i>Immobilisations financières</i>			15	15	(e)
Titres de participations non consolidés	0				
Autres immobilisations financières	15		-15		
				0	
					Actifs d'impôts différés
ACTIF IMMOBILISE	5 419	-43	963	6 339	ACTIFS NON COURANTS
Stocks	963		-963	0	(c)
Créances clients	238			238	
Autres créances et comptes de régul.	821	-50		771	(f)
Actifs d'impôts différés	0			0	
Valeurs mobilières de placement	0			0	
Disponibilités	167			167	(g)
ACTIF CIRCULANT	2 189	-50	-963	1 176	ACTIFS COURANTS
TOTAL ACTIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL ACTIF
Capital social	1 791			1 791	Capital
Primes	1 828			1 828	Primes
Réserves consolidées	-2 800	-127		-2 927	Réserves consolidées
Résultat net				0	Résultat net part du Groupe
<i>Capitaux propres part du groupe</i>	819			692	S/T Capitaux Propres part du groupe
<i>Intérêts minoritaires</i>			28	28	Intérêts minoritaires
Intérêts minoritaires	20		-20	0	
Résultat	8		-8	0	
		-127	0	720	CAPITAUX PROPRES
<i>Provisions pour risques et charges</i>					
Provisions pour risques et charges	240	2	-227	15	Provisions à long terme
			2549	2549	Passifs financiers non courants
		32	167	199	Impôts différés
<i>Dettes</i>				2763	PASSIFS NON COURANTS
Emprunt obligataire convertible	274		-274		
Emprunts et dettes aup. étab. de crédit	3 567		-1 976	1 591	Passifs financiers courants
Emprunts et dettes divers	299		-299		
			227	227	Provisions à court terme
Dettes fournisseurs	1 115		390	1 505	Fournisseurs et autres créditeurs
Dettes fiscales et sociales	876		-236	640	Dettes fiscales et sociales
Autres dettes	4		65	69	Dettes d'impôts exigibles
Produits constatés d'avance	386		-386		
				4032	PASSIFS COURANTS
TOTAL PASSIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL CP et PASSIF

Bilan au 30 juin 2005

en K€	30.06.2005 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	30.06.2005 Normes IFRS	Note
Goodwill	3 112	479		3 591	(a)
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Frais d'établissement	29	-29		0	(b)
Autres immobilisations incorporelles	28 078	117		28 195	(c)
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	49		-49		
Constructions	406		11 857	12 263	(d)
Installations techniques	1 176		-1 176		
Autres immobilisations corporelles	203		-203		
Immobilisations en cours	10 429		-10 429		
<i>Immobilisations financières</i>					
Autres immobilisations financières	253		-253	253	(e)
			460	460	(k)
ACTIF IMMOBILISE	43 735	567	460	44 762	ACTIFS NON COURANTS
Stocks	383			383	(c)
Créances clients	700			700	
Autres créances et comptes de régul.	11 810	-3	-460	11 347	(f)
Actifs d'impôts différés	0			0	
Valeurs mobilières de placement	14 388		-14 388	0	
Disponibilités	4 909		14 388	19 297	(g)
ACTIF CIRCULANT	32 190	-3	-460	31 727	ACTIFS COURANTS
TOTAL ACTIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL ACTIF
Capital social	9 723			9 723	
Primes et apports	23 928			23 928	
Réserves consolidées	-2 164	514		-1 650	(h)
Résultat net	56	-15		41	(h)
<i>S/T Capitaux propres part du groupe</i>	31 543			32 042	<i>S/T Capitaux propres part du</i>
<i>Intérêts minoritaires</i>			59	59	(h)
Intérêts minoritaires	57		-57		
Résultat	1	1	-2		
		500	0	32 101	CAPITAUX PROPRES
<i>Provisions pour risques et charges</i>					
Provisions pour risques et charges	163	15	-148	30	(i)
			11 431	11 431	(j)
		49	5 608	5 657	(k)
				17 118	COURANTS
Emprunt obligataire convertible	1 778		-1 778		
Emprunts et dettes aup. d'étab. de crédit	10 353		586	10 939	(j)
Emprunts et dettes divers	10 239		-10 239		
			148	148	(i)
Dettes fournisseurs	9 757		1 673	11 430	(l)
Dettes fiscales et sociales	10 361		-5 955	4 406	(k)
Autres dettes	666		-319	347	(k)
Produits constatés d'avance	1 007		-1 007		
				27 270	PASSIFS COURANTS
TOTAL PASSIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL CP ET PASSIF

Description des impacts IFRS

■ Bilan au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005

Les principaux retraitements et reclassements IFRS comptabilisés dans le bilan d'ouverture au 1^{er} juillet 2004 et dans le bilan au 30 juin 2005 concernent les éléments suivants :

Note (a) goodwill

1^{er} juillet 2004

Le groupe THEOLIA ayant choisi, conformément à l'option ouverte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS » de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition (1^{er} juillet 2004), le montant net des goodwill constatés en normes françaises, soit 3 232 K€, est repris pour cette même valeur dans le bilan d'ouverture IFRS. Les tests de valeur obligatoires et effectués au 1^{er} juillet 2004 pour ce type d'actif n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à comptabiliser dans le bilan d'ouverture IFRS.

30 juin 2005

Les valeurs nettes des goodwill diffèrent de 479 K€ entre le référentiel français qui constate un amortissement linéaire (479 K€) et le référentiel IFRS qui ne constate pas d'amortissement sur ce type d'actif. Les tests de valeur réalisés au 30 juin 2005 n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à constater sur les goodwill dont la valeur nette ressort donc à 3 591 K€.

Note (b) immobilisations incorporelles

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les frais d'établissement, ne répondant pas aux définitions et critères de comptabilisation IFRS, ont été décomptabilisés dans le bilan d'ouverture IFRS par contrepartie « capitaux propres » pour une valeur nette de 43 K€, et pour une valeur nette de 29 K€ au 30 juin 2005, par contrepartie résultat pour 14 K€ et contrepartie « réserves consolidées » pour 43 K€.

Note (c) immobilisations incorporelles en cours et stocks

1^{er} juillet 2004

Les stocks constatés dans le référentiel français se composent essentiellement de projets éoliens en cours de développement. De par la caractéristique des coûts activés, ces derniers répondent aux critères d'une immobilisation générée en interne. Les stocks sont donc reclassés en immobilisations incorporelles en cours dans le bilan d'ouverture IFRS (963 K€). Les tests de valeur effectués au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005 n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à comptabiliser sur ces actifs.

30 juin 2005

Le reclassement ci-dessus ayant été effectué dans les comptes français au 30 juin 2005, aucun reclassement n'est nécessaire dans le bilan IFRS au 30 juin 2005.

Le retraitement de 117 K€ correspond au traitement IFRS 3 de l'acquisition de 2 projets éoliens spécifiques sur l'exercice. En règles françaises, l'écart d'évaluation affecté aux immobilisations incorporelles a été limité au coût d'acquisition afin de ne pas faire apparaître d'écart d'acquisition négatif. En IFRS, les 2 projets éoliens ont été comptabilisés pour la totalité de leur juste valeur, et les écarts d'acquisition négatifs ont été constatés directement en résultat pour un montant global de 117 K€.

Note (d) immobilisations corporelles

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les immobilisations corporelles identifiées sous le référentiel français ont été reclassées sous une seule et même rubrique dans le bilan IFRS, y compris les immobilisations corporelles en cours (constructions).

Note (e) prêts et créances financiers

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les différentes immobilisations financières identifiées sous le référentiel français ont été reclassées sous la rubrique « prêts et créances financiers » dans le bilan IFRS. Ces prêts et créances concernent essentiellement des dépôts de garantie ainsi que des créances rattachées au 30 juin 2005 pour un montant de 180 K€.

Note (f) autres débiteurs

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les charges à répartir reconnues sous le référentiel français ne répondent pas, en IFRS, aux définitions et critères de comptabilisation d'un actif. Ces créances ont donc été décomptabilisées dans le bilan d'ouverture IFRS par contrepartie « capitaux propres » (50 K€), et dans le bilan IFRS au 30 juin 2005 pour un montant net de 3 K€ (en contrepartie « réserves » pour 50 K€ et en contrepartie « résultat » pour 47 K€, hors effet d'imposition différée).

Note (g) trésorerie et équivalents de trésorerie

1^{er} juillet 2004

Au 1^{er} juillet 2004, la trésorerie du Groupe est exclusivement constituée de comptes courants bancaires. La trésorerie et équivalents de trésorerie n'est donc constituée, en IFRS, que de ces mêmes disponibilités bancaires.

30 juin 2005

Au 30 juin 2005, des valeurs mobilières de placement ont été acquises par le Groupe. Au vu des caractéristiques de ces actifs financiers (parts d'OPCVM monétaires), ils ont été reclassés dans le bilan IFRS sous la rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » (placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et supportant un risque négligeable de changement de valeur).

Note (h) capitaux propres

1^{er} juillet 2004

Les intérêts minoritaires, présentés distinctement des capitaux propres, sous le référentiel français ont été reclassés sous une ligne distincte dans les « capitaux propres » IFRS.

Les réserves consolidées IFRS au 1^{er} juillet 2004 enregistrent l'impact des décomptabilisations (avant incidence fiscale) effectuées à l'ouverture IFRS [frais d'établissement pour -43 K€ (confère note (b)), charges à répartir pour -50 K€ (confère note (f)) et provisions pour grosses réparations pour 13 K€ (confère note (i))] ainsi que la comptabilisation des engagements du personnel (retraite exclusivement) conformément à la norme IAS 19 [provision de 15 K€ (confère note (i))].

30 juin 2005

Les intérêts minoritaires, présentés distinctement des capitaux propres, sous le référentiel français ont été reclassés, après retraitement du résultat minoritaire, sous une ligne distincte dans les « capitaux propres » IFRS.

Les réserves consolidées IFRS au 30 juin 2005 enregistrent l'impact des décomptabilisations (avant incidence fiscale) effectuées à l'ouverture IFRS [frais d'établissement pour -43 K€ (confère note (b)), charges à répartir pour -50 K€ (confère note (f)) et provisions pour grosses réparations pour 13 K€ (confère note (i))] ainsi que la comptabilisation d'une charge de personnel suite à l'évaluation et à la comptabilisation des avantages liés à l'octroi de bons de souscription d'actions conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » [confère commentaires sur le compte de résultat 2005 – note (5bis)].

Le résultat consolidé 2005 IFRS enregistre quant à lui les principaux impacts suivants : annulation de la charge d'amortissement linéaire des goodwill (- 479 K€) et comptabilisation d'une charge de personnel (231 K€) et d'une autre charge d'exploitation (411 K€) liées à l'adoption de la norme IFRS 2. Ces impacts,

ainsi que d'autres retraitements moins significatifs, sont détaillés dans les commentaires relatifs au compte de résultat IFRS 2005.

Note (i) provisions à court et long terme

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les provisions pour risques et charges ont été reclassées en passifs non courants ou courants en fonction de leurs caractéristiques et de leurs échéances estimées.

Les provisions pour risques et charges comptabilisées par le Groupe sous le référentiel français concernent essentiellement des litiges salariaux. Ces provisions sont considérées comme des passifs courants, avec des échéances relativement courtes, ce qui implique un effet d'actualisation jugé non significatif.

Des provisions pour grosses réparations ont été annulées dans les comptes IFRS pour un montant respectif de 13 K€ et de 15 K€ au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005.

Les provisions non courantes en IFRS sont uniquement constituées de la provision « retraite ». Les montants n'étant pas jugés significatifs (15 K€ au 1^{er} juillet 2004 et 30 K€ au 30 juin 2005), la partie court terme de la provision n'a pas été reclassée en provisions courantes.

Note (j) passifs financiers courants et non courants

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les passifs financiers non courants regroupent la partie long terme des dettes bancaires et obligataires. Les passifs financiers courants quant à eux regroupent la partie court terme de ces mêmes dettes bancaires et obligataires, ainsi que les découverts bancaires et les comptes courants d'associés, considérés comme des passifs court terme au vu de leur caractéristiques au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005.

Note (k) dettes fiscales, sociales et dettes d'impôts différés et exigibles

1^{er} juillet 2004

Les dettes fiscales et sociales identifiées sous le référentiel français incluent les dettes d'impôts différés et exigibles. Ces dernières ont été reclassées dans le bilan IFRS sous des rubriques spécifiques pour les montants suivants au 1^{er} juillet 2004 : « impôts différés passifs » pour 199 K€ (après prise en compte d'un impôt différé net passif de 32 K€ relatif aux différents retraitements IFRS comptabilisés) et « dettes d'impôts exigibles » pour 69 K€.

30 juin 2005

Les mêmes reclassements qu'au 1^{er} juillet 2004 ont été effectués concernant les passifs d'impôts : « impôts différés passifs » pour 5 657 K€ (dont 49 K€ d'imposition différée suite aux retraitements IFRS comptabilisés) et « dettes d'impôts exigibles » pour 347 K€.

Par ailleurs, un impôt différé actif d'un montant de 460 K€ a quant à lui été reclassé des « autres créances et comptes de régularisation » sous le référentiel français au poste d'actif non courant « actifs d'impôts différés » dans le bilan IFRS.

Note (l) dettes fournisseurs et autres créditeurs

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

La rubrique « fournisseurs et autres créditeurs » dans le bilan IFRS regroupe les dettes fournisseurs, les autres dettes et les produits constatés d'avance, tels qu'identifiés sous le référentiel français.

Note 6 – Tableau de rapprochement du résultat 2004-2005 en normes françaises et normes IFRS et commentaires explicatifs

en K€	2005 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	2005 Normes IFRS		Notes
Productions vendues	4 026			4 026	Chiffre d'affaires	
Productions stockées	-609		609	0		(1)
Subventions d'exploitations	0					
Reprise sur amortissements et provis	0					
Autres produits	10 219		-10 213	6	Autres produits de l'activité	(2)
Total produits d'exploitation	13 636					
Charges d'exploitation						
Achats et variations de stocks	29		354	383	Achats et variations de stocks	(1)
Autres achats et charges externes	-11 745		8 440	-3 305	Charges externes	(3)
Impôts, taxes et versements assimilés	-99		-65	-164	Impôts et taxes	(4)
Salaires et traitements	-1 253	-246	258	-1 241	Charges de personnel	(5bis)/(5)
Charges sociales	-552		552			
Dotations aux amortissements	-278	61		-217	Dotations aux amortissements	(6bis)/(6)
Dotations aux provisions	-10		-3	-13	Dotations nettes aux provisions	(7)
Dot aux prov pour risques et charges	-5	2	3			(8bis)/(8)
Autres charges	-1	-411		-412	Autres produits et charges d'exploitation	(5bis)
Total charges d'exploitation	-13 914					
EBITDA - Résultat d'exploitation	15			-937	Résultat opérationnel courant	
		117	239	356	Autres produits et charges opérationnels	(9bis)/(9)
EBIT - Résultat d'exploitation	-278	-477	174	-581	Résultat opérationnel	
			92	92	Produits de trésorerie et d'équivalents	(10)
			-217	-217	Coût de l'endettement financier Brut	(10)
Résultat financier	-106		-19	-125	Coût de l'endettement financier Net	(10)
			19	19	Autres produits et charges financiers	
Résultat courant avant impôts	-384	-477	174			
Résultat exceptionnel	174		-174			(7)/(8)/(9)
Participation des salariés	0					
Impôts sur les bénéfices	746	-17		729	Charge d'impôt	(11)
Résultat net consolidé	536	-494	0	42	Résultat net des activités poursuivies	
Dot aux amortissements des goodwill	-479	479				(12)
				0	Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	
Résultat net consolidé	57	-15	0	42	Résultat net	
Résultat net part du Groupe	56			41	dont part Groupe	
Intérêts minoritaires	1			1	dont intérêts minoritaires	

Descriptions des impacts IFRS sur le compte de résultat 2005

➤ *Retraitements IFRS*

Note (5 bis) charges de personnel et autres produits et charges d'exploitation

En IFRS, les charges de personnel augmentent de 246 K€ suite à l'ajustement de la provision « retraite » (IAS 19 Avantages du personnel) pour 15 K€ au titre de l'exercice 2005 (les impacts d'actualisation et les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat opérationnel au vu des montants peu significatifs), et à la comptabilisation de paiements fondés sur des actions (IFRS 2 Paiements fondés sur des actions) pour 231 K€, représentés par des bons de souscription d'actions octroyés à certains membres du personnel du Groupe.

Concernant les bons de souscription d'actions octroyés à certains membres du Conseil de surveillance, la charge déterminée conformément à la norme IFRS 2 a été comptabilisée sous la rubrique « autres produits et charges d'exploitation » pour un montant de 411 K€

L'application de la norme IFRS 2 aura un impact négatif sur le résultat 2006 d'environ 2,1 millions d'euros, si l'on considère qu'aucun mouvement de personnel relatif aux bénéficiaires de ces bons de souscription d'actions n'interviendra sur l'exercice clos le 30 juin 2006.

Note (6 bis) dotations aux amortissements

Les frais d'établissement et les charges à répartir n'étant plus reconnus comme des actifs en IFRS (confère note (b) et (f)), la charge d'amortissement correspondante comptabilisée selon les normes françaises au titre de l'exercice 2005 est annulée dans le résultat 2005 IFRS (impact positif respectif de 14 K€ et de 47 K€ avant incidence fiscale).

Note (8 bis) dotations aux provisions

Le retraitement de 2 K€ correspond à la charge 2005 comptabilisée sous le référentiel français relative aux provisions pour grosses réparations, annulées en IFRS.

Note (9 bis) autres produits et charges opérationnels

Le retraitement de 117 K€ correspond à la reconnaissance en résultat IFRS de l'excédent de la part d'intérêt de l'acquéreur (THEOLIA) dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sur le coût (confère note (c)). Le montant est relatif à deux acquisitions de projets éoliens spécifiques sur la période. En règles françaises, la valeur des actifs incorporels reconnus avait été limitée au coût d'acquisition.

Note (12) dotations aux amortissements des goodwill

Les goodwill n'étant plus amortis en IFRS, la charge d'amortissement comptabilisée selon les normes françaises au titre de 2005 est annulée dans le résultat 2005 IFRS pour un montant de 479 K€.

○ *Reclassements IFRS*

Les reclassements significatifs concernent les éléments suivants :

Note (1) productions stockées

Les stocks relatifs au développement des projets éoliens ont été reclassés dans le bilan IFRS sous la rubrique « immobilisations incorporelles ». La production stockée a donc une nature équivalente à la production immobilisée. En IFRS, ces flux de résultat ne sont pas reconnus dans la mesure où les charges extournées n'auraient pas dû être enregistrées initialement en résultat mais directement comme des actifs. L'ensemble de la production stockée, concernant les projets éoliens (255 K€), a donc été reclassé en diminution des charges concernées. Le solde, soit 354 K€ a été reclassé en « variations de stocks ».

Note (2) autres produits

Sous le référentiel français, ce poste regroupait notamment la production immobilisée (7 212 K€) ainsi que des transferts de charges à hauteur de 3 002 K€. Pour les mêmes raisons que celles indiquées dans la note (1) ci-dessus, ces produits comptables ont été reclassés en diminution des charges concernées, afin de neutraliser leurs impacts.

Note (3) Charges externes

Les transferts de charges ont été reclassés au niveau des « autres achats et charges externes » dans leur globalité. Concernant la production immobilisée, un montant de 6 402 K€ a été reclassé en diminution des « autres charges et charges externes » et un montant de 810 K€ a été neutralisé au niveau des « charges de personnel ».

Note (4) impôts et taxes

Le poste « impôts et taxes » IFRS comprend des régularisations non significatives (65 K€) comptabilisées en éléments exceptionnels selon les règles françaises.

Note (5) charges de personnel

Le poste de charges sociales identifié sous le référentiel français a été reclassé pour un montant total de 552 K€ au sein du poste « charges de personnel » dans le compte de résultat 2005 IFRS.

Note (7) et (8) dotations nettes aux provisions

Le poste « dotations aux provisions » IFRS regroupe les deux sous rubriques indiquées en normes françaises « dotations aux provisions » et « dotations aux provisions pour risques et charges », le reclassement effectué à ce titre s'élevant à 3 K€, après annulation de la charge relative aux provisions pour grosses réparations.

Note (9) autres charges et produits opérationnels

Cette rubrique ne constate en IFRS que les éléments opérationnels non récurrents et d'une matérialité significative.

Le montant net de 239 K€ est constitué de produits et charges diverses antérieurement comptabilisées en éléments exceptionnels en normes françaises, au vu notamment de leur matérialité et de leur non récurrence. Ces éléments remplissent les critères nécessaires à leur classement dans le poste « autres charges et produits opérationnels » tel qu'exprimé par la recommandation CNC 2004-R.02.

Note (10) coût de l'endettement financier net

Le résultat financier présenté net sous le référentiel français a été décompensé dans le compte de résultat IFRS 2005. Les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie se composent essentiellement de produits de cession de parts d'OPCVM monétaires. Le coût de l'endettement financier brut se compose essentiellement des intérêts sur emprunts bancaires. Le coût de l'endettement financier net est déterminé par différence entre les deux rubriques précédentes.

Note (11) charge d'impôts

La charge d'impôts regroupe l'imposition exigible et différée au titre de l'exercice 2005. L'impact de 17 K€ correspond à l'incidence fiscale au titre de 2005 des différents retraitements IFRS comptabilisés et sources d'imposition différée.

20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles

Dans leur rapport général sur l'exercice clos au 30 juin 2003, les commissaires aux comptes ont formulé les observations suivantes :

a) – Nous vous informions l'exercice précédent d'un virement de 155.000 euros effectué le 5 août 2002 au profit d'un bénéficiaire dont l'identité ne nous avait pas été explicitement désignée. Le Président de votre Directoire, Monsieur Jacques BUCKI, nous a indiqué être le bénéficiaire indirect de ce virement.

Cette opération a eu pour effet de rendre débiteur le solde du compte courant de Monsieur Jacques BUCKI, qui, par chèque crédité après la clôture de l'exercice a régularisé la situation de ce compte.

b) – Dans le plan de développement présenté par votre société lors de l'inscription de ses titres à la cote du Marché Libre d'Euronext, votre Président s'était engagé à apporter entre 381.000 et 457.000 € en compte courant bloqué afin de pourvoir aux besoins de la trésorerie avant inscription à la cote.

En février 2002, un prêt relais de 457.317 € a été souscrit auprès de la banque KBL pour assurer le maintien de la trésorerie jusqu'à l'introduction en bourse, à charge pour le dirigeant, de substituer la banque après l'inscription des titres à la cote du marché libre par le versement d'une somme équivalente bloquée sur plusieurs exercices suivant la plaquette d'introduction remise aux investisseurs.

Après la réalisation de l'augmentation de capital, la banque KBL a partiellement amorti sa créance sans que votre dirigeant se soit acquitté de son engagement.

Il en résulte par rapport au tableau prévisionnel des flux de trésorerie joint à la plaquette d'introduction remise aux investisseurs, un écart de flux positif permanent de l'ordre de moins 240.000 euros.

Cette situation n'a pas évolué au 30 juin 2003.

Dans leur rapport général sur l'exercice clos au 30 juin 2004, les commissaires aux comptes ont formulé les observations suivantes :

a) – La régularisation de la position débitrice du compte courant de Monsieur Jacques BUCKI est intervenue au début de l'exercice examiné.

b) – L'engagement de Monsieur Jacques BUCKI d'apporter entre 381.000 et 457.000 € en compte courant bloqué afin de pourvoir aux besoins de la trésorerie avant inscription à la cote n'a jamais été respecté.

Le prêt relais de 457.317 € souscrit auprès de la banque KBL pour assurer le maintien de la trésorerie jusqu'à l'introduction en bourse, reste partiellement à rembourser à la clôture de l'exercice sous revue.

Dans leur rapport général sur l'exercice clos au 30 juin 2005, les commissaires aux comptes n'ont formulé aucune observation.

En complément des observations formulées par les commissaires aux comptes dans leurs rapports sur les comptes sociaux et consolidés des exercices clos les 30 juin 2003, 2004 et 2005, il convient de préciser que le :

- Compte courant débiteur CS2M : la situation globalement débitrice des comptes courants de Monsieur Jacques BUCKI résulte des mouvements débiteurs intervenus dans les comptes de la SCI CS2M. Malgré différents rappels suivis d'engagements cette position n'a pas été encore régularisée.
- Compte courant débiteur THEOLIA : la situation débitrice du compte courant de Monsieur Jacques BUCKI a été régularisée en juillet 2004.

- Engagements souscrits par Monsieur BUCKI dans le cadre du prospectus simplifié (apport de 467 K€ page 182) : ces engagements ont disparu suite à la cession de la majorité du capital détenue par Monsieur BUCKI. Le prêt relais KBL a été intégralement remboursé par THEOLIA.

20.5. Date des dernières informations financières

20.5.1 Bilan d'ouverture consolidé au 31 décembre 2004 et bilan de clôture consolidé au 31 décembre 2005 en normes IFRS

20.5.1.1 *Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2005*

Jean JOUVE
72, Rue St Jacques
13006 MARSEILLE

Deloitte & Associés
Les Docks - Atrium 10.4
10, place de la Joliette
13002 Marseille

THEOLIA

Société Anonyme

Parc de la Duranne

Les Alisés Bât. B

1025 Rue Descartes - BP 80357

13799 AIX EN PROVENCE CEDEX 3

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels consolidés au 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés du groupe Théolia, relatifs à la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005 / 2006, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en application de ce référentiel. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice au 30 juin 2005 et au second semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se

limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupe à la fin de ce semestre.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 de l'annexe qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés 2005 / 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Marseille, le 9 mai 2006

Les Commissaires aux Comptes

Jean JOUVE

Deloitte & Associés

Anne-Marie MARTINI

en K€	note	31.12.2005	30.06.2005	31.12.2004
Goodwill	6	3 575	3 591	3 598
Immobilisations incorporelles	7	30 399	28 195	1 409
Immobilisations corporelles	8	22 271	12 263	4 628
Autres actifs non courants	9	270	253	28
Actifs d'impôts différés	27	293	460	0
ACTIFS NON COURANTS		56 809	44 762	9 664
Stocks	10	193	383	0
Créances clients	11	2 612	700	1 363
Autres actifs courants	13	11 694	11 347	2 218
Trésorerie et équivalents	14	21 919	19 297	3 837
ACTIFS COURANTS		36 418	31 727	7 418
TOTAL ACTIF		93 227	76 489	17 081
Capital		12 337	9 723	4 829
Primes		26 327	16 507	4 862
Réserves consolidées		10 328	5 771	-2 565
Résultat net part du Groupe		-3 544	41	186
<i>S/T Capitaux Propres part du groupe</i>		<i>45 448</i>	<i>32 042</i>	<i>7 311</i>
Intérêts minoritaires		-9	59	21
CAPITAUX PROPRES		45 439	32 101	7 333
Provisions à long terme	19, 20	38	30	23
Passifs financiers non courants	18	18 368	11 431	3 394
Impôts différés	27	5 314	5 657	223
PASSIFS NON COURANTS		23 719	17 118	3 639
Passifs financiers courants	18	3 359	10 939	1 683
Provisions à court terme	20	84	148	128
Fournisseurs et autres créditeurs	21	15 361	11 430	2 296
Dettes fiscales et sociales	22	4 528	4 406	1 919
Dettes d'impôts exigibles		0	347	84
Autres dettes	22	737		
PASSIFS COURANTS		24 069	27 270	6 109
TOTAL CP et PASSIF		93 227	76 489	17 081

en K€	note	31.12.2005 (6 mois)	31.12.2004 (6 mois)	30.06.2005 (12 mois)
Chiffre d'affaires		2 214	1 261	4 026
Achats et variations de stocks		867		383
Charges externes		-2 900	-650	-3 305
Impôts et taxes		-81	-56	-164
Charges de personnel	24	-1 456	-203	-1 241
Dotations aux amortissements et provisions	7,8	-173	-104	-230
Autres produits et charges d'exploitation	23	-2 039	0	-406
Résultat opérationnel courant		-3 568	247	-937
Autres produits et charges opérationnels	25	-273	43	356
Résultat opérationnel		-3 841	291	-581
Produits de trésorerie et d'équivalents	26	151	11	92
Coût de l'endettement financier Brut	26	-24	-144	-217
Coût de l'endettement financier Net		127	-133	-125
Autres produits et charges financiers	26	0	54	19
Charge d'impôt	27	111	-25	729
Résultat net des activités poursuivies		-3 602	187	42
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				0
Résultat net		-3 602	187	42
dont part Groupe		-3 544	186	41
dont intérêts minoritaires		59	-2	1
Résultat net, en part du Groupe, par action (en euros)				
Résultat par action		-0,29		0,00
Résultat dilué par action		-0,29		0,00

20.5.1.4 *Tableau de flux de trésorerie*

	<i>en K€</i>	31/12/2005	30/06/2005
Résultat net		-3 603	42
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie :			
- Amortissements et provisions	+	2 304	952
- Variation des impôts différés	+	-132	-1 003
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	+	0	0
-Autres produits et charges	+	-42	28
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	+	-1 473	19
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	+	0	0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité			-7 341
- Stocks et en cours	-	190	
- Créances clients et comptes rattachés	+	-1 915	
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	5 607	
- Autres actifs et passifs opérationnels	+	-4 664	
Impôt décaissé	-	-379	0
Intérêts décaissés	-	-218	-145
Flux net de trésorerie généré par l'activité	=	-2 852	-7 467
Acquisition d'immobilisations	-	12 179	10 285
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	+	0	0
Acquisitions/ cessions d'entités nettes de trésorerie acquise	+	24	-3 401
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	=	-12 155	-13 686
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	0	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	0	0
Augmentations de capital en numéraire	+	4 678	27 315
Versements anticipés des actionnaires sur Tranche B	+		10 080
Souscription d'emprunts pour la part débloquée	+	12 958	3 941
Remboursements d'emprunts	-	4	1 050
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		17 632	40 286
Variation de trésorerie			
Trésorerie d'ouverture	+	19 295	162
Trésorerie de clôture	+	21 919	19 295
Incidence des variations de cours des devises		0	0
Variation de trésorerie	=	2 624	19 133

20.5.1.5 *Tableau de variations des capitaux propres*

en K€	Capital	Primes	Réserves consolidées et résultat	Variation justes valeurs et autres	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 30 juin 2004 en principes français	1 791	1 828	-2 792		827	20	847
Incidence première application des IAS/ IFRS			-135		-135	8	-127
Situation au 1/07/2004	1 791	1 828	-2 927		692	28	720
Augmentation de capital	7 932	25 129			33 061		33 061
Imputation des frais d'augmentation de capital		-3 029			-3 029		-3 029
IFRS 2			642		642		642
Résultat consolidé de l'exercice			41		41		41
Changement de méthode d'intégration			635		635	31	666
Situation au 30/06/2005	9 723	23 928	-1 609	0	32 042	59	32 101
Application IAS 39		-7 421	7 421	0	0		0
Situation au 1er juillet 2005	9 723	16 507	5 812	0	32 042	59	32 101
Augmentation de capital	2 614	12 386			15 000		15 000
BSA IFRS 2			2 129		2 129		2 129
Imputation sur la prime d'émission des frais d'augmentation de capital		-91			-91		-91
Imputation sur la prime d'émission des BSA		-2 475	2 475		0		0
Résultat consolidé de l'exercice			-3 544		-3 544	-58	-3 602
Incidence des variations de pourcentage d'intérêts			-88		-88	-10	-98
Situation au 31/12/2005	12 337	26 327	6 784	0	45 448	-9	45 439

20.5.1.6 *Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2005*

Montants en milliers d'euros sauf mention.

Note 1 : Impacts de la transition aux IFRS sur le compte de résultat du 31 décembre 2004.

Note 2– Principes comptables

Note 3 – Incidences du passage aux normes IAS/ IFRS sur les comptes au 30 juin 2005

Note 4 – Principaux faits caractéristiques de la période

Note 5 – Variations de périmètre

Note 6 – Écarts d'acquisition

Note 7 – Immobilisations incorporelles

Note 8 – Immobilisations corporelles

Note 9 - Autres actifs financiers non courants

Note 10 - Stocks

Note 11 – Clients

Note 12 – Autres débiteurs

Note 13 - Autres actifs financiers courants

Note 14 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Note 15 - Capitaux propres et intérêts minoritaires

Note 16 - Résultat par action

Note 17 - Instruments financiers

Note 18 - Dettes financières

Note 19 - Provisions pour pensions et avantages assimilés

Note 20 - Autres provisions

Note 21 – Fournisseurs et autres créditeurs

Note 22 - Autres dettes et comptes de régularisation

Note 23 –Autres produits et charges d’exploitation

Note 24 -Charges de personnel

Note 25 - Autres charges et produits opérationnels

Note 26 -Résultat financier net

Note 27 -Impôts sur les résultats

Note 28 -Rémunération des dirigeants

Note 29 - Engagements et passifs éventuels

Note 30 - Engagements au titre des contrats de location

Note 31 - Information sectorielle

Note 32 - Événements postérieurs à la clôture

Note 33 - Organigramme du Groupe

Note 34 - Liste des sociétés du Groupe

Note 1 – Impacts de la transition aux IFRS sur le compte de résultat du 31 décembre 2004

libellés	Comptes publiés	Retraitements	Reclassements	Comptes IFRS	libellés
	au 31/12/04	IFRS	IFRS	au 31/12/04	
PRODUITS					
Production vendue	1 261	0	0	1 261	Chiffre d'affaires
Production stockée	330	0	-330	0	
Subventions d'exploitation		0	0	0	
Autres produits	592	-76	-516	0	Autres produits de l'activité
Achats de marchandises		0	0	0	
Variation de stock(m/ses)		0	0	0	
Achats de m.p. & aut.approv.		0	0	0	
Variation de stock (m.p.)		0	0	0	
Autres achats & charges ext.	-950	0	300	-650	Charges externes
Impôts,taxes et vers. assim.	-56	0	0	-56	Impôts et taxes
Salaires et traitements	-430	-160	388	-203	Charges de personnel
Charges sociales	-158	0	158	0	
Amortissements et provisions	-145	41	0	-104	Dotations amortissements et provisions
Autres charges	0	109	-109	0	
Autres produits et charges opérationnels		0	0	0	Autres produits et charges d'exploitation
		0	43	43	Autres produits et charges opérationnels
Produits financiers	65	0	-54	11	Produits de trésorerie
Charges financières	-144	0	0	-144	Cout de l'endettement financier brut
		0	0	0	Cout de l'endettement financier net
		0	54	54	Autres produits et charges financiers
Produits exceptionnels	321	0	-321	0	
Charges exceptionnelles	-386	0	386	0	
Impôts sur les bénéfices	-11	-14	0	-25	Charge d'impôts
Amortissement écarts d'acquis	-222	222	0	0	
Intérêts minoritaires	-2	0	0	-2	Intérêts minoritaires
Résultat net part du groupe	64	121	0	186	Résultat net part du groupe

- **Présentation des retraitements apportés au résultat au 31 décembre 2004 par nature de retraitement**

en euros	Résultat opérationnel	Résultat net
Résultat opérationnel consolidé selon les normes françaises	442 895	64 107
Amortissement des frais d'établissement	7 430	7 430
Annulation des charges différées	- 76 140	- 76 140
Annulaion amortissement des charges à répartir	32 567	32 567
Annulation provisions grosses réparations	1 012	1 012
Charge des BSA	- 152 916	- 152 916
Charge de retraite	- 7 500	- 7 500
Activation de coûts de développement	108 660	108 660
Annulation amortissement des écarts d'acquisition		222 314
Reclassement éléments exceptionnels	- 65 165	
Impat impôt différés sur retraitement		- 14 000
Impact des normes IFRS	- 152 052	121 427
Résultat opérationnel consolidé selon les normes IFRS	290 843	185 534

Note 2 - Principes comptables

2.1 METHODES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES COMPTES SEMESTRIELS

Les comptes consolidés du Groupe Theolia de l'exercice clos le 31 décembre 2006 seront présentés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date du 31 décembre 2006.

Conformément à la recommandation du CESR de décembre 2003, les états financiers intermédiaires au 31 décembre 2005 sont établis selon les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IAS/ IFRS adoptées dans l'Union Européenne. Selon l'option offerte par cette recommandation, le groupe a choisi de suivre les règles de présentation et d'information applicables aux états financiers intermédiaires telles que définies par l'article 221-5 du règlement général de l'AMF et donc de ne pas appliquer les dispositions de la norme IAS 34. En conséquence, les informations financières fournies dans les états financiers intermédiaires au 31 décembre 2005 comprennent :

- un bilan au 31 décembre 2005, au 30 juin 2005 et au 31 décembre 2004 ;
- un compte de résultat au 31 décembre 2005, au 30 juin 2005 et au 31 décembre 2004 ;
- un tableau de variation de capitaux propres au 31 décembre 2005, et au 30 juin 2005
- un tableau de flux de trésorerie au 31 décembre 2005, et au 30 juin 2005 ;
- Les notes annexes aux comptes jugées les plus appropriées.

Ceux-ci comprennent également, conformément à IFRS 1, un ensemble d'informations spécifiques sur les incidences du passage aux IFRS. Ces informations sont présentées dans les notes suivantes :

- Note 1: "*Impacts de la transition aux IFRS sur le compte de résultat du 31 décembre 2004*"
- note 3 "*Incidences du passage aux normes IAS/ IFRS sur les comptes au 30 juin 2005*".

Par ailleurs, le groupe a décidé, conformément à l'option offerte par IFRS 1, d'appliquer les normes IAS 32 et IAS 39 à partir du 1^{er} juillet 2005. Les données comparatives au 30 juin 2005 et au 31 décembre 2004 ne comprennent donc pas l'incidence de ces deux normes.

Le groupe Theolia se réserve la possibilité de modifier lors de la publication des comptes consolidés 2005/ 2006 certaines options et méthodes comptables utilisées pour la publication des comptes semestriels 2005 ou des données comparatives retraitées en IFRS, en fonction des évolutions du référentiel IFRS qui seraient adoptées par la Commission Européenne d'ici la fin de l'année 2006. A ce jour, le Groupe n'anticipe toutefois pas, pour la clôture de l'exercice 2006, de changement significatif qui serait induit par les amendements, nouvelles interprétations ou normes émises par l'IASB et en cours d'examen par la Commission Européenne, ou les projets en cours.

Les comptes semestriels du 31 décembre 2005 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 8 mai 2006.

• Principes généraux d'évaluation

Les comptes semestriels consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

• Recours à des estimations

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la Direction de Theolia à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les écarts d'acquisition, les autres actifs non courants, les instruments financiers dérivés, les provisions pour risques et charges et les impositions différées.

Les hypothèses-clés relatives à l'avenir et les autres principales sources d'incertitude relatives aux estimations en cours de période et à la date de clôture, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et des passifs au cours de la période suivante, sont présentées ci-dessous :

- hypothèses retenues concernant les probabilités de réussite et de mise en exploitation des différents projets éoliens
- hypothèses d'actualisation retenues dans les différents modèles de valorisation retenus
- hypothèses de financement des différents projets éoliens

• **Principes de consolidation**

Les comptes semestriels consolidés du Groupe Theolia comprennent les comptes de Theolia SA et de ses filiales pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2005.

2.2 Méthodes de consolidation

Les filiales sont consolidées si elles sont contrôlées par le Groupe, celui-ci dirigeant leurs politiques financières et opérationnelles. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à la date à laquelle ce contrôle cesse

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

2.3 Participations dans les coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel le Groupe et d'autres parties conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint, ce qui signifie que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles correspondant à l'activité imposent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Lorsqu'une entité du groupe entreprend son activité directement dans le cadre d'un accord de coentreprise, la quote-part du groupe des actifs contrôlés conjointement et tout passif encouru conjointement avec les autres co-entrepreneurs sont comptabilisés dans les états financiers de l'entité et classés selon leur nature. Les passifs et les charges encourus directement par le co-entrepreneur, relativement à sa participation dans des actifs contrôlés conjointement, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les produits de la vente ou de l'utilisation de la quote-part de la production des actifs contrôlés conjointement et la quote-part de toute charge de la coentreprise sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques associés à ces transactions, iront au Groupe et que leur montant peut être mesuré de façon fiable.

2.4 Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus postérieurement au 1er juillet 2004, sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût du regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs en date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par le groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, et de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date de prise de contrôle sont inscrits à l'actif en goodwill. Les éventuelles différences négatives sont enregistrées directement en résultat de la période.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché le goodwill est au moins égale à sa valeur nette comptable. Si une perte de valeur est constatée, une dépréciation est enregistrée dans le résultat opérationnel, en "autres produits et charges opérationnels". Cette dépréciation est irréversible.

Conformément aux mesures transitoires autorisées par IFRS 1 « Première adoption des IFRS », les acquisitions et regroupements d'entreprises comptabilisés avant le 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités, et les écarts d'acquisition comptabilisés à cette date, ont été inscrits dans le bilan d'ouverture du 1^{er} juillet 2004 pour leur montant net d'amortissement devenant la nouvelle valeur comptable en IFRS.

2.5 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur base de la juste valeur des actifs nets acquis.

2.6 Monnaies étrangères

Le Groupe exerce son activité exclusivement dans la zone Euro. Aucune des filiales du groupe n'a une monnaie fonctionnelle ou de présentation autre que l'Euro. Les règles de conversion des transactions en devises et des états financiers des entités consolidées ne sont donc pas applicables pour le groupe Theolia au 31 décembre 2005.

2.7 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires regroupe essentiellement, au 31 décembre 2005, les ventes réalisées dans le cadre de l'activité des centrales dispatchables (énergie non renouvelable) et de l'activité environnement.

Les ventes enregistrées au niveau des centrales dispatchables, et à terme, des centrales éoliennes, correspondent à la vente des quantités électriques produites et cédées à Electricité De France, conformément aux différents contrats, garantissant notamment les prix de vente en fonction des volumes produits et cédés.

Les produits sont comptabilisés lorsque le Groupe a transféré à l'acheteur les risques et avantages significatifs inhérent à la propriété, qu'il ne conserve ni participation à la gestion, ni contrôle effectif sur les biens ou cédés, qu'il est probable que les avantages économiques résultant de la vente bénéficieront au Groupe et que le coût de la transaction peut être évalué de façon fiable.

Les ventes de quantité électrique sont reconnues de façon linéaire en fonction des quantités produites chaque période, et en fonction des accords entre Theolia et EDF, notamment en ce qui concerne les périodes de facturation.

Les ventes du pôle "environnement" correspondent à divers refacturations effectuées par le Groupe aux tiers participant aux projets environnementaux. Au 31 décembre 2005, ces ventes correspondent essentiellement à des honoraires d'ingénierie technique.

2.8 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Contrats et licences : 15 ans ou 18 ans

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Les coûts relatifs à des projets peuvent être générés en interne ou être acquis au travers de regroupements d'entreprise.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe regroupent les frais de développement des différents projets liés notamment à l'exploitation des centrales éoliennes. La valorisation des différents projets est effectuée à leur coût interne. Une immobilisation incorporelle identifiable générée en interne résultant du développement d'un projet interne est comptabilisée au bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- la faisabilité technique du projet ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la probabilité de générer des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité de ressources techniques et financières pour achever le développement du projet ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Acquisition de projet par voie de regroupement d'entreprise

Lorsque le Groupe acquiert des projets éoliens développés par les sociétés ayant fait l'objet d'une prise de contrôle, ces derniers sont valorisés à leur juste valeur, conformément à la norme IFRS 3. La valeur de l'immobilisation incorporelle ainsi déterminée tient alors compte de la juste valeur de l'ensemble des contrats acquis, notamment ceux conclus avec Électricité De France.

2.9 Immobilisations incorporelles en cours

L'essentiel des actifs incorporels est composé de projets éoliens en cours de développement. Ils figurent en immobilisations en cours et à ce titre ne sont pas amortis.

Ces projets cessent d'être activés à compter de la date de mise en service industrielle. Ils sont alors amortis sur la durée du contrat, généralement sur 15 ans.

Le coût des emprunts servant à financer les actifs sur une longue période de mise en service ou de fabrication est incorporé dans le coût d'entrée des immobilisations.

Le cas échéant, ils donnent lieu à dépréciation lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à leur valeur comptable. Les tests de valeur effectués n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à comptabiliser sur ces actifs.

2.10 Immobilisations corporelles

Évaluation des actifs corporels

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition déduction faite de l'amortissement et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. A chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et éventuellement des dépréciations déterminées selon IAS 36 « *Dépréciation d'actifs* ».

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Construction	20 ans
- Matériel et outillages (centrales)	15 ans
- Matériel et outillages	4-10 ans
- Agencements et installations	5-10 ans
- Matériel de bureau, informatique	3-5 ans
- Mobilier de bureau	5-10 ans

Les centrales et les fermes sont amorties sur la durée du contrat passé avec EDF (15 ans) ou du contrat de délégation de service public pour l'activité environnement (18 ans).

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non courants est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

Dépréciation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles donnent lieu, en présence d'indices de pertes de valeur, à des tests de dépréciation.

Subventions d'investissement

Le Groupe ne bénéficie pas d'aides ou de subventions publiques au 31 décembre 2005.

2.11 Contrats de location

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location - financement, transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les actifs objet d'un contrat de location - financement sont amortis sur la leur durée d'utilité conforme aux règles du Groupe. En cas d'indice de perte de valeur, ils font l'objet d'un test de dépréciation conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat.

Les actifs actuellement objet d'un contrat de location ne sont pas significatifs, et ne donnent pas lieu à retraitement.

2.12 Perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles

Les valeurs comptables des actifs sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur selon des modalités différentes selon qu'il s'agit de goodwill et d'immobilisations incorporelles en cours ou d'immobilisation corporelles et incorporelles.

Goodwill et immobilisations incorporelles en cours

Les Goodwill reconnus initialement au coût sont testés pour dépréciation au moins annuellement et dès qu'un indicateur de perte de valeur apparaît. Pour les besoins du test de dépréciation, les goodwill sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou au groupe d'Unités Génératrices de Trésorerie, susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Les UGT correspondent à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des flux de trésorerie identifiables et indépendants des flux de trésorerie générés par d'autres actifs ou groupes d'actifs. D'une manière générale, chaque société constitue une UGT.

Si la valeur recouvrable de l'UGT Goodwill est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en priorité au niveau du Goodwill et ensuite, le cas échéant, au niveau des autres actifs de l'UGT, au prorata de leur valeur comptable. Les pertes de valeur constatées sur les goodwill sont irréversibles et sont comptabilisées en résultat opérationnel.

Les immobilisations incorporelles en cours sont testées pour dépréciation au moins annuellement et dès qu'un indicateur de perte de valeur apparaît. Les modalités des tests sont similaires à celles décrites ci-dessus. Les UGT retenues correspondent pour les immobilisations incorporelles en cours à chaque projet auxquelles elles se rapportent. En fonction de grilles d'analyses multiples permettant d'appréhender l'avancement des dossiers et leur probabilité de réussite, des pertes de valeurs sont éventuellement comptabilisées. Ces tests sont également effectués au regard des critères énoncés dans la note 2.8 concernant les immobilisations incorporelles générées en interne. Les pertes de valeur constatées sont comptabilisées en résultat opérationnel.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur de perte de valeur. S'il existe un tel indicateur, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé, le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs) nette des coûts de cession et de sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charges dans le résultat opérationnel.

Les actifs incorporels ont été évalués à la juste valeur en prenant en compte le prix moyen des transactions réalisées sur le marché.

En matière de ferme éolienne, le prix moyen constaté sur le marché s'élève à 1.450.000 pour 10 MW.

Ce montant correspond au prix d'acquisition d'un projet pour lequel le permis de construire a été déposé et se trouve purgé de tout recours. Une approche par la méthode des cash-flows opérationnels actualisés sur la durée des contrats d'exploitation nous permet de corroborer ce chiffre de 1.450.000. Le taux d'actualisation retenu tient compte du taux de rémunération sans risque des investissements à long terme et est majoré d'un taux de risque évalué à la date de prise de contrôle par Theolia. Le taux d'actualisation retenu est de 5.2%, compte tenu de la durée des contrats conclus (15 ans).

En ce qui concerne Sodetrex, et en l'absence de comparatifs suffisants, le juste valeur a été déterminée sur la base de la méthode des cash-flows opérationnels actualisés. Le taux d'actualisation retenu est de 6% pour tenir compte du risque d'exploitation particulier de ce type d'installation. Lorsque la valeur recouvrable (valeur la plus élevée de la valeur de marché et de la valeur d'utilité) est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif ou de l'Unité Génératrice de Trésorerie/ UGT, une perte de valeur est enregistrée en autres charges opérationnelles.

Lorsqu'une UGT contient un écart d'acquisition, la perte de valeur réduit en priorité l'écart d'acquisition, avant qu'une dépréciation ne soit constatée le cas échéant sur les autres immobilisations de l'UGT.

2.13 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes des matières premières, main d'œuvre directe, autres coûts directs et frais généraux de production déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus, majoré des frais accessoires sur achats (transport, frais de déchargement, frais de douane, commissions sur achats ...). Les stocks sont évalués selon la méthode premier entré/ premier sorti.

Les stocks comptabilisés par le Groupe représentent certains projets éoliens en développement sur lesquels le Groupe se réserve la possibilité d'une cession antérieure à leur mise en exploitation. Leur valeur nette de réalisation est appréhendée en fonction de leur degré d'avancement et des dernières transactions réalisées dans le secteur d'activité. Le Groupe analyse au moins annuellement et plus fréquemment en présence

d'indice de perte de valeur cette valeur nette de réalisation. Des provisions sont éventuellement comptabilisées sur les projets dont le développement n'est pas certain et dont la probabilité d'exploitation, aussi bien par le Groupe que par un tiers, n'est pas suffisante.

2.14 Instruments financiers

Le groupe Theolia a choisi d'appliquer les normes IAS 32 et IAS 39 à partir du 1er juillet 2005.

2.15 Actifs financiers non courants

Ces actifs correspondent principalement à des titres de participation non consolidés et à des dépôts de garantie.

Titres de participation non consolidés

Les titres de participation non consolidés sont traités comme des titres disponibles à la vente et sont valorisés à leur valeur recouvrable, les gains et pertes latents étant enregistrés dans les capitaux propres, à l'exception des pertes latentes jugées durables qui sont enregistrées dans le compte de résultat. La valeur nette comptable de ces actifs financiers a été jugée représentative de leur valeur recouvrable. Aucun écart n'a ainsi été enregistré.

Au 31 décembre 2005, toutes les filiales de Theolia sont consolidées.

Dépôts de garantie

Les dépôts correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples. La valeur comptable correspond aux sommes versées initialement. Une dépréciation est éventuellement constituée en présence d'indice de perte de valeur.

2.16 Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants comprennent :

- Les créances clients
- Les autres créances
- Les instruments financiers dérivés,
- Les valeurs mobilières de placement
- La trésorerie et les équivalents de trésorerie

2.17 Instruments financiers dérivés

Le Groupe peut recourir à des instruments financiers dérivés (swaps/ caps) pour se couvrir contre le risque de taux d'intérêt qui découle de sa politique de financement à taux variable.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués ultérieurement à leur juste valeur. Le mode de comptabilisation des pertes ou gains qui en résultent diffère selon que le dérivé est ou n'est pas désigné comme un instrument de couverture et dépend, s'il s'agit d'une couverture, de la nature de l'élément couvert. Les couvertures mises en place relèvent de la catégorie des couvertures de flux futurs (cash flow hedging).

Bien qu'étant en position de couverture des risques, le groupe a choisi de comptabiliser tous les instruments dérivés mis en place à leur juste valeur au bilan, les variations de la juste valeur étant constatées au compte de résultat. La juste valeur des divers instruments dérivés utilisés aux fins de couverture est indiquée à la Note 17.

2.18 Autres actifs financiers courants

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (parts d' OPCVM monétaires).

Les placements à court terme sont comptabilisés à la valeur de marché à chaque clôture.

2.19 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur valeur nominale.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indicateurs objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouvrés, totalement ou partiellement. En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des créances clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non recouvrement.

2.20 Avantages du personnel

Types de régime

En vertu d'obligations légales ou d'usages, le Groupe participe à des régimes de retraite complémentaires ou autres avantages long terme au profit des salariés. Le Groupe offre ces avantages à travers des régimes à cotisations définies.

Dans le cadre de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations. Les contributions versées aux régimes sont enregistrées en charges de période.

Nature des engagements

Indemnités de départ

Les indemnités de départ relèvent de la convention collective applicable dans le Groupe et concernent les indemnités de départ à la retraite ou de fin de carrière versées en cas de départ volontaire ou de mise en retraite des salariés. Les indemnités de départ relèvent du régime des prestations définies

Régimes complémentaires de retraite

Aucun programme de régime complémentaire à la pension minimale légale des salariés n'a été souscrit par le Groupe au profit de ses salariés.

Évaluation des engagements

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par des consultants externes.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite). Les écarts actuariels résultent

principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de période. La charge comptabilisée au compte de résultat, en résultat opérationnel, pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision, au vu de son caractère peu significatif, est comptabilisé en charges de personnel, dans le résultat opérationnel de période.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Dans le cadre de l'établissement du bilan d'ouverture en IFRS au 1^{er} juillet 2004, le Groupe Theolia a utilisé l'option de la norme IFRS 1, de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels à cette date en déduction des capitaux propres.

2.21 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de la période, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions sont actualisées si l'effet du temps est significatif. L'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est alors comptabilisée en charges financières.

Dans le cadre d'une restructuration, une provision ne peut être constituée que si la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution à la clôture de la période.

Les litiges (principalement prud'homaux) sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

2.22 Plans de Bons de souscription d'actions (BSA)

Le Groupe attribue à certains membres du personnel et à des membres du conseil de surveillance des bons de souscription d'actions (BSA) en contrepartie de services reçus. Ces transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres sont évaluées à la juste valeur (excluant les effets des conditions d'acquisition autres que les conditions de marché) à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'acquisition est comptabilisée en charges selon le mode linéaire sur la période d'acquisition des droits, sur la base du nombre d'actions que le Groupe s'attend à devoir émettre, ajusté des effets des conditions d'acquisition des droits autres que les conditions de marché.

La juste valeur est évaluée en utilisant le modèle Black-Scholes-Merton. La durée de vie attendue utilisée dans le modèle a été ajustée, sur la base des estimations de la direction, des effets de non-transférabilité, des restrictions de conditions d'exercice et d'informations sur le comportement d'exercice des membres du personnel.

La contrepartie est comptabilisée selon les bénéficiaires :

- en frais de personnel,
- ou en autres produits et charges d'exploitation.

2.23 Emprunts portant intérêt

Les emprunts produisant intérêts sont comptabilisés à la valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction associés. Ces coûts (frais et primes d'émission des emprunts) sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

A chaque clôture, les passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont ventilés en :

- passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture,
- et en passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

Les coûts d'emprunt sont enregistrés selon la méthode du taux d'intérêt effectif au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.24 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes commerciales et autres dettes sont comptabilisées au coût historique.

2.25 Impôts différés

La rubrique "charge d'impôt" inclue l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

Des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode du report variable, pour les différences temporelles existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable, ainsi que sur les déficits fiscaux. Aucun impôt différé passif n'est constaté sur les écarts d'acquisition.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementation fiscale) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont calculés entité par entité. Ils sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et qu'ils se rapportent à une même entité fiscale (groupe d'intégration fiscale).

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés

L'impôt différé et exigible est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs et passifs non courants.

2.26 Détermination du résultat opérationnel courant

Le compte de résultat est présenté par nature de charges.

Le **résultat opérationnel courant** correspond au résultat opérationnel corrigé des autres produits et charges opérationnels qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur survenue, à savoir :

- les dépréciations d'écarts d'acquisition et d'immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36,

- les charges de restructuration ou liées à des mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure,
- les plus ou moins-values de cessions,
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'un montant significatif, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'intégration d'une nouvelle activité...).

La « Participation des salariés » est intégrée dans les charges de personnel.

2.27 Résultat par action

Le résultat dilué par action est calculé conformément aux dispositions de la norme IAS 33 « *Résultat par action* ».

2.28 Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée selon deux critères.

Le secteur primaire retenu par le groupe est le secteur d'activité :

- énergie : correspondant à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, et notamment éolienne ;
- environnement : correspondant à la mise en place de solutions à des pratiques environnementales, telles que le traitement des déchets, des eaux et des résidus.

Le second secteur du groupe est le secteur géographique, lequel correspond aux régions de vente des produits. Ces régions sont :

- la France,
- le reste de l'Europe

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs, les autres participations ainsi que les créances et autres actifs financiers non courants. Ces actifs sont regroupés dans la ligne « actifs non alloués ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs. Ces passifs sont regroupés dans la ligne « passifs non alloués ».

La note *Information Sectorielle* présente, pour chaque secteur d'activité, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs et aux passifs et aux investissements.

Note 3 - Incidences du passage aux normes IAS/ IFRS sur les comptes au 30 juin 2005

SOMMAIRE GENERAL

INFORMATIONS RELATIVES A LA TRANSITION AUX NORMES IFRS

- Note 1 -** Contexte de la publication
- Note 2 -** Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces premières informations chiffrées IFRS
- Note 3 -** Description des autres options liées à la première adoption des IFRS
- Note 4 -** Présentation des états financiers
- Note 5 -** Tableaux de rapprochement des postes du bilan au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005 en principes comptables français aux postes du bilan en normes IFRS et commentaires explicatifs
- Note 6 -** Tableau de rapprochement du résultat en normes françaises et normes IFRS et commentaires explicatifs
- Note 7 -** Synthèse des principaux impacts IFRS

INFORMATIONS RELATIVES A LA TRANSITION AUX NORMES IFRS

Note 1 – Contexte de la publication

Le groupe Theolia est actuellement coté sur le Marché Libre d'Euronext. Il prévoit un transfert de cotation vers le marché réglementé l'Eurolist d'Euronext Paris. Par ailleurs, dans le cadre d'une opération financière faisant appel public à l'épargne, le Groupe a émis un prospectus et une note d'opération qui ont été visés par l'Autorité des Marchés Français (AMF).

Dans ce contexte, le groupe Theolia a souhaité établir des informations chiffrées relatives à la transition aux IFRS, référentiel d'application obligatoire pour toute société cotée sur un marché réglementé européen au 31 décembre 2005. La date de clôture actuelle du Groupe est le 31 décembre. Aussi, les premiers comptes consolidés IFRS devant être publiés par le Groupe seront ceux de l'exercice clos le 31 décembre 2006, présentés avec un comparatif au titre de l'exercice clos le 30 juin 2005.

En vue de la publication de ces états financiers comparatifs pour l'exercice 2006 et conformément à la recommandation de l'AMF relative à la communication financière pendant la période de transition, le groupe Theolia a préparé des informations financières 2005 sur la transition aux normes IAS/IFRS présentant à titre d'information préliminaire l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS sur :

- le bilan à la date de transition, soit le 1^{er} juillet 2004, date à laquelle les impacts définitifs de la transition seront enregistrés en capitaux propres lors de la publication des comptes consolidés 2006,
- le bilan au 30 juin 2005 et le compte de résultat de l'exercice clos le 30 juin 2005.

Bilan IFRS au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

en K€	30.06.2005	01.07.2004
Goodwill	3 591	3 232
Immobilisations incorporelles	0	8
Immo. incorporelles en cours	28 195	963
Immobilisations corporelles	12 263	2 121
Prêts et créances	253	15
Actifs d'impôts différés	460	0
ACTIFS NON COURANTS	44 762	6 339
Stocks	383	0
Créances clients	700	238
Autres débiteurs	11 347	771
Actifs d'impôts exigibles	0	0
Autres actifs financiers	0	0
Trésorerie et équivalents	19 297	167
ACTIFS COURANTS	31 727	1 176
TOTAL ACTIF	76 489	7 515
Capital	9 723	1 791
Primes	23 928	1 828
Réserves consolidées	-1 650	-2 927
Résultat net part du Groupe	41	0
<i>S/T Capitaux Propres part du groupe</i>	<i>32 042</i>	<i>692</i>
Intérêts minoritaires	59	28
CAPITAUX PROPRES	32 101	720
Provisions à long terme	30	15
Passifs financiers non courants	11 431	2 549
Impôts différés	5 657	199
PASSIFS NON COURANTS	17 118	2 763
Passifs financiers courants	10 939	1 591
Provisions à court terme	148	227
Fournisseurs et autres créditeurs	11 430	1 505
Dettes fiscales et sociales	4 406	640
Dettes d'impôts exigibles	347	69
PASSIFS COURANTS	27 270	4 032
TOTAL CP et PASSIF	76 489	7 515

Compte de résultat IFRS de l'exercice clos le 30 juin 2005

en K€	30.06.2005
Chiffre d'affaires	4 026
Autres produits de l'activité	6
Achats et variations de stocks	383
Charges externes	(3 305)
Impôts et taxes	(164)
Charges de personnel	(1 241)
Dotations aux amortissements	(217)
Dotations nettes aux provisions	(13)
Autres produits et charges d'exploitation	(412)
Résultat opérationnel courant	(937)
Autres produits et charges opérationnels	356
Résultat opérationnel	(581)
Produits de trésorerie et d'équivalents	92
Coût de l'endettement financier Brut	(217)
Coût de l'endettement financier Net	(125)
Autres produits et charges financiers	19
Charge d'impôt	729
Résultat net des activités poursuivies	42
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0
Résultat net	42
dont part Groupe	41
dont intérêts minoritaires	1

Note 2 - Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces premières informations chiffrées IFRS

Le groupe Theolia a appliqué l'ensemble des normes IAS / IFRS telles que publiées à ce jour et dont l'adoption est obligatoire à compter de la date de transition, soit le 1^{er} juillet 2004.

Les normes et interprétation dont l'adoption n'est obligatoire qu'à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} juillet 2005 n'ont pas été appliquées par anticipation par le Groupe. Il s'agit notamment :

- des normes IAS 32 et 39 sur les instruments financiers. Au titre de l'exercice comparatif clos le 30 juin 2005, aucun impact lié à l'adoption de ces normes n'a donc été déterminé.

- de la norme IFRS 5 sur les actifs non courants détenus en vue de la vente et les activités abandonnées

Note 3 - Description des autres options liées à la première adoption des IFRS

Selon les dispositions prévues par la norme IFRS 1, le groupe Theolia a retenu les choix suivants quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

Regroupements d'entreprises

Le groupe Theolia a choisi de ne pas retraiter selon les dispositions prévues par la norme IFRS 3 les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} juillet 2004.

Avantages du personnel

Le groupe Theolia a choisi de constater directement dans les capitaux propres d'ouverture IFRS au 1^{er} juillet 2004 les écarts actuariels non encore comptabilisés.

Evaluation de certains actifs incorporels/corporels à la juste valeur

Le groupe Theolia n'a pas réévalué d'actifs corporels ou incorporels à leur juste valeur en date de transition.

Les autres exemptions au retraitement rétrospectif offertes par IFRS 1 n'ont pas été retenues par le Groupe car les normes et thèmes concernés ne sont pas applicables pour le groupe Theolia au 1^{er} juillet 2004.

Pour toutes les autres normes IFRS, le retraitement des valeurs d'entrée des actifs et des passifs au 1^{er} juillet 2004 a été effectué de façon rétrospective (sauf en ce qui concerne les interdictions de retraitement rétrospectif imposées par IFRS 1) comme si ces normes avaient toujours été appliquées.

Note 4 - Présentation des états financiers

• Présentation du Compte de résultat :

Conformément à la recommandation du CNC N°2004-R.02 du 27 octobre 2004 relative notamment au format de compte de résultat en normes IFRS, le Groupe Theolia a décidé de faire figurer dans son compte de résultat, un "Résultat opérationnel courant" calculé par différence entre le "Résultat opérationnel" et les "Autres produits et charges opérationnels", ces derniers correspondant à des événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, et d'une matérialité significative.

Par ailleurs, les charges relatives aux avantages du personnel (essentiellement les indemnités de fin de carrière – retraite) sont classées dans les charges opérationnelles de personnel, y compris les impacts financiers liés à la désactualisation de la provision correspondante.

Enfin, le résultat financier en normes françaises est remplacé par les quatre rubriques que sont les " Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie", le " Coût de l'endettement financier brut ", le " Coût de l'endettement financier net " (représentant le montant net des deux rubriques précédentes), et les " Autres produits et charges financiers ".

- **Présentation du Bilan :**

Le groupe Theolia présente l'Actif et le Passif selon la norme IAS 1 avec la notion de " courant " et " non courant ". Des reclassements ont donc été effectués notamment en ce qui concerne les postes de "dettes financières" et de "provisions pour risques et charges". Les impôts différés ont été reclassés en actifs/passifs non courants.

Note 5 - Tableaux de rapprochement des postes du bilan au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005 en principes comptables français aux postes du bilan en normes IFRS et commentaires explicatifs

Les tableaux suivants récapitulent les divergences entre les bilans établis au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005 en normes françaises et en normes IFRS. Ils sont accompagnés de commentaires explicatifs.

Bilan au 1^{er} juillet 2004

en K€	01.07.2004 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	01.07.2004 Normes IFRS	Note
Goodwill	3 232			3 232	(a)
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Frais d'établissement	43	-43	8	8	(b)
Autres immobilisations incorporelles	8		955	963	(c)
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	49		-49		
Constructions	347		1 774	2 121	(d)
Installations techniques	1 039		-1 039		
Autres immobilisations corporelles	78		-78		
Immobilisations en cours	608		-608		
<i>Immobilisations financières</i>			15	15	(e)
Titres de participations non consolidés	0				
Autres immobilisations financières	15		-15		
				0	Actifs d'impôts différés
ACTIF IMMOBILISE	5 419	-43	963	6 339	ACTIFS NON COURANTS
Stocks	963		-963	0	(c)
Créances clients	238			238	
Autres créances et comptes de régul.	821	-50		771	(f)
Actifs d'impôts différés	0			0	
Valeurs mobilières de placement	0			0	
Disponibilités	167			167	(g)
ACTIF CIRCULANT	2 189	-50	-963	1 176	ACTIFS COURANTS
TOTAL ACTIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL ACTIF
Capital social	1 791			1 791	
Primes	1 828			1 828	
Réserves consolidées	-2 800	-127		-2 927	(h)
Résultat net				0	
<i>Capitaux propres part du groupe</i>	819			692	(h)
<i>Intérêts minoritaires</i>			28	28	(h)
Intérêts minoritaires	20		-20	0	
Résultat	8		-8	0	
		-127	0	720	CAPITAUX PROPRES
<i>Provisions pour risques et charges</i>					
Provisions pour risques et charges	240	2	-227	15	(i)
			2549	2549	(j)
		32	167	199	(k)
<i>Dettes</i>				2763	PASSIFS NON COURANTS
Emprunt obligataire convertible	274		-274		
Emprunts et dettes aup. étab. de crédit	3 567		-1 976	1 591	(j)
Emprunts et dettes divers	299		-299		
			227	227	(i)
Dettes fournisseurs	1 115		390	1 505	(l)
Dettes fiscales et sociales	876		-236	640	(k)
Autres dettes	4		65	69	(k)
Produits constatés d'avance	386		-386		
				4032	PASSIFS COURANTS
TOTAL PASSIF	7 608	-93	0	7 515	TOTAL CP et PASSIF

Bilan au 30 juin 2005

en K€	30.06.2005 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	30.06.2005 Normes IFRS	Note
Goodwill	3 112	479		3 591	(a)
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Frais d'établissement	29	-29		0	(b)
Autres immobilisations incorporelles	28 078	117		28 195	(c)
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Terrains	49		-49		
Constructions	406		11 857	12 263	(d)
Installations techniques	1 176		-1 176		
Autres immobilisations corporelles	203		-203		
Immobilisations en cours	10 429		-10 429		
<i>Immobilisations financières</i>					
Autres immobilisations financières	253		253	253	(e)
			460	460	(k)
ACTIF IMMOBILISE	43 735	567	460	44 762	ACTIFS NON COURANTS
Stocks	383			383	(c)
Créances clients	700			700	
Autres créances et comptes de régul.	11 810	-3	-460	11 347	(f)
Actifs d'impôts différés	0			0	
Valeurs mobilières de placement	14 388		-14 388	0	
Disponibilités	4 909		14 388	19 297	(g)
ACTIF CIRCULANT	32 190	-3	-460	31 727	ACTIFS COURANTS
TOTAL ACTIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL ACTIF
Capital social	9 723			9 723	
Primes et apports	23 928			23 928	
Réserves consolidées	-2 164	514		-1 650	(h)
Résultat net	56	-15		41	(h)
<i>S/T Capitaux propres part du groupe</i>	31 543			32 042	<i>S/T Capitaux propres part du groupe</i>
<i>Intérêts minoritaires</i>			59	59	(h)
Intérêts minoritaires	57		-57		
Résultat	1	1	-2		
		500	0	32 101	CAPITAUX PROPRES
<i>Provisions pour risques et charges</i>					
Provisions pour risques et charges	163	15	-148	30	(i)
			11 431	11 431	(j)
		49	5 608	5 657	(k)
				17 118	PASSIFS NON COURANTS
Emprunt obligataire convertible	1 778		-1 778		
Emprunts et dettes aup. d'étab. de crédit	10 353		586	10 939	(j)
Emprunts et dettes divers	10 239		-10 239		
			148	148	(i)
Dettes fournisseurs	9 757		1 673	11 430	(l)
Dettes fiscales et sociales	10 361		-5 955	4 406	(k)
Autres dettes	666		-319	347	(k)
Produits constatés d'avance	1 007		-1 007		
				27 270	PASSIFS COURANTS
TOTAL PASSIF	75 925	564	0	76 489	TOTAL CP ET PASSIF

Description des impacts IFRS

▪ Bilan au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005

Les principaux retraitements et reclassements IFRS comptabilisés dans le bilan d'ouverture au 1^{er} juillet 2004 et dans le bilan au 30 juin 2005 concernent les éléments suivants :

Note (a) goodwill

1^{er} juillet 2004

Le groupe Theolia ayant choisi, conformément à l'option ouverte par la norme IFRS 1 "Première adoption des normes IFRS" de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs à la date de transition (1^{er} juillet 2004), le montant net des goodwill constatés en normes françaises, soit 3 232 K€, est repris pour cette même valeur dans le bilan d'ouverture IFRS. Les tests de valeur obligatoires et effectués au 1^{er} juillet 2004 pour ce type d'actif n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à comptabiliser dans le bilan d'ouverture IFRS.

30 juin 2005

Les valeurs nettes des goodwill diffèrent de 479 K€ entre le référentiel français qui constate un amortissement linéaire (479 K€) et le référentiel IFRS qui ne constate pas d'amortissement sur ce type d'actif. Les tests de valeur réalisés au 30 juin 2005 n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à constater sur les goodwill dont la valeur nette ressort donc à 3 591 K€.

Note (b) immobilisations incorporelles

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les frais d'établissement, ne répondant pas aux définitions et critères de comptabilisation IFRS, ont été décomptabilisés dans le bilan d'ouverture IFRS par contrepartie "capitaux propres" pour une valeur nette de 43 K€, et pour une valeur nette de 29 K€ au 30 juin 2005, par contrepartie résultat pour 14 K€ et contrepartie "réserves consolidées" pour 43 K€.

Note (c) immobilisations incorporelles en cours et stocks

1^{er} juillet 2004

Les stocks constatés dans le référentiel français se composent essentiellement de projets éoliens en cours de développement. De par la caractéristique des coûts activés, ces derniers répondent aux critères d'une immobilisation générée en interne. Les stocks sont donc reclassés en immobilisations incorporelles en cours dans le bilan d'ouverture IFRS (963 K€). Les tests de valeur effectués au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005 n'ont pas mis en évidence de perte de valeur à comptabiliser sur ces actifs.

30 juin 2005

Le reclassement ci-dessus ayant été effectué dans les comptes français au 30 juin 2005, aucun reclassement n'est nécessaire dans le bilan IFRS au 30 juin 2005.

Le retraitement de 117 K€ correspond au traitement IFRS 3 de l'acquisition de 2 projets éoliens spécifiques sur l'exercice. En règles françaises, l'écart d'évaluation affecté aux immobilisations incorporelles a été limité au coût d'acquisition afin de ne pas faire apparaître d'écart d'acquisition négatif. En IFRS, les 2 projets éoliens ont été comptabilisés pour la totalité de leur juste valeur, et les écarts d'acquisition négatifs ont été constatés directement en résultat pour un montant global de 117 K€.

Note (d) immobilisations corporelles

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les immobilisations corporelles identifiées sous le référentiel français ont été reclassées sous une seule et même rubrique dans le bilan IFRS, y compris les immobilisations corporelles en cours (constructions).

Note (e) prêts et créances financiers

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les différentes immobilisations financières identifiées sous le référentiel français ont été reclassées sous la rubrique "prêts et créances financiers" dans le bilan IFRS. Ces prêts et créances concernent essentiellement des dépôts de garantie ainsi que des créances rattachées au 30 juin 2005 pour un montant de 180 K€.

Note (f) autres débiteurs

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les charges à répartir reconnues sous le référentiel français ne répondent pas, en IFRS, aux définitions et critères de comptabilisation d'un actif. Ces créances ont donc été décomptabilisées dans le bilan d'ouverture IFRS par contrepartie "capitaux propres" (50 K€), et dans le bilan IFRS au 30 juin 2005 pour un montant net de 3 K€ (en contrepartie "réserves" pour 50 K€ et en contrepartie "résultat" pour 47 K€, hors effet d'imposition différée).

Note (g) trésorerie et équivalents de trésorerie

1^{er} juillet 2004

Au 1^{er} juillet 2004, la trésorerie du Groupe est exclusivement constituée de comptes courants bancaires. La trésorerie et équivalents de trésorerie n'est donc constituée, en IFRS, que de ces mêmes disponibilités bancaires.

30 juin 2005

Au 30 juin 2005, des valeurs mobilières de placement ont été acquises par le Groupe. Au vu des caractéristiques de ces actifs financiers (parts d'OPCVM monétaires), ils ont été reclassés dans le bilan IFRS sous la rubrique "trésorerie et équivalents de trésorerie" (placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et supportant un risque négligeable de changement de valeur).

Note (h) capitaux propres

1^{er} juillet 2004

Les intérêts minoritaires, présentés distinctement des capitaux propres, sous le référentiel français ont été reclassés sous une ligne distincte dans les "capitaux propres" IFRS.

Les réserves consolidées IFRS au 1^{er} juillet 2004 enregistrent l'impact des décomptabilisations (avant incidence fiscale) effectuées à l'ouverture IFRS [frais d'établissement pour -43 K€ (confère note (b)), charges à répartir pour -50 K€ (confère note (f)) et provisions pour grosses réparations pour 13 K€ (confère note (i))] ainsi que la comptabilisation des engagements du personnel (retraite exclusivement) conformément à la norme IAS 19 [provision de 15 K€ (confère note (i))].

30 juin 2005

Les intérêts minoritaires, présentés distinctement des capitaux propres, sous le référentiel français ont été reclassés, après retraitement du résultat minoritaire, sous une ligne distincte dans les "capitaux propres" IFRS.

Les réserves consolidées IFRS au 30 juin 2005 enregistrent l'impact des décomptabilisations (avant incidence fiscale) effectuées à l'ouverture IFRS [frais d'établissement pour -43 K€ (confère note (b)), charges à répartir pour -50 K€ (confère note (f)) et provisions pour grosses réparations pour 13 K€ (confère note (i))] ainsi que la comptabilisation d'une charge de personnel suite à l'évaluation et à la comptabilisation des avantages liés à l'octroi de bons de souscription d'actions conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions" [confère commentaires sur le compte de résultat 2005 – note (5bis)].

Le résultat consolidé 2005 IFRS enregistre quant à lui les principaux impacts suivants : annulation de la charge d'amortissement linéaire des goodwill (- 479 K€) et comptabilisation d'une charge de personnel (231 K€) et d'une autre charge d'exploitation (411 K€) liées à l'adoption de la norme IFRS 2. Ces impacts, ainsi que d'autres retraitements moins significatifs, sont détaillés dans les commentaires relatifs au compte de résultat IFRS 2005.

Note (i) provisions à court et long terme

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les provisions pour risques et charges ont été reclassées en passifs non courants ou courants en fonction de leurs caractéristiques et de leurs échéances estimées.

Les provisions pour risques et charges comptabilisées par le Groupe sous le référentiel français concernent essentiellement des litiges salariaux. Ces provisions sont considérées comme des passifs courants, avec des échéances relativement courtes, ce qui implique un effet d'actualisation jugé non significatif.

Des provisions pour grosses réparations ont été annulées dans les comptes IFRS pour un montant respectif de 13 K€ et de 15 K€ au 1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005.

Les provisions non courantes en IFRS sont uniquement constituées de la provision "retraite". Les montants n'étant pas jugés significatifs (15 K€ au 1^{er} juillet 2004 et 30 K€ au 30 juin 2005), la partie court terme de la provision n'a pas été reclassée en provisions courantes.

Note (j) passifs financiers courants et non courants

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

Les passifs financiers non courants regroupent la partie long terme des dettes bancaires et obligataires. Les passifs financiers courants quant à eux regroupent la partie court terme de ces mêmes dettes bancaires et obligataires, ainsi que les découverts bancaires et les comptes courants d'associés, considérés comme des passifs court terme au vu de leur caractéristiques au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005.

Note (k) dettes fiscales, sociales et dettes d'impôts différés et exigibles

1^{er} juillet 2004

Les dettes fiscales et sociales identifiées sous le référentiel français incluent les dettes d'impôts différés et exigibles. Ces dernières ont été reclassées dans le bilan IFRS sous des rubriques spécifiques pour les montants suivants au 1^{er} juillet 2004 : "impôts différés passifs" pour 199 K€ (après prise en compte d'un impôt différé net passif de 32 K€ relatif aux différents retraitements IFRS comptabilisés) et "dettes d'impôts exigibles" pour 69 K€.

30 juin 2005

Les mêmes reclassements qu'au 1^{er} juillet 2004 ont été effectués concernant les passifs d'impôts : "impôts différés passifs" pour 5 657 K€ (dont 49 K€ d'imposition différée suite aux retraitements IFRS comptabilisés) et "dettes d'impôts exigibles" pour 347 K€.

Par ailleurs, un impôt différé actif d'un montant de 460 K€ a quant à lui été reclassé des "autres créances et comptes de régularisation" sous le référentiel français au poste d'actif non courant "actifs d'impôts différés" dans le bilan IFRS.

Note (l) dettes fournisseurs et autres créditeurs

1^{er} juillet 2004 et 30 juin 2005

La rubrique "fournisseurs et autres créditeurs" dans le bilan IFRS regroupe les dettes fournisseurs, les autres dettes et les produits constatés d'avance, tels qu'identifiés sous le référentiel français.

Note 6 - Tableau de rapprochement du résultat 2004-2005 en normes françaises et normes IFRS et commentaires explicatifs

en K€	2005 Normes françaises	Retraitements IFRS	Reclassements IFRS	2005 Normes IFRS		Notes
Productions vendues	4 026			4 026	Chiffre d'affaires	
Productions stockées	-609		609	0		(1)
Subventions d'exploitations	0					
Reprise sur amortissements et provis	0					
Autres produits	10 219		-10 213	6	Autres produits de l'activité	(2)
Total produits d'exploitation	13 636					
Charges d'exploitation						
Achats et variations de stocks	29		354	383	Achats et variations de stocks	(1)
Autres achats et charges externes	-11 745		8 440	-3 305	Charges externes	(3)
Impôts, taxes et versements assimilés	-99		-65	-164	Impôts et taxes	(4)
Salaires et traitements	-1 253	-246	258	-1 241	Charges de personnel	(5bis)/(5)
Charges sociales	-552		552			
Dotations aux amortissements	-278	61		-217	Dotations aux amortissements	(6bis)/(6)
Dotations aux provisions	-10		-3	-13	Dotations nettes aux provisions	(7)
Dot aux prov pour risques et charges	-5	2	3			(8bis)/(8)
Autres charges	-1	-411		-412	Autres produits et charges d'exploitation	(5bis)
Total charges d'exploitation	-13 914					
EBITDA - Résultat d'exploitation	15			-937	Résultat opérationnel courant	
		117	239	356	Autres produits et charges opérationnels	(9bis)/(9)
EBIT - Résultat d'exploitation	-278	-477	174	-581	Résultat opérationnel	
			92	92	Produits de trésorerie et d'équivalents	(10)
			-217	-217	Coût de l'endettement financier Brut	(10)
Résultat financier	-106		-19	-125	Coût de l'endettement financier Net	(10)
			19	19	Autres produits et charges financiers	
Résultat courant avant impôts	-384	-477	174			
Résultat exceptionnel	174		-174			(7)/(8)/(9)
Participation des salariés	0					
Impôts sur les bénéfices	746	-17		729	Charge d'impôt	(11)
Résultat net consolidé	536	-494	0	42	Résultat net des activités poursuivies	
Dot aux amortissements des goodwill	-479	479				(12)
				0	Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	
Résultat net consolidé	57	-15	0	42	Résultat net	
Résultat net part du Groupe	56			41	dont part Groupe	
Intérêts minoritaires	1			1	dont intérêts minoritaires	

Descriptions des impacts IFRS sur le compte de résultat 2005

➤ Retraitements IFRS

Note (5 bis) charges de personnel et autres produits et charges d'exploitation

En IFRS, les charges de personnel augmentent de 246 K€ suite à l'ajustement de la provision "retraite" (IAS 19 Avantages du personnel) pour 15 K€ au titre de l'exercice 2005 (les impacts d'actualisation et les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat opérationnel au vu des montants peu significatifs), et à la comptabilisation de paiements fondés sur des actions (IFRS 2 Paiements fondés sur des actions) pour 231 K€, représentés par des bons de souscription d'actions octroyés à certains membres du personnel du Groupe.

Concernant les bons de souscription d'actions octroyés à certains membres du conseil de surveillance, la charge déterminée conformément à la norme IFRS 2 a été comptabilisée sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" pour un montant de 411 K€

L'application de la norme IFRS 2 aura un impact négatif sur le résultat 2006 d'environ 2,1 M€, si l'on considère qu'aucun mouvement de personnel relatif aux bénéficiaires de ces bons de souscription d'actions n'interviendra sur l'exercice clos le 30 juin 2006.

Note (6 bis) dotations aux amortissements

Les frais d'établissement et les charges à répartir n'étant plus reconnus comme des actifs en IFRS (confère note (b) et (f)), la charge d'amortissement correspondante comptabilisée selon les normes françaises au titre de l'exercice 2005 est annulée dans le résultat 2005 IFRS (impact positif respectif de 14 K€ et de 47 K€ avant incidence fiscale).

Note (8 bis) dotations aux provisions

Le retraitement de 2 K€ correspond à la charge 2005 comptabilisée sous le référentiel français relative aux provisions pour grosses réparations, annulées en IFRS.

Note (9 bis) autres produits et charges opérationnels

Le retraitement de 117 K€ correspond à la reconnaissance en résultat IFRS de l'excédent de la part d'intérêt de l'acquéreur (Theolia) dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sur le coût (confère note (c)). Le montant est relatif à deux acquisitions de projets éoliens spécifiques sur la période. En règles françaises, la valeur des actifs incorporels reconnus avait été limitée au coût d'acquisition.

Note (12) dotations aux amortissements des goodwill

Les goodwill n'étant plus amortis en IFRS, la charge d'amortissement comptabilisée selon les normes françaises au titre de 2005 est annulée dans le résultat 2005 IFRS pour un montant de 479 K€.

○ Reclassements IFRS

Les reclassements significatifs concernent les éléments suivants :

Note (1) productions stockées

Les stocks relatifs au développement des projets éoliens ont été reclassés dans le bilan IFRS sous la rubrique "immobilisations incorporelles". La production stockée a donc une nature équivalente à la production immobilisée. En IFRS, ces flux de résultat ne sont pas reconnus dans la mesure où les charges extournées n'auraient pas dû être enregistrées initialement en résultat mais directement comme des actifs. L'ensemble de la production stockée, concernant les projets éoliens (255 K€), a donc été reclassé en diminution des charges concernées. Le solde, soit 354 K€ a été reclassé en "variations de stocks".

Note (2) autres produits

Sous le référentiel français, ce poste regroupait notamment la production immobilisée (7 212 K€) ainsi que des transferts de charges à hauteur de 3 002 K€. Pour les mêmes raisons que celles indiquées dans la note (1) ci-

dessus, ces produits comptables ont été reclassés en diminution des charges concernées, afin de neutraliser leurs impacts.

Les transferts de charges ont été reclassés au niveau des "autres achats et charges externes" dans leur globalité. Concernant la production immobilisée, un montant de 6 402 K€ a été reclassé en diminution des "autres charges et charges externes" et un montant de 810 K€ a été neutralisé au niveau des "charges de personnel".

Note (4) impôts et taxes

Le poste "impôts et taxes" IFRS comprend des régularisations non significatives (65 K€) comptabilisées en éléments exceptionnels selon les règles françaises.

Note (5) charges de personnel

Le poste de charges sociales identifié sous le référentiel français a été reclassé pour un montant total de 552 K€ au sein du poste "charges de personnel" dans le compte de résultat 2005 IFRS.

Note (7) et (8) dotations nettes aux provisions

Le poste "dotations aux provisions" IFRS regroupe les deux sous rubriques indiquées en normes françaises "dotations aux provisions" et "dotations aux provisions pour risques et charges", le reclassement effectué à ce titre s'élevant à 3 K€, après annulation de la charge relative aux provisions pour grosses réparations.

Note (9) autres charges et produits opérationnels

Cette rubrique ne constate en IFRS que les éléments opérationnels non récurrents et d'une matérialité significative.

Le montant net de 239 K€ est constitué de produits et charges diverses antérieurement comptabilisées en éléments exceptionnels en normes françaises, au vu notamment de leur matérialité et de leur non récurrence. Ces éléments remplissent les critères nécessaires à leur classement dans le poste "autres charges et produits opérationnels" tel qu'exprimé par la recommandation CNC 2004-R.02.

Note (10) coût de l'endettement financier net

Le résultat financier présenté net sous le référentiel français a été décompensé dans le compte de résultat IFRS 2005. Les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie se composent essentiellement de produits de cession de parts d'OPCVM monétaires. Le coût de l'endettement financier brut se compose essentiellement des intérêts sur emprunts bancaires. Le coût de l'endettement financier net est déterminé par différence entre les deux rubriques précédentes.

Note (11) charge d'impôts

La charge d'impôts regroupe l'imposition exigible et différée au titre de l'exercice 2005. L'impact de 17 K€ correspond à l'incidence fiscale au titre de 2005 des différents retraitements IFRS comptabilisés et sources d'imposition différée.

Note 7 – Synthèse des principaux impacts IFRS

Synthèse des incidences de ces divergences sur le résultat 2005 (en K€)

Divergences en K€	Note	Résultat 2005
Frais d'établissement	(6bis)	14
Charges à répartir	(6bis)	47
Provisions grosses réparations	(8bis)	2
Amortissement Goodwill	(12)	479
Retrait. IFRS 3	(9bis)	117
Retrait. IFRS 2	(5bis)	(642)
Retrait. IAS 19	(5bis)	(15)
Retrait. IAS 12	(11)	(17)
Total		(15)

Tableau de rapprochement des capitaux propres en principes comptables français aux capitaux propres en normes IFRS au 1^{er} juillet 2004 et au 30 juin 2005 et rapprochement du résultat 2005

en K€	Notes	01.07.2004	Dividendes	Augmentation de capital	Résultat 2005	Autres	30.06.2005
Capitaux propres Normes françaises		847	0	30 033	57	664	31 601
Frais d'établissement	(b)/(6bis)	(43)			14		(29)
Charges à répartir	(f)/(6bis)	(50)			47		(3)
Provisions grosses réparations	(i)/(8bis)	13			2		15
Amortissement Goodwill	(a)/(12)	-			479		479
Retrait. IFRS 3	(9bis)	-			117		117
Retraitement IFRS 2 (*)	(5bis)	-			(642)	642	-
Retraitement IAS 19	(i)/(5bis)	(15)			(15)		(30)
Impacts avant impôts		(95)			(2)		(93)
Impôts différés	(k)/(11)	(32)			(17)		(49)
Impacts après impôts		(127)			(15)		(142)
Capitaux propres Normes IFRS		720	0	30 033	42	1 306	32 101

(*) Le retraitement lié à la valorisation et à la comptabilisation de la juste valeur des bons de souscription d'actions octroyés à des membres du personnel du Groupe (dénouement des bons par remise d'instrument de capitaux propres) n'impacte pas les capitaux propres dans la mesure où la contrepartie de la charge de personnel est enregistrée directement dans les capitaux propres du Groupe.

Note 4 – Faits caractéristiques de la période

Les événements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice le 30 juin 2005 et susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de la Société sont les suivants.

Augmentation de capital

L'augmentation de capital consécutive à l'exercice des BSA de la Tranche B pour un montant total de 10.800 k€ ne pouvait être considérée comme définitive que pour autant que la société avait reçu, à la fois, la notification d'exercice y afférent et la totalité des fonds correspondants.

A la clôture de l'exercice précédent, les sommes versées par anticipation par les souscripteurs s'élevaient à 10 080 K€.

Le versement complémentaire permettant la réalisation définitive de l'augmentation de capital a été constaté le 4 juillet 2005, permettant de constater à cette date la totalité de l'augmentation de capital.

Pôle Environnement

L'unité de traitement des déchets de Beaucaire a débuté son activité le 2 novembre 2005 sans cependant rentrer dans le cadre de la délégation de service public consentie par le Syndicat Mixte Sud Rhône Environnement à la société Ecoval 30.

En effet, cette délégation de service public, signée le 5 juin 2001, se décompose en un bail emphytéotique et une convention d'exploitation. Ces deux actes sont indissociables l'un de l'autre et ont été conclus pour une durée de 18 ans à compter de la réception après achèvement des ouvrages à édifier dans le cadre dudit bail emphytéotique. A ce jour, les ouvrages n'ont pas été réceptionnés. De ce fait, bien que l'unité de traitement fonctionne et reçoive des déchets à traiter, la DSP ne produit pas encore ses effets.

Pôle Eolien

THEOLIA a signé le 25 novembre une lettre d'intention avec le développeur allemand Prowind en vue d'acquérir trois nouvelles centrales éoliennes en Allemagne. Ces trois centrales de production d'électricité totalisent une puissance de 28,5 MW :

- l'unité de Ladbergen, d'une puissance de 6 MW, en service depuis octobre 2005,
- l'unité de Saerbeck im Schlatt, d'une puissance de 8 MW, qui sera en service en juin 2006
- l'unité de Sedenhorst, d'une puissance de 14,5 MW, qui sera en service en septembre 2006.

Note 5 – Variation du périmètre de consolidation

Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2005, le périmètre de consolidation ne comprend, outre la société –mère, que des sociétés en intégration globale.

Ces sociétés, dont la liste exhaustive est reproduite en note 34 *Liste des sociétés du Groupe* de la présente annexe sont au nombre de 29 au 31 décembre 2005 et au 30 juin 2005.

Au 31 décembre 2004, le périmètre de consolidation comprenait, outre la société –mère, 13 sociétés intégrées globalement et 2 sociétés intégrées proportionnellement.

Acquisitions

Le groupe n'a procédé à aucune acquisition sur la période 1^{er} juillet 31 décembre 2005.

Cessions

Le groupe n'a procédé à aucune cession sur la période 1^{er} juillet 31 décembre 2005

Variation de pourcentage de contrôle

La société CS2M, antérieurement détenue à 99%, est, depuis le 01.10.05, détenue à 100% par suite du rachat de la part des minoritaires. Cela n'entraîne aucune conséquence significative sur les comptes au 31 décembre 2005.

Au 31 août 2005, Ventura a créé une société Holding, dénommée Royal Wind, et détenue à 80% par Ventura et à 20% par des minoritaires, en vertu des accords passés par Theolia lors du rachat de Ventura (cf note 29 *Engagements et passifs éventuels*). La société Royal Wind a elle-même racheté les sociétés CESAM et CEFF, antérieurement détenues à 100% par le Groupe. Il en résulte une variation de périmètre égale à 20% de la valeur des sociétés reclassées sous Royal Wind.

Note 6 – Écarts d'acquisition

Note 6.1 Principaux écarts d'acquisition			
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Société ou groupes	Année d'acquisition	31/12/2005	30/06/2005
SAEE	2003	352	352
SAEE	2005	-2	
SAPE	2003	484	484
SAPE	2005	-16	
ECOVAL	2004	6	6
CS2M	2003	2 397	2 397
CS2M	2005	2	
VENTURA	2005	17	17
SODETREX	2005	226	226
A+O	2004	109	109
Total		3 575	3 591
Note 6.2 Variation des écarts d'acquisition			
<i>en milliers d'euros</i>			
Écarts d'acquisition nets à l'ouverture		3 591	
Acquisitions		-16	
Cessions			
Reclassements autres			
Dépréciations			
Écarts d'acquisition nets à la clôture		3 575	

Note 7 – Immobilisations incorporelles

<i>en milliers d'euros</i>	R&D	Logiciels	Encours	Total
Valeur brute à l'ouverture	10	119	28 178	28 307
Variations de périmètre				0
Cessions				0
Acquisitions	280	4	1 931	2 215
Tranferts				0
Valeur brute à la clôture	290	123	30 109	30 522
Amortissements cumulés à l'ouverture	7	105		112
Variation de périmètre				0
Cessions				0
Amortissements	2	9		11
Tranferts				0
Amortissements cumulés à la clôture	9	114	0	123
Valeur nette comptable à l'ouverture	3	14	28 178	28 195
Valeur nette comptable à la clôture	281	9	30 109	30 399

Les acquisitions concernent les projets développés par Theolia, les sociétés supports de programme de Ventura et Theolia Environnement.

Note 8 – Immobilisations corporelles

<i>en milliers d'euros</i>	Terrains	Construct ions	Installations techniques	Autres	En cours et avances	Total
Valeur brute à l'ouverture	49	919	1 997	551	10 429	13 945
Variations de périmètre						0
Cessions						0
Acquisitions				26	10141	10167
Tranferts						
Valeur brute à la clôture	49	919	1 997	577	20 570	24 112
Amortissements cumulés à l'ouverture		513	820	349		1 682
Variation de périmètre						0
Dotations		32	93	34		159
Cessions						0
Autres						0
Amortissements cumulés à la clôture	0	545	913	383	0	1 841
Valeur nette comptable à l'ouverture	49	406	1 177	202	10 429	12 263
Valeur nette comptable à la clôture	49	374	1 084	194	20 570	22 271

Les acquisitions d'immobilisations corporelles concernent principalement :

- la construction des fermes éoliennes de CEFF (6 250 K€)
- la construction de la ferme éolienne de CESAM (1 430 K€)
- la construction de la centrale de traitement de déchets de Beaucaire (2 286 K€).

Note 9 - Autres actifs financiers non courants

- Variation

<i>en milliers d'euros</i>	
Valeur nette à l'ouverture	253
Augmentation	18
Remboursements	-1
Dépréciations	
Variations de périmètre	
Autres mouvements	
Valeur nette à la clôture	270

- Analyse

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Dépôts de garantie	90	73
Prêts		
Créances rattachées	180	180
Total	270	253

Note 10 - Stocks

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Valeur brute	193	383
Dépréciations	0	0
Valeur nette	193	383

Note 11 – Clients

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Valeur brute	2 991	1 076
Dépréciations	-379	-376
Valeur nette	2 612	700

Note 12 – Autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Fournisseurs débiteurs et avoirs à recevoir	818	1 194
Quote-part sur prêt non débloquent	451	4 059
Autres créances	1 145	256
Autres débiteurs	2 414	5 509

Note 13 – Autres actifs financiers courants (dont autres débiteurs)

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Créances fiscales	8 442	5 510
Créances sociales	16	11
Avances et acomptes	411	116
Charges constatées d'avance	325	201
Instruments dérivés actifs	86	0
Autres débiteurs	2 414	5 509
Valeurs des autres actifs courants	11 694	11 347

Note 14 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste disponibilités se ventile de la façon suivante :		
<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Valeurs mobilières de placement	10 174	14 388
Trésorerie	11 745	4 909
Total	21 919	19 297

Note 15 - Capitaux propres et intérêts minoritaires

Nombre d'actions en circulation

Au 31 décembre 2005, le capital est composé de 12 337 371 actions de 1 € de valeur nominale.

Il convient de noter que conformément à l'article 21 – 3 des statuts de la Société, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, soit de nationalité française, soit ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne

Synthèse au 31 décembre 2005 des bons de souscription d'actions souscrits ou exercés par les mandataires sociaux

Nom	Mandat	Nombre de BSA souscrits et date de souscription	Prix de souscription des BSA (€)	Prix d'exercice des BSA (€)	Nombre de BSA non exercés
Monsieur Jean-Marie Santander	Président du Directoire	- 320.000 BSA 1 souscrits le 30.12.2005 ; - 120.000 BSA 2 souscrits le 30.12.2003 ; - 120.000 BSA 3 souscrits le 30.12.2005 ; - 120.000 BSA 4 souscrits le 30.12.2003 ; - 120.000 BSA 5 souscrits le 30.12.2005.	0,001	2,06	8.000 BSA 1 (détenues par la SAS Colibri) 120.000 BSA3 120.000 BSA 4 120.000 BSA 5
Monsieur Gerard Leseur	Membre du conseil de surveillance	38.000 BSA 1 souscrits le 31.12.2003	0,001	2,06	0 BSA 1
Monsieur Lucien Ventre	Membre du conseil de surveillance	38.000 BSA 1 souscrits le 30.12.2003	0,001	2,06	38.000 BSA 1
Monsieur Denis Flores	Ancien membre du conseil de surveillance*	38.000 BSA 1 souscrits le 30.12.2003	0,001	2,06	27.000 BSA1
Monsieur Jacques Putzeys	Président du conseil de surveillance	250.000 BSA _{2004CS} le 29.09.2005	0,00485	4,85	215.000 BSA _{2004CS}
Monsieur Georgius Hersbach	Membre du conseil de surveillance	250.000 BSA _{2004CS} le 29.09.2005	0,00485	4,85	250.000 BSA _{2004CS}
Monsieur Jan Prins	Membre du conseil de surveillance	250.000 BSA _{2004CS} le 29.09.2005	0,00485	4,85	250.000 BSA _{2004CS}
Monsieur Marc Deschamps	Ancien membre du Directoire**	50.000 BSA _{2004CS} le 25.10.2005	0,00485	4,85	50.000 BSA _{2004CS}

* Monsieur Denis Flores a démissionné du conseil de surveillance le 19 mai 2004.

**Monsieur Marc Deschamps a démissionné du conseil de surveillance le 12 juillet 2005.

***Monsieur Pascal BERLU, ancien membre du Directoire par démission actée par le Conseil de Surveillance du 27 juillet 2004, ayant eu droit lors de l'assemblée générale du 19 décembre 2003 à 38.000 BSA 1, 5.000 BSA 3 et 5.000 BSA 4. Les BSA 3 et 4 ne pourront pas être exercés car ils ont été attribués sous condition d'exercer encore un mandat au sein de la Société au 1^{er} janvier 2006 pour les BSA 3 et 1^{er} janvier 2007 pour les BSA 4. Il lui reste à exercer 8.500 BSA 1 aujourd'hui.

En application des dispositions de la norme IFRS 2 relative aux rémunérations en actions, seuls les plans octroyés après le 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation en charges de personnel.

Note 16 - Résultat par action

Nombre moyen pondéré d'actions (milliers)	12 337	9 723
Résultat en euros par action	-0,29	0,00
Résultat net part du Groupe (milliers d'euros)	-3 544	41
Nombre moyen pondéré d'actions (milliers)	12 337	9 723
Ajustements liés aux options de souscription d'actions	1 252	1 628
Nombre moyen d'actions retenu pour la détermination du résultat dilué par action	13 589	11 351
Résultat dilué en euros par action	-0,29	0,00

Note 17 - Instruments financiers

- Valeurs d'inventaire et nominale des instruments dérivés

en milliers d'euros	Notionnel	Résultat financier	Capitaux propres
Instruments dérivés actifs	19 163	86	0
Instruments dérivés passifs	11 089	-22	0
		64	0

- Valeurs d'inventaire et valeur de marché des autres instruments financiers

	au 31 décembre 2005	
	Valeur d'inventaire	Valeur de marché
Titres de participation non consolidés	0	0
Autres actifs financiers non courants	270	270
Valeurs mobilières de placement	10 218	10 218
Emprunts bancaires	-21 541	-21 541
Autres instruments financiers	-11 053	-11 053

Note 18 - Dettes financières

- Endettement net (courant/ non courant)

	31/12/2005	30/06/2005
Emprunts auprès établissements de crédit	16 577	9 680
Emprunts obligataires (dont prime de non conversion)	1 791	1 751
Autres dettes financières diverses		
Dettes financières Long Terme	18 368	11 431
Emprunts auprès établissements de crédit CT	3 173	698
Emprunts obligataires		
comptes courants d'associés	164	10 239
Dettes financières diverses CT		
Instruments dérivés passifs	22	
Concours bancaires courants		2
Autres dettes financières diverses		
Dettes financières Court Terme	3 359	10 939
Dettes financières	21 727	22 370
Valeurs mobilières de placement	10 174	14 388
Disponibilités	11 745	4 909
Trésorerie	21 919	19 297
Trésorerie (Endettement) net	192	-3 073

- Analyse par nature de taux

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
taux fixe	9 955	20 019
taux variable	11 750	2 351
Instruments dérivés passifs	22	0
total	21 727	22 370

- Analyse par échéance

	31/12/2005	30/06/2005
moins d' 1 an	3 399	10 939
1 an à 5 ans	7 185	6 076
au-delà de 5 ans	11 143	5 355
Total	21 727	22 370

Emprunts et dettes financières

L'échéance des emprunts et dettes financières inscrits au bilan consolidé, s'établit comme suit :

				PRINCIPAL		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	FILIALE	TOTAL AU 31.12.2005	INT AU 31.12.2005	DETTE < 1 AN	1 AN < DETTE < 5 ANS	DETTE > 5 ANS
EMPRUNT OBLIGATAIRE SOPROME	THEOLIA	150 924.53	15 847.08	0.00	150 924.53	0.00
EMPRUNT OBLIGATAIRE	SODETRET	1 600 314.16	23 863.55	0.00	1 600 314.16	0.00
		1 751 238.69	39 710.63	0.00	1 751 238.69	0.00

				PRINCIPAL		
EMPRUNTS BANCAIRES	FILIALE	TOTAL AU 31.12.2005	INT AU 31.12.2005	DETTE < 1 AN	1 AN < DETTE <5 ANS	DETTE >5 ANS
ENTENIAL 11.270 KF	CS2M	834 286.14	36 138.23	360 774.38	473 511.76	0.00
ENTENIAL 5.700 KF	CS2M	492 280.65	18 277.54	182 467.97	309 812.68	0.00
ENTENIAL 9.660 KF	SAEE	973 333.84	23 075.61	309 235.18	664 098.66	0.00
EMPRUNT VOLVO	VENTURA	4 422.09	0.00	4 422.09	0.00	0.00
CREDIT AGRICOLE 6.000 K€	ECOVAL 30	6 000 000.00	2 925.69	0.00	1 244 207.57	4 755 792.43
SOCIETE GENERALE 2.000 K€	ECOVAL 30	2 000 000.00	0.00	136 096.40	1 192 374.02	671 529.58
RBS RENOUVELABLE 1	CEFF	1 950 000.00	2 518.54	1 950 000.00	0.00	0.00
RBS TRANCHE A 1	CEFF	7 400 000.00	12 024.18	134 680.00	1 549 560.00	5 715 760.00
		19 654 322.72	94 959.79	3 077 676.02	5 433 564.69	11 143 082.01

Emprunt obligataire convertible Theolia

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 mars 2001, THEOLIA a émis au profit des sociétés SAMENAR et SOPROMECE un emprunt obligataire convertible de 249.254 € divisé en 5.450 obligations convertibles de 45,73 € chacune, ramenées par la suite à la valeur 2.8226 € pour un total de 88 304 obligations.

Au 31 décembre 2005, SAMENAR a converti la totalité de ses obligations.

SOPROMECE a cédé ses 53 469 obligations à la SAS Ginko, société présidée par Monsieur Jacques Bucki qui les a converties le 16 janvier 2006.

Emprunt obligataire convertible Ecoval 30

L'assemblée générale extraordinaire du 5 mai 2004 de Sodetrex a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire de 2 500 030 € divisé en 10 848 obligations convertibles en actions de 230.46 € de valeur nominale.

La durée de souscription qui initialement cours du 15/04/2004 au 31/12/2004, a été prorogée jusqu'au 30 juin 2005 après obtention de l'accord unanime des obligataires.

Les obligations seront convertibles en actions après le 01/07/2009.

A la clôture de l'exercice précédent, l'emprunt était intégralement souscrit, et 899 714 € ont été souscrits par Theolia. La dette vis à vis des tiers se limite donc à 1 600 314 €.

Cet emprunt obligataire prévoit le versement d'une prime de non conversion de 1 % l'an au moment du remboursement des obligations. Au 31 décembre 2005, les sommes à verser à ce titre sont provisionnées à hauteur de 23 863 €.

Emprunts CS2M - SAEE

La société CS2M a contracté, auprès du Comptoir Des Entrepreneurs, aujourd'hui Entenial, le 27 octobre 1999, deux emprunts d'un montant total de 2 587 059.82 € destinés à financer l'acquisition des titres des sociétés SAEE et SAPE. Le même jour, la société SAEE a contracté un emprunt de 1 472 657.51€ destiné à financer le

remboursement anticipé d'un contrat de location financière consenti par la société SLIBAIL, en vue du financement du matériel de la centrale d'énergie.

Ces emprunts ont été contractés au taux variable de Euribor 3 mois +1.5% pour une durée totale de 10 ans et deux mois, la dernière échéance éyant fixée au 31.12.2009.

Emprunts Ecoval 30

La société Ecoval 30 a contracté le 27 juin 2005 deux emprunts auprès de la Société Générale et du Crédit Agricole.

- Le prêt souscrit auprès du Crédit Agricole est d'un montant de 6 millions d'euros, amortissable en 15 ans (échéances trimestrielles) dont 4 échéances avec différé d'amortissement d'un montant de 70.500 € et 56 échéances de 146 837,18 € dont intérêts payables à terme échu. Ce prêt a été débloqué à 100 % au 31 décembre 2005.

- Le prêt souscrit auprès de la Société Générale est d'un montant de 2 millions d'euros, amortissable en 84 mensualités : dont une période de différé d'amortissement de six mois, suivie de 78 mensualités égales et consécutives de 29 161,11 € dont intérêts payables à terme échu. Ce prêt a fait l'objet d'un déblocage partiel pour un montant de 1 548 546 € au 31 décembre 2005. Le solde a été tiré en janvier 2006.

Emprunts CEFF et CESAM

Dans le cadre de la construction de la centrale autonome éolienne de Séglien (« CESAM Séglien ») et de la centrale autonome éolienne de Fonds de Fresne (« CEFF »), la Royal Bank of Scotland (« RBS ») a accordé, le 13 septembre 2005, un crédit aux sociétés CESAM Séglien et CEFF composé des dettes suivantes :

- CEFF : dette senior de 11 millions d'euros sur 15 ans (au taux variable Euribor 6 mois + 1,30 % ayant fait l'objet d'une couverture portant ce taux à un taux fixe de 4,80 %) et dette mezzanine de 650 K€ sur 10 ans (au taux variable de Euribor 6 mois + 4 % ayant fait l'objet d'une couverture portant ce taux à un taux fixe de 7,80 %) ;

- CESAM Séglien : dette senior de 8,4 millions d'euros sur 15 ans (au taux variable de Euribor 6 mois + 1,30 % ayant fait l'objet d'une couverture portant ce taux à un taux fixe de 4,80 %) et dette mezzanine de 600 K€ sur 10 ans (au taux variable de Euribor 6 mois + 4 % ayant fait l'objet d'une couverture portant ce taux à un taux fixe de 7,80 %).

Le contrat conclu avec RBS prévoit des audits complémentaires au terme desquels le montant de ces emprunts serait ajusté.

Ainsi, le montant de la dette senior est désormais de 10.999 K€ pour CEFF et 8,2 millions d'euros pour CESAM Séglien. Le montant de la dette mezzanine est désormais de 604 K€ pour CEFF et 460 K€ pour CESAM Séglien.

Selon les termes de cet emprunt bancaire, il est prévu que le prêteur pourra demander le remboursement anticipé du prêt dans certains cas, dont notamment :

- si un des emprunteurs n'a pas conclu avec EDF un contrat d'accès un contrat d'achat d'électricité ou un contrat d'exploitation EDF au titre de sa ferme éolienne dans les 6 mois à compter de la date d'achèvement technique ;

- si un des emprunteurs abandonne ou suspend (en tout ou partie) son projet de construction d'une ferme éolienne ou l'exploitation de sa ferme éolienne pendant plus de 90 jours ;

- si l'une des sociétés exploitant une ferme éolienne ne respecte pas certains ratios financiers (EBITDA sur charges financières seniors ou sur charges financières totales devant être égal à 1.05) à l'une quelconque des dates de test .

A cet égard, à l'issue de la période de construction d'une ferme éolienne, chaque société exploitant une ferme éolienne devra constituer un compte de réserve d'un montant égal à 6 mois de capital + intérêts (pour CESAM Séglien : 273.000 € ; pour CEEF : 487.000 €). Le montant de ces comptes de réserve s'ajoutera au budget de construction et sera en conséquence préfinancé par la société d'exploitation et le prêteur (selon les mêmes ratios de dette / capital social retenus pour chaque ferme éolienne).

Ce compte de réserve vise à servir de sécurité à la banque prêteuse dans l'hypothèse où la société d'exploitation ne respecterait pas les ratios financiers indiqués ci-dessus lors d'une constatation effectuée chaque semestre. A l'issue du financement, la Société aura la libre disposition des fonds déposés sur le compte de réserve.

A l'initiative du Groupe et avec un préavis de deux mois, il peut être procédé sans pénalité à un remboursement anticipé des sommes empruntées. A aucun moment le montant du remboursement ne pourra être inférieur à 500.000 €.

Au 31 décembre 2005, seul l'emprunt senior de CEEF a été débloqué et ce pour un montant total de 9 350 000 €.

Emprunts garantis par THEOLIA :

au 31/12/2005

Caractéristiques des titres émis ou des emprunts contractés	Taux fixe ou taux variable	Montant global des lignes en K€	Échéances	Existence ou non de couverture
Emprunt Entenial / CS2M	Taux variable : EURIBOR 3 mois + 1,50 %	1.718 ⁽¹⁾	31/12/2009	non
Emprunt Entenial / acquisition des actions de SAEE	Taux variable : EURIBOR 3 mois + 1,50 %	869 ⁽¹⁾	31/12/2009	non
Emprunt Entenial / acquisition du matériel de SAEE	Taux variable : EURIBOR 3 mois + 1,50 %	1.472 ⁽¹⁾	31/12/2009	non
Emprunt Ecoval 30 SG	Taux fixe : 4 %	2.000 ⁽²⁾	2012	non
Emprunt Ecoval 30 CA	Taux fixe : 4,70 %	6.000 ⁽³⁾	2020	non
Emprunt RBS (CEEF)	Taux variable : EURIBOR 6 mois + 1,30 %	Dette senior ⁽⁴⁾ : 10.999	2020	Oui : fait l'objet d'un swap : taux fixe de 4,80 %
	Taux variable : EURIBOR 6 mois + 4 %	Dette mezzanine : 604	2015	Oui : fait l'objet d'un swap : taux fixe de 7,80 %
Emprunt RBS (CESAM Séglien)	Taux variable : EURIBOR 6 mois + 1,30 %	Dette senior : 8.286	2020	Oui : fait l'objet d'un swap : taux fixe de 4,80 %
	Taux variable : EURIBOR 6 mois + 1,30 %	Dette mezzanine : 460	2020	Oui : fait l'objet d'un swap : taux fixe de 7,80 %

⁽¹⁾ Ces emprunts ont été intégralement utilisés au 30 juin 2005.

⁽²⁾ Cet emprunt a été tiré à hauteur de 1.548.546 € au 31 décembre 2005.

⁽³⁾ Cet emprunt a été intégralement tiré au 31 décembre 2005.

⁽⁴⁾ Au 31 décembre 2005, cet emprunt a été tiré à hauteur de 9,350 millions d'euros.

Emprunts ne faisant pas l'objet d'une garantie par THEOLIA :

au 31/12/2005

Caractéristiques des titres émis ou des emprunts contractés	Taux fixe ou taux variable	Montant global des lignes en K€	Échéances	Existence ou non de couverture
Emprunt obligataire convertible THEOLIA	Taux fixe : 6 %	3.300 OCA représentant 151 K€	31/03/2007 et 31/03/2008	non
Emprunt obligataire convertible Sodetrex	Taux fixe de 9 % par an + prime de non conversion de 1 %	10.848 OCA représentant 2.500 K€	30/06/2009	THEOLIA détient 4.205 obligation Sodetrex pour un montant global de 900 K€

Note 19 - Provisions pour retraites et avantages assimilés

- Composantes de la charge de l'exercice

	31/12/2005	30/06/2005
Coût des services rendus (coût normal)		
Charge d'intérêt (Interest cost)		
Charges de retraites	38	30

Le coût des services rendus est comptabilisé en charges de personnel, et la charge d'intérêt est comptabilisée en charges financières

- Variation de la provision

Provision à l'ouverture	30
Charge de l'année	8
Prestations ou cotisations payées par l'employeur	
Variation de périmètre	
Provision à la clôture	38

- Principales hypothèses actuarielles

	31/12/2005	30/06/2005
Taux d'actualisation	4,00%	4,00%
Evolution des salaires	5,00%	5,00%
Table de mortalité	INSEE 98	INSEE 98
Age de départ	60 ans	60 ans
Modalités de départ	volontaire	volontaire

Note 20 - Autres provisions

Provisions non courantes				
<i>en milliers d'euros</i>	Social	Fiscal	Autres litiges exploitation	Total
Solde à l'ouverture	30			30
Dotations	8			8
Utilisations				0
Reprises				0
Reclassements, variations de périmètre				0
Effet d'actualisation				0
Solde à la clôture	38	0	0	38
Provisions courantes				
<i>en milliers d'euros</i>	Fiscal et social	Autres litiges exploitation	Total	
Solde à l'ouverture		148	148	
Dotations			0	
Utilisations			0	
Reprises		-64	-64	
Reclassements, variations de périmètre			0	
Effet d'actualisation			0	
Solde à la clôture	0	84	84	

Notre 21 – Fournisseurs et autres créiteurs

<i>En milliers d'Euros</i>		
	31/12/2005	30/06/2005
Fournisseurs et comptes rattachés	15 361	11 430
Total	15 361	11 430

Note 22 - Autres dettes et comptes de régularisation

Dettes fiscales et sociales		
	31/12/2005	30/06/2005
Dettes fiscales	317	651
Dettes sociales	481	592
TVA	3 730	3 510
Total	4 528	4 753
Autres dettes		
	31/12/2005	30/06/2005
Autres dettes	105	Classé en Fourn.
Produits constatés d'avance	632	Classé en Fourn.
Total	737	0

Note 23 –Autres produits et charges d'exploitation

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Retraitement IFRS 2 (BSA octroyés aux membres du Conseil de Surveillance)	-2 048	-411
Autres charges d'exploitation		-1
Autres produits d'exploitation	9	6
Total	-2 039	-406

Note 24 -Charges de personnel

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Salaires & traitements	1 222	713
Charges sociales	522	282
BSA Octroyés au personnel	81	231
Engagements de retraite	8	15
Autres charges de personnel		
Charges de personnel	1 833	1 241

Note 25 - Autres charges et produits opérationnels

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Pénalités sur marchés	-166	0
Redressement fiscal	0	-214
Abandon dettes/créances		452
Litiges	-238	-4
Acquisitions projets éoliens		117
Dépréciations	-25	-54
Autres charges et produits opérationnels	156	59
Total	-273	356

Note 26 -Résultat financier net

- Analyse du poste

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Produits d'intérêts		5
Charge d'intérêts	-24	-222
Revenus d'obligations		11
Plus ou moins-values de cession de titres de placement	83	81
Coût de la dette financière nette	59	-125
Actualisation des engagements de retraite		
Valorisation des swaps	63	
Intérêts/comptes courants débiteurs	5	
Résultat financier	127	-125

- Détail des autres charges et produits financiers

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Dividendes perçus de sociétés non consolidées		
Produits de valeurs mobilières		
Autres charges et produits financiers		19
Autres (dotations) / reprises de provisions financières		
Total "Autres produits et charges financières"	0	19

Note 27 -Impôts sur les résultats

- Analyse de la charge d'impôt

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Impôts courants	0	-204
Impôts différés	111	933
Impôt sur les résultats (Produits)	111	729

- Variation des impôts différés actifs

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Solde à l'ouverture	460	0
Charge (produit)	88	460
Variation de périmètre	-80	
Effet des variations de taux		
Capitaux propres et autres	-175	
Solde à la clôture	293	460

- Nature des impôts différés

Actifs

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Immobilisations incorporelles	68	65
Immobilisations corporelles	208	363
Stocks		
Instruments financiers		
Autres actifs	17	
Reports fiscaux		32
Provisions pour engagements de retraites		
Autres provisions		
Autres passifs		
Total	293	460

Passifs

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Immobilisations incorporelles	5 105	5 425
Immobilisations corporelles	188	183
Stocks		
Instruments financiers	21	
Autres actifs		49
Total	5 314	5 657

- Utilisation de déficits

<i>en milliers d'euros</i>	Ouverture	Déficit générés sur la période	Utilisation de déficits	Autres mouvements	Clôture
Impôts différés actifs sur déficit	32			-32	0
Non reconnus à l'origine					0
Déficits fiscaux dépréciés					0
Total	32	0	0	-32	0

- Actifs d'impôt non comptabilisés

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
Sans limite	-1 933	-1 535
Total	-1 933	-1 535

Note 28 - Rémunération des dirigeants

Rémunération des membres de la Direction générale et du Directoire		
<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2005	30/06/2005
- avantages à court terme	398	555
- avantages postérieurs à l'emploi	0	0
- indemnités de fin de contrat de travail	77	0
- paiements en actions	81	231
	556	786

Note 29 - Engagements et passifs éventuels

Engagements de Theolia SA

Option de remboursement de l'emprunt obligataire par conversion en actions

Les propriétaires d'obligations ont la faculté d'obtenir le remboursement dudit emprunt par conversion en actions de la Société THEOLIA libérées par voie de compensation avec leurs créances obligataires. Cette option peut s'exercer à tout moment à raison d'une action pour une obligation. Les obligations seront amorties au plus tard le 31 mars 2007 pour la tranche A et le 31 mars 2008 pour la tranche B.

Le nombre d'actions maximum pouvant ainsi être créé à ce titre, s'élève à 88 304 actions.

Au cours de l'exercice, les obligations souscrites par la société SAMENAR ont été converties en actions. A la clôture de l'exercice, le nombre d'obligations convertibles est donc de 53 469.

SOPROMECC a cédé ses 53 469 obligations à la SAS Ginko, société présidée par Monsieur Jacques Bucki qui les a converties le 16 janvier 2006

Reprise du fonds Naturem

Par jugement du 21/03/05, le Tribunal de Commerce de Marseille a ordonné la cession du fonds de commerce de la société SAS Naturem au profit de THEOLIA pour la somme de 180 000 €. Au 31 décembre, le fonds est exploité dans le cadre d'un contrat de location gérance d'une durée maximale d'un an. Il a été acquis par la société Naturem Environnement (ex-Theolia Environnement) en date du 7 mars 2006.

Financement de l'activité Éolienne

La société a conclu le 16 mai 2005, un protocole d'accord avec les associés minoritaires de la SA Ventura. Cet accord prévoyait notamment la transformation de la SA Ventura en SAS au plus tard le 31 décembre 2005 et fixe les principes de collaboration entre THEOLIA et sa filiale. Les principales caractéristiques de cette collaboration sont les suivantes :

- Tous les projets éoliens du Groupe, en ce compris les projets d'acquisition, actuels ou futurs, seront développés et construits par la SA Ventura, et ce, dans les limites du business plan établi chaque année; A cette fin, la société Ventura établira chaque année avec le concours de THEOLIA un business plan délimitant le nombre et l'ampleur des projets envisagés et déterminant le montant des fonds propres correspondants à apporter par THEOLIA. Ce business plan sera arrêté par le Directoire de THEOLIA et approuvé par le Conseil de surveillance de THEOLIA
- THEOLIA SA s'engage à apporter les fonds nécessaires à sa filiale pour le financement de l'activité éolienne (dans la limite des conditions définies par l'accord) ;
- Pour chaque projet de ferme éolienne s'inscrivant dans le cadre du business plan sus visé, une SAS ad hoc sera constituée et détenue, soit directement soit via une holding, à hauteur de 80 % par Ventura SA et à hauteur de 20 % par messieurs Guyot, Bouffard et De Saint Jouan (actionnaires minoritaires au 31/12/2005). A ce jour, la transformation en SAS de Ventura n'a pas été réalisée.

Soutien au développement des activités de A+O

Dans le cadre de son soutien au développement des activités de A+O, Theolia s'est porté caution auprès de la BFCC pour une somme globale maximale de 140.000 €. Theolia s'est également porté caution au profit du Crédit Agricole pour un montant de 625 349 €. Cette somme constitue une garantie de restitution de l'acompte de 625 349 € perçu par A+O dans le cadre du marché Vignerons du Gerland.

Engagements de Ventura SA

- La société a signé deux contrats pour la réalisation « clé en mains » des centrales éoliennes de Séglien et de Fonds de Fresnes.

- La société a également conclu des contrats de développement de projets avec ses 12 filiales support de programme.

Engagements de A + O SAS

- La société est engagée dans la réalisation de différentes unités de traitement des eaux usées et notamment de la commune de Cabriès dans les Bouches du Rhône.

- Dans le cadre du développement du Groupe, la société a signé un contrat « clé en mains » ayant pour objet la réalisation de l'usine de traitement des déchets dont ECOVAL 30 est le propriétaire.

Engagements du sous-groupe CS2M

- Nantissement des parts sociales CS2M au profit de la Société ENTENIAL (anciennement Comptoir des Entrepreneurs) en garantie du paiement des emprunts souscrits pour l'acquisition des titres SAE et SAPE. Ce nantissement cessera au complet remboursement des emprunts garantis.

- La société THEOLIA s'est portée caution solidaire de la société CS2M envers la société ENTENIAL en garantie du paiement des concours consentis par cette dernière.

Engagements du sous-groupe Sodetrex

- En garantie des prêts accordés à Ecoval 30 dans le cadre du financement de la construction de l'usine de Beaucaire, les engagements suivants ont été souscrits :

- THEOLIA s'est portée caution personnelle et solidaire à l'acte de prêt à hauteur du montant du prêt en principal auquel s'ajoutent tous intérêts frais et accessoires.

Avec l'accord à l'acte du syndicat des communes, la société ECOVAL 30 affecte et hypothèque spécialement au profit de la banque, qui accepte, le droit au bail emphytéotique administratif sur le terrain sis sur la commune de BEAUCAIRE ainsi que toutes parties des immeubles construits ou à construire, améliorations et matériels par destination, étant spécifié à cet égard qu'est reconnu par l'emprunteur immeuble par destination tout le matériel qui sert et servira à l'exploitation de son fonds de commerce.

Litiges

Il n'existe pas, à la connaissance de la société, de litige susceptible d'affecter d'une façon significative l'activité, les résultats ou la situation financière du groupe.

Note 30 - Engagements au titre des contrats de location

- Contrats de location simple

Locations simples	locations terrains	locations immobilières	Matériel technique	Flotte automobile	Matériel de bureau
Loyers minimum relatifs à des contrats non annulables dûs					
à moins d'un an	74	107	4	114	12
à plus d'un an à 5 ans	328	353	1	137	27
à plus de 5 ans	1 598				
Total des engagements (non actualisés)	2 000	460	5	252	39

Analyse des dépenses de location comptabilisées en charge sur la période :

	31/12/2005	30/06/2005
Charge de location	252	180
dont		
- paiements minimaux		
- loyers conditionnels		
- revenus de sous locations reçus		

- Description des principaux contrats

Les principaux contrats de location consistent en des baux de location de bureaux, des locations longue durée de véhicules et des baux emphytéotiques de 30 ans sur la location de terrains de fermes éoliennes.

Note 31 - Information sectorielle

31/12/2005 (en milliers d'euros à l'exception des effectifs)				
Compte de résultat	Energie	Environnement	Autres activités et éliminations	total
Chiffre d'affaires	632	3 671	2 138	6 441
Ventes inter activités	-7	-2 107	-2 113	-4 227
Total	625	1 564	25	2 214
Résultat opérationnel courant	1 060	-190	-4 438	-3 568
Dépréciations				0
Autres produits et charges opérationnels	0	-25	-248	-273
Resultat opérationnel	1 060	-215	-4 686	-3 841
Quote part dans les résultats des entreprises associées				0
Bilan				
Actifs sectoriels	51 281	23 590	14 440	89 311
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	<i>24 627</i>	<i>5 455</i>	<i>317</i>	<i>30 399</i>
Actifs non alloués	3 779	137	0	3 916
Total des actifs consolidés	55 060	23 727	14 440	93 227
Passifs sectoriels	27 233	17 472	3 045	47 750
Passifs non alloués	33	5	0	38
Total des passifs consolidés	27 266	17 477	3 045	47 788
Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9 686	2 509	187	12 382
Effectifs moyens (ETP)	24	13	15	52

Note 32 - Événements postérieurs à la clôture

Depuis le 31 décembre 2005, les événements majeurs suivants se sont produits, qui auront dans le futur un impact sur les comptes du Groupe et doivent à ce titre être mentionnés dans l'annexe.

Augmentations de capital

Une augmentation de capital par émission de 2.779.898 actions nouvelles de nominal 1€ émises à 9 € a été réalisée en date du 1^{er} mars 2006 pour un montant total de 25. 019.082 €.

Une autre augmentation de capital, réservée, a été réalisée en date du 14 avril 2006, pour un montant total de 29.999.790 € représentant 3.333.310 actions nouvelles de nominal 1€ émises à 9 €.

Modification du régime d'administration de la société- mère.

Une A.G.E. du 14 avril 2006 a modifié le mode de gouvernance de la société Theolia, désormais administrée par un Conseil d'Administration et non plus par un Directoire et un Conseil de Surveillance.

Eolien en France

La Centrale Eolienne de Fonds de Fresne d'une capacité de 10MW a été mise en service le 30 mars 2006, avec un contrat EDF provisoire. La mise en exploitation définitive, dès la date d'achèvement, devrait avoir lieu en mai 2006.

Theolia Iberica SL

Theolia SA, via sa filiale à 100% Theolia Holding SAS, a procédé au rachat de 80% de la Société Kylosovamen SL de droit espagnol ayant son siège social à Barcelone pour un montant de 3.560 € en date du 31 mars 2006.

La participation minoritaire de 20% est détenue par Blue Green Capital.

Le 31 mars 2006, cette Société a modifié sa dénomination sociale pour devenir Theolia Iberica SL, a acté la démission de l'administrateur unique et a procédé à la nomination de trois nouveaux administrateurs (Messieurs J.M. Santander, J.P. Ingrassia et M. Ballandras).

Deux lettres d'intention ont d'ores et déjà été signées sur le projet Almeria (58 MW) ainsi que sur le projet Bilbao (éoliennes).

Theolia Benelux

Lors de l'assemblée générale du 24 février 2006, Energo a procédé à une augmentation de capital essentiellement réservée à Theolia qui y a souscrit à hauteur de 1.983.450 euros. Le capital a été augmenté de 1.680.900 € à 3.858.950 € et l'assemblée a également décidé de changer le nom Energo en Theolia Benelux.

Le capital de Theolia Benelux. est désormais réparti de la façon suivante :

- Theolia SA (France) : 56.67%
- Anciens actionnaires de Energo : 37.77%
- AEK : 5.56%

Les nouveaux projets en cours sont des projets dans le domaine de la biomasse et de la cogénération.

Une lettre d'intention a été signée pour 3 différents projets :

- Projet Valorbois, Projet I:

Réalisation clef en main de l'unité RECYWOOD : 1 600 000 €

Réalisation clef en main de l'unité VALORBOIS : 7 900 000 €

Total de l'investissement : 9 500 000 €

Montant minimum des fonds propres apportés à raison de 100% par THEOLIA : 1 425 000 €,

Cette hypothèse est basée sur un apport en fonds propres de 15 %

-Projet Valbois, Projet II:

Réalisation clef en main de l'unité VALBOIS : 8 100 000 €

Montant minimum des fonds propres apportés à raison de 100% par THEOLIA : 1 215 000 €

Cette hypothèse est basée sur un apport en fonds propres de 15 %

- Projet Valflandres, Projet III :

Ce projet est comparable au projet Valorbois, sous réserve de l'actualisation des prix en fonction de la date de début de construction.

Granit SA

En vue de concentrer ses potentiels humain et financier sur la production d'électricité à partir des énergies renouvelables et de donner au Groupe une dimension européenne, Theolia a décidé de filialiser son activité environnementale en l'apportant au Groupe Suisse Granit SA, ainsi qu'il a été indiqué dans le prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro 06-029 en date du 31 janvier 2006.

Après 14 mois de négociations, Theolia décidait donc d'apporter au Groupe Granit son activité environnementale (composée des sociétés Sodetrex, Ecoval 30 et A+O) de tri-compostage des déchets

ménagers (unité de Beaucaire disposant d'une capacité de traitement de 70.000 tonnes annuelles) et de conception-réalisation d'unités de traitement des eaux résiduaires urbaines et industrielles.

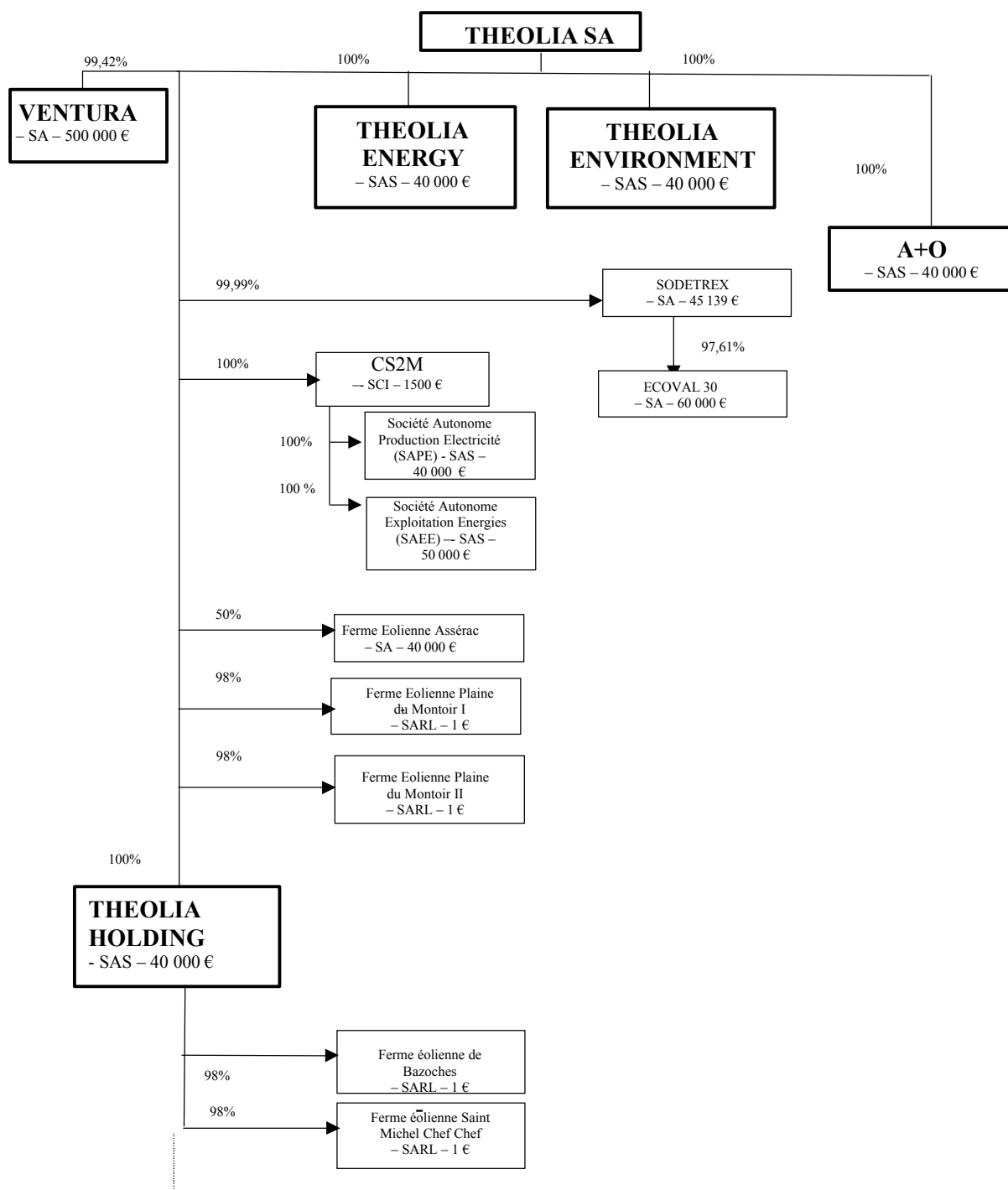
Sur la base d'une évaluation indépendante et contradictoire, et après de nombreuses négociations, THEOLIA a, le 28 février 2006, apporté son activité environnement au Groupe GRANIT et participé à une augmentation de capital de GRANIT SA

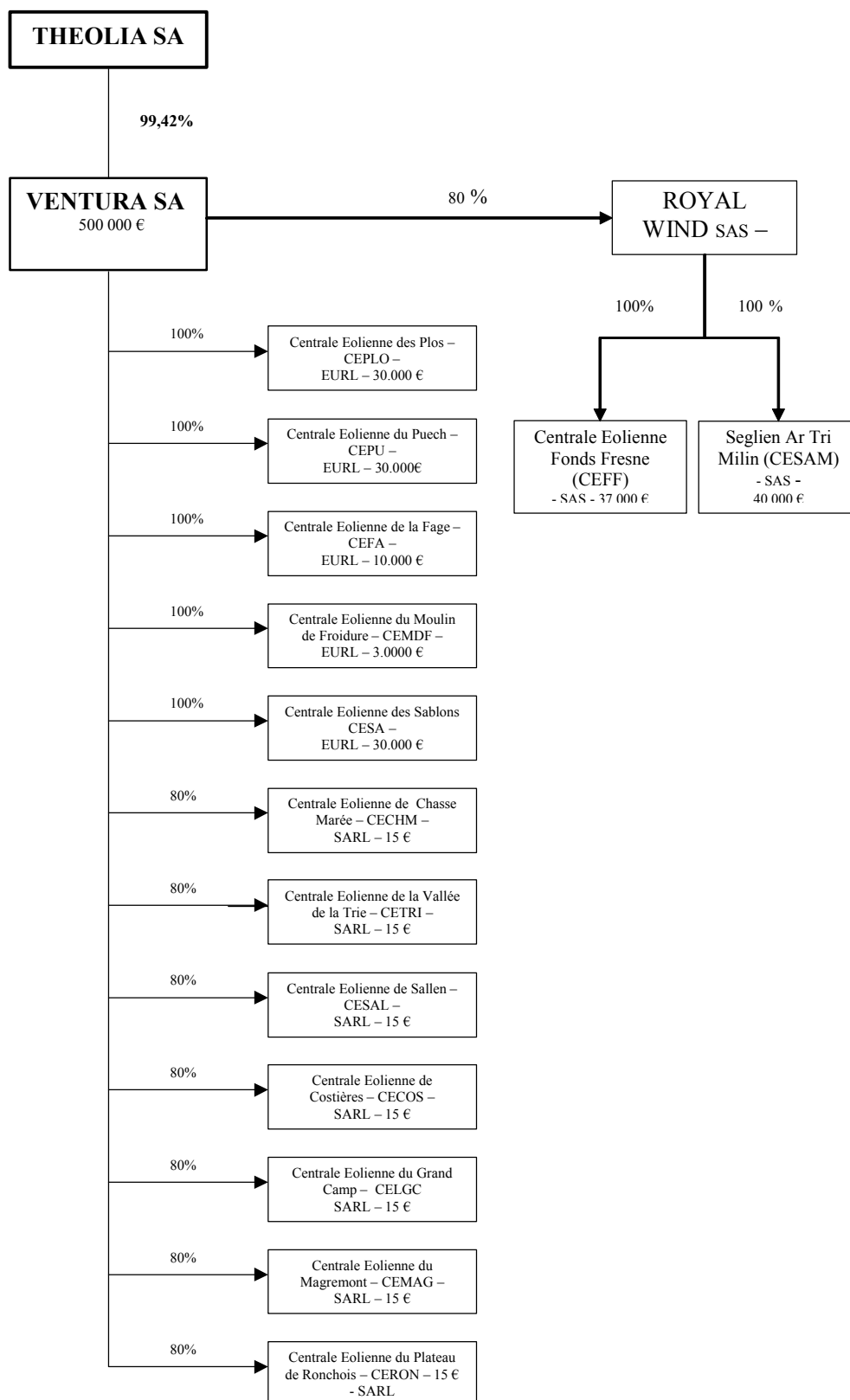
Depuis le 28 février 2006, THEOLIA détient 60% du capital de GRANIT SA qui est désormais de 28.050.000 Francs Suisses.

Evolutions Réglementaires

Enfin, le cadre réglementaire des activités environnementales est susceptible de changer prochainement. En effet, dans son discours de clôture des Assises des déchets de la Baule du 21 septembre 2005, Nelly OLIN, Ministre de l'Ecologie et du développement durable, a annoncé que le Gouvernement avait décidé d'augmenter de 50 % le tarif de rachat de l'électricité produite à partir du biogaz de décharge ou de méthanisation pour favoriser la méthanisation et la récupération d'énergie.

Note 33 - Organigramme du Groupe





Note 34 -Liste des sociétés du Groupe

Le périmètre de consolidation retenu au 31 décembre 2005 est le suivant :

Sociétés	Siège social	% de contrôle	Méthode de consolidation
SA THEOLIA			Société mère
SAS A+0		100,00	Intégration globale
SARL Plaine du Montoir 1		98,00	Intégration globale
SARL Plaine du Montoir 2		98,00	Intégration globale
SA THEOLIA Environnement		100,00	Intégration globale
SAS THEOLIA Energy		100,00	Intégration globale
SAS CEFF		100,00	Intégration globale
Ferme éolienne d'ASSERAC		50,00	Intégration globale
SAS THEOLIA Holding		100,00	Intégration globale
Ferme éolienne de BAZOCHES		98,00	Intégration globale
Ferme éolienne de SAINT MICHEL		98,00	Intégration globale
Ferme éolienne de SEGLIEN		100,00	Intégration globale
SA Sodetrex		99,99	Intégration globale
SA Ecoval 30		95,00	Intégration globale
SCI CS2M		100,00	Intégration globale
SA SAE		98,60	Intégration globale
SA SAPE		98,60	Intégration globale
SAS ROYAL WIND		80,00	Intégration globale
SA VENTURA		99,42	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne du Magremont</i>		80,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne de la Vallée de la Trie</i>		80,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne de Chasse Marée</i>		80,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne de Sallen</i>		80,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne du Plateau de Ronchois</i>		80,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne du Grand Camp</i>		80,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne des Costières</i>		80,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne des Plos</i>		100,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne du Puech</i>		100,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne de la Fage</i>		100,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne du Moulin de Froidure</i>		100,00	Intégration globale
<i>Sarl Centrale Eolienne des Sablons</i>		100,00	Intégration globale

20.6. Informations financières intermédiaires et autres

Il n'est pas survenu, depuis la fin du dernier exercice, de changement significatif dans la situation financière ou commerciale du Groupe, pour lequel des états financiers vérifiés ou des états financiers intermédiaires ont été publiés.

20.7. Politique de distribution des dividendes

20.7.1 Dividende global

La Société n'a pas versé de dividende au cours des trois derniers exercices.

20.7.2 Politique future de dividendes

Le paiement de dividendes dépendra principalement des résultats dégagés par la Société, de sa situation financière, de sa politique d'investissement et de la réduction de sa dette.

20.7.3 Délai de prescription des dividendes

Les dividendes non réclamés sont prescrits au profit de l'État à l'issue d'un délai de cinq ans à compter de leur mise en paiement.

20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

20.8.1 Litiges résolus impactant l'exercice 2004-2005

➤ THEOLIA

- Un contentieux existant avec la banque KBL France (inscription au Marché Libre) a conduit la société à de nombreuses procédures. L'accord transactionnel du 31.12.04 a permis de solder l'ensemble du contentieux pour un montant forfaitaire et définitif de 285 000 €. Cette transaction a permis un désendettement de 257 317 €.

Si l'on considère les intérêts courus sur le second semestre 2004 au taux de 4 %, représentant un montant de 5 150 €, le montant total de la dette comptabilisée au 31.12.04 est égal à 285 289 €. Ce montant est très proche de l'indemnité transactionnelle versée au 31.12.04.

- Plusieurs contentieux existaient avec les journaux (Le Monde, Les Echos, La Tribune, Investir, Boursorama,) et étaient liés à la collaboration avec la société de communication Valefi. Aujourd'hui, tous les contentieux ont été soldés et ces procédures ont permis au Groupe de constater plus de 80.000 euros de produits exceptionnels dus aux abandons par les journaux des sommes contestées. Ces contentieux n'ont pas altéré les relations entre THEOLIA et ces journaux qui continuent à collaborer avec le Groupe.

➤ CS2M et SAEE

La société CS2M a contracté, auprès du Comptoir Des Entrepreneurs, aujourd'hui Entenial, le 27 octobre 1999, deux emprunts d'un montant total de 2 587 059.82 € destinés à financer l'acquisition des titres des sociétés SAEE et SAPE. Le même jour, la société SAEE a contracté un emprunt de 1 472 657.51€ destiné à financer le remboursement anticipé d'un contrat de location financière consenti par la société SLIBAIL, en vue du financement du matériel de la centrale d'énergie.

Un désaccord est né entre CS2M et la société Entenial sur le solde de l'échéance due au 31 décembre 2002. En effet, la société conteste le décompte d'intérêts fourni par la société Entenial à l'appui de son avis d'échéance.

Ce différend ayant entraîné des retards de règlement, la société Entenial, en application de l'article 18 de la convention de crédit, a prononcé la déchéance du terme (courrier du 9 janvier 2004) ce qui rend les sommes dues immédiatement exigibles. Soit :

- Capital : 2.114.540,72 € au 31 décembre 2004
- Intérêts et accessoires : 241.497 € au 31 décembre 2004 à parfaire

Le taux d'intérêt est calculé sur la base de la valeur de l'EURIBOR 3 mois augmenté de la marge appliquée par Entenial et de la majoration de retard.

Une transaction globale a été conclue les 31 mai 2004 et 30 juin 2005 et met un terme au contentieux opposant la société SAEE et la société CS2M à la société Entenial, celle-ci ayant renoncé à la déchéance du terme des prêts consentis à la société CS2M le 27 octobre 1999.

➤ SAEE

La provision pour litiges correspond à la contestation de factures émises à l'encontre de la société SAEE. En effet, un certain nombre de prestataires ont facturé cette société au regard de la réalisation de prestations dont le destinataire réel est en fait la société PMB Entreprise.

Ces prestataires n'étant pas des fournisseurs de la société SAEE, il n'y a pas eu lieu d'inscrire les sommes réclamées en dettes.

En revanche la situation litigieuse impose la constitution d'une provision pour faire face aux risques nés de cette contestation.

Le montant total des réclamations fournisseurs s'élevait à 440 500 €.

Au 30 juin 2004, les règlements effectués s'élèvent à 213.140 €. Le solde, soit 227.361 € a donc été maintenu en provision pour litiges.

Il est à noter que l'ensemble des règlements effectués aux fournisseurs soit 213.140 € ont fait l'objet d'une inscription au compte de débiteurs divers ouvert au nom de PMB Entreprise dans les comptes de SAEE. Compte tenu de la situation de PMB Entreprise, ces créances ont été provisionnées à 100 %.

20.8.2 Litiges en cours

➤ Taxe professionnelle SAEE – SAPE.

Depuis qu'il est propriétaire des sociétés SAEE et SAPE, le groupe THEOLIA conteste l'imposition à la taxe professionnelle des deux sociétés. En effet, les dirigeants estiment que le contrat conclu avec EDF consiste en une mise à disposition des installations par les sociétés SAEE et SAPE. Dès lors, ils estiment que la taxe professionnelle doit être mise à la charge de l'utilisateur. S'étant heurtés à un refus de l'administration fiscale, les dirigeants ont porté l'affaire devant le Tribunal Administratif.

Dans le respect du principe de prudence, la charge de taxe professionnelle a cependant été provisionnée dans les comptes des deux sociétés pour tous les exercices considérés, et ce, conformément au droit, dans la limite du plafonnement de la taxe à la valeur ajoutée.

Le tribunal administratif de Bordeaux dans un jugement en date du 10 mars 2005 n'a pas fait droit aux demandes de SAEE et SAPE.

Le litige est actuellement soumis à la Cour administrative de Bordeaux.

La réclamation du Trésor Public au 23 mars 2005 ressortait à 391.993,23 €.

➤ LAVANDIS

La société Lavandis a utilisé frauduleusement le modèle de protocole d'investissement prévoyant l'émission d'un emprunt obligataire dit de tranche A dont THEOLIA lui avait soumis un projet, pour recueillir des souscriptions.

Le 20 septembre 2004, THEOLIA a informé les procureurs de la République d'Evry, de Montpellier et d'Aix-en-Provence, territorialement compétents pour connaître des démarchages de deux des représentants commerciaux de la société Lavandis, des souscriptions d'emprunt obligataire lancées par la société Lavandis sur la base des documents intitulés «*engagements préliminaires de souscription* » et «*protocoles d'investissement prévoyant l'émission d'un emprunt obligataire dit de tranche A* » utilisant abusivement le nom de THEOLIA.

Par ailleurs, soucieuse que son nom ne soit pas associé à des manœuvres frauduleuses, THEOLIA a pris l'initiative de racheter les créances des victimes et de se substituer à elles dans les actions engagées à l'encontre de la société Lavandis.

Il n'existe à ce jour, à la connaissance de la Société, aucun autre fait exceptionnel ou litige pouvant avoir ou ayant eu dans le passé récent une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de THEOLIA

20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Il n'est pas survenu, depuis la fin du dernier exercice, de changement significatif dans la situation financière ou commerciale du Groupe, pour lequel des états financiers vérifiés ou des états financiers intermédiaires ont été publiés.

20.10. Honoraires des commissaires aux comptes au 30 juin 2005

20.10.1 Honoraires des commissaires aux comptes au 30 juin 2005

<i>(en euros HT)</i>	MB ASSOCIES	%	JEAN JOUVE	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	42 000	90 %	94 500	63 %
Missions accessoires	4 500	10 %	55 363	37 %
Sous-total	46 500	100 %	149 863	100 %
Autres prestations				
Conseil comptable, financier, organisationnel				
Juridique, fiscal, social				
Technologie de l'information				
Audit interne				
Autres				
Sous-total				
TOTAL	46 500	100 %	149 863	100 %

20.10.2 Honoraires des commissaires aux comptes au 30 juin 2004

<i>(en euros HT)</i>	MB ASSOCIES	%	JEAN JOUVE	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (groupe)	10 000	100%	35 630	100%
Missions accessoires	0	0%	0	0%
Sous-total	10 000	100%	35 630	100%
Autres prestations				
Conseil comptable, financier, organisationnel				
Juridique, fiscal, social				
Technologie de l'information				
Audit interne				
Autres				
Sous-total				
TOTAL	10 000	100%	35 630	100%

21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1. Capital social

21.1.1 Capital social

Au 31 décembre 2005, le capital social s'élevait à 12.337.371 euros, divisé en 12.337.371 actions d'une valeur nominale de 1 euro, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

A la date du Prospectus le capital social s'élève à 18.665.757 euros, divisé en 18.665.757 actions d'une valeur nominale de 1 euro, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

21.1.2 Forme des actions (article 7 des statuts)

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, les actions ou valeurs mobilières émises par la Société revêtiront la forme de titres au porteur ou de titres nominatifs.

21.1.3 Actions auto-détenues

Néant.

21.1.4 Autres titres donnant accès au capital

21.1.4.1 Emprunt obligataire convertible

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 23 mars 2001, THEOLIA a émis au profit des sociétés SAMENAR et SOPROMECE un emprunt obligataire convertible de 249.254 € divisé en 5.450 obligations convertibles de 45,73 € chacune.

A la date du Prospectus, il n'existe plus d'obligations convertibles.

21.1.4.2 Bons de souscription d'actions

Le tableau figurant en **Annexe 1** décrit les caractéristiques de l'ensemble des bons de souscription d'action de la Société en circulation à la date du Prospectus.

21.1.5 Evolution du capital social depuis la création de la Société

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du capital social depuis la création de la Société jusqu'à la date du présent Prospectus :

Période de l'opération	Nom de l'actionnaire	Qualité de l'actionnaire	Pourcentage du capital déteu avant l'opération	Nature de l'opération	Nombre de titres avant l'opération	Nombre de titres acquis	Nombre de titres après l'opération	Pourcentage du capital acquis	Pourcentage du capital après l'opération
31-juil-02	BUCKI Jacques	Associé fondateur	77,41%		1 386 344			77,41%	77,41%
Situation avant	SANTA NDER Jean Marie	Associé fondateur	5,32%		95 262			5,32%	5,32%

Période de l'opération	Nom de l'actionnaire	Qualité de l'actionnaire	Pourcentage du capital détenu avant l'opération	Nature de l'opération	Nombre de titres avant l'opération	Nombre de titres acquis	Nombre de titres après l'opération	Pourcentage du capital acquis	Pourcentage du capital après l'opération
introduction sur le Marché Libre	SOPRO MEC	Capital risquer	3,98%		71 293			3,98%	3,98%
	SAMENAR	Capital risquer	2,58%		46 177			2,58%	2,58%
Capital de 1.790.981 euros	HSBC Genève	Banque	2,71%		48 500			2,71%	2,71%
30-août-02	BUCKI Jacques	Associé fondateur	77,41%	Achat de gré à gré	1 386 344	14 123	1 400 467	0,79%	78,20%
Capital de 1.790.981 euros									
15-sept-04	BUCKI Jacques	Associé fondateur	77,70%	Vente à JMS	1 391 633	-1 324 649	66 984	-73,96%	3,74%
Capital de 2.325.015 euros	SANTANDER Jean Marie	Associé fondateur	1,93%	Achat JB	34 579	1 324 649	1 359 228	73,96%	75,89%
	SANTANDER Jean Marie	Associé fondateur	75,89%	Cession à HT/AEK	1 359 228	-225 000	1 134 228	-12,56%	63,33%
	AEK	Investisseur	0,00%	Achat JMS	0	112 500	112 500	6,28%	
	HEARTSTREAM	Investisseur	0,00%	Achat JMS	0	112 500	112 500	6,28%	
15-oct-04	BUCKI Jacques	Associé fondateur	2,88%	Achat sur le marché	66 984	14 400	81 384	0,62%	3,50%
Capital de 2.325.015 euros	SIS Segaintersettle AG	Centralisateur UBS	0,09%	Achat	2 000	284 334	286 334	12,23%	12,32%
	Pictet SA	Banque	0,02%	Achat	376	151 209	151 585	6,51%	6,52%
30-oct-04	SANTANDER Jean Marie	Associé fondateur	25,59%	Vente sur le marché	1 134 228	-2 910	1 131 318	0,07%	25,52%
Capital de 4.433.815 euros	Hearstrea m	Investisseur	0,00%	Equity line	0	1 054 000	1 054 000	23,78%	23,78%

Période de l'opération	Nom de l'actionnaire	Qualité de l'actionnaire	Pourcentage du capital détenu avant l'opération	Nature de l'opération	Nombre de titres avant l'opération	Nombre de titres acquis	Nombre de titres après l'opération	Pourcentage du capital acquis	Pourcentage du capital après l'opération
	AEK	Investisseur	0,00%	Equity line	0	244 000	244 000	5,51%	5,51%
	Pictet SA	Banque	0,02%	Equity line	151 585	230 800	382 385	9,93%	16,45%
	Fortis	Banque	0,02%	Equity line	0	300 000	300 000	12,91%	12,91%
	Mellon Bank	Banque	0,02%	Equity line	0	50 000	50 000	2,15%	2,15%
30-nov-04 Capital de 4.826.815 euros	SANTANDER Jean Marie	Associé fondateur	23,45%	Vente de gré à gré	1 131 318	89 546	1 041 772	1,86%	21,59%
	Heartstream	Investisseur	21,85%	Equity Line	1 054 000	196 000	1 250 000	4,06%	25,91%
	AEK	Investisseur	5,06%	Equity Line	244 000	196 000	440 000	4,06%	9,12%
	D'Aillières	Invest. Qualifié	0,00%	Achat JMS	0	35 000	35 000	0,73%	0,73%
	SCI National	Invest. Qualifié	0,00%	Achat JMS	0	16 666	16 666	0,35%	0,35%
	Flambard	Invest. Qualifié	0,00%	Achat JMS	0	10 000	10 000	0,21%	0,21%
	Hearstream	Investisseur	21,85%	Equity line	1 054 000	196 000	1 250 000	4,06%	25,91%
	MCC	Intermédiaire	0,00%	Achat JMS	0	27 880	27 880	0,58%	0,58%
	Kas Bank	Banque	0,00%	Equity line	0	19 206	19 206	0,40%	0,40%
	SG	Banque	0,00%	Equity line	0	25 000	25 000	0,52%	0,52%
	London SG	Banque	0,00%	Equity line	0	100 000	100 000	2,07%	2,07%
	Private Banking								
	ABNAMRO	Banque	0,00%	Equity line	0	33 000	33 000	0,68%	0,68%
	BNP Paribas	Banque	0,00%	Equity line	0	92 521	92 521	1,92%	1,92%
	Deutsche Bank	Banque	0,00%	Equity line	0	50 000	50 000	1,04%	1,04%

Période de l'opération	Nom de l'actionnaire	Qualité de l'actionnaire	Pourcentage du capital détenu avant l'opération	Nature de l'opération	Nombre de titres avant l'opération	Nombre de titres acquis	Nombre de titres après l'opération	Pourcentage du capital acquis	Pourcentage du capital après l'opération
15-déc-04 Capital de 4.829.115 euros	SANTANDER	Associé fondateur	21,59%	Achat marché	1 041 772	950	1 042 722	-0,02%	21,61%
	Jean Marie Hearstrea	Investiss	25,91%	Equity line	1 250 000	-196 000	1 054 000	-4,06%	21,85%
	AEK	Investiss	9,12%	Equity line	440 000	-184 334	255 666	-3,82%	5,30%
	SIS Segaintersettle AG	Centralisateur UBS	5,94%	Equity line	286 334	310 000	596 334	6,43%	12,36%
	Fortis	Banque	6,22%	Equity line	300 000	13 000	313 000	0,27%	6,49%
31-déc-05 Capital de 4.829.115 euros	SANTANDER	Associé fondateur	21,61%	Cession Colibri	1 042 722	-586 294	456 428	-12,15%	9,46%
	Jean Marie Colibri Holding	Trust JMS	0,00%	Achat JMS	0	586 294	586 294	12,15%	12,15%
	Heartstre	Investiss	21,85%	Equity line	1 054 000	-1 053 990	10	-21,85%	0,00%
	AEK	Investiss	5,30%	Equity line	255 666	-11 666	244 000	-0,24%	5,06%
	Pictet SA	Banque	7,93%	Equity line	382 385	225 735	608 120	4,68%	12,61%
	D'Aillières	Invest. Qualifié	0,73%	Vente	35 000	-10 000	25 000	-0,21%	0,52%
	Flambard	Invest. Qualifié	0,35%	Vente	16 666	-6 066	10 600	-0,13%	0,22%
	SG London	Banque	0,52%	Equity line	25 000	-25 000	0	-0,52%	0,00%
	ABNAMRO	Banque	0,68%	Equity line	33 000	-33 000	0	-0,68%	0,00%
	BNP Paribas	Banque	1,92%	Equity line	92 521	56 350	148 871	1,17%	3,09%
	Deutsch Bank	Banque	1,04%	Equity line	50 000	250	50 250	0,01%	1,04%
	Fortis	Banque	6,49%	Equity line	313 000	5 100	318 100	0,11%	6,59%
	Sallet	Invest qualifié	0,47%	Equity line	22 790	8 330	31 120	0,17%	0,65%
	ING Bruxelles	Banque	0,00%	Equity line	0	16 504	16 504	0,34%	0,34%
	Kas Bank	Banque	0,05%	Equity line	2 615	90 767	93 382	1,88%	1,94%

Période de l'opération	Nom de l'actionnaire	Qualité de l'actionnaire	Pourcentage du capital détenu avant l'opération	Nature de l'opération	Nombre de titres avant l'opération	Nombre de titres acquis	Nombre de titres après l'opération	Pourcentage du capital acquis	Pourcentage du capital après l'opération
15-janv-05 Capital de 4.829.115	Mellon Bank	Banque	1,04%	Equity line	50 000	10 500	60 500	0,22%	1,25%
	D'Aillières	Invest. Qualifié	0,52%	Vente	25 000	-5 000	20 000	-0,10%	0,41%
	Flambard	Invest. Qualifié	0,22%	Vente	10 600	-280	10 320	-0,01%	0,21%
	BNP Paribas	Banque	3,09%	Equity line	148 871	-4 890	143 981	-0,10%	2,98%
	Fortis	Banque	6,59%	Equity line	318 100	7 000	325 100	0,15%	6,74%
25-févr-05 Capital de 4.830.315 euros	Kas Bank	Banque	1,94%	Equity line	93 382	10 450	103 832	0,22%	2,15%
	Andropa n Asset Managm ent	Invest. Institutio nnel	0,00%	Equity Line	0	150 000	150 000	1,81%	1,81%
	BBL Genève	Banque	0,00%	Equity Line	0	3 616	3 616	0,04%	0,04%
	BNP Exane Brink	Banque	0,00%	Equity Line	0	425 000	425 000	5,12%	5,12%
		Invest. Qualifié	0,00%	Equity Line	0	200 000	200 000	2,41%	2,41%
	CIM	Invest. Institutio nnel	0,00%	Equity Line	0	24 000	24 000	0,29%	0,29%
	CLARID EN	Invest. Institutio nnel	0,00%	Equity Line	0	20 000	20 000	0,24%	0,24%
	CLAY FINLAY	Invest. Institutio nnel	0,00%	Equity Line	0	40 000	40 000	0,48%	0,48%
	CAPITA L MGT Intl	Invest. Institutio nnel	0,00%	Equity Line	0	50 000	50 000	0,60%	0,60%
	EUREFF ECT	Invest. Institutio nnel	0,00%	Equity Line	0	400 000	400 000	4,82%	4,82%
	FIDESS A	Invest. Institutio nnel	0,00%	Equity Line	0	330 000	330 000	3,97%	3,97%
	Fortis Paris	Banque	3,91%	Equity Line	325 100	20 000	345 100	0,24%	4,16%

Période de l'opération	Nom de l'actionnaire	Qualité de l'actionnaire	Pourcentage du capital détenu avant l'opération	Nature de l'opération	Nombre de titres avant l'opération	Nombre de titres acquis	Nombre de titres après l'opération	Pourcentage du capital acquis	Pourcentage du capital après l'opération
04-juil-05 Capital 11 176 783	GROOT MCM	Invest. Institutionnel	0,00%	Equity Line	0	200 000	200 000	2,41%	2,41%
	Hottinger Luxembourg	Banque	0,00%	Equity Line	0	30 000	30 000	0,36%	0,36%
	Keren Finance	Invest. Instit.	0,00%	Equity Line	0	400 000	400 000	4,82%	4,82%
	Lombard Odier	Banque	0,00%	Equity Line	0	40 000	40 000	0,48%	0,48%
	Melse	Invest. Qualifié	0,00%	Equity Line	0	461 400	461 400	5,56%	5,56%
	Pictet AMM	Invest. Qualifié	0,00%	Equity Line	0	30 000	30 000	0,36%	0,36%
	Pictet JKM Mlse	Invest. Qualifié	0,00%	Equity Line	0	88 600	88 600	1,07%	1,07%
	Société Générale Paris	Banque	0,00%	Equity Line	0	150 000	150 000	1,81%	1,81%
	Société Générale Lausanne	Banque	1,20%	Equity Line	100 000	150 000	250 000	1,81%	3,01%
	Theodor Gilessen	Banque	0,00%	Equity Line	0	40 000	40 000	0,48%	0,48%
	Gothard Luxembourg	Invest. Instit.	0,00%	Equity Line	0	20 000	20 000	0,24%	0,24%
	VSBFO NDSSW	Invest. Instit.	0,00%	Equity Line	0	10 000	10 000	0,12%	0,12%
	Heartstream	Invest. Qualifié	0,00%	Equity Line	10	150 000	150 010	1,81%	1,81%
	AEK	Invest. Qualifié	2,94%	Equity Line	244 000	150 000	394 000	1,81%	4,74%
	Keren Finance	Invest. Qualifié	4,82%	Equity Line	400 000	387 900	787 900	3,47%	7,05%
	BNP Exane	Invest. Qualifié	5,12%	Equity Line	425 000	300 000	725 000	2,68%	6,49%
	Insinger de Beaufort	Invest. Qualifié	0%	Equity Line	0	292 800	292 800	2,62%	2,62%
	Gartmore	Invest. Qualifié	0%	Equity Line	0	190 000	190 000	1,70%	1,70%

Période de l'opération	Nom de l'actionnaire	Qualité de l'actionnaire	Pourcentage du capital détenu avant l'opération	Nature de l'opération	Nombre de titres avant l'opération	Nombre de titres acquis	Nombre de titres après l'opération	Pourcentage du capital acquis	Pourcentage du capital après l'opération
	Garino	Invest. Qualifié	0%	Equity Line	0	30 000	30 000	0,27%	0,27%
	Heartstream	Invest. Qualifié	1,81%	Equity Line	150 010	50 000	200 010	0,45%	1,79%
	Alcyone Finance	Invest. Qualifié	0%	Equity Line	0	30 000	30 000	0,27%	0,27%
	SANTANDER Jean-Marie	Associé Fondateur	9,46%	Equity Line	456 428	102 459	558 887	0,92%	5,00%
15-oct-05	AEK	Invest. Qualifié	4,74%	Equity Line	394 000	500 000	894 000	4,37%	7,82%
Capital de 11 432 423	Heartstream	Invest. Qualifié	1,79%	Equity Line	200 010	269 114	469 124	2,35%	4,10%
01-Mars-2006 Capital de 15.885.859	Actionnaires	Actionnaires	100%	Appel public à l'épargne	12 337 371	2 779 898	15 117 269	22,53%	100%
24-avr-06 Capital de 18.665.757	KASBANK	Banque	11,03%	Augmentation réservée	1 355 300	3 333 310	4 688 610	17,90%	25,17%

Les montants sont exprimés en € sauf mention contraire.

21.1.6 Capital autorisé

Délégation de compétence et de pouvoir consentie au Conseil d'administration

L'assemblée générale du 14 avril 2006 a délégué au Conseil d'administration la compétence et les pouvoirs nécessaires à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital par le biais des résolutions suivantes, qui sont reproduites dans leur intégralité :

Dix-huitième résolution - Sous la condition suspensive de l'admission des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A., délégation de compétence à l'effet de décider l'émission d'actions, titres ou valeurs mobilières diverses avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, dans le cadre des articles L. 225-127, L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-92 et suivants du Code de commerce :

1°) met fin avec effet à compter de la date d'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA à la délégation donnée par l'assemblée générale du 28 novembre 2005 par le vote de sa treizième résolution.

2°) délègue au Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, pour une durée de vingt six (26) mois à compter de la présente assemblée, sa compétence, à l'effet de décider, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou monnaie étrangère ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions, titres de capital ou titres ou valeurs mobilières - y compris de bons de souscription émis de manière autonome à titre gratuit ou onéreux ou de bons d'acquisition - donnant accès ou pouvant donner accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances étant précisé que la présente délégation pourra permettre une ou plusieurs émissions en application de l'article L.228-93 du Code de commerce.

Il est précisé que l'émission d'actions de préférence ainsi que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclu.

3°) décide que le montant nominal d'augmentation de capital immédiat ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la délégation donnée au Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, au titre de la présente résolution ne pourra être supérieur à 15 millions d'euros ou sa contre valeur dans tout autre monnaie autorisée, étant précisé que (i) ce montant est fixé compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en suite de l'émission des titres ou valeurs mobilières donnant accès à terme au capital, et que (ii) ce montant s'imputera sur le plafond global de 20 millions d'euros, fixé à la vingt-cinquième résolution.

4°) décide que le Conseil d'administration, ou à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire, pourra instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux actions, titres ou valeurs mobilières qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leur demande. Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration, ou à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire, pourra dans l'ordre qu'il déterminera, utiliser l'une ou l'autre des facultés ci-après (ou plusieurs d'entre elles) :

- soit limiter, conformément et dans les conditions prévues par la loi, le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée ;
- soit répartir librement tout ou partie des titres non souscrits ;
- soit les offrir au public en tout ou partie.

5°) reconnaît que l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces titres ou valeurs mobilières pourront donner droit.

6°) décide que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée, sera au moins égale à la valeur nominale des actions.

Les titres ou valeurs mobilières ainsi émis pourront consister en des titres de créances et notamment obligations ou titres assimilés ou associés, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Ils pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés à durée déterminée ou non, et être émis soit en euros, soit en devises étrangères, ou en autres unités monétaires établies par référence à plusieurs devises. La durée des emprunts ne pourra excéder 7 ans. Le montant nominal maximal de ces titres de créances ne pourra excéder 80 millions d'euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant entendu que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est déléguée au Conseil d'administration ou, à défaut du vote des douzième et treizième résolutions, au Directoire, conformément aux présentes.

Ils pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation et faire l'objet d'un remboursement avec ou sans prime ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachat en bourse ou d'offre d'échange par la Société.

En cas d'émission de titres de créances, le Conseil d'administration ou, à défaut du vote des douzième et treizième résolutions, le Directoire, aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, notamment, pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime, des modalités d'amortissement et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

Le Conseil d'administration, ou à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire, aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, pour mettre en œuvre, la présente délégation à l'effet de procéder aux émissions, en fixer les conditions, constater la réalisation des augmentations qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts, et notamment pour arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des titres ou valeurs mobilières à créer, conclure tous accords et prendre plus généralement toutes dispositions pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et à la cotation et au service financier des instruments émis. Notamment, il fixera les montants à émettre, les prix d'émission et de souscription des actions, titres ou valeurs mobilières, avec ou sans prime, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, le mode de libération, ainsi que, le cas échéant, la durée et le prix d'exercice des bons ou les modalités d'échange, de conversion, de remboursement, ou d'attribution de toute autre manière de titres de capital ou donnant accès au capital.

L'assemblée générale précise que le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des onzième et douzième, le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société :

- devra déterminer, dans les conditions légales, les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme au capital des titres ou valeurs mobilières, y compris des bons ;
- pourra, en cas d'attribution gratuite notamment de bons de souscription, décider librement du sort des rompus ;
- pourra prévoir toute disposition particulière dans le contrat d'émission ;
- pourra prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai ne pouvant excéder le délai maximum prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- pourra fixer les conditions d'attribution gratuite de bons de souscription autonomes et déterminer les modalités d'achat en bourse ou d'échange des titres, valeurs mobilières et/ou bons de souscription ou d'attribution comme de remboursement de ces titres ou valeurs mobilières ;
- pourra déterminer les modalités d'achat en bourse ou d'échange, à tout moment ou à des périodes déterminées, des titres émis ou à émettre ;
- pourra procéder à toutes imputations sur les primes et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
- aura tous pouvoirs afin d'assurer la préservation des droits des titulaires de titres ou valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires.

Dix-neuvième résolution - Sous la condition suspensive de l'admission des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A., délégation de compétence à l'effet de décider l'émission d'actions, titres ou valeurs mobilières diverses avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, dans le cadre des articles L. 225-127, L.225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L.225-136, L. 228-92 et suivants du Code de commerce :

1°) met fin avec effet à compter de la date d'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA à la délégation donnée par l'assemblée générale du 28 novembre 2005 par le vote de sa quatorzième résolution.

2°) délègue au Conseil d'administration, ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions au Directoire, sa compétence, pour une durée de vingt six (26) mois à compter de la présente assemblée, à l'effet de décider, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou en monnaie étrangère ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, l'émission d'actions, titres de capital ou titres ou valeurs mobilières - y compris de bons de souscription émis de manière autonome à titre onéreux ou de bons d'acquisition - donnant accès ou pouvant donner accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances, étant précisé que la présente délégation pourra permettre une ou plusieurs émissions en application de l'article L.228-93 du Code de commerce.

3°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions, titres de capital ou titres ou valeurs mobilières diverses.

Il est précisé que l'émission d'actions de préférence ainsi que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence est exclu.

4°) décide que le montant nominal d'augmentation de capital immédiat ou à terme résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la délégation données au titre de la présente résolution ne pourra être supérieur à 15 millions d'euros ou de sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée étant précisé que (i) ce montant est commun à la vingt-deuxième résolution, (ii) qu'il est fixé compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en suite de l'émission des titres ou valeurs mobilières donnant accès à terme au capital et que (iii) ce montant s'imputera sur le plafond global de 80 millions d'euros fixé à la vingt-sixième résolution.

5°) Conformément à la loi, délègue au Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, la faculté d'apprécier s'il y a lieu de prévoir un délai de priorité irréductible et/ou réductible de souscription en faveur des actionnaires dont la durée minimale est fixée par décret et de fixer ce délai et ses modalités et ses conditions d'exercice, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire pourra, dans l'ordre qu'il déterminera, utiliser l'une ou l'autre des facultés ci-après (ou plusieurs d'entre elles):

- soit limiter, conformément et dans les conditions prévues par la loi, le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée ;
- soit répartir librement tout ou partie des titres non souscrits ;
- soit les offrir au public en tout ou partie.

6°) reconnaît que l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces titres ou valeurs mobilières pourront donner droit.

7°) décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription ou d'attribution d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission et ce, que les valeurs à émettre de manière immédiate ou différé soient ou non assimilables aux titres de capital déjà émis.

Les titres ou valeurs mobilières ainsi émis pourront consister en des titres de créances notamment titres obligataires ou être associés à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Ils pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés à durée déterminée ou non, et être

émis soit en euros, soit en devises étrangères ou en autres unités monétaires établies par référence à plusieurs devises. La durée des emprunts ne pourra excéder 7 ans. Le montant nominal maximal de ces titres de créances ne pourra excéder 20 millions d'euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est déléguée au Conseil d'administration ou, à défaut du vote des douzième et treizième résolutions, au Directoire, conformément aux présentes.

En cas d'émission de titres de créances, le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime, des modalités d'amortissement et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

Le Conseil d'administration, ou à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire, aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, pour mettre en œuvre, la présente délégation à l'effet de procéder aux émissions, fixer leurs conditions, constater la réalisation des augmentations qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts, et notamment arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des titres ou valeurs mobilières à créer, conclure tous accords et prendre plus généralement toutes dispositions pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et à la cotation du service financier des instruments émis. Notamment, il fixera les montants à émettre, les prix d'émission et de souscription des titres ou valeurs mobilières, avec ou sans prime, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, le mode de libération, ainsi que, le cas échéant, la durée et le prix d'exercice des bons ou les modalités d'échange, de conversion, de remboursement, ou d'attribution de toute autre manière de titres de capital ou donnant accès au capital.

L'assemblée générale précise que le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société :

- devra déterminer, dans les conditions légales, les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme au capital des titres ou des valeurs mobilières, y compris les bons ;
- prévoir toute disposition particulière des contrats d'émission ;
- pourra prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai ne pouvant excéder le délai maximum prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- pourra déterminer les modalités d'achat en bourse ou d'échange, à tout moment ou à des périodes déterminées, des titres émis ou à émettre ;
- pourra procéder à toutes imputations sur les primes et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
- aura tous pouvoirs afin d'assurer la préservation des droits des titulaires de titres ou valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires.

Le Président précise que deux erreurs matérielles doivent être corrigées :

- ***le point 4 doit se lire «...ce montant s'imputera sur le plafond global de 20 millions d'euros fixé à la 25ème Résolution » et non «...ce montant s'imputera sur le plafond global de 80 millions d'euros fixé à la 26ème Résolution »***
- ***le point 7 doit se lire « Le montant nominal maximal de ces titres de créances ne pourra excéder 80 millions d'euros... » et non «Le montant nominal maximal de ces titres de créances ne pourra excéder 20 millions d'euros... »***

Vingtième résolution - Sous la condition suspensive de l'admission des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A., autorisation de procéder à l'émission d'actions, titres ou valeurs mobilières diverses en fixant librement le prix d'émission

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, dans le cadre de l'article L. 225-136 1° du Code de commerce et dans la limite de 10% du capital social par an, autorise, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date d'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire, à émettre toutes actions, titres de capital ou titres ou valeurs mobilières diverses, donnant ou pouvant donner accès au capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance en en fixant le prix d'émission en cas d'émission par appel public à l'épargne sans droit préférentiel de souscription, en fonction des opportunités du marché sous la seule limite que les sommes à percevoir pour chaque action soient au moins égales à la valeur nominale. Dans ce cas, le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire, devra établir un rapport complémentaire, certifié par les commissaires aux comptes, décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant des éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation de l'actionnaire.

Vingt et unième résolution - Sous la condition suspensive de l'admission des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A., délégation de compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, l'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, statuant dans le cadre des articles L.225-129, L.225-129-2 et L.225-130 du Code de commerce, aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires :

1°) délègue au Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, sa compétence, pour une durée de vingt six (26) mois à compter de la date d'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, à l'effet de décider d'augmenter le capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes, suivie de la création et de l'attribution gratuite de titres de capital ou de l'élévation du nominal des titres de capital existants, ou de la combinaison de ces deux modalités.

2°) décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les titres seront vendus, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans un délai fixé par Décret en Conseil d'Etat.

3°) décide que le montant d'augmentation de capital résultant de l'ensemble des émissions réalisées au titre de la présente résolution ne pourra excéder le montant nominal de 5 millions d'euros ou de sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisée, étant précisé que le montant nominal d'augmentation de capital réalisée en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond global de 20 millions d'euros fixé à la vingt-sixième résolution.

4°) confère au Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, tous pouvoirs, conformément à la loi et aux statuts de la Société à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution et en assurer la bonne fin.

Vingt-deuxième résolution - Sous la condition suspensive de l'admission des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A., délégation de compétence à l'effet de décider l'émission d'actions, titres ou valeurs mobilières diverses en cas d'offre publique initiée par la Société

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport

spécial des commissaires aux comptes, dans le cadre des articles L.225-148, L.225-129 à L. 225-129-6 du Code de commerce :

1°) délègue au Conseil d'administration ou à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, pour une durée de vingt six (26) mois à compter de la date d'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, sa compétence à l'effet de décider, sur ses seules décisions, l'émission d'actions, de titres de capital ou titres ou valeurs mobilières diverses - y compris de bons de souscription émis de manière autonome - donnant accès ou pouvant donner accès au capital de la Société, ou donnant droit à l'attribution de titres de créance en rémunération des titres apportés à toute offre publique comportant une composante échange initiée par la Société sur les titres d'une autre société inscrite à l'un des marchés réglementés visés par l'article L.225-148 du Code de commerce, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions, titres ou valeurs mobilières.

2°) reconnaît que l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces titres ou valeurs mobilières pourront donner droit.

3°) décide que le montant nominal d'augmentation de capital immédiat ou à terme résultant de l'ensemble des émissions d'actions, de titres ou valeurs mobilières diverses réalisées en vertu de la délégation donnée au Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, par la présente résolution ne pourra être supérieur à 15 millions d'euros ou sa contre-valeur dans toute autre monnaie autorisées, étant précisé que ce montant est (i) fixé compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en suite de l'émission des titres ou valeurs mobilières donnant accès à terme au capital et que (ii) ce montant, est commun au plafond de 15 millions d'euros prévu à la dix-neuvième résolution, et (iii) s'imputera sur le montant du plafond global de 20 millions d'euros prévu à la vingt-sixième résolution.

L'assemblée générale décide de conférer au Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et par les statuts de la Société, tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation des offres publiques visées ci-dessus et de procéder aux émissions d'actions ou titres ou valeurs mobilières rémunérant les actions, titres ou valeurs mobilières apportés, étant entendu que le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire aura à fixer les parités d'échange et à constater le nombre de titres apportés à l'échange.

Vingt-troisième résolution - Sous la condition suspensive de l'admission des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A., délégation à l'effet de procéder à l'émission d'actions, de titres ou valeurs mobilières diverses en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, dans le cadre de l'article L 255-147 alinéa 6, délègue, pour une durée de 26 mois à compter de la date d'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, au Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'émission d'actions, titres de capital ou titres ou valeurs mobilières diverses notamment donnant ou pouvant donner accès au capital de la Société dans la limite de 10 % du capital social, au moment de l'émission, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables. L'assemblée générale précise que conformément à la loi, le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, au Directoire, statuera sur le rapport du ou des commissaires aux apports mentionné à l'article L.225-147 du Code de commerce.

L'assemblée générale décide que le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire, aura tous pouvoirs notamment pour approuver l'évaluation des apports et concernant

lesdits apports, en constater la réalisation, imputer tous frais, charges et droits sur les primes, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, par le Directoire, ou par l'assemblée générale ordinaire, augmenter le capital social et procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Vingt-quatrième résolution - Sous la condition suspensive de l'admission des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A., augmentation du nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières diverses à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, et du rapport spécial du commissaire aux comptes :

1°) met fin avec effet à compter de la date d'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA à la délégation donnée par l'assemblée générale du 28 novembre 2005 par le vote de sa quinzième résolution.

2°) autorise le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire, pour une durée de vingt six (26) mois à compter de la date d'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA à augmenter, sur ses seules décisions dans la limite du plafond global fixé par la vingt-sixième résolution, le nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires lorsque le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions, le Directoire constatera une demande excédentaire dans les conditions de l'article L.225-135-1 et dans la limite de 15% du montant de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

L'assemblée générale constate que la limite prévue au 1° du I de l'article L.225-134 du Code de commerce, sera augmentée dans les mêmes proportions.

Vingt-cinquième résolution - Sous la condition suspensive de l'admission des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A., plafond global des augmentations de capital

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires et après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, fixe, conformément à l'article L.225-129-2 du Code de commerce, le plafond global d'augmentation de capital immédiat ou à terme qui pourrait résulter de l'ensemble des émissions d'actions, titre de capital ou titres ou valeurs mobilières divers réalisés en vertu de la délégation donnée au Conseil d'administration, ou à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions au Directoire, au titre des délégations de compétence prévues par les dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt et unième, vingt-deuxième et vingt-quatrième résolutions à un montant nominal global de 20 millions d'euros, compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en suite de l'émission des titres ou valeurs mobilières donnant accès à terme au capital étant précisé que dans la limite de ce plafond :

- a) les émissions avec maintien du droit préférentiel de souscription, objets de la dix-huitième résolution, après prise en compte de l'augmentation du nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières émises en application de la vingt-quatrième résolution, ne pourront avoir pour conséquence d'augmenter le capital d'un montant supérieur à 15 millions d'euros,
- b) les émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription, objets des dix-neuvième, vingtième et vingt-deuxième résolutions, après prise en compte de l'augmentation du nombre d'actions,

titres ou valeurs mobilières émises en application de la vingt-quatrième résolution, ne pourront avoir pour conséquence d'augmenter le capital d'un montant supérieur à 15 millions d'euros,

- c) les augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, objets de la vingt et unième résolution ne pourront avoir pour conséquence d'augmenter le capital d'un montant supérieur à 5 millions d'euros,

l'ensemble de ces montants est établi compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en suite de l'émission des titres ou valeurs mobilières donnant accès à terme au capital.

Vingt-sixième résolution - Délégation de pouvoir à l'effet d'augmenter le capital social en faveur des salariés du Groupe

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes établis conformément à la loi,

- 1° Autorise le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions à titre extraordinaire, le Directoire, dans le cadre des dispositions des articles L.225-138-1 et L.225-129-6 et suivants du Code de commerce et de l'article L.443-1 et suivants du Code du travail, et après la mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise conformément aux dispositions de l'article L. 443-1 du Code du travail qui devra intervenir dans un délai maximum de 6 mois, à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société réservés aux salariés et anciens salariés adhérents audit plan d'épargne d'entreprise, ou par l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes et attribution gratuite d'actions ou autres titres donnant accès au capital aux salariés.
- 2° Décide que l'augmentation du capital en application de la présente résolution ne pourra excéder 3 % du capital social tel que constaté à l'issue de la présente assemblée générale compte non tenu du nominal des actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société.
- 3° Décide que la présente autorisation emporte suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit desdits adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, aux titres de capital et valeurs mobilières à émettre, le cas échéant attribués gratuitement, dans le cadre de la présente résolution et renonciation à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit.
- 4° Décide que le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions à titre extraordinaire, le Directoire, fixera le prix de souscription des actions conformément aux dispositions de l'article L.443-5 du Code du travail.
- 5° Décide que les caractéristiques des autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société seront arrêtées par le Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions à titre extraordinaire, le Directoire, dans les conditions fixées par la réglementation.
- 6° Donne au Conseil d'administration ou, à défaut d'adoption des douzième et treizième résolutions à titre extraordinaire, au Directoire, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus tous pouvoirs pour déterminer toutes les conditions et modalités des opérations et notamment :
 - décider que les émissions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes de placements collectifs de valeurs mobilières ;
 - fixer les conditions et modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation et notamment de jouissance, les modalités de libération, le prix de souscription des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital dans les conditions légales ;

- arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions ;
- fixer le délai accordé aux souscripteurs pour la libération de leurs titres de capital ou de leurs valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital qui seront effectivement souscrits ;
- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
- prendre toute mesure pour la réalisation des augmentations de capital, procéder aux formalités consécutives à celles-ci, notamment celles relatives à la cotation des titres créés, et apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital.

La présente délégation est consentie pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée.

TABLEAU RECAPITULATIF DU CAPITAL AUTORISE

Nature de la délégation	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'émission	Durée de la délégation
Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires*	15 millions €	26 mois (à compter du 14 avril 2006)
Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires*	15 millions €	26 mois (à compter du 14 avril 2006)
Emission par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	5 millions €	26 mois (à compter du 14 avril 2006)

() dans la limite du plafond global de 20 millions d'euros applicable prévu à la vingt-cinquième résolution.*

21.1.7 Informations relatives aux opérations intervenues sur le capital de la Société

Les principales opérations intervenues sur le capital de la Société au cours des trois dernières années sont présentées au tableau présenté au paragraphe 21.1.5 du Prospectus.

21.2. Principales dispositions statutaires

21.2.1 Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger,

- Toutes opérations se rapportant à l'énergie au sens large et comprenant, sans que la liste ne soit limitative ou exhaustive, l'acquisition ou la promotion – construction – exploitation :
 - 1) de centrales dispatchables,
 - 2) de centrales de secours,
 - 3) de centrales autonomes de toutes natures, autres que 1 et 2,
 - 4) de centrales de cogénération,
 - 5) de centrales éoliennes,
 - 6) de toutes centrales mettant en œuvre des énergies renouvelables
- La production d'énergie sous toutes ses formes,
- Le négoce ou toutes transactions de toutes natures se rapportant à l'énergie au sens le plus large du terme,
- Toutes opérations d'étude et de conception, de développement, de conduite de chantier, de réalisation et d'exécution, d'exploitation directe ou indirecte, de maintenance, de formation des hommes au maintien de l'entreprise pour les centrales évoquées ci-avant ou tous chantiers de toutes natures, ainsi que toute expertise pour le compte de tiers,
- Toutes opérations se rapportant à la prise de participation directe ou indirecte sous quelque forme que ce soit dans toutes les sociétés françaises ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion, la mise en valeur de ces participations et les interventions s'y rapportant,
- Tous emplois de fonds à la création, la gestion, la mise en valeur d'un portefeuille pouvant se composer :
 - 1) de titre de participation de toute société,
 - 2) de brevets, de valeurs mobilières,
 - 3) de licences de toutes origines.

La société pourra en disposer par voies de vente ou de cession, d'apports de souscription d'achat ou de prise d'option et toute autre intervention légalement admissible.

Le tout directement ou indirectement pour son propre compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, d'alliance, de société en participation ou de prise de participation, ou de dation, en location ou en gérance de tous biens, ou autrement et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques, ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

21.2.2 Cession et transmission des actions (article 9 des statuts)

Les actions sont librement négociables, sauf exceptions prévues par la loi.

Les actions sont transmissibles à l'égard de la société et des tiers par virement de compte à compte, dans les conditions, et selon les modalités légales.

21.2.3 Indivisibilité des actions (article 10 des statuts)

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

21.2.4 Droits et obligations attachés aux actions – Catégorie d’actions (article 11 des statuts)

Chaque action donne droit, dans la propriété de l’actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu’elle représente.

Les héritiers ou créanciers d’un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l’apposition des scellés sur les biens de la société, en demander le partage ou la licitation, ni ne s’immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l’exercice de leurs droits, s’en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l’assemblée générale.

Le droit de vote appartient à l’usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et les assemblées générales extraordinaires.

21.2.5 Assemblées générales (articles 22 des statuts)

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi, au lieu désigné par la convocation.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d’administration ou, en son absence, par le vice-Président. A défaut, l’assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l’assemblée qui disposent du plus grand nombre de voix et acceptent ces fonctions.

Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Il est tenu une feuille de présence qui contient les indications exigées par la réglementation en vigueur.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires statuant dans les conditions de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées en y assistant personnellement, en retournant un bulletin de vote par correspondance ou en désignant un mandataire, sous la condition, d’une inscription nominative dans les registres de la Société.

Ces formalités doivent être accomplies au moins trois jours avant la réunion de l’Assemblée.

21.2.6 Quorum – Vote (article 23 des statuts)

1. Le quorum est calculé sur l’ensemble des actions composant le capital social, sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l’ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

2. Sous réserve du droit de vote double ci-après prévu, le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu’elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

3. Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu’elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d’une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, soit de nationalité française, soit ressortissant d’un Etat membre de l’Union Européenne.

En cas d’augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d’émission, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d’actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd le droit de vote double sous réserve des exceptions prévues par la loi.

4. Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée.

Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance.

21.2.7 Clauses susceptibles d'avoir une incidence sur le contrôle de la Société

Sous réserve du droit de vote double accordé à tout actionnaire détenant des actions entièrement libérées et pour lesquelles l'actionnaire peut justifier d'une détention nominative depuis au moins deux ans, aucune clause statutaire n'est susceptible d'avoir pour effet de retarder, de différer ou empêcher le changement de contrôle de la Société.

21.2.8 Modifications du capital social (article 8 des statuts)

1) Augmentation de capital

1. Le capital social peut être augmenté soit par l'émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions définies par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission. Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission. Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2. Les actions souscrites en numéraire émises à titre d'augmentation de capital doivent être obligatoirement libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs et actionnaires quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social et par lettre recommandée individuelle. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

3. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. Ils disposent en outre d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale extraordinaire l'a décidé ou autorisé expressément. L'assemblée générale extraordinaire, qui a décidé ou autorisé l'augmentation de capital, peut encore supprimer ce droit préférentiel de souscription.

2) Amortissement du capital social

Le capital peut être amorti par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen des sommes distribuables au sens de la loi. Les actions amorties sont dites actions de jouissance; elles perdent à concurrence

de l'amortissement réalisé, le droit à toute répartition ou tout remboursement sur la valeur nominale des titres mais conservent leurs autres droits.

3) Réduction du capital social - Amortissement du capital

La réduction du capital social est décidée ou autorisée par l'assemblée générale extraordinaire. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la loi.

22 CONTRATS IMPORTANTS

Le Groupe n'a pas conclu de contrat significatif au cours des deux derniers exercices autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires à l'exception des contrats résumés ci-après :

Dans le cadre des opérations de financement de CESAM Séglien et de CEFF, toutes deux filiales à 100% de la SAS Royal Wind, elle-même détenue à 80% par Ventura, la Banque RBS a mis en place un certain nombre de garanties décrites ci-après : Le montant global des financements obtenus s'élève à 26.240.000 € en dette senior sur une durée de 15 ans (taux Euribor 6 mois + 1.3 point, plafonné à 4.80%) et 1.250.000 € en dette dite Mezzanine sur une durée de 10 ans (Taux Euribor 6 mois + 4 points, plafonné à 7.80%). Le premier tirage a été réalisé le 15 décembre 2005 au profit de la SAS CEFF pour un montant de 9.350.000 €. Les garanties se décomposent de la manière suivante :

- Convention de nantissement des actions Royal Wind détenues par Ventura pendant toute la durée des prêts (320 actions sur 400 actions constituant le capital). Date d'effet de la garantie : le 18 novembre 2005.
- Convention de nantissement des actions CEFF (37 000 actions sur 37 000 actions constituant le capital) et CESAM (40 000 actions sur 40 000 actions constituant le capital) détenues par Royal Wind, pendant toute la durée des prêts. Date d'effet de la garantie : 18 novembre 2005.
- Convention de nantissement des fonds de commerce des SAS CEFF et CESAM pendant toute la durée des prêts. Date d'effet de la garantie : le 13 septembre 2005.
- Convention de nantissement de compte d'instruments financiers constituée par CEFF et CESAM, pour toute la durée des prêts. Date d'effet de la garantie : le 18 novembre 2005.
- Convention de nantissement des soldes de comptes bancaires de Royal Wind, CEFF et CESAM, mise en place pour toute la durée des prêts. Date d'effet de la garantie : le 13 septembre 2005
- Convention cadre de cession de créances professionnelles de CEFF et CESAM à titre de garantie, pour toute la durée des prêts. Date d'effet de la garantie : le 13 septembre 2005.
- Déclaration de gage d'instruments financiers de 1 325 000 euros pendant à la durée des travaux : Date d'effet de la garantie : le 17 novembre 2005.

En termes chiffrés et au 31 décembre 2005, les incidences sur les comptes sociaux sont les suivantes :

Dans les comptes sociaux de Royal Wind

Immobilisations financières CEFF + CESAM Séglien (a) :	740 500 euros
Total du poste de bilan (b) :	740 500 euros
% correspondant (a) / (b) :	100%

Dans les comptes sociaux de Ventura

Immobilisations financières Royal Wind (a) :	32 000 euros
Total du poste de bilan (b) :	113 243 euros

% correspondant (a) / (b) :

32%

Dans les comptes sociaux de THEOLIA

Immobilisations financières Ventura (a) :

4 258 878 euros

Total du poste de bilan (b) :

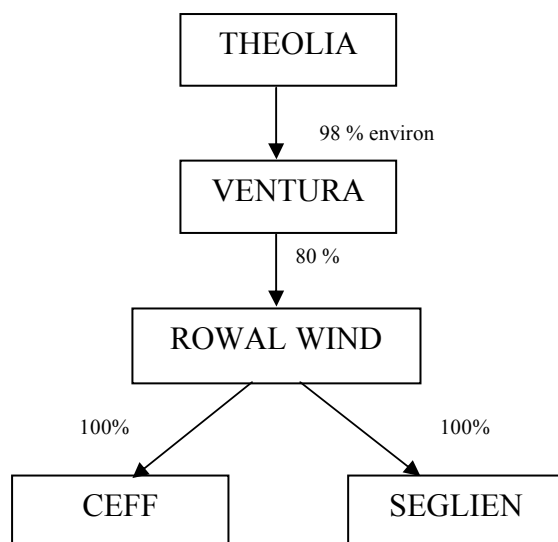
24 943 743 euros

% correspondant (a) / (b) :

17%

Les incidences au niveau des comptes consolidés ne peuvent plus être considérés de la même manière. En effet, l'ensemble des titres des filiales objet des nantisements décrits ci-dessus, sont annulés par les différentes opérations de consolidation. Au plan formel, aucun actif n'apparaît donc nanti dans le bilan consolidé.

L'organigramme au 31 décembre 2005 des différentes sociétés est le suivant :



Aux termes de cet emprunt bancaire, il est prévu que le prêteur pourra demander le remboursement anticipé du prêt dans certains cas, dont notamment :

- si un des emprunteurs n'a toujours pas conclu avec EDF un contrat d'accès¹⁵, un contrat d'achat d'électricité¹⁶ ou un contrat d'exploitation EDF¹⁷ au titre de sa ferme éolienne dans les 6 mois à compter de la date d'achèvement technique¹⁸ ;
- si un des emprunteurs abandonne ou suspend (tout ou partie) son projet de construction d'une ferme éolienne ou l'exploitation de sa ferme éolienne pendant plus de 90 jours ;
- si l'une des sociétés exploitant une ferme éolienne ne respecte pas certains ratios financiers (EBITDA sur charges financières seniors ou sur charges financières totales devant être égal à 1.05) à l'une quelconque des dates de test¹⁹.

¹⁵ Contrat d'accès désigne le contrat conclu entre chaque société exploitant une ferme éolienne et EDF ayant notamment pour objet de préciser les conditions technique conformément auxquelles la ferme éolienne de cette société pourra être raccordée au réseau de distribution électrique et l'énergie injectée et soutirée mesurée.

¹⁶ Contrat d'achat d'électricité désigne le contrat conclu chaque société exploitant une ferme éolienne et EDF ayant pour objet l'achat par EDF de l'électricité produite par la ferme éolienne de cette société pour une durée d'au moins 15 ans à compter de sa mise en service industrielle.

¹⁷ Contrat d'exploitation EDF désigne le contrat conclu entre chaque société exploitant une ferme éolienne et EDF ayant notamment pour objet la définition des conditions techniques conformément auxquelles sont effectués l'entretien et l'exploitation des ouvrages de raccordement concernant sa ferme éolienne.

¹⁸ L'achèvement technique d'une ferme éolienne désigne la date à laquelle le prêteur approuve le fait que l'ensemble des travaux et prestations devant être réalisées conformément aux contrats de construction d'une ferme éolienne ont été menés à bien, que la ferme éolienne a été raccordée au réseau électrique et que les tests d'achèvement et de fonctionnement sont conforme.

- L'exploitation de l'unité de traitement de déchets de Beaucaire qui a débuté le 2 novembre 2005 se fait dans le cadre d'une délégation de service public consentie par le Syndicat Mixte Sud Rhône Environnement à la société ECOVAL 30. Cette délégation de service public a été signée le 5 juin 2001 et se décompose en un bail emphytéotique et une convention d'exploitation. Ces deux actes sont indissociables l'un de l'autre et ont été conclus pour une durée de 18 ans à compter de la réception après achèvement des ouvrages à édifier dans le cadre dudit bail emphytéotique.

Aux termes de ce dernier, la société ECOVAL 30 s'est vu octroyer le droit d'occuper le domaine public afin d'y bâtir un centre de « traitement-valorisation » de déchets puis de l'exploiter dans les conditions fixées par la convention d'exploitation. Cette dernière impose à la société ECOVAL 30 de traiter toutes les ordures ménagères apportées par le Syndicat Mixte Sud Rhône Environnement ou les collectivités qui en sont membres ainsi que par les tiers agréés préalablement par le Syndicat Mixte Sud Rhône Environnement. En outre, la société ECOVAL 30 a la faculté de traiter les déchets provenant de tiers public ou privés en vue de rentabiliser l'exploitation et d'en réduire le coût pour le Syndicat Mixte Sud Rhône Environnement, sous réserve de l'accord préalable de ce dernier.

A l'expiration du bail emphytéotique, la société ECOVAL 30 sera tenue de remettre gratuitement au Syndicat Mixte Sud Rhône Environnement, en état normal d'entretien et de réparation, apte à permettre la continuité du service, l'ensemble des ouvrages édifiés sur le terrain loué ainsi que leurs renouvellements, extensions et améliorations.

Au titre de cette délégation de service public, la société ECOVAL 30 perçoit une rémunération de 54,88 € hors taxe par tonne entrante. Dans le cadre du traitement de déchets provenant de tiers public ou privés, la société ECOVAL 30 doit reverser au Syndicat Mixte Sud Rhône Environnement 3,81 € hors taxe par tonne au-delà d'un seuil de 3.500 tonnes annuelles apportés par ceux-ci.

En outre, les sociétés SAPE et SAEE ont conclu respectivement les 8 janvier 1998 et 16 mars 1998 avec EDF un contrat pour l'achat, par cette dernière, d'énergie électrique produite par leurs installations dispatchables.

Ces deux contrats ont pris effet rétroactivement au 1^{er} novembre 1997. Le contrat conclu par SAPE expirera en 2010 alors que celui conclu par SAEE expirera en 2011.

Aux termes des deux contrats précités, SAPE et SAEE sont tenues de mettre à la disposition d'EDF, dans certaines conditions techniques et financières, une capacité de production donnée durant toute la durée du contrat.

La rémunération perçue par SAPE et SAEE au titre de leurs contrats respectifs se décompose en deux parties :

- une prime annuelle de capacité rémunérant la mise à disposition de la puissance des centrales dispatchables ; et
- une rémunération mensuelle fondée sur l'énergie électrique active effectivement livrée sur le réseau à la demande d'EDF.

Dans ce cadre, au cours de l'exercice clos le 30 juin 2005, SAPE et SAEE ont perçu ensemble 1.247 K€.

23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS

Néant.

¹⁹ Date de test désigne pour une société exploitant une ferme éolienne :

- la date à laquelle l'achèvement technique tel que défini ci-dessus et certaines conditions financières sont remplis au titre de sa ferme éolienne ;
- toute date tombant 15 jours ouvrés après une date de remboursement du présent emprunt.

24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Des exemplaires du Prospectus sont disponibles sans frais auprès de THEOLIA, et auprès des établissements habilités à recevoir les souscriptions. Le Prospectus peut également être consulté sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de THEOLIA (www.theolia.com).

25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Voir paragraphe 7 – « Organigramme » du Prospectus ».

GLOSSAIRE

<i>Aérogénérateur :</i>	Un dispositif aérogénérateur permet la transformation de l'énergie éolienne en une autre énergie (électrique, mécanique, ...).
<i>Biogaz :</i>	Le biogaz est le gaz produit (du méthane essentiellement) par la fermentation de matières organiques animales ou végétales contenues notamment dans les décharges et les stations d'épuration.
<i>Biomasse :</i>	Dans le domaine de l'énergie, le terme de biomasse regroupe l'ensemble des énergies provenant de la dégradation de la matière organique.
<i>Centrales dispatchables :</i>	Les centrales dispatchables sont de petites centrales autonomes de production d'électricité, décentralisées sur l'ensemble du territoire français, propriétés d'entreprises du secteur privé et mises à la disposition d'EDF afin de pouvoir répondre à tout moment et de manière ponctuelle à une demande en électricité de la part d'EDF.
<i>Cogénération :</i>	Technique de production combinée d'électricité et de chaleur. L'avantage de la cogénération est de récupérer la chaleur dégagée par la combustion alors que dans le cas de la production électrique classique, cette chaleur est perdue. Ce procédé permet ainsi, à partir d'une même installation, de répondre aux attentes des industriels et collectivités territoriales qui ont besoin à la fois de chaleur (eau chaude ou vapeur) et d'électricité. Ce système améliore l'efficacité énergétique du processus de production et permet d'utiliser en moyenne 20 % de combustible en moins.
<i>Compost :</i>	Le compost est le résultat de la décomposition et de l'humidification d'un mélange de matières organiques (telle que des résidus verts, des déchets de cuisine, du fumier ou du lisier) par des micro et macro-organismes dans des conditions particulières.
<i>Energie éolienne :</i>	L'énergie éolienne est l'énergie du vent captée au moyen d'un dispositif aérogénérateur ad hoc tel qu'une éolienne.
<i>Energies renouvelables :</i>	Energies dont la production n'entraîne pas l'extinction de la ressource initiale. Elles sont essentiellement tirées des éléments terre, eau, air, feu, et du soleil. Elles comprennent l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie produite par les vagues et les courants marins, la géothermie (c'est-à-dire l'énergie tirée de la chaleur issue du magma terrestre) et la biomasse (c'est-à-dire l'énergie tirée de la matière vivante, en particulier du bois et des résidus végétaux). On y ajoute souvent l'énergie issue de l'incinération des déchets ménagers ou industriels.
<i>Gaz à effet de serre :</i>	Gaz retenant une partie du rayonnement solaire dans l'atmosphère et dont l'augmentation des émissions dues aux activités humaines (émissions anthropiques) provoque une hausse de la température moyenne de la terre

	<p>et joue très probablement un rôle important dans le changement climatique. Le Protocole de Kyoto et la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 visent les six principaux gaz à effet de serre suivants : le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), les hydrocarbures fluorés (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC) et l'hexafluorure de soufre (SF₆). Pour la période 2005-2007, seul le dioxyde de carbone fait l'objet en Europe de mesures de réduction d'émissions en application des plans nationaux d'allocation de quotas de gaz à effet de serre.</p>
Kilovolt ampère :	Unité de mesure électrique (symbole : kVA).
Kilowattheure :	1KWh = 1 KW produit pendant 1 heure.
Méthanisation :	<p>La méthanisation est un processus biologique assuré par une communauté de micro-organismes qui permet la transformation de la matière organique en méthane. Elle permet d'éliminer la pollution organique de rejets industriels et a l'avantage de consommer peu d'énergie, de produire peu de boues et de générer un gaz combustible. Ce gaz combustible, appelé biogaz, peut faire l'objet d'une valorisation énergétique.</p>
Réseau de distribution :	<p>En aval du réseau de transport qui assure le transit de l'énergie électrique à haut et très haute tension des lieux de production jusqu'aux réseaux de distribution ou des sites industriels qui lui sont directement raccordés, les réseaux de distribution, à moyenne et basse tension, desservent les clients finaux (particuliers, collectivités, PME, PMI).</p>
Watt :	<p>Le watt (symbole : W) est l'unité de puissance de flux énergétique et de flux thermique du système international d'unités.</p> <p>1 kilo watt (symbole: KW) = 1.000 W</p> <p>1 méga watt (symbole : MW) = 1.000.000 W</p> <p>1 giga watt (symbole :GW) = 1.000 MW</p> <p>1 tetra watt (symbole : TW) = 1.000 GW</p>
Mégawattheure :	<p>Le mégawattheure (symbole : MWh) est l'unité d'énergie produite par une installation égale à la puissance de l'installation, exprimée en MW, multipliée par la durée de fonctionnement en heures.</p> <p>1MWh = 1 MW produit pendant 1 heure.</p>

Note relative aux valeurs mobilières

1. PERSONNES RESPONSABLES

Voir paragraphe 1 – « Personnes responsables du Prospectus » du Prospectus.

2. FACTEURS DE RISQUE

Les facteurs de risque qui peuvent influencer de façon sensible sur l'activité de la Société sont développés au paragraphe 4 - « Facteurs de risque » du Prospectus.

Les compléments suivants sont apportés.

Volatilité du cours des actions de la Société.

Les marchés réglementés ont connu ces dernières années d'importantes fluctuations qui ont souvent été sans rapport avec les résultats des sociétés dont les actions y sont négociées. Les fluctuations de marchés et la conjoncture économique pourraient accroître la volatilité du cours des actions de la Société.

Ventes d'actions.

La vente sur le marché d'un certain nombre d'actions de la Société, ou le sentiment que de telles ventes pourraient intervenir après la réalisation du transfert pourrait avoir un impact défavorable sur le cours des actions de la Société. La Société ne peut prévoir les éventuels effets sur le cours des actions des ventes sur le marché par ses actionnaires.

3. INFORMATIONS DE BASE

3.1 Déclaration sur le fonds de roulement net

THEOLIA estime disposer d'un fonds de roulement net suffisant au regard des obligations actuelles et sur une période prospective de 12 mois à compter de la date du Prospectus.

3.2 Capitaux propres et endettement

Conformément aux recommandations du CESR (CESR 127), la situation de l'endettement et des capitaux propres au 30 avril 2006 se présente ainsi en normes comptables IFRS :

Groupe Théolia	au 30 avril 06
Capitaux propres et endettement financier en milliers d'€	Total consolidé*
Total de la dette courante	4 641
cautionnée	463
garantie	3 734
non garantie et non cautionnée	444
Total de la dette non courante	25 160
(Hors part à court terme de la dette à long terme)	
cautionnée	1 447
garantie	20 004

non garantie et non cautionnée	3 709
Capitaux propres	104 292
capital	18 772
réserve légale et primes	74 812
réserves consolidées	10 708

* Données non auditées

Analyse de l'endettement financier net en milliers d'€	Total consolidé*
A. Trésorerie	8 266
B. Equivalent de trésorerie	1 300
C. Valeurs mobilières de placement	42 193
D. Total (A+B+C)	51 759
E. Actifs financiers courants	
F. Dette bancaire courante	555
G. Part à court terme de la dette non courante	4 016
H. Autres dettes financières courantes	70
I. Total dette financière courante (F+G+H)	4 641
J. Dette financière courante nette (I-E-D)	-47 118
K. Dette bancaire non courante	21 360
L. Obligations émises	1 600
M. Autre dette non courante	2 200
N. Dette financière non courante(K+L+M)	25 160
O. Endettement financier net (J+N)	-21 958

* Données non auditées

Le 16 janvier 2006, Théolia a signé trois protocoles d'acquisitions de centrales éoliennes en Allemagne auprès de la société PROWIND.

Au terme de ces protocoles, la valeur globale des actifs acquis s'élève à 33.800 K€, tenant compte de financements bancaires en place à hauteur de 25.987 K€.

Au cours du premier trimestre 2006, une garantie bancaire de 12.851 K€ a été donnée par Théolia au vendeur, dans l'attente de la levée des conditions suspensives.

La banque RBS a mis en place un financement global de 26.240K€ en crédit senior et de 1.250 K€ en crédit subordonné dans le cadre de la construction des fermes de CEFF et CESAM. Le montant total tiré au 30.04.06 par Théolia s'élève à 12.400 K€.

La mise à disposition du solde par RBS est conditionnée à l'avancement des travaux des fermes. En l'état actuel des audits techniques et du potentiel éolien, le montant à mettre à disposition est égal au maximum à 24.589 K€ dont 12.400 K€ déjà tirés.

Bien que le Groupe Granit soit en cours de cession, l'endettement du Groupe Theolia au 30.04.06 a été établi compte tenu du Groupe Granit pour une meilleure information.

Aucun élément à la date du visa sur le Prospectus n'a d'impact sur les éléments contenus dans le tableau ci-dessus.

3.3 Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'opération

Néant.

3.4 Raison du transfert sur Eurolist by Euronext™

Le transfert de THEOLIA sur Eurolist by Euronext™ va permettre à la Société :

- de renforcer sa notoriété et sa crédibilité vis-à-vis de ses partenaires, de ses fournisseurs et de ses clients en France comme à l'étranger,
- de renforcer la liquidité du titre,
- de faire bénéficier ses actionnaires actuels et futurs des garanties et protections offertes par un marché réglementé,
- d'optimiser la possibilité à la Société de faire appel au marché pour accompagner sa croissance si cela le nécessitait.

4. INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE ADMISES A LA NEGOCIATION

4.1 Nature, catégorie et date de jouissance

Les actions qui composent le capital de la Société sont des actions ordinaires et de même catégorie.

La date de jouissance pour l'ensemble des actions admises est le 1^{er} juillet 2005.

Elles sont négociées sous le code ISIN de la Société, soit FR0000184814.

Le code mnémonique est : TEO.

4.2 Nombre de titres dont l'admission à la négociation est demandée

L'admission sur Eurolist by Euronext™ de la totalité des actions composant le capital de THEOLIA soit 18 665 757 actions de 1 euro de valeur nominale a été demandée.

4.3 Droit applicable et tribunaux compétents

Les actions sont régies par le droit français.

Les tribunaux compétents en cas de litiges sont ceux du siège social de la THEOLIA lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau Code de procédure civile

4.4 Forme

Sous la condition suspensive de l'admission effective des titres de la Société aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext Paris SA, les actions ou valeurs mobilières émises par la Société revêtiront la forme de titres au porteur ou de titres nominatifs.

4.5 Devise d'émission des actions

Les actions sont libellées en euros.

4.6 Droits attachés aux actions

Les actions sont soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société. En l'état actuel de la législation française et des statuts de THEOLIA en vigueur à ce jour, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après :

Droit aux dividendes

Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée générale ou par le Conseil d'administration habilité par elle.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou de l'acompte sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement de ce dividende ou de cet acompte, soit en numéraire, soit en actions, dans les conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Droit de vote

Sous réserve du droit de vote double, le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, soit de nationalité française, soit ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd le droit de vote double sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et les assemblées générales extraordinaires

Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie

En l'état actuel de la législation française et notamment de l'article L. 225-132 du Code de commerce, toute augmentation de capital en numéraire ouvre aux actionnaires, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription d'actions nouvelles.

L'assemblée générale qui décide ou autorise une augmentation de capital peut, en application de l'article L. 225-135 du Code de commerce, supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation de capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation et peut prévoir ou non un délai de priorité de souscription des actionnaires. Lorsque l'émission est réalisée, par appel public à l'épargne, sans droit préférentiel de souscription, le prix d'émission doit être fixé dans le respect de l'article L. 225-136 du Code de commerce.

De plus, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital peut la réserver à des personnes nommément désignées ou à des catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, en application de l'article L. 225-138 du Code de commerce.

L'assemblée générale peut également la réserver aux actionnaires d'une autre société faisant l'objet d'une offre publique d'échange initiée par la Société en application de l'article L. 225-148 du Code de commerce ou à certaines personnes dans le cadre d'apports en nature en application de l'article L. 225-147 du Code de commerce.

Droit de participation aux bénéfices de l'émetteur

Le bénéfice distribuable est déterminé conformément à la loi.

Après le prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, il est réparti entre les porteurs d'actions et, s'il en existe, les porteurs de certificats d'investissement proportionnellement au nombre de titres qu'ils détiennent.

Toutefois, l'assemblée générale peut prélever sur le solde du bénéfice distribuable toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Clauses de rachat – clause de conversion

Les statuts ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions.

4.7 Date prévue pour le transfert des titres de la Société du Marché Libre vers Eurolist by EuronextTM

La date prévue pour le transfert de marché est le 31 juillet 2006 correspondant à la date de cotation sur Eurolist by EuronextTM.

4.8 Restriction à la libre négociation des actions

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociation des actions composant le capital de la Société.

4.9 Réglementation française en matière d'offres publiques

A la suite de l'admission des actions sur Eurolist by EuronextTM, la Société sera soumise aux règles relatives aux offres publiques obligatoires et aux offres publiques de retrait assorties d'un retrait obligatoire.

4.9.1 Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique visant la totalité des titres de capital de la Société.

4.9.2 Garantie de cours

L'article 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 235-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers prévoient les conditions dans lesquelles une garantie de cours visant la totalité des titres de capital de la Société doit être déposée.

4.9.3 Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants et 237-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait assortie d'un retrait obligatoire des actionnaires minoritaires de la Société.

4.10 Opérations publiques d'achat récentes

Néant.

4.11 Régime fiscal des actions

Le régime fiscal applicable en l'état actuel de la législation française aux actions de la Société est décrit ci-après. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseil fiscal habituel.

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France doivent, en outre, se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence.

L'attention des investisseurs est également attirée sur le fait que le régime fiscal décrit ci-après correspond à celui en vigueur à ce jour. Ce régime pourrait être modifié par de prochaines évolutions législatives ou réglementaires que les investisseurs devront suivre avec leur conseil fiscal habituel.

4.11.1 Résidents fiscaux français

- (1) Personnes physiques détenant des titres dans leur patrimoine privé et ne réalisant pas d'opération de bourse à titre habituel

(a) Dividendes

Les dividendes perçus depuis le 1er janvier 2005 n'ouvrent plus droit à l'avoir fiscal. Les dividendes distribués par la Société aux résidents français ne sont soumis à aucune retenue à la source en France.

Les dividendes perçus à compter du 1er janvier 2006 sont retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année de leur perception pour 60 % de leur montant.

Ces dividendes font en outre l'objet d'un abattement annuel et global fixé à compter de l'imposition des revenus de 2006 à 3.050 euros pour les couples soumis à une imposition commune (couples mariés et partenaires du pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil faisant l'objet d'une imposition commune) et de 1.525 euros pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées et imposées séparément.

Le montant ainsi obtenu est soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu sous déduction d'un crédit d'impôt égal à 50 % du montant des dividendes reçus avant abattement, plafonné à 230 euros pour les couples soumis à une imposition commune et à 115 euros pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées et imposées séparément. L'excédent éventuel du crédit d'impôt non imputé est restituable s'il est d'au moins 8 euros.

Enfin, le montant des dividendes effectivement perçu (c'est-à-dire, avant tout abattement) est par ailleurs soumis :

- à la contribution sociale généralisée (la « CSG ») au taux de 8,2 %, dont 5,8 % sont déductibles du revenu imposable à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de paiement de la CSG ;
- à la contribution pour le remboursement de la dette sociale (la « CRDS ») au taux de 0,5 % ;
- au prélèvement social de 2 % ; et
- à la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % au taux de 0,3 %.

(b) Plus-values

En application de l'article 150-0 A du Code général des impôts (le « CGI »), les plus-values réalisées par les personnes physiques sont imposables, dès le premier euro, à l'impôt sur le revenu au taux proportionnel de 16 % si le montant global des cessions de valeurs mobilières et autres droits ou titres visés à l'article 150-0 A du CGI (hors cessions exonérées de titres détenus dans le cadre d'un plan d'épargne en actions) réalisées au cours de l'année civile excède, par foyer fiscal, un seuil actuellement fixé à 15.000 euros. Le montant de la plus-value imposable est toutefois, sous certaines conditions, diminué d'un abattement d'un tiers par année de détention des titres au-delà de la cinquième. La durée de détention des titres est décomptée à partir du 1^{er}

janvier de l'année de leur acquisition. Cependant, pour les actionnaires ayant acquis leurs titres avant le 1^{er} janvier 2006, la durée de détention est décomptée à partir de cette dernière date.

Sous la même condition tenant au montant annuel des cessions de valeurs mobilières, la plus-value effectivement réalisée (c'est-à-dire, avant tout abattement) sera également soumise aux prélèvements sociaux suivants non déductibles du revenu imposable à l'impôt sur le revenu :

- CSG au taux de 8,2 % ;
- CRDS au taux de 0,5 % ;
- prélèvement social de 2 % ; et
- contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % au taux de 0,3 %.

Le montant des moins-values éventuelles, après application le cas échéant de l'abattement pour durée de détention mentionné ci-dessus, sera imputable sur les gains de même nature réalisés au cours de l'année de cession ou des dix années suivantes, à condition que le seuil de cession visé ci-dessus ait été dépassé l'année de réalisation de la moins-value.

(c) Régime spécial des PEA

Les actions de la Société pourront être acquises dans le cadre d'un plan d'épargne en actions (le « PEA »), institué par la loi n° 92-666 du 16 juillet 1992.

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit (i) pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des produits et des plus-values générés par les placements effectués dans le cadre du PEA et (ii) au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net constaté ou réalisé à cette occasion ; ce gain reste néanmoins soumis aux diverses contributions sociales (dont la nature et le taux global varient en fonction de la période au titre de laquelle le gain a été acquis).

Les moins-values subies dans le cadre du PEA ne seront imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre. Les pertes éventuellement constatées lors de la clôture anticipée du PEA avant l'expiration de la cinquième année seront imputables sur les gains de même nature réalisés au cours de la même année ou des dix années suivantes, à condition que le seuil annuel de cession des valeurs mobilières (et droits ou titres assimilés) applicable au titre de l'année de réalisation de la moins-value soit dépassé au titre de l'année considérée. La Loi de Finances pour 2004 a prévu une mesure similaire pour les clôtures de PEA de plus de cinq ans intervenant à compter du 1^{er} janvier 2005 à condition notamment que la totalité des titres figurant dans le plan ait été cédée à la date de clôture du plan (les titres ne doivent pas avoir seulement fait l'objet d'un transfert sur un compte titre ordinaire).

Il convient enfin de noter que les revenus perçus dans le cadre du PEA ouvriront également droit au crédit d'impôt de 50 % plafonné à 115 ou 230 euros mentionné ci-dessus. Contrairement à l'avoir fiscal, ce crédit d'impôt ne fera pas l'objet d'un versement sur le plan, mais sera imputable sur l'impôt sur le revenu, l'excédent éventuel étant restituable.

(d) Impôt de solidarité sur la fortune

Les actions détenues par les personnes physiques seront comprises dans leurs patrimoines imposables et soumises, le cas échéant, à l'impôt de solidarité sur la fortune.

(e) Droits de succession et de donation

Les actions acquises par voie de succession ou de donation seront soumises aux droits de succession ou de donation en France.

(2) Personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés

(a) Dividendes

Les dividendes distribués par la Société aux résidents français ne sont soumis à aucune retenue à la source en France.

Depuis le 1er janvier 2005, les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés ne peuvent plus imputer l'avoir fiscal sur l'impôt sur les sociétés dont elles sont redevables.

Personnes morales n'ayant pas la qualité de société mère

Les dividendes perçus sont imposables dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire en principe au taux normal de l'impôt sur les sociétés actuellement égal à 33,1/3 %, majoré le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3 % qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés excédant 763.000 euros par période de douze mois.

Cependant, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes au cours de l'exercice, le cas échéant ramené à douze mois, est inférieur à 7.630.000 euros et dont le capital social, entièrement libéré, est détenu de manière continue pendant la durée de l'exercice considéré, pour au moins 75 %, par des personnes physiques ou par des sociétés satisfaisant elles-mêmes à l'ensemble de ces conditions (les « PME »), le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé, dans la limite de 38.120 euros du bénéfice imposable par période de douze mois, à 15 %. Ces entreprises sont, en outre, exonérées de la contribution sociale de 3,3 % mentionnée ci-dessus.

Personnes morales ayant la qualité de société mère

Conformément aux dispositions des articles 145 et 216 du CGI, les personnes morales détenant une participation représentant au moins 5 % du capital et des droits de vote de la Société, peuvent bénéficier du régime des sociétés mères en vertu duquel les dividendes perçus par la société mère ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, à l'exception d'une quote-part représentative des frais et charges supportés par cette société ; cette quote-part est égale à 5 % du montant desdits dividendes, sans pouvoir toutefois excéder pour chaque période d'imposition le montant total des frais et charges de toute nature exposés par la société mère au cours de l'exercice considéré. Pour pouvoir bénéficier de cette exonération, les titres doivent, en particulier, être ou avoir été conservés pendant un délai de deux ans. En cas de non respect du délai, la société mère est tenue de verser au Trésor dans les trois mois suivant la cession une somme égale au montant de l'impôt dont elle a été exonérée indûment, majoré de l'intérêt de retard.

(b) Plus-values

Régime de droit commun

Les plus-values réalisées et moins-values subies lors de la cession de titres de portefeuille sont incluses dans le résultat soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun, c'est-à-dire en principe au taux actuel de l'impôt sur les sociétés de 33,1/3 % majoré le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3 % dans les conditions mentionnées ci-dessus.

Les PME sont susceptibles, dans les conditions mentionnées ci-dessus, de bénéficier d'une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 15 % et d'une exonération de la contribution sociale de 3,3 %.

Régime applicable aux titres de participation

Conformément aux dispositions de l'article 219-I-a ter du CGI, les gains nets réalisés à l'occasion de la cession de titres de participation détenus depuis plus de deux ans sont éligibles au régime d'imposition des plus-values à long terme.

Constituent notamment des titres de participation les actions revêtant ce caractère sur le plan comptable et, sous réserve d'être comptabilisées en titres de participation ou à un sous-compte spécial, les actions acquises en

exécution d'une offre publique d'achat ou d'une offre publique d'échange par l'entreprise qui en est l'initiatrice, les actions ouvrant droit au régime des sociétés mères prévu aux articles 145 et 216 du CGI ou, lorsque leur prix de revient est au moins égal à 22,8 millions d'euros, qui remplissent les conditions ouvrant droit à ce régime autres que la détention de 5 % au moins du capital de la société émettrice.

Les plus-values sur titres de participation sont imposables à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 15 % majoré le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3 % précitée.

Les moins-values relevant du régime du long terme sont imputables sur les plus-values de même nature de l'exercice de leur constatation ou de l'un des dix exercices suivants. Ces moins-values ne sont en principe pas déductibles du résultat imposable au taux normal de l'impôt sur les sociétés. La Loi de Finances Rectificative pour 2004 a prévu cependant des modalités particulières de report en avant pour le solde de moins-values à long terme existant à l'ouverture du premier des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006.

Dispositions spécifiques applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006

La Loi de Finances Rectificative pour 2004 a prévu d'instaurer progressivement une exonération des plus-values à long terme sur titres de participation dans les conditions décrites ci-après.

Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006, le montant net des plus-values à long terme afférentes à des titres de participation fera l'objet d'une imposition séparée au taux de 8 % majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3 % précitée. Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007, elles seront exonérées à l'exception d'une quote-part de frais et charges égale à 5 % du résultat net des plus-values de cession.

Les titres de sociétés à prépondérance immobilière, dont la définition doit être fixée par décret non publié à ce jour, et les titres dont le prix de revient est au moins égal à 22,8 millions d'euros et qui remplissent les conditions ouvrant droit au régime des sociétés-mères autres que la détention de 5 % au moins du capital de la société émettrice seront toutefois exclus du domaine d'application des dispositions susvisées applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006. Ces titres pourront cependant continuer à bénéficier du taux réduit d'impôt sur les sociétés de 15 % dans les mêmes conditions que pour les exercices ouverts avant le 1er janvier 2006.

La Loi de Finances Rectificative pour 2004 prévoit en outre des modalités particulières d'imputation des moins-values à long terme.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de consulter leur conseil habituel pour évaluer les conséquences de ces nouvelles modalités d'imposition.

4.11.2 Non-résidents fiscaux

(1) Dividendes

En vertu du droit interne français, les dividendes distribués par une société dont le siège social est situé en France à ses actionnaires dont le domicile fiscal ou le siège social est situé hors de France font en principe l'objet d'une retenue à la source de 25 %.

Sous certaines conditions, cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application des conventions fiscales internationales qui le prévoient ou de l'article 119 ter du CGI, qui prévoit sous certaines conditions une exonération de retenue à la source sur les distributions de dividendes bénéficiant à des sociétés mères résidentes d'un Etat membre de la Communauté Européenne.

Les actionnaires non-résidents qui sont des personnes physiques et qui peuvent se prévaloir des dispositions d'une convention fiscale ouvrant droit au transfert de l'avoir fiscal, pourront, sous déduction de la retenue à la source au taux prévu par la convention fiscale applicable, bénéficier d'une restitution du nouveau crédit d'impôt institué pour les personnes physiques résidentes françaises sur les distributions effectuées à compter du 1er

janvier 2005. L'administration fiscale a précisé que les modalités pratiques de restitution de ce crédit d'impôt seraient fixées ultérieurement.

Il est recommandé aux investisseurs non-résidents de consulter leur conseil en ce qui concerne les conditions et modalités d'application de la retenue à la source au taux réduit prévu, le cas échéant, par les conventions fiscales applicables et le transfert du nouveau crédit d'impôt, eu égard aux précisions qui seront données ultérieurement par l'administration fiscale.

(2) Plus-values

Les plus-values réalisées à l'occasion des cessions à titre onéreux de valeurs mobilières effectuées par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4B du CGI ou dont le siège social est situé hors de France et qui n'ont pas en France un établissement stable ou une base fixe à l'actif duquel les valeurs mobilières cédées sont inscrites, sont exonérées d'impôt en France, à moins que les droits détenus directement ou indirectement par le cédant, seul ou avec son groupe familial, dans les bénéfices de la société dont les actions sont cédées aient excédé 25 % à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la cession. Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'une participation excédant ou ayant excédé le seuil de 25 % au cours de la période susvisée sont soumises à l'impôt en France au taux proportionnel de 16 %, sauf application éventuelle des dispositions d'une convention fiscale internationale réservant à l'Etat de résidence le droit d'imposer. La plus-value imposable le cas échéant, est, sous certaines conditions, diminuée d'un abattement d'un tiers par année de détention des titres au-delà de la cinquième. La durée de détention des titres est décomptée à partir du 1^{er} janvier de l'année de leur acquisition. Cependant, pour les actionnaires ayant acquis leurs titres avant le 1^{er} janvier 2006, la durée de détention est décomptée à partir de cette dernière date.

(3) Impôt de solidarité sur la fortune

En principe, l'impôt de solidarité sur la fortune ne s'applique pas, à raison de leur participation dans la Société, aux personnes physiques domiciliées hors de France, au sens de l'article 4-B du CGI, qui possèdent directement ou indirectement, moins de 10 % du capital de la Société pour autant, toutefois, que ces actions ne leur permettent pas d'exercer une influence sur la Société.

(4) Droits de succession et de donation

La France soumet aux droits de succession et de donation les titres des sociétés françaises acquis par voie de succession ou de donation par un non-résident français. La France a conclu avec un certain nombre de pays des conventions destinées à éviter les doubles impositions en matière de succession et de donation, aux termes desquelles les résidents des pays ayant conclu de telles conventions peuvent être exonérés de droits de succession et de donation en France ou obtenir un crédit d'impôt dans leur Etat de résidence.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de consulter leur conseil habituel en ce qui concerne leur assujettissement aux droits de succession et de donation.

5. CONDITIONS DU TRANSFERT DU MARCHÉ LIBRE VERS EUROLIST BY EURONEXT™

5.1 Conditions, calendrier prévisionnel et modalités du transfert

5.1.1 Condition du transfert

Le transfert sur Eurolist by Euronext™ s'effectuera par cotation directe.

Le 28 juillet 2006, les cotations sur le Marché Libre devraient être purgées et à compter du 31 juillet 2006, THEOLIA devrait être cotée sur Eurolist by Euronext™.

5.1.2 Calendrier prévisionnel pour l'admission des titres THEOLIA aux négociations sur Eurolist by Euronext™

26 juillet 2006	Visa de l'AMF sur le Prospectus
27 juillet 2006	Communiqué de la Société annonçant le transfert Publication par Euronext Paris S.A de l'avis de transfert
28 juillet 2006	Purge des cotations sur le Marché Libre Publication de la notice légale au BALO
31 juillet 2006	Cotation sur Eurolist by Euronext TM

5.1.3 Publications relatives au transfert

Le transfert de marché fera l'objet d'un avis publié par Euronext Paris S.A. le 27 juillet 2006 et d'un communiqué publié par la Société dans la presse nationale le 28 juillet 2006.

6. ADMISSION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION

6.1 Conditions générales d'admission

Les actions de la Société seront inscrites sur Eurolist by EuronextTM (Compartiment B).

L'inscription des actions sur Eurolist by EuronextTM est demandée en vue de leur cotation le 31 juillet 2006.

6.2 Place de cotation

Les actions THEOLIA sont actuellement négociées sur le Marché Libre d'Euronext Paris S.A, sous le Code ISIN FR0000184814. Suite au transfert demandé par THEOLIA, les actions de la Société devraient être admises sur Eurolist by EuronextTM tout en conservant le même Code ISIN.

6.3 Offres simultanées d'actions Théolia

Néant.

6.4 Convention de tenue de marché

La Société a conclu un contrat de suivi et d'animation avec Bryan Garnier & co, prestataire de service d'investissement de droit anglais.

6.5 Stabilisation

Néant.

7. DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

Néant.

8. DEPENSES LIEES AU TRANSFERT DE MARCHE

Les charges relatives au transfert sur Eurolist by EuronextTM des actions de la Société, y compris les frais administratifs et la rémunération globale des intermédiaires financiers sont estimés à 400.000 euros.

9. DILUTION

Néant.

10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Néant

Annexe 1

Porteurs de BSA

	BSA 1	BSA 3	BSA 4	BSA 5	BSA_{2004CS}	BSA_{bis}	BSA_{A-MCC} (Tranche A)	BSA_{b-ad}	BSA_{B-MCC} (Tranche B)
Date de l'assemblée générale	19-déc-03	19-déc-03	19-déc-03	19-déc-03	20-déc-04	25-avr-05	20-déc-04	13-août-04	20-déc-04
Date du Directoire ayant procédé à l'émission	Emis par l'assemblée générale extraordinaire du 19 décembre 2003				28-janv-05	Emis par l'assemblée générale du 25 avril 2005	27-avr-05	16-sept-05	03-oct-05
Nombre total de BSA attribués au 26 avril 2006	472.000	125.000 *	125.000 *	120.000	800.000	1.538.228	197.938	395.314	158.126
Point de départ d'exercice des BSA	A compter de la souscription	1 ^{er} janvier 2006	1 ^{er} janvier 2007	1 ^{er} janvier 2008	Voir infra : Modalités d'exercice des BSA	Immédiatement	Immédiatement	Immédiatement	Immédiatement
Date d'expiration des BSA	5 ans à compter de la date de souscription	5 ans à compter de la date de souscription	5 ans à compter de la date de souscription	5 ans à compter de la date de souscription	5 ans à compter de la date de souscription	28-avr-10 02-mai-10	27-oct-06	16-mars-07	15-mai-07
Prix d'exercice des BSA	2,06	2,06	2,06	2,06	4,85	3,9	7,275	10,245	10,245
Modalités d'exercice des BSA					- 150.000 exerçables immédiatement - 150.000 exerçables à compter du 31 décembre 2005				

					- 150.000 exerçables à compter du 31 décembre 2006				
					- 150.000 exerçables à compter du 31 décembre 2007				
					- 100.000 exerçables à compter du 31 décembre 2008				
					- 100.000 exerçables à compter du 31 décembre 2009				
BSA levés durant l'exercice	71.552	84.000	0	0	99.000	769.114	127.938	0	0
Nombre total de BSA levés au 26 avril 2006	114.834	84.000	0	0	49.000	769.114	127.938 ***	0	0
BSA annulés durant l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de BSA Annulés au 26 avril 2006	0	5.000	5.000	0	200.000 **	0	0	0	0

Nombre de BSA restants au 26 avril 2006	357.166	36.000	120.000	120.000	501.000	769.114	70.000 ***	395.314	158.126
---	---------	--------	---------	---------	---------	---------	---------------	---------	---------

** La faculté d'exercice des BSA 3 et des BSA 4 est conditionnée à l'exercice d'une fonction opérationnelle au sein du Groupe par leur porteur. A la date du Prospectus, 5.000 BSA 3 et 5.00 BSA 4 sont détenus par M. Berlu qui n'exerce plus aucune fonction opérationnelle au sein du Groupe et ne sont donc plus exerçables.*

*** Certains BSA annulés suite à la transformation du mode de gouvernance*

**** Prend en compte un exercice à venir de 53.000 BSA en date du 24 avril 06*